

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

LES
LETTRES MISSIVES

DROITS DONT ELLES SONT SUSCEPTIBLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

le Vendredi 4 Juillet 1902

PAR

Gustave PARET

Avocat à la Cour d'appel



LYON

IMPRIMERIE MOUGIN-RUSAND, WALTENER & C^{ie} SUCCESSIONS

3, rue Stella, 3

1902

LES
LETTRES MISSIVES

Droits dont elles sont susceptibles

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

LES
LETTRES MISSIVES

DROITS DONT ELLES SONT SUSCEPTIBLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT
SOUTENUE DEVANT LA
FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON
le Vendredi 4 Juillet 1902

PAR

Gustave PARET

Avocat à la Cour d'appel



LYON

IMPRIMERIE MOUGIN-RUSAND, WALTENER & C^{ie} SUCCESSIONS
3, rue Stella, 3.

1902

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, O. ✱, I. ☉, doyen, professeur de Droit civil,
correspondant de l'Institut.

MABIRE, ✱, I. ☉, professeur honoraire.

GARRAUD, I. ☉, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ☉, professeur de Droit romain.

FLURER, I. ☉, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

THALLER, I. ☉, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. ☉, professeur honoraire.

COHENDY, ✱, I. ☉, professeur de Droit commercial.

PIC, I. ☉, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), A. ☉, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, professeur d'Histoire du Droit.

BOUVIER, A. ☉, professeur de Science financière et de
Législation française des finances.

LAMEIRE, professeur adjoint (Droit public).

JOSSERAND, agrégé (Droit privé et Droit criminel).

BROUILHET, agrégé (Sciences économiques).

HUVELIN, agrégé (Histoire du Droit).

LÉVY, agrégé (Droit privé et Droit criminel).

GONNARD, agrégé (Sciences économiques).

CAILLEMER (Robert), chargé de cours (Histoire du Droit).

BECQ, I. ☉, secrétaire.

JURY DE LA THESE

MM. CAILLEMER, professeur, *Président*.

LAMBERT, professeur,	} <i>Assesseurs.</i>
JOSSERAND, agrégé,	

A MA MÈRE

BIBLIOGRAPHIE

- ABADIE. — Propriété des lettres missives, leur utilité au point de vue juridique, 1882.
- AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français, 4^e édition, t. VIII, p. 289 et suiv.
- BAUDOIN. — Discours de rentrée a la Cour de Lyon du 2 novembre 1883.
- BATBIE. — Droit public, t. II.
- BOITARD et VILLEY. — Droit criminel, 1889, sur l'article 10.
- BRETON. — De la propriété et de l'inviolabilité des lettres, 1889.
- M. DU CAMP. — Revue des Deux-Mondes, 1^{er} janvier 1867.
- CHAUVEAU, F. HÉLIE et VILLEY. — Théorie du Code pénal, 1888, t. III, n° 885 et suiv.
- CHAUVET. — Le secret et la propriété de la correspondance, 1891.
- DE CORMENIN. — Revue critique, 1861.
- DEMOLOMBE. — Puissance paternelle, n° 301.
- FAUSTIN HÉLIE. — Traité d'instruction criminelle, 1867, t. III.
- GARRAUD. — Traité théorique et pratique de droit pénal français, 1889, t. III, p. 451 et suiv.
- GARSONNET. — Traité de procédure, t. III, p. 558.

- HANSENS. — Du secret des lettres, 1890.
- LAROMBIÈRE. — Des obligations, 1885, t. VI, sur l'art. 1331, n° 14.
- LAURENT. — Principes de droit civil français, t. III, n° 201 et suiv.
- LEGRIS. — Du secret des lettres missives, propriété, production en justice.
- MANGIN. — De l'instruction écrite, 1847, t. I, p. 160 et suiv.
- MERLIN. — Répertoire V° lettres.
- MORIN. — Répertoire de droit criminel, 1851 : V° poste aux lettres.
- MUTEAU. — Du secret professionnel, p. 532 et suiv.
- PÉRET. — L'inviolabilité du secret des lettres, 1895.
- POUILLET. — Traité théorique et pratique de la propriété littéraire et artistique.
- RENOUARD. — Propriété littéraire, I, p. 25.
- ROUSSEAU. — Traité théorique et pratique de la correspondance par lettres missives et télégrammes, 1877.
- TISSIER. — La propriété et l'inviolabilité du secret des lettres missives, 1885.
- VALÉRY. — Des contrats par correspondance, 1895, n° 352 et suiv. Note au Sirey, 95, 2, 537.
- VANIER. — Revue pratique, 1866, t. XXI, p. 80 et suiv.
- VOILLAUME. — Respect dû à la correspondance, 1888.
- WORMS. — Etudes sur la propriété littéraire, t. II, p. 139.
-

INTRODUCTION

S'il faut voir un instrument de progrès dans tout ce qui rapproche les hommes, atténue les distances, facilite les communications, on doit reconnaître aux lettres missives une importance capitale.

La lettre missive est tout écrit adressé par une personne déterminée à une autre personne, également déterminée, nommée destinataire. Bartole en donne une définition qui, pour être moins juridique, n'en fait pas moins très bien ressortir le caractère : *epistola absendi idem est quod sermo præsentibus, et qui mittit alteri litteras intelligitur præsens præsenti loqui*. Ce que M. de Cormenin a traduit brièvement en disant : « C'est une conversation écrite. »

En effet, par elle se feront sans défiance les confidences les plus intimes, par elle se noueront les liens solides de la famille ou de l'amitié ; par elle se discuteront les mille questions d'intérêt qui surgissent à chaque instant dans notre vie compliquée ; par elle, les commerçants habitant des villes différentes éviteront, pour conclure leurs contrats, la peine de longs voyages

ou l'emploi d'intermédiaires douteux, de sorte qu'il est presque impossible de se représenter les obstacles infinis qui gêneraient nos relations, si nous n'avions le secours de ces petits morceaux de papier, griffonnés à la hâte, par lesquels, à des distances énormes, nous transmettons nos pensées aussi facilement que par le plus secret des entretiens.

Ces immenses bienfaits ont été reconnus de tout temps. Sans doute, à Rome, l'emploi de ce procédé de communication restait encore imparfait et nécessitait, pour offrir quelques garanties, des frais énormes et de coûteuses dépenses : les riches possédaient seuls leurs courriers spéciaux ou leurs esclaves et le plus grand nombre était dans l'impossibilité de profiter de pareils avantages; tout au plus, les citoyens peu fortunés pouvaient-ils, lors du départ de marchands ou de l'envoi d'émissaires publics, confier à ceux-ci des lettres à l'adresse d'amis habitant la région qu'ils devaient traverser. N'importe, le principe n'en était pas moins trouvé, la lettre missive avait fait son apparition sans bruit, modestement, dans le domaine des faits, les siècles suivants allaient lui donner une importance de plus en plus considérable. Cette importance s'est manifestée déjà depuis bien longtemps avec ampleur et nos anciens auteurs la constatent et s'en félicitent : cependant, c'est surtout à notre époque que, pour des raisons multiples, notamment la facilité de leur envoi, la rapidité de leur transmission, et la modicité des frais, les missives sont devenues plus fréquentes.

Si la lettre est une forme de conversation, cette con-

versation revêt un caractère spécial : elle est traduite en signes visibles et durables. Tandis qu'il ne reste plus d'autres traces des paroles échangées qu'un souvenir parfois éphémère, l'écrit, chose tangible, subsiste tel qu'il a été envoyé. En fait, il peut se perdre, s'égarer, tomber sous les yeux d'un tiers qui ne devrait pas le connaître ; en fait encore, le destinataire peut en abuser contre le gré de son auteur. En droit, c'est la preuve indéniable d'un phénomène juridique, engagement, extinction d'obligation, naissance d'une dette. C'est aussi une chose corporelle, objet de propriété comme toute autre chose.

Là est l'origine d'une série de difficultés que l'on a essayé de résoudre et auxquelles on n'a pas trouvé encore une solution satisfaisante. L'élément matériel de la lettre constitue sa principale utilité puisque c'est grâce à lui que se conservent, dans leur intégralité et dans leur forme, les pensées de l'auteur, grâce à lui qu'elles parviennent à celui qu'elles intéressent, grâce à lui qu'elles paraîtront encore vivantes pour ainsi dire, alors que sera mort depuis longtemps celui qui les a mises au jour. Cet élément matériel constitue aussi un danger, précisément pour les mêmes raisons, et cette inévitable dualité, qu'il faudrait s'efforcer de restreindre, donne au sujet quelque chose d'un peu flottant et de toujours nouveau. Etudier tout ce qui concerne la lettre missive dans l'histoire ou dans l'état actuel de notre Code et de notre jurisprudence, rechercher les conséquences qui découlent de l'envoi, de la transmission et de la réception des correspondances, contrôler leur portée, leurs raisons d'être et

leurs effets, telle serait la tâche d'un livre complet sur la matière. Soumettre d'autre part la lettre missive à un droit tel qu'elle n'ait plus que des avantages, que son expéditeur la puisse envoyer sans crainte, que le destinataire la puisse recevoir sans inconvénient et s'en servir sans abus, que les tiers ne puissent s'en emparer ou tout au moins malhonnêtement profiter de leur possession, tel est en somme le but à atteindre et pour cela, sans avoir bien entendu la prétention d'embrasser tous les cas, il importe de classer une série de situations différentes dans lesquelles se trouvent ou peuvent se trouver les divers intéressés.

Envisageant la question au point de vue du droit civil, il faudrait se demander à quel moment se forment les contrats par correspondance, devenus si nombreux de nos jours, et s'ils doivent être considérés comme conclus, ou bien au jour où la lettre d'acceptation est mise à la poste, puisque c'est à ce jour que se sont rencontrées, en un mutuel accord, les volontés des deux parties ; ou bien, au contraire, au moment précis où cette lettre arrive aux mains du pollicitant, puisqu'alors seulement, il ne reste plus à l'acceptant aucun moyen, ni de fait, ni de droit, de revenir sur un consentement évidemment et librement manifesté. Il conviendrait aussi de savoir quelles sont les conditions d'interprétation et de preuve de pareils contrats, et jusqu'à quel point la lettre fait foi en justice.

Au point de vue du droit commercial, ces questions se poseraient avec plus de force encore, car c'est surtout ici que les négociations fréquentes, rapides, souvent passées entre individus habitant les pays les

plus divers, sont établies par correspondance. On y joindrait légitimement l'étude des lettres de change qui ne sont autres que des missives ayant un objet nettement spécial, soumises par suite à des règles particulières de forme, de circulation et de transfert.

Ce n'est pas tout. Une lettre est écrite, nous l'avons vu, pour une personne déterminée. Confiant dans l'honnêteté des intermédiaires, et sans songer à des accidents, rares il est vrai, mais toujours possibles, l'auteur a peut-être confié, à une fragile enveloppe, de redoutables secrets. Quelles mesures sont prises pour que cette confiance ne soit pas trompée, et pour que les agents des postes, mandataires obligatoires, remplissent avec exactitude leurs délicates fonctions, Comment les doivent-ils remplir? A quelles conditions peuvent-ils déroger aux règles ordinaires de leur profession? C'est le droit administratif qu'il faut interroger sur tous ces points. Quelles sont, d'autre part, les conséquences diverses, soit de la violation du secret, soit du détournement de l'écrit lui-même, envisagé comme objet de propriété, n'y a-t-il pas des cas où les autorités judiciaires, chargées de la répression des délits et des crimes, ont le droit de ne pas tenir compte du principe de l'inviolabilité des correspondances, quelle est la portée et quelles sont les limites de ce droit? C'est au Code pénal à répondre.

Et si l'on songe au rôle considérable des communications épistolaires, télégraphiques ou téléphoniques, dans le droit international privé, il est facile de voir qu'une étude approfondie du sujet devrait puiser ses

éléments dans toutes les branches, sans distinction, des connaissances juridiques.

Nous n'aborderons cependant pas le détail de pareils rapports et nous nous attacherons à étudier uniquement le secret de la correspondance et les droits, compatibles avec ce secret, que l'on peut avoir sur les lettres-missives.

Une lettre constitue, semble-t-il, un écrit d'une nature toute spéciale et très particulière; ce qui s'y trouve relaté n'est pas un fait quelconque, indifférent et sans portée, destiné à demeurer anonyme, c'est un fait qui intéresse uniquement deux personnes, et non d'autres, c'est peut-être l'expression de pensées intimes que tout le monde devrait ignorer, hormis l'auteur et le destinataire : la lettre ne doit donc pas être entièrement soumise aux règles qui régissent la propriété ou la possession des choses. Ce qu'il faudrait, en principe, c'est qu'elle ne soit jamais connue que de celui qui l'a écrite et de celui qui l'a reçue. Or, cela est impossible, car, sans parler des mille circonstances qui la font incidemment tomber sous les yeux des tiers, il arrive souvent que le destinataire est intéressé tout le premier à la communiquer et à la divulguer; bien mieux, c'est parfois dans cette divulgation que réside toute son utilité, au cas, par exemple, où elle contiendrait la preuve d'un engagement renié par celui-là même qui l'a contracté. Si bien que l'on se trouve en présence d'une conclusion dont les deux termes sont contradictoires : pour remplir efficacement leur but, sans, pour cela, violer les volontés des parties, il faut tantôt que les correspondances soient secrètes et tantôt

qu'elles ne le soient pas, et c'est là-dessus, en somme, que viennent se greffer tous les problèmes qui surgissent à leur sujet : dans quelle mesure le destinataire peut-il révéler les confidences qu'il a reçues ? Dans quelle mesure l'auteur peut-il, à l'inverse, imposer le secret, dans quelle mesure les divers intéressés usent-ils de la lettre sans porter atteinte à leurs droits réciproques, et quels sont ces droits, là est toute la question.

L'écrit est quelque chose de palpable et de tangible, la feuille de papier est susceptible de passer de main en main, et les signes dont elle est couverte demeurent identiques à eux-mêmes pendant un nombre indéfini d'années ; mais il est sous ces signes une pensée qu'ils sont chargés d'exprimer. Or, envisagée d'une façon abstraite, cette pensée se précise ou se modifie avec le temps dans l'esprit de celui qui l'a conçue, tandis qu'elle ne change pas sur le papier qui la retient ; un moment peut venir où l'auteur ne la reconnaîtra plus, en rougira et la reniera comme ayant jamais été sienne ; faut-il permettre à un destinataire indélicat de la divulguer alors, pour la faire servir à la honte de son confident ? Il peut arriver encore que cette pensée, à présent fixée, ait jailli dans un mouvement de jalousie et d'envie, ou sous le coup de la colère ; faut-il que cette impression passagère demeure désormais ineffaçable et que chacun soit libre de s'en indigner à loisir. Il peut arriver enfin et surtout que, au moment où il expédie sa lettre, l'auteur se rende parfaitement compte de son contenu, mais n'écrive que parce qu'il espère, de la part de son correspondant, un secret absolu, soit qu'il ait employé des formes trop vives, qui offenseraient

les tiers, soit qu'il ait laissé échapper des confidences qui méritent le silence et la discrétion. Aussi, le grand principe qui domine toute la matière, est-il celui du secret des lettres, en vertu duquel une missive ne doit et ne peut être lue que par celui à qui elle est destinée. C'est un principe qui touche au droit public, et à ce point de vue, à défaut de notre Constitution, des lois et des règlements ont pris soin d'en préciser la portée. Il touche aussi et beaucoup au droit privé, mais il faut reconnaître que notre code est muet, et qu'ici tout reste à faire à la doctrine et à la jurisprudence.

Si l'on va au fond des choses, presque toutes les lettres sont envoyées avec l'idée presque inconsciente que le destinataire en prendra seul connaissance ; à suivre donc sans parti pris l'intention de l'auteur, il faudrait reconnaître à ce dernier le droit d'exiger dans tous les cas le secret, et il s'est trouvé des tribunaux pour l'admettre. Seulement en fait, on ne peut pas aller aussi loin ; pour qu'une lettre doive absolument demeurer cachée à tous les regards, il faut que les circonstances dans lesquelles elle a été écrite justifient une pareille nécessité, il faut aussi que son contenu revête un caractère exceptionnellement intime ou personnel, et l'on ne saurait étendre aussi largement ce caractère. De là une distinction fondamentale entre les lettres confidentielles et les lettres non confidentielles ; cette distinction se retrouve à toutes les étapes du sujet, et s'il n'est pas toujours possible de l'établir à première vue, il existe cependant des règles qu'il nous faudra rechercher et qui la facilitent singulièrement ; à défaut

d'ailleurs, le mieux est de s'en rapporter à l'appréciation des tribunaux.

Et toujours et partout reparaissent, pour se combattre, se heurter, et se contredire en quelque sorte, les trois points essentiels sans laquelle la lettre ne serait pas ou serait autre chose que ce qu'elle doit être : la confidentialité d'une part, qui oblige le destinataire à garder le secret, d'autre part la matérialité de l'écrit qui rend au contraire la divulgation souvent probable et toujours possible ; et puis un élément personnel, qui complique et renforce les deux autres. Il est évident, en effet, que l'auteur a mis sur le papier quelque chose de lui-même ; jusqu'à quel point, c'est à l'analyse littéraire et à la psychologie de répondre, mais en tous cas une lettre digne de ce nom est plus qu'une page d'écriture, que n'importe qui pourrait faire aussi bien et de la même façon, c'est une émanation de l'auteur, qui se manifeste non seulement par la pensée même, mais encore par la forme dans laquelle elle est enveloppée, qui la distingue de toute autre et en fait quelque chose d'unique, de spécial et de vivant.

De cet assemblage d'éléments complexes, de cette réunion inattendue de qualités différentes et également respectables, de cette série même de conditions nécessaires et suffisantes pour que la lettre remplisse sans contre-partie fâcheuse son but éminemment utilitaire et pratique, de tout cela résultent les problèmes les plus intéressants et les plus délicats. En s'attachant à un point de vue simple, en envisageant les choses d'une façon toute superficielle et en laissant momentanément de côté l'un au moins des éléments

mentionnés plus haut, on peut dire que quant à sa nature la lettre est un écrit, objet matériel par conséquent, susceptible souvent d'une certaine valeur vénale ; et que quant à son objet, c'est une manifestation tangible de la pensée, donc un moyen de communication et un mode de preuve. Il reste à reprendre brièvement ces caractères et à faire rapidement entrevoir les difficiles questions que soulève chacun d'eux.

La lettre est un écrit. Sans doute cet écrit est fait en général pour être lu par une personne déterminée et par celle-là seulement, ce qui lui donne un caractère tout particulier. Mais cette restriction n'est peut-être pas vraie dans tous les cas d'une vérité absolue. Quelle peut donc être la première pensée du destinataire ? Si la lettre est confidentielle, ce sera de la cacher bien vite aux regards curieux, mais si elle est intéressante et dépourvue d'ailleurs de tout caractère exigeant le secret, l'idée lui viendra parfois de la faire imprimer pour permettre à un plus grand nombre de personnes d'en profiter, et s'il possède du même individu un certain nombre de papiers aussi attrayants, il aura pour la même raison la prétention de les réunir en volume. Or on ne peut en général publier que ce dont on est l'auteur, faut-il apporter une exception pour les lettres missives ? La question surprend d'abord, mais elle est d'autant plus douteuse qu'effectivement l'auteur envoie sa lettre à un tiers sans lui faire de réserve, et que si cette lettre n'est point confidentielle, il n'est pas, semble-t-il, téméraire de supposer qu'il a transmis tout droit sur elle, même le droit de publication, qu'il a mêlé en d'autres termes l'élément in-

tellectuel et l'élément corporel pour faire du tout plein et complet abandon.

La lettre est un objet susceptible comme un autre de propriété, même s'il ne constitue pas un titre ou une pièce utile. En elle, il y a quelque chose de tangible qui n'est pas à négliger, le papier, l'écriture qui le recouvre; et comme telle, elle est naturellement soumise au droit ordinaire de transmission par voie d'hérédité. Mais cette question est complexe, parce que, comme nous l'avons vu, l'élément matériel n'est pas seul, il est joint à l'élément personnel, sans d'ailleurs se confondre toujours avec lui, et le tout est subordonné, quant à la détermination des droits du détenteur, au caractère plus ou moins secret de la lettre. Il faut donc étudier d'abord la façon dont, à l'ouverture d'une succession, on reconnaît ce caractère, puis rechercher comment s'opère la dévolution des correspondances, comment elles se partagent, à supposer même que le partage soit possible et qu'il ne les faille pas toutes donner au même héritier, moyennant compensation; enfin il faut se demander, une fois la dévolution faite, quels sont les droits des cohéritiers sur les lettres qui sont ainsi échues dans leur lot.

La lettre est une manifestation de la pensée, révélée au dehors au moyen de signes visibles; cette pensée peut en fait être destinée à une seule personne, et il en est même généralement ainsi; seulement le destinataire doit-il la garder pour lui et n'a-t-il pas la faculté de la divulguer, de la faire connaître à des amis, voire même à des indifférents? Là encore inter-

viennent les distinctions précédentes, car suivant que le caractère confidentiel est plus ou moins prononcé, il est évident que le destinataire a des droits plus ou moins étendus. Mais même dans le cas le plus favorable, a-t-il le droit de montrer sa correspondance à qui bon lui semble, et puisque les procédés de divulgation sont nombreux, quels sont ceux qui lui appartiennent et dans quelle mesure lui appartiennent-ils ? D'ailleurs, une lettre peut être communiquée sans risque à une personne, alors que la même communication à une autre personne présenterait des inconvénients : Qui sera juge de l'opportunité et de la possibilité de la divulgation et quelles seront les réparations réclamées pour une indiscretion malveillante ?

La lettre est parfois un objet de valeur, non pas seulement parce qu'on pourrait tirer un certain bénéfice de sa divulgation et surtout de sa publication, mais aussi parce qu'elle émane peut-être de la plume de tel ou tel homme célèbre, ce qui la fait rechercher entre toutes, ou parce qu'elle relate un événement intéressant, ce qui en fait un document précieux. Est-il possible dès lors de transformer cette valeur en argent ? Est-il possible de la négocier, de la vendre ou de la céder ? C'est là évidemment une question nouvelle, mais la source de toutes les difficultés se trouve encore dans le même point, savoir la réunion inattendue de tant de qualités diverses, dont les conséquences sont corrélativement différentes. Ce qu'on dit, d'ailleurs, du droit de cession, il faut le dire aussi du droit de saisie ; il faut se demander si les créanciers trouvant des lettres missives dans le patrimoine de leur

débiteur peuvent les faire vendre et, si oui, quelles sont les conditions, quelle est l'étendue, quelle est la portée de ce droit ?

La lettre est un mode de communication entre personnes éloignées les unes des autres, c'est, comme on l'a dit, une conversation entre absents. Or il est des personnes qui n'ont pas un pouvoir absolu de communiquer librement et sous peine d'être illusoire, cette restriction doit logiquement s'étendre à l'envoi et à la réception des lettres missives. Les exemples sont nombreux en droit administratif ou en droit pénal et l'on sait notamment que les correspondances des détenus sont lues par le directeur de la prison. Mais il est d'autres exemples en droit civil ou commercial : c'est ainsi que l'on reconnaît un droit de contrôle au père sur la correspondance de son enfant mineur, au mari sur celle de sa femme, au directeur d'établissement d'aliénés sur celle de ses pensionnaires, au syndic sur celle du failli. Malheureusement si le principe est admis presque sans conteste, il s'en faut de beaucoup que l'on soit d'accord sur son application et nous aurons à voir à quel point précis ce droit cesse d'être utile pour devenir tyrannique, vexatoire, indéfendable par conséquent.

La lettre est encore un mode de preuve, précisément parce qu'elle fixe la pensée sous des signes ineffaçables. Très-souvent donc les tribunaux seront invités à faire état et à se servir de correspondances émanées de l'un des plaideurs et produites par l'autre à l'appui de ses prétentions ou de sa défense. Or, à l'exception du cas où la lettre elle-même constitue un délit dont

le possesseur demande réparation, à l'exception encore du cas où elle est invoquée dans un procès pendant entre l'auteur et le destinataire, la question se pose de savoir s'il est légitime de produire en justice une lettre qui bien certainement n'a pas été écrite pour cela, et quelles sont, si l'on l'admet, les conditions de cette production. Cette question prend un intérêt tout particulier dans les procès qui surgissent entre époux, parce que dans ce cas les pièces litigieuses sont le plus souvent confidentielles et qu'il faut concilier ce caractère soit avec l'autorité du mari telle que la comprend le Code civil, soit avec les nécessités de la défense dans un procès dans lequel le plus souvent sont en jeu la considération, l'honneur et la tranquillité d'une famille.

Il y a là en somme comme autant de chapitres distincts, formant isolément un tout complet, mais il convient de se demander si l'on ne pourrait trouver une formule capable à elle seule de fournir une conclusion rapide, directe et certaine à l'un quelconque d'entre eux, pris au hasard. Or il faut pour cela chercher un point commun à toutes les questions susceptibles de surgir en un pareil sujet, et la tâche ne semble point aisée si l'on songe à tout ce qu'il y a de complexe dans une lettre, à tous les éléments qui se heurtent en elle, à la diversité aussi des rapports existant entre l'auteur et le destinataire. Il serait téméraire de parler à ce propos de la propriété des lettres missives, ce qui passerait peut-être pour une pétition de principe ; et cependant l'expression n'est pas complètement inexacte et l'on pourrait voir dans

ce droit de propriété comme un droit initial dont tous les autres ne seraient que des conséquences, des applications, des subdivisions pour ainsi dire. Néanmoins il subsiste en ces matières tant de points encore mal éclairés qu'il me paraît préférable au contraire d'étudier d'abord chacun des droits spéciaux pour n'arriver qu'ensuite à envisager la question dans son ensemble. Suivant donc en cela une méthode sans doute plus logique, je commencerai par énumérer les droits des autorités administrative et judiciaire, puis, parvenu avec le titre III à l'étude des droits des particuliers, je passerai en revue chacun d'eux, droit de publication, de transmission héréditaire, de divulgation, de cession et de saisie, de contrôle, de production en justice. Et c'est seulement dans un chapitre final que, rapprochant, interprétant ou complétant les solutions trouvées sur ma route, j'essayerai de les réunir en une théorie à la fois plus générale et plus précise.

TITRE I

Droits de l'autorité administrative

CHAPITRE PREMIER

Historique

Pour que les lettres missives remplissent véritablement le rôle important auquel elles sont destinées, elles ne doivent être connues que des intéressés, et parvenir au destinataire telles qu'elles sont sorties des mains de l'expéditeur. En d'autres termes, tendant au même but que la confidence orale, la confidence écrite doit être secrète comme elle. Méconnaître ce point, admettre la possibilité de s'immiscer dans le secret des lettres, serait anéantir toute l'utilité de la correspondance, affaiblir les relations, diminuer la confiance, porter atteinte à la vie même de la société.

Or, toute lettre missive est remise à un intermédiaire qui sera tenté d'en apprendre le contenu. Qu'il s'agisse d'un gouvernement ou qu'il s'agisse d'un particulier, l'intérêt, la crainte, la simple curiosité sont autant de raisons portant à briser le sceau fragile sous lequel se cache peut-être quelque intéressante révélation ;

entation presque invincible quand les circonstances sont propices et que l'on a tous les moyens d'en abuser impunément. C'est un abus funeste sans doute, mais il est de tous les temps, et l'on connaît assez l'apostrophe que lance Cicéron dans sa deuxième Philippique contre ceux qui dévoilent publiquement des faits appris par d'aussi malhonnêtes moyens : « *At etiam litteras, quas me sibi misisse diceret, recitavit, homo et humanitatis expers, et vitæ communis ignarus. Quis enim unquam, qui paulum modo bonorum consuetudinem nosset, litteras ad se ab amico missas, offensione aliquâ interpositâ, in medium protulit, palamque recitavit? Quid est aliud, tollere e vita vitæ societatem, tollere amicorum colloquia absentium? quam multa joca solent esse in epistolis, quæ prolata si sint, inepta esse videantur? quàm multa seria, neque tamen ullo modo divulganda?* » Mais c'était un danger si ordinaire dans les temps antiques, et les messagers courraient de si grands risques, que le même Cicéron termine une de ses lettres à Cassius par ce mot, qui en dit bien long malgré sa brièveté : « *De republica enim nihil scribere possum; neque enim, quod sentio, libet scribere.* Je ne te dis rien des affaires publiques, car il me semble qu'il n'est pas prudent d'écrire sur un tel sujet. »

Que dire maintenant des mœurs de l'ancien régime? On en a tant parlé, les mémoires de l'époque, mille fois reproduits, en ont donné tant de détails, plus ou moins certains, qu'il est inutile d'y insister. Dans tous les cas; ce qu'il y a de consolant, c'est que, sans

attendre l'appui de Louis XVI, qui méprisait le cabinet noir, les Parlements, interprètes de l'opinion publique, avaient depuis longtemps lutté avec énergie contre de pareilles pratiques. On sait, notamment, avec quelle sévérité le Parlement de Dijon, saisi du cas de la directrice des postes de Beaune, accusée d'avoir décacheté des lettres pour en détourner le contenu, la condamna à être pendue, par un arrêt rendu au mois d'août 1724.

Un peu plus tard, en 1735, la Tournelle criminelle osa émettre l'avis que « le ministère public ne peut pas prendre plainte de faits écrits dans des lettres privées, adressées à un ami, envoyées par la poste et non divulguées », parce que, disait-elle, tous les peuples sont convenus de ne pas violer les choses secrètes confiées à la poste, par le moyen desquelles l'histoire et la correspondance s'entretiennent entre toutes les nations.

Ces décisions étaient si hautement approuvées, qu'en 1742, un arrêt édictait des peines extrêmement sévères contre tout employé des postes coupable d'avoir intercepté des lettres missives. Et comme cette ordonnance était mal observée, le conseil du roi, cassant, le 18 août 1775, un arrêté du Conseil supérieur du Cap, déclarait que « les lettres parvenues par l'abus d'une interception commise sur le navire auquel elles avaient été confiées ne pouvaient jamais devenir l'objet d'une délibération, que tous les principes mettent la correspondance secrète des citoyens au nombre des choses sacrées dont les tribunaux, comme les particuliers, doivent détourner les regards. »

L'Assemblée nationale et les assemblées qui la suivirent devaient reprendre cette tradition et l'affirmer pratiquement dans plus d'une circonstance. C'est d'abord l'affaire des lettres de M. de Castelpau au comte d'Artois. Celles-ci, saisies par ordre du Comité permanent de la Commune de Paris furent remises avec procès-verbal au président de l'Assemblée qui, à la séance du 24 juillet, déclara les avoir renvoyées au Comité. A ce propos fut discutée la question de savoir quelles étaient exactement les limites du droit des gouvernements sur les lettres des particuliers. M. de Gouy d'Arcy, tout en paraissant blâmer l'ouverture des lettres en temps normal, faisait exception en cas de troubles : « Dans un état de siège, dit-il, il est permis de décacheter les lettres ; et dans ces temps de fermentation et d'orage, de calomnies et de menées, nous pouvons nous regarder et nous sommes réellement en état de guerre ». Plusieurs l'approuvaient. C'est alors que Mirabeau monta à la tribune, s'éleva contre un pareil procédé en des paroles d'indignation souvent citées, et gagna sa cause. « C'est sans utilité, dit-il, qu'on violerait le secret des familles, le commerce des absents, les confidences de l'amitié, la confiance entre les hommes. Un procédé si coupable n'aurait pas même une excuse ; et l'on dirait de nous dans l'Europe : « En France, sous le prétexte de la sûreté publique, on prive les citoyens de tout droit de propriété sur ces lettres qui sont les productions du cœur et le trésor de la confiance ! Ce dernier asile de la liberté a été violé impunément par ceux-mêmes que la nation avait délégués pour exercer

tous ses droits : ils ont décidé, par ce fait, que les plus secrètes communications de l'âme, les conjectures les plus hasardées de l'esprit, les émotions d'une colère souvent mal fondée, les erreurs souvent redressées le moment d'après, pouvaient être transformées en dépositions contre les tiers ; que le citoyen, l'ami, le frère, deviendraient ainsi, sans le savoir, les juges les uns des autres, qu'ils pourront périr un jour, l'un par l'autre ; car l'Assemblée nationale a déclaré qu'elle ferait servir de base à ses jugements des communications équivoques et surprises, qu'elle n'a pu se procurer que par un crime. »

Semblable ligne de conduite à la fin de cette année 1789, à propos de nouveaux faits du même genre. L'Assemblée décréta que les parties en cause, n'étant accusées d'aucun délit, n'auraient pas dû être arrêtées, ni le secret de leur correspondance violé, et que, au surplus, « conformément aux principes adoptés par l'Assemblée, le secret des lettres doit être constamment respecté ».

Mais les municipalités de province n'entendaient pas la liberté de la même façon, et, quelque temps après, un courrier porteur de lettres adressées à l'intendant général des postes d'Agny, au ministre des affaires étrangères et aux ministres d'Espagne, fut arrêté à Saint-Aubin. L'Assemblée, le 10 août 1790, blâma sévèrement la municipalité coupable et rendit un décret déclarant que le secret des lettres est inviolable et que, sous aucun prétexte, il ne peut y être porté atteinte, ni par les corps, ni par les individus.

Toutes ces déclarations ne paraissant pas encore suffisantes, l'article 2 du décret des 26-29 août 1790, disposait de la manière suivante : « Les commissaires administrateurs prêteront entre les mains du roi le serment de garder et observer fidèlement la foi due au secret des lettres, et les employés dans les postes prêteront le même serment sans frais devant les juges ordinaires des lieux ». Et un décret des 10-20 juillet 1791, enjoignait aux corps administratifs de surveiller l'exécution du décret du 10 août 1790 concernant l'inviolabilité des lettres, et de se conformer aux dispositions de l'article 1^{er} du titre des attributions, faisant partie du décret du 26 du même mois, qui défend aux corps administratifs et aux Tribunaux d'ordonner aucun changement dans le service des postes.

Ce luxe même de décrets prouve malheureusement que les abus n'avaient pas cessé d'exister. C'est qu'en effet, les temps étaient tellement troublés que les considérations émises jadis par M. de Gouy d'Arcy, devant l'Assemblée nationale, reprenaient toute leur valeur. Les partis qui se succédaient au Gouvernement craignaient sans cesse des conspirations ; les groupes s'espionnaient mutuellement, la défense bien ou mal comprise de ce qu'on appelait alors le salut public excusait tous les moyens, et à une époque où l'on faisait si bon marché des vies humaines, le respect des correspondances devait être bien oublié. Aussi Barbé-Marbois pouvait-il écrire : « Plusieurs lois et surtout l'opinion publique notent d'infamie ceux qui violent le secret des correspondances. Mais ce sont là

des œuvres de la civilisation, et nous étions hors de la société et dans l'oppression ».

Cependant les lois se succédaient. L'article 23, partie 2, titre 1, section 3 du Code pénal des 25 septembre-6 octobre 1791, punit de dégradation civique le particulier qui ouvre dolosivement une lettre adressée à autrui, et de deux ans de gêne le fonctionnaire qui se rend coupable du même délit. Il n'excepte même pas les membres du Gouvernement : « Quiconque sera convaincu d'avoir volontairement et sciemment supprimé une lettre confiée à la poste, ou d'en avoir brisé le cachet et violé le secret, sera puni de la peine de la dégradation civique. Si le crime est commis soit en vertu d'un ordre émané du pouvoir exécutif, soit par un agent du service des postes, le ministre qui aura donné ou contresigné l'ordre, quiconque l'aura exécuté, ou l'agent du service des postes qui, sans ordre, aura commis ledit crime, sera puni de la peine de deux ans de gêne ».

Le 19 frimaire an III, la Convention déclare que le secret des lettres ne sera plus violé dans l'intérieur de la République.

Puis c'est l'article 638 du Code de Brumaire an IV qui maintient les dispositions anciennes, mais laisse la porte ouverte à l'arbitraire en ajoutant à l'énoncé habituel ces mots : « il n'est porté aucune atteinte à la surveillance que le Gouvernement peut exercer sur les lettres venant des pays étrangers ou destinées à ces mêmes pays ». D'autres décrets suivent. Mais l'ère des violences touche à sa fin et nous entrons dans la période des codes durables et des pénalités régulières.

L'article 187 du Code pénal de 1810 était ainsi conçu : « Toute suppression, toute ouverture de lettres confiées à la poste, commise ou facilitée par un fonctionnaire ou un agent du Gouvernement ou de l'Administration des postes sera punie d'une amende de 16 francs à 300 francs. Le coupable sera, de plus, interdit de toute fonction ou emploi public pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus. » Ces peines étant trop légères, comme le fit très bien remarquer M. Caumartin, la sanction fut aggravée en 1832 et le délit devint punissable d'une amende de 16 à 500 francs et d'un emprisonnement de 3 mois à cinq ans.

Faut-il parler de la circulaire fameuse du directeur général des Postes, en date du 24 janvier 1867, origine d'un important débat au Corps législatif, et en vertu de laquelle, pour empêcher l'introduction en France d'une lettre de M. le comte de Chambord au général de Saint-Priest, les receveurs devaient surveiller avec le plus grand soin toutes les correspondances, afin de découvrir les exemplaires qui se trouveraient placés soit sous bandes, soit sous des enveloppes closes. Il y eut à ce propos d'éloquentes interpellations : « L'inviolabilité du secret des lettres ne fût-elle pas inscrite dans le Code pénal, dit M. Pelletan, elle n'en serait pas moins gravée en caractères ineffaçables au fond de la conscience, de la morale publique, et aucun code ne pourrait s'empêcher de la respecter... Si la vie privée doit être murée, à plus forte raison la pensée privée doit être respectée : violer le sanctuaire de la pensée privée, c'est commettre en quelque sorte un attentat contre la pudeur de l'âme

humaine ; c'est frapper ce que nous avons de plus intime, de plus personnel, ce que nous disons à Dieu seul ou à un seul homme digne de toute notre confiance ». Dans ce cas encore, le principe fut respecté et le gouvernement se contenta de réserver les droits du préfet de police.

En terminant, il n'est pas inutile de rappeler que l'instruction générale sur les postes, du 20 mars 1868 déclare inviolable le secret des correspondances, et entend par ce mot non seulement le contenu de la lettre, mais encore le nom de l'expéditeur et celui du destinataire.

A l'étranger, le principe est généralement respecté, sauf peut-être en Angleterre, où l'on est un peu surpris d'apprendre que les enveloppes sont parfois décachetées par ordre des ministres, et que l'opposition même ne s'irrite pas trop de pareils procédés. En Allemagne, la Constitution est muette, mais les ordonnances postales défendent de remettre les missives à d'autres que le destinataire, sauf ordre supérieur ou mandat de l'autorité judiciaire, qui seule d'ailleurs a le droit d'en lire le contenu en cas de saisie.

Beaucoup d'autres pays ont inscrit le principe dans leur Constitution, notamment l'Autriche, l'Espagne, les Pays-Bas, la Belgique. De même la constitution de la République du Salvador et celle de l'Etat de Bolivie, qui ont l'une et l'autre un article à peu près semblable disant en substance que la correspondance est inviolable, et que les papiers soustraits n'ont pas d'effet légal (1).

(1) Pérel, p. 19 et 20.

De telles dispositions ne protègent pas que les nationaux, et il est bien évident qu'un gouvernement ne saurait se permettre de prendre connaissance d'une missive par cela seul qu'elle vient de l'étranger et est à ce titre suspecte. Un pareil procédé a pu s'expliquer dans une certaine mesure pour des temps très troubles, mais il ne se comprendrait plus dans l'état actuel de la civilisation.

CHAPITRE II

Droit actuel.

D'après ce qui précède, on voit qu'en France le secret des lettres, dont le respect a fait l'objet de si ardentes discussions, est actuellement garanti contre l'indiscrétion des employés des postes par le Code pénal.

Mais cela ne suffit pas. Car au-dessus du modeste employé, il y a le gouvernement auquel il obéit et qui, lui, ne voit sa puissance restreinte que par les articles de la Constitution. Or, et c'est un grave problème, notre Constitution ne parlant pas de l'inviolabilité de la correspondance, on en pourrait conclure que, comme en Angleterre, les ministres ont plein pouvoir pour rechercher clandestinement le contenu de certaines missives. D'autant que, outre l'absence de texte, ils invoqueraient sans doute quelques motifs d'apparence assez sérieuse, ne fût-ce que la nécessité où ils se trouvent de défendre l'Etat contre de sourdes menées dont le bris d'un cachet peut leur donner la preuve. Mauvaise raison, car toute atteinte à la sûreté de l'Etat est un crime qui relève de l'autorité judiciaire, et celle-ci a la faculté, moyennant certaines formali-

tés, d'opérer ouvertement des saisies de lettres. C'est un moyen périlleux parfois, mais honnête et légal, et qui dispense d'inavouables manœuvres. Quant à l'absence de texte, il faut admettre il est vrai que les décrets de la période révolutionnaire, dont beaucoup faisaient suivre l'énoncé du principe de pénalités actuellement abrogées, ont perdu toute application ; mais, dans leur esprit du moins, ils gardent leur valeur, de telles déclarations ne disparaissent pas. Il est des droits certains, réclamés par la conscience de chacun, par l'opinion publique, par la plus impérieuse des nécessités, et il serait étrange qu'un gouvernement les bravât impunément parce que, par oubli ou distraction, le législateur n'en a pas expressément garanti l'intégrité. D'ailleurs, pour être moins explicite que le Code de 1791 qui incriminait les ministres eux-mêmes, l'article 187 du Code de 1810 est cependant applicable aux agents du gouvernement, ce qui implique une tendance significative.

Au surplus, comme le fait très bien remarquer M. Batbie, le secret des lettres constitue une sorte de droit mixte qui tient à la fois de la propriété et de la liberté individuelle. D'une part en effet l'auteur ou le destinataire sont propriétaires du feuillet de papier comme de tout autre objet ; et d'autre part une des manifestations de la liberté individuelle consiste dans la faculté d'exposer ses sentiments, et de ne les exposer, si on le veut, qu'à un homme déterminé que l'on choisit pour confident. Le principe de l'inviolabilité des correspondances est donc de droit public.

Mais si l'administration des postes a le devoir de

conserver intactes les lettres à elle remises, il faut cependant, dans l'intérêt des particuliers, ou dans l'intérêt de l'Etat, lui reconnaître certains droits dont nous étudierons les limites et la sanction.

§ I

Parmi les cas assez rares dans lesquels était réservé pour l'administration le droit de rechercher le contenu des correspondances, le Code de Brumaire an IV citait celui où des lettres venaient de l'étranger : « Il n'est porté aucune atteinte, disait-il, à la surveillance que le gouvernement peut exercer sur les lettres venant des pays étrangers ou destinées à ces mêmes pays ». Disposition que des raisons de circonstance pouvaient en partie expliquer, mais qui, en temps normal, serait d'autant plus fâcheuse qu'elle entraînerait des mesures de représailles, et créerait des obstacles sans nombre aux relations internationales. Aussi l'article n'ayant pas été reproduit dans le Code de 1810 est par le fait même abrogé, et toutes les lettres, sans distinction d'origine, voyagent sous la sauvegarde du principe de l'inviolabilité de la correspondance.

Cette inviolabilité, l'Etat doit la garantir avec d'autant plus de force qu'il s'est arrogé par les décrets du 2 messidor et du 7 fructidor an VI le monopole du transport des lettres, et que les particuliers peuvent exiger de lui d'autant plus de loyauté qu'ils n'ont pas la faculté de recourir à un autre intermédiaire.

La lettre confiée à la poste doit parvenir intacte à son adresse. Mais à cette règle il y a des exceptions, constituant par conséquent pour l'administration des droits, réduits autant que possible, mais nécessaires au bon fonctionnement du service : droit d'ouvrir les lettres au rebut, droit de prendre connaissance de certaines lettres pour rechercher les fraudes fiscales, droit même de ne pas les remettre au destinataire en cas d'opposition valable ou de disposition spéciale.

1^o Lettres au rebut. Si l'adresse est fausse ou illisible, si le destinataire a quitté son domicile sans laisser de trace, la lettre est envoyée à Paris où elle est ouverte de façon à révéler le nom du destinataire, ou tout au moins celui de l'expéditeur, auquel alors on la renvoie.

À défaut de ces indications, elle est détruite, mais au bout de trois mois seulement, pour permettre les réclamations. Si l'enveloppe à adresse inexacte porte le nom de l'expéditeur, on la réexpédie de suite à celui-ci, sans l'ouvrir. Toutes ces mesures sont prises dans l'intérêt des particuliers, et le décret des 19-24 novembre 1790 les reconnaissait déjà, disant que le travail relatif à la brûlure et au décachèvement préalable des lettres blanches, inconnues, refusées ou non réclamées, continuerait comme par le passé.

L'article 729 de l'instruction générale de 1868 dit en outre que les lettres portant des suscriptions injurieuses ou des menaces sont renvoyées à leur auteur, avec indication du motif de la non-distribution.

2^o Recherche des fraudes fiscales. On l'a enfermée dans les plus étroites limites. Il est d'abord évident

qu'un employé des postes ou un agent du gouvernement n'ont pas le droit d'ouvrir de leur propre autorité une lettre pour y rechercher eux-mêmes une contravention.

Cependant le Trésor ne pouvant renoncer à tout contrôle, il fallait trouver le moyen de concilier, dans la mesure du possible, tous les intérêts.

C'est pourquoi les articles 864 et suivants de l'instruction générale, qui prévoient le cas où une lettre est supposée contenir des valeurs prohibées en violation de la loi du 4 juin 1859, édicte une série de mesures destinées à faire connaître s'il y a contravention, sans nuire pour cela au secret de la correspondance. Notamment le destinataire est tenu d'ouvrir la lettre devant le préposé ; celui-ci, en cas de refus, dressera procès-verbal et gardera les papiers discutés, mais son droit ne va pas plus loin.

Que dire à présent pour les cartes postales ? Ne pourrait-il y être jeté un coup d'œil discret ? Le fait seul d'écrire sur une carte ouverte montre que l'auteur n'attache pas une très grande importance aux déclarations qu'il y fait, tandis que l'Etat a un très grand intérêt à ne pas se laisser duper par des particuliers de mauvaise foi. Cependant il est admis que les cartes postales sont protégées par le secret. En défendant de mettre au rebut celles dont le verso porterait des allégations injurieuses, la circulaire du 25 février 1883 montre bien que les préposés n'en doivent regarder que l'adresse. De plus, la même décision déclare que les agents des postes n'ont pas le droit de signaler les contraventions au timbre de quittance

contenues sur une carte postale, par exemple, parce que cette carte n'est autre chose qu'un reçu n'on timbré.

L'administration se montre également libérale pour les communications de correspondances. On lit en effet dans le *Journal Officiel* du 13 mars 1872, au compte rendu des débats de la veille, à l'Assemblée nationale : « M. Faubert demande que l'administration n'ait pas le droit de lire toutes les correspondances. Je dois dire que telle est aussi l'intention de la Commission. Il est certain, que lorsqu'une lettre n'a pas pour objet une quittance, un reçu ou une décharge, l'administration n'a pas le droit d'en prendre communication. Il faut donc faire une distinction, tracer une ligne de démarcation bien nette. Ainsi pour les lettres qui contiennent reçu, décharge ou quittance, et qui sont devenues des documents de comptabilité, la régie a le droit d'en prendre connaissance. Quant aux lettres qui sont étrangères à cet objet, l'administration n'a pas le droit d'en exiger l'exhibition. Comment le saura-t-on ? . . . On prend connaissance des registres de comptabilité. Or on demandera, au vu des livres, la représentation des pièces qui sont relatives à des réceptions ou des quittances constatées par ces livres et donnant lieu au droit de timbre. Ce sont là les correspondances dont l'administration est autorisée à demander communication ; c'est la règle. »

Il faut admettre ces restrictions non seulement pour la vérification de l'observation des lois sur le timbre, mais aussi pour celle des lois sur l'enregistrement, depuis qu'a été étendu à ce dernier le droit de commu-

nication. En ce qui concerne par exemple la vérification des correspondances des Sociétés, celles-ci ne sont pas tenues de montrer toutes leurs lettres ou cartes-postales, mais seulement celles qui sont classées parmi les documents de comptabilité comme pouvant fournir ouverture à perception d'un droit.

Voici maintenant une hypothèse plus délicate : le destinataire remet volontairement à l'enregistrement la lettre contenant une fraude : celui-ci pourra-t-il poursuivre en se basant sur elle ? Pareille difficulté se pose en droit commun, à propos des lettres contenant la preuve d'un délit et remises à l'autorité judiciaire. Ici, en matière fiscale, il semble bien que l'administration peut poursuivre ; il n'est même pas besoin de recourir, comme on l'a fait, à la considération suivante, à savoir que les contraventions à la loi sur le timbre ne sont possibles, que si la lettre confère un titre, ce qui lui enlève son caractère confidentiel. Pourquoi faire intervenir ce caractère ? L'administration soupçonnant une lettre de contenir des valeurs prohibées a le droit de faire ouvrir celle-ci par le destinataire en présence d'un de ses agents ; or n'est-elle pas dans un cas plus favorable encore quand le destinataire s'offre à remplir cette formalité. Ou encore l'administration a le droit de se faire montrer les papiers mentionnés sur les registres des Sociétés, comme documents de comptabilité ; faudrait-il lui refuser celui, bien moins grave, de prendre connaissance de ces papiers sur la prière même de la Société ?

3^e Droit de ne pas remettre la lettre au destinataire en cas d'opposition valable. L'Administration peut

alors soit garder momentanément la lettre par devers elle, soit même, ce qui est plus grave, la remettre à un tiers.

Sans soulever ici la question, vivement discutée, de savoir si un père ou un mari peuvent faire défense de remettre à l'enfant ou à la femme la correspondance qui leur est adressée, ou s'ils peuvent exiger que cette correspondance leur soit remise à eux-mêmes, il est des points plus certains et prévus par les lois ou par les règlements. D'abord l'article 474 Code commerce dit que les lettres adressées au failli seront remises au syndic et lues par celui-ci. Exceptionnellement donc les postes, art. 833-836 de l'instruction générale, ne transmettront pas ces lettres à leur adresse et les livreront au syndic sur signification du jugement déclaratif de faillite.

Droit semblable en cas d'opposition de l'autorité judiciaire qui, dans l'intérêt supérieur de la répression, peut opérer à la poste même des saisies de lettres, afin de rechercher la preuve d'un délit ou des renseignements sur ce délit.

Bien plus, et pour parler ici exceptionnellement des dépêches télégraphiques, disons qu'une loi du 29 novembre 1850 autorise les directeurs des bureaux télégraphiques du départ et de l'arrivée, à refuser de transmettre ou de remettre une dépêche pouvant, en quoi que ce soit, troubler l'ordre public ; et qu'une décision du 2 janvier 1855 autorise les agents du gouvernement à réclamer, moyennant une réquisition faite dans certaines formes, la communication d'un télégramme.

Autre exception. Pour éviter les erreurs qui se produiraient fatalement si l'on confiait pareil service à un facteur, pour remédier d'ailleurs à une presque impossibilité matérielle, une ordonnance du 2 novembre 1833 institue dans chaque régiment un vaguemestre chargé d'aller prendre les lettres du régiment pour en faire ensuite la distribution.

Mais s'il y a là plutôt une mesure d'utilité, c'est en méconnaître le but que d'approuver une décision que le Conseil d'Etat rendit le 19 novembre 1880, déboutant de sa demande un réserviste qui réclamait des dommages-intérêts parce que l'Administration, en refusant de lui livrer la correspondance qu'il s'était fait envoyer poste restante, lui avait causé un retard préjudiciable. « L'instruction générale sur le service des postes, dit cet arrêt, approuvée par le ministre des finances le 20 décembre 1855, n'a fait qu'appliquer au service de la poste restante les dispositions de l'ordonnance de 1833 ; il suit de là que le receveur des postes, en refusant à un militaire, autrement que par l'intermédiaire du vaguemestre de son régiment, la correspondance qui lui était adressée poste restante, n'a fait que se conformer aux prescriptions réglementaires ci-dessus visées et obligatoires pour le requérant comme toutes les règles de la discipline militaire ».

Pourtant un soldat serait-il répréhensible s'il faisait adresser son courrier à une tierce personne chargée de le lui remettre ? L'ordonnance de 1833 a été faite dans l'intérêt du militaire, des postes, de la discipline. Dans l'intérêt du militaire, qui reçoit sa correspondance plus vite ; mais alors, s'il préfère la recevoir par une autre

voie, pourquoi l'en empêcher ? Dans l'intérêt des postes, dont le service est simplifié, mais alors pourquoi repousser une demande qui ne complique en rien ce service ? De l'intérêt de la discipline, pour éviter toutes fraudes, irrégularités ou contestations ; mais en quoi la discipline est-elle atteinte, parce qu'un militaire se passerait de l'intermédiaire du vaguemestre et pourquoi réserver à celui-ci une sorte de droit de contrôle, purement illusoire d'ailleurs, puisqu'il n'ouvre pas les lettres qu'il distribue ? Il y a donc, ce semble, une exagération, non pas dans le texte de l'ordonnance, qui est à approuver, mais dans son interprétation.

§ II

I. S'il est vrai que l'Administration des postes n'a sur la lettre que des droits très limités, il faut que le respect de ces limites soit garanti par une sanction énergique et que tout abus soit sévèrement puni.

Sans revenir sur les textes du XVIII^e siècle ou de la période révolutionnaire, il est utile de remarquer que les Codes de 1791 et de brumaire an IV établissaient une différence de pénalité pour le cas où le délit avait été commis par un simple citoyen, qui était frappé de la dégradation civique, ou par un fonctionnaire qui était puni de deux ans de gêne.

II. Actuellement, la sanction est double, administrative et pénale. La sanction administrative regarde spécialement les rapports de l'Administration avec ses employés, et consiste dans l'obligation, pour tout agent, de prêter en entrant en fonctions ou tout au

moins dans la huitaine de son installation, le serment prévu par l'article 2 du décret des 26-29 août 1790. L'employé prend ainsi, devant le Tribunal civil ou devant le juge de paix, l'engagement solennel de respecter le secret des lettres. Bien entendu, cette sanction morale risquerait de rester illusoire si elle n'était suivie d'effets matériels : aussi l'article 54 de l'instruction générale de 1868 punit-il de la révocation tout agent qui manque à son devoir de discrétion.

III. La sanction pénale est contenue dans l'article 187 du Code de 1810, punissant d'une amende de 16 à 300 fr., ainsi que de l'interdiction de toute fonction publique, l'agent coupable d'avoir supprimé ou ouvert une lettre confiée à la poste, ou simplement d'avoir facilité un pareil délit. En 1832, on remarqua que la peine n'était pas suffisamment forte pour balancer les intérêts parfois immenses que pourrait trouver tel ou tel employé à connaître le contenu d'une lettre ; la pénalité fut donc aggravée, et à l'amende dont le maximum fut porté à 500 francs, vint s'ajouter un emprisonnement de 3 mois à 5 ans, peine grave qui inspire une crainte salutaire et qui, comme le démontrent les statistiques, a été très sévèrement appliquée par les tribunaux. Il convient à ce propos de rapprocher l'article 354 du Code pénal allemand, punissant d'un emprisonnement de 3 mois au moins tout employé des postes qui, en dehors des cas prévus par la loi, aura ouvert ou supprimé des lettres ou paquets confiés à la poste, ou qui aura sciemment permis à un tiers de commettre un acte de ce genre.

Reste à voir à quelles personnes et pour quels faits

notre article s'applique, quelles sont les conditions de cette application; quelles autres dispositions légales peuvent frapper les agents des postes pour faits connexes à l'ouverture des lettres, et quelles sanctions protègent le secret des correspondances contre l'indiscrétion des simples particuliers.

IV. L'article 187 est applicable à tout agent coupable d'avoir ouvert sciemment une lettre adressée à un autre qu'à lui, sans que la loi, qui considère uniquement la qualité de l'accusé, distingue s'il a agi dans ou hors de l'exercice de ses fonctions. Une telle distinction serait souvent d'ailleurs très difficile à établir en pratique et l'on se heurterait à d'insurmontables obstacles; sans satisfaire pour cela pleinement la raison. Faut-il établir alors une différence entre le cas où l'agent agirait dans un intérêt public et celui où il agirait dans un intérêt privé? Au point de vue moral, il serait moins coupable dans la première hypothèse, mais l'intérêt public risquerait d'être assez mal compris par des préposés indécis, qui d'ailleurs n'ont pas à exercer une surveillance dont ils ne sont nullement chargés. Il est donc inutile de créer des distinctions qui ne sont pas dans la loi.

Peu importe que le coupable remplisse un simple emploi intérimaire, soit, par exemple, agréé comme facteur rural provisoire, même sans prestation de serment (1), car ainsi que le dit très bien un arrêt de la Cour de Cassation, c'est un emploi qu'il remplit

(1) Nîmes, 28 février 1836, S. 56. 1. 549.

publiquement et dont il accepte toutes les charges ; peu importe encore qu'il soit seulement agent auxiliaire. Peu importe même qu'il n'ait pas l'âge requis par les règlements ou soit irrégulièrement commissionné, pour quelque cause que ce soit ; car notre article est écrit dans l'intérêt des particuliers, qui ont confiance dans l'administration des postes, et celle-ci doit choisir ses agents en conséquence. Ces préposés remplissent, du reste, un emploi public ; intérimaires, auxiliaires ou n'ayant pas l'âge, ils ne rentrent pas moins dans les termes de l'article 187, qui, en raison de sa généralité même, a besoin d'être largement interprété.

Partant de ce principe, il faudrait l'appliquer à un maire qui abuserait de son autorité pour faire ouvrir des lettres même dans un intérêt public. (1) Il serait applicable encore à un courrier d'entreprise chargé de transporter dans sa voiture les lettres d'une gare à une localité ou d'une gare à une autre gare (2), car un tel courrier est en quelque sorte attaché à l'administration des postes par la commission dont celle-ci l'a chargé ; et il doit être agréé par le directeur du département, ce qui lui donne un certain caractère public.

V. L'article 187 punit toute ouverture ou suppression de lettre missive. Il faut entendre par ouverture le fait de décacheter une enveloppe, d'où il suit que si par mégarde l'expéditeur a oublié de la fermer, le préposé

(1) Cassation, 6 août 1844, S. 44. 1. 80.

(2) Poitiers, 1^{er} décembre 1877, S. 77. 2. 325.

qui en lirait le contenu ne serait pas plus punissable que le facteur parcourant une carte postale. De telles indélicatesses sont défendues par les règlements, mais elles sont d'abord d'une constatation difficile et surtout elles ne rentrent pas dans les termes de l'article 187. Seulement, l'agent qui ferait part à d'autres de son heureuse découverte se rendrait coupable d'une révélation de secret professionnel, si toutefois on peut appeler ainsi un secret appris à l'encontre des règles de sa profession. Il serait donc passible des peines de l'article 378 C. p.

Il faut entendre par suppression tout acte de l'agent qui empêche la lettre de parvenir à son adresse. Il n'est pas nécessaire que celle-ci soit complètement détruite; si c'est là le mode de suppression par excellence, ce n'est pas le seul, et il y faudrait joindre le fait de remettre sciemment une correspondance à un autre que le destinataire, puisqu'aussi bien elle est supprimée pour ce dernier qui ne la recevra pas, ou la recevra déjà lue, ou la recevra tardivement. De même, le fait de perdre volontairement une lettre, ou tout autre moyen de ne pas la transmettre(1), surtout si c'est au profit d'un commerçant dans la maison duquel coupable est intéressé. De même encore, une suppression momentanée, c'est-à-dire le fait pour un facteur de conserver une lettre de façon à lui imposer un retard appréciable. Sans doute on pourrait dire que celle-ci subsiste, que le destinataire la reçoit, et que si le

(1) Cassation, 9 août 1889, S. 89. 1. 493.

retard lui a causé un préjudice, il demandera des dommages-intérêts à l'administration des postes qui, à son tour, emploiera contre son préposé telle mesure disciplinaire qu'il lui conviendra, sans pour cela requérir l'application de l'article 187. Les tribunaux n'admettent pas cette manière de voir (1), car, comme on l'a très bien dit, la remise tardive de la correspondance ne fait pas plus disparaître le délit que la restitution d'un objet volé n'empêche qu'il y ait eu soustraction frauduleuse.

... Ouverture commise ou facilitée par un fonctionnaire. Il n'est pas nécessaire que l'agent des postes commette lui-même le délit, il suffirait qu'il remit la lettre à un autre individu qui se chargerait du fait matériel : l'article 187 eut été sans cela trop facile à tourner ; mais de cette remarque très simple, on n'a pas, ce me semble, tiré toutes les conséquences possibles au point de vue de la punition des violations de lettres commises par un simple particulier.

... D'une lettre confiée à la poste. Il en faut conclure que notre article s'applique seulement à l'ouverture de lettres pratiquée pendant que celles-ci sont aux mains de l'Administration. Un agent ne se verra pas poursuivre en vertu de cet article s'il a violé une correspondance déjà parvenue à son destinataire ; seulement on lui appliquera les peines du vol, si tant est que les correspondances soient susceptibles de vol.

... Ouverture ou suppression d'une lettre. L'expression s'applique-t-elle d'une part aux imprimés,

(1) Limoges, 6 juin 1884, S. 84. 2.184.

circulaires ou prospectus, d'autre part aux cartes postales ?

Par lettre, a-t-on dit, il faut entendre une correspondance close et cachée aux regards, comme l'entendait du reste l'article 638 du Code de brumaire an IV prévoyant expressément le bris de cachet : la loi, en punissant par le même texte l'ouverture et la suppression, a en vue un objet susceptible de ces deux délits, or, si l'on conçoit la suppression d'un imprimé, on n'en conçoit pas l'ouverture puisque, d'après la loi du 6 avril 1878, les circulaires doivent, pour bénéficier de la taxe réduite, être envoyées à découvert ou sous bande mobile, de telle façon qu'il soit facile de vérifier si elles n'ont pas d'écriture manuscrite et ne dissimulent pas une correspondance ordinaire.

Cette argumentation n'a pas grande valeur, car, comme l'a fait remarquer l'avocat général devant la Cour d'Angers, la violation d'une lettre n'est pas la même chose que sa suppression ; ce sont deux délits à envisager séparément, et, si la suppression entraîne pour les lettres l'application de l'article 187, il en doit être exactement de même pour les imprimés. Le législateur de 1832, dit-on encore, ne pouvait avoir en vue les imprimés, très rares à cette époque et on ne saurait appliquer la loi à une hypothèse qu'elle ne vise pas ! Mais c'est simplement détourner la question puisque l'article 187 parle des lettres, et que l'imprimé en est une ! Pourquoi, en effet, ne le serait-il pas ? La lettre-missive est un écrit adressé par une personne déterminée à une autre personne également déterminée et c'est une conversation entre absents. Or, l'im-

primé, prospectus commercial, avis quelconque, circulaire électorale, ne présente-t-il pas ce double caractère ? D'abord il est envoyé à une certaine personne, que l'expéditeur connaît ou avec laquelle, tout au moins, il désire entrer en relations. D'autre part, c'est une conversation entre absents, l'expéditeur informant le destinataire de telle ou telle chose, tarifs de vente, offres de service, etc. Sans doute, le caractère confidentiel ne s'y rencontre pas, mais l'article 187 ne l'exige nullement. Et même une circulaire est confidentielle dans une certaine mesure ; car, les tarifs des commerçants n'étant pas forcément uniformes, ce qu'un négociant dit à tel client, il peut ne pas le dire ou le dire autrement à tel autre ; et c'est malheureusement plus vrai encore des candidats aux élections. On prétend que si le législateur avait eu en vue les imprimés, il n'aurait pas édicté des peines aussi sévères, ou tout au moins il aurait fait des distinctions entre les deux délits de suppression de lettres et de suppression d'imprimés ! Mais ce que le législateur n'a pas fait, les tribunaux ont le droit et le devoir de le faire, en se mouvant dans les limites assez larges que leur laissent les textes. De plus, on a remarqué que l'article 107 se place sous la rubrique des abus d'autorité ; c'est donc l'abus d'autorité lui-même qui est punissable, abstraction faite de l'importance de l'objet sur lequel il a porté.

Au surplus, même dans le langage courant, n'emploie-t-on le mot lettres que pour les missives contenues dans les enveloppes cachetées ? Non évidemment et la poste qui, dans l'état actuel de nos mœurs, transporte

un nombre incalculable d'imprimés, ne s'appelle pas moins poste aux lettres, précisément parce que le mot lettre est une expression générique s'appliquant à tous les articles dits de correspondance (1).

Donc, et pour résumer, les imprimés qui sont des sortes de lettres doivent être assimilés à celles-ci pour tout ce qui touche aux obligations de l'agent transporteur et la Cour de cassation, depuis un arrêt rendu en mai 1870 sur la matière, n'hésite pas à leur étendre la protection de la loi.

Naturellement, l'article 187 s'applique *à fortiori*, à la suppression des cartes postales, sans qu'on puisse ici argumenter sur les mots : une carte postale est bien une missive, et elle a même un caractère essentiellement personnel (2). Seulement le terme d'ouverture ne saurait s'appliquer à elle, et la question se réduit à savoir si, à ce délit d'ouverture, ne pourrait être assimilé le fait par un agent de lire le verso d'une carte postale, puisqu'en somme on ne défend d'ouvrir une lettre que pour en empêcher la lecture ! Or, il semble bien qu'au point de vue de la culpabilité, pareille assimilation soit excessive, et tout prêche l'indulgence en faveur du facteur qui céderait à la tentation de parcourir un écrit que rien ne cache à ses yeux. L'Administration garantit le secret des cartes en ce sens qu'elle défend à ses agents d'en prendre connaissance, mais il ne peut être question d'ouverture pour une correspondance ouverte, et le système contraire en-

(1) GARRAUD : *Droit pénal*, t. III, n° 320, p. 458.

(2) Poitiers, 1^{er} déc. 1877. D. 78-2-235.

traînerait d'innombrables difficultés de preuve. N'a-t-il pas fallu d'ailleurs un texte spécial, l'article 5 de la loi du 29 novembre 1850, pour accorder aux dépêches télégraphiques la protection de l'article 187 ? (1).

L'agent qui a lu une carte postale ne restera cependant pas impuni. D'une part, il sera soumis aux peines disciplinaires édictées par les règlements et qui peuvent aller jusqu'à la révocation. D'autre part, il aura le plus souvent communiqué ses impressions à un camarade, ce qui le fera tomber sous le coup de l'article 378 du Code pénal prévoyant la divulgation d'un secret professionnel. Comme le dit très bien un arrêt de cassation du 21 novembre 1874 : « lorsqu'une carte postale est remise à la poste, elle devient pour l'agent du gouvernement une chose secrète confiée à sa discrétion et dont il ne peut révéler le contenu ; la révélation des secrets professionnels, réprimée par l'article 378 du Code pénal n'en suppose pas la divulgation ; elle peut exister légalement, lors même que la connaissance en est donnée à une personne unique... la communication par un agent de l'Administration des postes du contenu d'une carte postale, constitue nécessairement la violation d'un secret professionnel » (2).

En vain prétexterait-on que celui qui écrit une carte postale sait à quoi il s'expose et que l'on n'a pas l'habitude de confier des secrets à un papier que rien ne dissimule. De par les règlements, les employés des postes sont tenus de ne pas les lire ; ils doivent obéir

(1) ROUSSEAU : *Lettres missives*, n° 370.

(2) Cassation, 21 novembre 1874, S. 75, 1. 89.

à cette consigne sévère et les particuliers sont en droit de compter sur leur discrétion. « La confiance se manifeste suffisamment, dit Cauwès, par la mise à la poste ; elle s'étend à tous les agents du même service public, liés par le même serment, présentant les mêmes garanties. »

Quant aux télégrammes, les employés chargés de leur transmission en savent forcément le contenu. C'est pourquoi un texte spécial enjoint aux agents du service télégraphique, sous peine d'une amende de 16 à 150 francs, de prêter serment de garder inviolablement le secret des dépêches qui leur sont confiées, et de ne donner connaissance des documents télégraphiques à qui que ce soit, sans un ordre écrit du Ministre de l'intérieur (art. 23 de l'ordonnance du 24 juillet 1833, 14 de la constitution du 14 janvier 1852, 16 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852). Et voici la sanction : celui qui aura violé le secret sera puni des peines portées à l'art. 187 du Code pénal. Il existe donc ici un texte mettant sur la même ligne la divulgation des dépêches et celle des lettres. Dans les rapports de tous autres agents, fonctionnaires ou simples particuliers, les dépêches cachetées pourront être assimilées aux lettres et les non-cachetées ou cartes-télégrammes, à des cartes postales.

Le secret ne porte pas seulement sur le contenu de la lettre ; il porte même sur le nom de l'auteur ou du destinataire. Par application de ce principe, le Conseil d'Etat (1) a décidé qu'un créancier ne peut pas prati-

(1) C. d'Etat, 13 mars 1874, S. 76, 2, 59.

quer une saisie-arrêt aux mains de l'Administration des postes sur le contenu d'un pli chargé adressé à son débiteur. puisque les postes doivent agir vis-à-vis des tiers comme si elles ignoraient les qualités des propriétaires des lettres à elles confiées.

VI. Pour être appliqué, l'art. 187 réclame une volonté coupable, et s'il ne formule pas expressément cette exigence, c'est qu'elle est de principe en droit pénal ; on ne comprendrait pas qu'un facteur qui, par mégarde, perd une lettre, se voie condamné à des pénalités rigoureuses, pas plus que celui qui ouvrirait de bonne foi une lettre, s'en croyant le destinataire. Il y a là, sans doute, un défaut de vigilance pouvant entraîner des sanctions administratives ; il n'y a pas une intention mauvaise ; et, puisque notre article est placé sous la rubrique des abus d'autorité, on s'imagine peu ce que pourrait être un abus d'autorité involontaire. Pour que la négligence soit punissable, il faut ou que la loi le dise expressément, ou qu'elle-même constitue à elle seule délit ; or, ici il n'y a rien de semblable. Seulement si le destinataire a éprouvé de ce fait un certain préjudice, on lui accordera le bénéfice de l'art. 1382 du Code civil.

VII. L'article 187 est-il le seul applicable à la suppression ou à l'ouverture des lettres ? Pareille question ne se poserait pas si ce délit était simple et se suffisait à lui-même, car sa sanction paraît assez énergique. Mais le plus souvent l'agent coupable a été poussé par la curiosité ou par l'intérêt ; or, dans le premier cas, il est rare qu'un curieux soit discret et garde pour lui les secrets dont il a pu s'emparer ; et dans le second,

la faute étant généralement commise dans des circonstances qui l'aggravent, mérite une peine plus sévère.

L'art. 378 du Code pénal stipule que toutes personnes dépositaires, par état ou profession, des secrets qu'on leur confie, qui, hors le cas où la loi les oblige à se porter dénonciateurs, auront révélé ces secrets, seront punis d'un emprisonnement d'un à 6 mois et d'une amende de 100 à 500 fr. Il n'est pas douteux que les agents des postes rentrent dans les termes de cet article. Nous avons vu qu'ils ne doivent même pas divulguer les noms des destinataires; celui donc qui contreviendrait en ce point aux règlements se verrait appliquer les peines de l'art. 378, puisqu'il est dépositaire d'un secret qu'il ne connaît qu'en raison de ses fonctions. Pour ce qui touche au contenu de la lettre, la question est plus délicate : peut-on dire que l'agent soit dépositaire du secret écrit sur le papier que recèle l'enveloppe ? Dans un certain sens, oui, puisque l'expéditeur, en confiant à la poste sa lettre, lui confie en même temps le secret qu'elle renferme. Mais au point de vue des textes, la solution est moins aisée. En effet, ou bien l'agent a eu connaissance du contenu de la lettre parce qu'il l'a ouverte, et l'on retombe alors dans le cas de l'art. 187, qui porte d'ailleurs des peines plus graves que celles sanctionnant la violation du secret professionnel; ou bien l'agent en a eu connaissance fortuitement, soit qu'il ait trouvé les feuillets que ce destinataire a laissé traîner, soit qu'il ait été averti par un tiers, soit même qu'il ait ouvert et lu la lettre par négligence, se la croyant adressée à lui-même, mais ce n'est plus alors par état ou profession qu'il est dépo-

sitaire du secret, c'est comme un simple particulier !

Quant aux cartes postales, elle voyagent à découvert et les employés qui en parcourent le verso ne sont pas passibles des peines de l'art. 187. Aussi avons-nous admis, avec la Cour de cassation, que l'art. 378 au moins leur est applicable, puisqu'ils abusent de la confiance des particuliers et cela en raison de la profession qu'ils exercent.

On se demande à ce propos si l'obligation du secret est corrélatrice pour les agents des postes de la dispense de témoigner en justice. Un fait certain, c'est que ceux-ci auront, malgré leur devoir de discrétion la facilité de témoigner sur le point de savoir si tel individu recevait des lettres ou autres détails du même genre, car il s'agit d'éclairer les tribunaux, et ces tribunaux seraient mal venus à refuser d'entendre un homme bien informé s'offrant à apporter des explications utiles. Il n'est, bien entendu, question ici que des renseignements concernant le nom du destinataire, le bureau de départ des lettres, leur fréquence, etc., car pour leur contenu, l'employé n'a pu le connaître qu'au moyen d'un délit sévèrement puni, ou tout au moins d'un manquement très grave s'il s'agit de cartes postales.

Mais ces mêmes agents pourraient-ils se refuser à déposer comme témoins en se fondant sur l'obligation dans laquelle ils se trouvent de respecter le secret professionnel ? La réponse ne saurait être absolue, et il importe de distinguer. S'il ne s'agit que d'un procès civil, il est impossible de les contraindre de déroger aux règlements alors que cette dérogation ne servi-

rait que des intérêts purement privés. Mais, dans le cas d'un procès criminel, un intérêt public immense est en jeu et l'on ne comprendrait plus le motif du refus de l'agent. L'article 378 dispose, en effet, expressément que le secret n'est dû que hors les cas où la loi oblige le dépositaire à se porter dénonciateur. D'ailleurs, l'autorité judiciaire a le droit de faire des perquisitions dans les bureaux de poste : ce droit n'entraîne-t-il pas forcément celui d'interroger les employés des postes, et cet interrogatoire n'est-il pas le complément naturel de la perquisition ? Sans doute, même dans l'hypothèse d'un procès criminel, certaines personnes sont dispensées de déposer, mais il n'y a aucune analogie à établir entre un avocat dont le client a fait son confident et à qui l'on demanderait une déposition sur l'affaire entière, et un facteur qui sait tout au plus le nombre de lettres remises par lui à tel individu et à qui l'on demande de révéler ce simple petit détail. On hésiterait à livrer son secret à son confesseur, à son avocat, à son médecin si on les savait obligés de déposer devant les tribunaux ; hésiterait-on pour les mêmes raisons à jeter une lettre à la boîte ?

L'article 187, prévoyant le cas d'ouverture ou de suppression des lettres, s'appliquera tout aussi bien à l'employé qui s'approprierait une correspondance, le préjudice étant identique pour le destinataire. Mais en fait, cet article ne sera pas nécessaire, parce que l'agent s'est rendu coupable d'un délit beaucoup plus grave : il a commis un vol et, par conséquent, on accorderait un véritable privilège aux préposés des postes

pour les détournements de lettres, si on ne les punissait que des peines de l'article 187, alors que l'article 401 contient des peines plus rigoureuses contre les auteurs de vols ordinaires, larcins et filouteries.

On répond à cela que sans l'article 187 les agents indéliçats ne seraient pas punis du tout, parce que les lettres missives ne sont pas susceptibles de vol, en raison de leur peu de valeur ; mais ce n'est pas un argument sérieux. L'article 379 dit simplement : quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas est coupable de vol. Or, la lettre n'appartient pas au facteur qui la dérobe. De plus, elle a bien une certaine valeur, ne fût-ce qu'à titre d'autographe, et la meilleure preuve en est que le coupable a cru bon de se l'approprier. Donc, la qualité de préposé des postes est bien plutôt une circonstance aggravante, et il faut se rallier à l'opinion de la Cour de cassation disant, dans un arrêt du 2 avril 1864 : « Si l'article 187 frappe seulement de peines correctionnelles le fonctionnaire ou l'agent du gouvernement ou de l'Administration des postes, coupable de suppression ou d'ouverture de lettres confiées à la poste, cette disposition n'est pas exclusive de la peine plus sévère de vol à tous ceux qui, simples particuliers ou agents du gouvernement, vont jusqu'à s'approprier frauduleusement des lettres appartenant à autrui (1). »

Supposons, maintenant, que la lettre renferme des valeurs : l'article 408 sur l'abus de confiance va-t-il

(1) Cassation, 2 avril 1864. S., 64, 1, 428.

s'appliquer ? L'affirmative semble s'imposer, si on lit ce texte superficiellement. Mais pareille application conduirait à des résultats trop étranges : voici un facteur qui supprime une lettre, il est puni des peines sévères de l'article 187; en voici un autre qui s'approprie la lettre et les valeurs qu'elle contient, il ne serait passible que des peines moins graves de l'article 406. Ce rapprochement est à lui seul assez éloquent. Nous nous reporterions alors de préférence à l'article 173 du Code pénal, qui prévoit plus exactement l'hypothèse : Tout juge, dit-il, administrateur, fonctionnaire, qui aura détruit, soustrait ou supprimé les actes et titres qui lui ont été remis à raison de ses fonctions, sera puni des travaux forcés à temps. Tous agents du gouvernement ou des dépositaires publics qui se seront rendus coupables des mêmes soustractions seront punis de la même peine. Or, par lettre, il faut entendre tout le contenu d'une enveloppe. Cet article s'appliquera donc, soit que l'enveloppe renferme un écrit formant titre, soit que l'expéditeur ait joint à l'écrit des actes, titres ou billets.

L'arrêt de la Cour de cassation cité plus haut étend aux agents des postes les dispositions des articles 254-255 relatifs aux soustractions, destructions ou enlèvements des papiers, actes et effets contenus dans les archives, greffes et dépôts. Mais cela revient à dire que les bureaux de poste sont des dépôts publics, ce qui est douteux, surtout dans le sens que semble donner à ce mot l'article en question. D'autre part, l'article 187 parle de suppression de lettres, l'article 254 de destruction de papiers : malgré la différence

des termes, la chose reste la même ; si donc, regardant les bureaux de poste comme des dépôts, on applique l'article 254 aux agents qui y sont employés, que devient l'article 187, au moins dans sa partie concernant la suppression des lettres ? Son utilité disparaît, car l'agent ne peut s'emparer qu'au bureau de poste de la lettre qu'il détruit ! Seulement, l'article 254 devrait être admis s'il s'agissait de correspondances restées à la poste sur opposition de l'autorité judiciaire, ces lettres devenant en quelque sorte pièces de procédure et le bureau de poste se transformant pour ainsi dire en un greffe. On comprend, au surplus, que la faute de l'agent paraisse dans ce cas plus grave, puisqu'elle peut rendre inutiles les mesures qu'avaient cru devoir prendre les magistrats, nuire à une instruction ou retarder des poursuites nécessaires.

Au point de vue des réparations à accorder aux particuliers, ceux-ci gardent tout droit à l'application des articles 1382 et suiv., Code civil, sans qu'il soit besoin d'une volonté mauvaise de la part de l'agent : une simple négligence suffit, pourvu que ce fait, qui en a été la conséquence, soit préjudiciable aux intérêts du demandeur. Si l'agent est coupable d'un délit, le destinataire ou l'expéditeur, suivant les intérêts engagés, feront déclarer l'administration civilement débitrice des dommages-intérêts ; mais il faut remarquer qu'en cas de perte involontaire d'une lettre non chargée, l'administration est déclarée irresponsable par les lois et règlements.

VIII. Tandis que le Code de 1791 établissait des

différences de pénalités suivant que la violation de correspondances émanait d'un simple particulier ou d'un fonctionnaire, l'article 187 du Code pénal ne porte pas trace de cette distinction, et, parlant uniquement des fonctionnaires, il n'est pas applicable au simple particulier. C'est pourquoi le Tribunal de Bourbon-Vendée a pu acquitter un individu qui, ayant reçu d'un facteur certaines lettres, les avait fait disparaître. Le Tribunal de Fontenay l'avait cependant condamné à la prison, sous prétexte que les expressions générales de l'article 187 embrassent tous les cas, alors que bien évidemment, visant seulement les employés des postes, il ne pouvait frapper l'individu poursuivi.

En cette matière, le législateur a certainement commis un oubli. On comprendrait au besoin qu'il eut laissé impuni le fait pour un particulier de lire une lettre parvenue à son adresse, par exemple dans le domicile du destinataire; cela pour couper court à d'innombrables difficultés de preuve. Mais si quelqu'un s'empare d'une lettre pendant qu'elle est encore aux mains de l'administration des postes, un texte serait indispensable. Un projet de loi ajoute effectivement à l'article 187 ce paragraphe suivant : « En dehors des cas prévus au § 1^{er} du présent article, toute suppression, toute ouverture de correspondances adressées à des tiers, faite de mauvaise foi, sera punie d'un emprisonnement de six jours à un an et d'une amende de 16 à 500 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement »; ce qui, tout en ne prévoyant pas l'hypothèse où le coupable prendrait connaissance de

la lettre une fois ouverte, n'en constituerait pas moins un grand progrès.

A l'étranger, les particuliers sont généralement punis s'ils ouvrent ou suppriment une lettre confiée à la poste, notamment en Belgique, article 460 Code pénal, aux Pays-Bas, article 201, en Allemagne, article 299, en Italie, articles 159-162 (1).

Quoiqu'il en soit, l'article 187 ne s'applique pas aux simples citoyens, et l'on a essayé d'en déduire le raisonnement suivant : puisque, pour un individu non fonctionnaire l'ouverture d'une lettre ne constitue pas un délit, il s'en suit que cet individu ne saurait être auteur principal d'un délit non sanctionné, et que, comme il n'y a pas de complice sans auteur principal, l'agent des postes qui l'aiderait échapperait à toute répression ! Ce raisonnement est logique, mais il n'est pas en harmonie avec l'article 187, qui parle d'une ouverture facilitée par un agent des postes : n'est-ce pas à dire que ce qui chez un autre s'appellerait complicité constituera pour lui un délit spécial nécessairement punissable ?

D'autre part, le particulier n'est pas à l'abri de toute répression. D'abord, il sera poursuivable comme complice de l'employé des postes s'il l'a assisté, aidé, ou s'il lui a indiqué telle ou telle lettre intéressante à ouvrir. Ensuite, si c'est par dons, promesses ou menaces qu'il a obtenu du préposé l'acte coupable, il sera passible de l'article 179, punissant la corruption de

(1) PÉRET, p. 52.

fonctionnaires. Mais la grosse sanction réside dans l'article 401, relatif au vol, et qui va s'appliquer au cas où le particulier s'emparerait d'une lettre ou d'une carte postale, car de tels papiers sont des objets mobiliers susceptibles de propriété et pouvant avoir une valeur appréciable. En vain dit-on que le coupable serait plus sévèrement puni qu'un agent des postes, alors qu'il devrait en être au rebours; cette raison n'est pas décisive, pour un motif bien simple, c'est que l'article 401 est lui-même applicable aux agents des postes, car la loi a manifestement voulu traiter ceux-ci plus sévèrement que tous autres, et l'on ne comprendrait pas qu'ils profitassent d'une espèce d'immunité d'un nouveau genre. Seulement, l'art. 401 ne s'étendra pas à la simple ouverture d'une lettre, *nulla pœna sine lege*.

Si nous admettons, pour les lettres, l'application de l'article 401, il est logique d'admettre aussi celle de l'article 405, punissant le détournement de meubles par manœuvres frauduleuses, usage de faux noms, fausses qualités, etc., sans même que l'esprit de lucre soit nécessaire. Il faut donner, avec la Cour de Metz, un sens très large à ce mot de meubles, et y faire rentrer les lettres missives, même n'ayant pas le caractère d'obligations, billets, promesses ou quittances. Pareillement, nous appliquerons au particulier l'article 408, sur l'abus de confiance, alors même que la correspondance ne constituerait pas un titre véritable, les lettres pouvant rentrer parfaitement dans le mot : effet, cité par cet article (1).

(1) Paris, 29 juillet 1891, G. T. 30 juillet.

Quant aux articles 254 et 255 du Code pénal prévoyant les soustractions de pièces dans les dépôts publics, nous ne l'avons pas appliqué aux agents des postes, et il ne semble pas davantage qu'il faille l'étendre aux particuliers, car la poste est plutôt un intermédiaire chargé de transmettre les lettres qu'un dépositaire chargé de les conserver. Tout au plus, pourrait-on mettre à part le cas où les lettres sont immobilisées à la poste, par suite d'une opposition valable.

D'ailleurs, il reste contre le particulier la sanction civile de l'article 1382, soit qu'il ait ouvert une lettre destinée à un autre, soit qu'il ait lu une carte postale ne lui étant pas adressée, soit qu'il ait divulgué un secret surpris dans une correspondance par des procédés qui, sans tomber sous le coup des lois pénales, sont cependant contraires au droit.

TITRE II

Droits de l'autorité judiciaire

CHAPITRE PREMIER

Saisie des lettres au cours d'une instruction criminelle

C'est avant tout dans un intérêt public que le secret des lettres a été sévèrement sanctionné, et par conséquent toutes les fois que l'intérêt public commandera impérieusement qu'il ne soit pas tenu compte de ce secret, on reconnaîtra sans peine à la société, représentée par certaines autorités, le pouvoir de passer outre.

Tel est le cas pour la répression des crimes et des délits, répression dont les exigences font d'ailleurs échec à bien d'autres droits considérés cependant comme primordiaux, ceux, par exemple, de liberté individuelle et d'inviolabilité du domicile. Ne porte-t-on pas atteinte au premier en infligeant les peines de l'emprisonnement, et comprendrait-on que, pour respecter le second, on ne franchit pas le seuil d'une maison dans laquelle un coupable a caché les preuves

ou les produits de son crime. C'est pourquoi, conformément à l'article 87 du Code d'instruction criminelle, le juge d'instruction se transportera, s'il en est requis, et pourra même se transporter d'office dans le domicile du prévenu, pour y faire la perquisition des papiers, et généralement de tous les effets qui seront jugés utiles à la manifestation de la vérité. S'il y découvre des lettres, il les lira, et très souvent il apprendra de la sorte des faits intéressants à connaître : ce seront tantôt des aveux, tantôt des conseils donnés par des tiers, tantôt aussi des présomptions d'innocence dont il devra plus tard faire état en toute impartialité.

Dans le cas où le coupable, plus prudent, a transporté ailleurs les objets compromettants, la justice ne doit pas rester désarmée, et l'article 88 commande au juge d'instruction de se transporter dans les autres lieux où il présumerait qu'on aurait caché les effets dont il est parlé dans l'article 87.

Voilà autant de droits certains. Il n'est pas difficile, pour les critiquer, d'exalter le respect dû aux épanchements de l'amitié. Mais d'abord les lettres écrites aux confesseurs, aux médecins, aux avocats, seront respectées puisque ceux-ci ne peuvent dévoiler les confidences orales à eux faites et n'ont pas à montrer davantage les confidences écrites ; quant aux autres, il faut s'incliner devant des nécessités exigées par l'intérêt supérieur de la société.

§ I

Du droit de saisie

Le droit de saisie, dont le principe ne fait actuellement plus de doute, n'a pas été admis de tout temps. Nos anciens Parlements ne pensaient pas que l'on put se servir de lettres ainsi obtenues pour charger un accusé, et cette opinion eut des défenseurs pendant la Révolution et prévalut même devant les tribunaux qui, dans deux arrêts célèbres, décidèrent qu'il était contraire aux principes constitutionnels de fonder une accusation sur une lettre close et privée dont le secret a été violé.

Mais nos articles 87 et 88 sont formels. Le juge d'instruction recherche au domicile du prévenu les lettres et papiers utiles à la manifestation de la vérité, et comme à lui seul appartient de discerner ce qui peut servir à ce but, il retient librement telle ou telle pièce qu'un autre juge ne retiendrait peut-être pas : c'est pour lui une affaire de conscience. De plus, il recherche ces objets partout où il soupçonne que le prévenu les a cachés.

Il y a cependant une exception importante : le magistrat instructeur ne pourrait lire les lettres écrites par le prévenu à son avocat ou par l'avocat à son client, sous peine de violer les droits les plus nécessaires de la défense. Peu importe entre les mains de qui sont ces lettres. La question ne se pose pas, il est vrai, pour les documents qui se trouvent dans le bureau de l'avocat, lequel, en principe, est inviolable ;

ni, comme le fait remarquer M. Garraud, pour les effets déposés dans une étude de notaire ; mais les confidences écrites ayant droit à la même protection que les confidences orales, la solution devrait être identique pour celles de ces lettres qui seraient en la possession de l'administration des postes : la poste est un intermédiaire nécessaire et, même entre ses mains, la lettre, conversation écrite entre l'avocat et le prévenu, doit rester secrète. C'est par application de cette idée que le décret de 1885, sur le régime des prisons, interdit aux directeurs de lire les lettres envoyées par les détenus à leur conseil.

Revenons aux correspondances ordinaires. Le juge d'instruction peut les saisir partout où il les trouve cachées : a-t-il le droit de les saisir à la poste ? Pour soutenir la négative, on fait valoir l'article 187 et l'on prétend que les préposés doivent se refuser à livrer les lettres ou à dire s'ils en ont pour telle adresse, sous peine de se voir appliquer les sanctions mentionnées au titre précédent. Mais c'est une mauvaise raison, car l'article 187 a voulu réprimer les indiscretions des employés des postes et prévenir les abus d'autorité des agents du gouvernement. Or, si le juge d'instruction est un agent du gouvernement, il ne faut cependant pas le priver, à raison de ce titre, des droits que le Code lui accorde formellement et voir un abus d'autorité dans des actes que la loi l'autorise et l'oblige à faire, alors surtout qu'il remplit régulièrement les formalités imposées pour leur accomplissement. D'ailleurs, cet article vise l'ouverture d'une lettre facilitée par un préposé des postes, et si l'on

montre que le juge d'instruction a le droit d'ouvrir la lettre, comment punir l'employé qui facilite cette ouverture ? Or le juge d'instruction a bien ce droit, puisque l'article 87 du Code d'instruction criminelle le lui donne.

On répond : le juge d'instruction n'a pas ce droit, parce que l'article 87 parle de papiers cachés, et qu'une lettre n'est pas cachée à la poste ! Mais c'est donner beaucoup trop d'importance aux termes employés. Avec une pareille théorie, on serait logiquement obligé de soutenir que le juge d'instruction ne pourrait se transporter au domicile d'un ami du prévenu, dans lequel ce dernier aurait ouvertement porté une preuve du délit en le déclarant effrontément au juge d'instruction. Dans ce cas, en effet, l'objet n'est pas caché au domicile de l'ami, il y est simplement déposé, et l'article 87 devrait par suite être inapplicable. Il faut donc admettre que le législateur s'est servi d'une expression qui n'a pas parfaitement traduit sa pensée, laquelle était bien évidemment de permettre des perquisitions partout où existent des preuves du délit. C'est ce que dit très bien l'arrêt de la Cour de cassation du 21 novembre 1853(1). « En autorisant le juge d'instruction à rechercher, en quelques lieux que ce soit, la preuve des infractions et les pièces pouvant servir à conviction, la loi n'a fait aucune exception à l'égard des lettres déposées à la poste et présumées constituer soit l'instrument ou la preuve, soit le corps même du délit ;

(1) S. 53. 1.776.

le principe incontestable du secret des lettres n'est pas applicable en pareil cas ; les correspondances par lesquelles s'ourdissent ou se commettent des attentats à la paix publique, à la propriété et à la sûreté des citoyens sont une violation du droit et sortent de la classe de celles qui doivent être protégées par la loi ; il n'est pas possible d'admettre, sans blesser les principes de la morale et de la raison, que l'Administration des postes serve à couvrir des faits punissables, et à soustraire un corps de délit aux recherches de la justice. »

L'Administration des postes l'a reconnu, et dans l'instruction générale de 1868, il est enjoint à ses préposés de déférer à tous réquisitoires émanant de l'autorité judiciaire et ordonnant la saisie de lettres, conformément aux règles de l'article 87 Code instruction criminelle.

On a essayé d'invoquer l'article 378 du Code pénal (1), mais cet article excepte le cas où la loi oblige les dépositaires de secret à se porter dénonciateurs, ce qui, dans notre hypothèse, couvre absolument les agents des postes. Ceux-ci obéissent, en effet, à la réquisition du juge d'instruction, et l'on ne saurait voir ce même juge instruire l'affaire de l'employé à qui il a commandé de lui livrer une lettre, et le laisser emprisonner ensuite pour avoir obtempéré à son commandement. D'ailleurs, l'agent ne viole pas le secret auquel il est astreint s'il laisse entrer dans son bureau un représen-

(1) MUTEAU, du *Secret professionnel*, page 532 et suiv.

tant de l'autorité judiciaire : or, c'est là tout ce qu'il fait, le magistrat est seul responsable du reste.

Aussi, sans aller si loin s'est-on contenté de prétendre que le juge d'instruction aurait seulement le droit de faire ouvrir à la poste les correspondances en présence du prévenu et de les saisir s'il en reconnaissait la nécessité. Mais où est le texte qui autorise une pareille disposition ?

Donc, les raisons alléguées ne résistent pas à l'examen. Le juge est chez le prévenu : il s'empare de ses papiers. Apprenant qu'une nouvelle lettre va lui arriver, il pourrait attendre une heure, deux heures peut-être, pour la saisir au moment où le facteur viendra la distribuer : mais pressé d'affaires, il se rend au bureau de poste pour la réclamer de suite, pourquoi lui serait-elle refusée ?

Au surplus, le domicile est inviolable, et cependant le juge d'instruction y pénètre et y perquisitionne, ce qui est autrement grave que de briser une fragile enveloppe. Et Odilon Barrot, qui devait, en 1853, protester énergiquement contre les prétentions des juges d'instruction, disait, en 1849, à l'Assemblée législative : « La justice a le droit de pénétrer dans nos demeures, car l'inviolabilité du domicile n'est pas faite pour elle ; elle a le droit de pénétrer dans nos secrets domestiques, car il n'est pas un seul de nos papiers, quelque intime, quelque confidentiel qu'il soit, dans lequel elle n'ait le droit souverain de fouiller pour y chercher la vérité qui importe à la société. Voilà le droit de la justice : personne ne s'est avisé de dire que parce qu'une lettre est arrivée par la poste ou par tel autre moyen,

la justice n'avait pas le droit de la saisir et d'y chercher la vérité qu'elle est chargée de faire triompher ».

§ II

Portée du droit de saisie

Le droit de saisie porte d'abord sur les lettres adressées au prévenu, et le Conseil d'état, pour faire taire les scrupules des préposés de l'Administration des postes, l'a formellement reconnu dans un avis du 4 février 1829. Il a eu soin, il est vrai, d'ajouter que pareil pouvoir ne s'étendrait pas sur des lettres adressées à des tiers qui ne sont en état ni d'arrestation, ni de prévention régulière. Mais ce n'est qu'un avis, sans force de loi, et la question subsiste de savoir si actuellement le juge d'instruction peut saisir les lettres envoyées soit par le prévenu à des tiers, soit par des tiers à d'autres tiers. M. Faustin Hélie autorise la saisie des premières, sauf l'exception relative aux communications des avocats, et les divers projets de réforme du Code d'instruction criminelle l'admettent aussi. Pour défendre son opinion, M. Faustin Hélie fait remarquer que l'article 88 autorise la recherche des papiers qui auraient pu être trouvés chez le prévenu, que ces papiers sont frappés de suspicion, et que, par conséquent, le juge d'instruction, ne faisant que saisir à la poste des papiers qu'il aurait pu saisir chez le prévenu s'il avait fait sa perquisition quelques

heures plus tôt, n'étend pas la saisie à des objets nouveaux et ne dépasse pas les limites de son droit. L'intérêt de la répression l'exige d'ailleurs, car les preuves d'un délit se rencontrent surtout dans les correspondances envoyées par le prévenu. Sans doute, la lettre appartient au seul destinataire, mais l'article 88 n'exige pas que l'objet saisi soit la propriété du prévenu, sans quoi son application deviendrait le plus souvent impossible.

Une objection beaucoup plus grave s'appuie sur la difficulté à laquelle on se heurtera pour reconnaître à la poste les lettres écrites par le prévenu. Comment saura-t-on qu'une lettre émane de lui par la simple vue d'une adresse, et n'est-il pas contraire au principe de l'inviolabilité du secret des correspondances que le juge d'instruction ait le droit de décacheter toutes les enveloppes portant le timbre d'un même bureau de poste. L'article 88 permet de perquisitionner partout où l'on soupçonnerait cachés des objets ayant disparu du domicile du prévenu, mais d'après ses termes mêmes, il faut bien que ces objets aient un signe distinctif permettant de ne pas les confondre avec d'autres objets semblables. Or, le plus souvent, le coupable déguisera son écriture, rendant impossible toute comparaison. Pour respecter le secret des correspondances, il faudrait au moins que l'adresse écrite sur la lettre suspecte fut celle d'un individu qui passe notoirement pour être l'ami du prévenu. Dans ce cas, en effet, fort de l'article 88, le juge d'instruction pourrait même se transporter au domicile de cet individu, et y lire tous les papiers dont la provenance lui paraîtrait douteuse ;

à plus forte raison, pourrait-il saisir une lettre encore à la poste. Mais si la correspondance est adressée à un inconnu, et s'il n'est pas démontré que l'écriture est celle du prévenu, le principe de l'inviolabilité du secret des correspondances risque fort d'être battu en brèche. Le destinataire sera bien autorisé à assister à la lecture, mais cette satisfaction paraît à peine suffisante ; car, d'une part, il n'est accusé d'aucun délit, ses relations avec l'inculpé, à supposer qu'il en eut, peuvent être parfaitement honnêtes, et, d'autre part, sa présence ne saurait être regardée comme une faveur puisque, de droit commun, les lettres de l'inculpé même ne sont ouvertes qu'en présence de celui-ci !

L'objection est donc sérieuse, mais la pratique ne s'y arrête pas et reconnaît généralement plein pouvoir au juge d'instruction. Aussi, arrive-t-il que des lettres ouvertes n'apportent aucun renseignement : elles sont alors renvoyées à leur destinataire avec la mention : ouvert par autorité de justice, ou : saisi et retenu par autorité de justice, si l'enveloppe n'a pas été décachetée.

Quant aux lettres écrites par des tiers à des tiers, la saisie doit en être impossible. Pour soutenir l'opinion contraire, on dit que la loi laisse toute latitude au juge pour saisir les correspondances soupçonnées de se rapporter au délit ; que l'article 88, en lui permettant de saisir les objets dont il est parlé en l'article 87, l'autorise à saisir tous effets utiles à la manifestation de la vérité ; que le mot : caché, n'impliquant pas l'idée de dissimulation, ne fait pas obstacle à l'application de l'article 87 aux lettres échangées entre tiers, lesquels n'ont pas

intérêt à cacher leurs correspondances à la poste; et que d'ailleurs cette latitude laissée au magistrat est toute à son honneur, puisqu'il cherchera aussi bien dans les papiers saisis les preuves d'innocence que les preuves de culpabilité (1).

Mais à bien lire les articles 87 et 88, on en tire des conséquences tout autres. Puisque l'article 87 permet de saisir certains objets au domicile du prévenu, l'article 88, en parlant des mêmes objets, a en vue ceux qui ont été au domicile du prévenu et qui n'y sont plus parce qu'ils ont été transportés ailleurs. C'est précisément ce qui explique ce mot : caché, qui semble exagéré. Sans doute, il a trahi la pensée du législateur, mais il offre un indice pour la dégager; les rédacteurs auraient employé un autre terme s'ils avaient voulu permettre au juge de saisir n'importe où tous les objets qu'il croirait utiles à son instruction. Dans leur idée ils n'autoriseraient la saisie que des objets qui avaient été au domicile du prévenu et que celui-ci avait mis ailleurs; en d'autres termes, ils voulaient qu'il y eut un fait matériel laissant supposer que le prévenu avait quelque intérêt à sortir de son domicile une pièce compromettante, et ce fait, c'est le transport qu'il en a effectué de chez lui dans un autre lieu. Cette interprétation a l'avantage de laisser au mot : caché, quelque sens. Et alors, l'article 87 ne saurait s'appliquer à des lettres dont le prévenu n'est ni l'auteur ni le destinataire. Quant

(1) PÉRET, n° 420, ROUSSEAU-n° 379.

à dire que, le magistrat désirant des preuves d'innocence aussi bien que de culpabilité, il est bon de lui laisser une grande latitude, c'est employer un argument qui se retournerait au profit de la thèse contraire, car chacun sait que malgré l'impartialité qui est pour lui un devoir, l'instructeur est involontairement porté à trouver surtout des charges; il ne faut donc pas l'inciter à demander des preuves à des lettres de tiers qui souvent ne connaissent pas ou connaissent mal le prévenu. Aussi, dans les projets de réforme du Code d'instruction criminelle, la saisie est-elle limitée aux lettres adressées à l'inculpé ou écrites par lui.

Si, à toutes ces raisons, on ajoute celles précédemment données pour interdire la saisie des lettres envoyées par le prévenu, et qui reparaissent ici dans toute leur valeur, on ne peut qu'approuver M. Faustin Hélie lorsqu'il montre que faire sortir la saisie de ses limites naturelles, c'est transformer une mesure d'instruction en une mesure d'investigation. « La loi, dit-il, veut pour justifier la saisie qu'une présomption pèse sur les effets qui en sont l'objet, mais il ne faut pas confondre cette présomption qui ouvre le droit du juge, avec une vague suspicion née de relations du prévenu avec telle ou telle personne. »

II. Si grand que soit le droit de saisie des lettres, précisément parce qu'il est grand, il importe de n'en user qu'avec modération. Le juge doit notamment apprécier dans quelle mesure la lettre qu'il possède est sérieuse, et rechercher s'il ne se trouve pas en face d'une lettre calomnieuse. On cite souvent, à ce propos, l'affaire de la conspiration Mallet, en 1812, et

celle de l'insurrection du fort de Blaye, en 1832, affaires dans lesquelles des renseignements puisés dans des lettres saisies et acceptées avec trop d'empressement avaient amené l'arrestation de plusieurs personnes que l'on reconnut dans la suite absolument innocentes.

Une circulaire, inspirée de ces remarques, a été adressée en 1895 par le procureur de la République du tribunal de la Seine aux membres du parquet et aux juges d'instruction. Il en résulte que les magistrats qui font une perquisition ne doivent pas retenir des pièces sans importance et notamment des lettres privées indifférentes à l'instruction ; ils doivent faire un choix des papiers saisis et lorsque l'examen leur révèle que certains documents n'ont pas d'importance, ils doivent les remettre contre récépissé au prévenu. Les pièces indispensables à l'appréciation de la prévention devront seules être jointes au dossier et mises sous scellés à la disposition du ministère public et de la défense.

Le juge d'instruction peut-il faire état d'une lettre qu'il n'a pas saisie, mais qu'une personne a trouvée et vient lui remettre ? Il n'y a pas de raison sérieuse pour lui refuser la faculté de se servir de cette pièce se rapportant à une affaire dont il connaît déjà puisqu'il aurait eu le droit de la saisir s'il en avait soupçonné l'existence, et qu'il l'aurait valablement retenue s'il l'avait lui-même découverte par hasard. Au cas où la lettre concernerait une affaire dont il n'est pas saisi, dont aucun de ses collègues ne connaît, il ne dépasserait pas davantage les limites de son droit en la transmettant au ministère public pour que celui-ci entamât

une poursuite. Il devra, bien entendu, procéder avec une prudence extrême, de peur de se heurter à une œuvre de haine contre une personne innocente; mais, l'authenticité et la véracité de la lettre une fois reconnues, il pourra légitimement s'en servir. On ne concevrait pas d'ailleurs qu'ayant la preuve d'un délit, le magistrat chargé de le réprimer demeurât inactif. Si on lui apportait un document contenant les traces d'un crime qui se prépare dans l'ombre, il manquerait à son devoir en ne prenant pas ou en ne faisant pas prendre par qui de droit des mesures rapides pour en empêcher l'exécution; or, le crime est commis, et on lui présente une lettre renfermant le nom des coupables, il est dans une situation à peu près analogue et doit agir avec le même empressement.

Si la correspondance révélatrice est versée à l'instruction par une personne qui l'a achetée ou reçue en cadeau, ou par son destinataire, lassé d'être le confident d'un crime, le magistrat instructeur n'a ici encore aucun motif pour la refuser, alors qu'elle lui est apportée par un individu qui se l'est procurée par des moyens honnêtes. Il en serait autrement si le détenteur de la lettre l'avait acquise sans droit ou au prix d'un délit, par exemple si un facteur l'avait ouverte et venait ensuite la remettre au juge d'instruction. Les agents des postes ne sont pas chargés de vérifier le contenu des correspondances; les règlements le leur défendent, leur serment les en empêche et l'article 187 les punit s'ils l'oublient. Dès lors, les autorités judiciaires ne peuvent fonder une accusation sur un document parvenu entre leurs mains au moyen

d'un délit qu'elles seraient obligées de réprimer. Il est inutile de distinguer si la poursuite à intenter en vertu de cette lettre regarde l'ordre public ou ne vient en aide qu'à des intérêts privés, car l'intérêt public lui-même, quelles que soient les dérogations qu'il permette d'apporter au droit commun, ne saurait excuser un faute aussi manifeste : un facteur n'est pas moins coupable lorsqu'il décachette une enveloppe sous laquelle se cache la preuve d'un crime qu'il révèle, que lorsqu'il ouvre une lettre contenant un secret d'affaires dont il tâche ensuite de faire son profit. Le parquet, ainsi mis en éveil n'a que la ressource de recueillir par ailleurs tous les détails possibles sur le crime ainsi révélé, puis d'en motiver la poursuite sur d'autres faits; ce sera un détour long, dangereux, parfois sans résultat pratique, mais il ne donnera pas du moins, le spectacle d'une poursuite contre un délit, fondée elle-même sur un délit.

Autre hypothèse : la lettre compromettante a été saisie par le juge d'instruction en même temps que d'autres correspondances nécessaires à une instruction en cours ; et ce magistrat s'aperçoit, en faisant le triage de ses pièces, que cette lettre ne contient aucun des renseignements qu'il cherchait, mais en renferme, au contraire, de très intéressants, soit sur une affaire dont s'occupe un de ses collègues, soit sur une affaire encore inconnue. Dans le premier cas, bien que d'après le droit commun, il doive renvoyer la lettre à son destinataire, il la pourra transmettre directement au juge chargé de l'autre instruction. Dans le deuxième cas, il semble pareillement impos-

sible qu'il laisse échapper cette occasion favorable; la distinction des actes de police et des actes d'instruction n'est même pas un obstacle, car police et instruction s'aident mutuellement et se mêlent souvent, sans se confondre.

Si la lettre contenait quelques renseignements sur une affaire à l'instruction et quelques autres sur une affaire nouvelle, le magistrat saisi transmettrait valablement ces derniers au parquet. Sinon, on arriverait à une série de résultats contradictoires puisque d'une part trouvant dans la lettre les noms de nouveaux coupables pour le même délit, et l'indication de nouveaux délits pour le même coupable, le magistrat ferait état de la lettre; et que d'autre part il abandonnerait volontairement un document lui indiquant un nouveau délit avec le nom du coupable.

III. Une fois les lettres en possession de l'autorité judiciaire, quels sont les droits, non plus du juge d'instruction, mais du ministère public, si l'affaire est envoyée devant les Tribunaux? Il les lira, puisqu'elles ont été légalement saisies et qu'elles constituent soit des preuves du crime poursuivi, soit le corps même du délit, par exemple, en cas de faux. L'auteur ou le destinataire s'opposeraient en vain à cette lecture en invoquant le caractère confidentiel, car, en pareil cas, toutes les lettres seraient confidentielles, et l'on réduirait le ministère public à l'impuissance. D'ailleurs, la défense a les mêmes droits et pourra lire à la barre tous les papiers qu'il lui conviendra de divulguer et qu'elle s'est procurés honnêtement, une

bonne justice exigeant que les accusés aient toutes les facilités possibles de prouver leur innocence.

Il en est encore de même si la lettre est parvenue aux mains de l'accusation, par suite de procédés pouvant blesser certains scrupules, remise de la lettre par le destinataire, etc., parce que l'intérêt de la société ne doit pas être mis en échec par des délicatesses exagérées. Mais si elle a été obtenue par des moyens coupables, on dénie au ministère public le droit de la faire valoir en justice, comme nous avons refusé au juge le droit de la faire servir à l'instruction : pour convaincre un inculpé d'un délit, le Tribunal ne doit pas puiser ses preuves à des sources suspectes. Notamment, les lettres d'un avocat étant insaisissables, ne pourront pas être invoquées, soit qu'elles apportent la preuve d'un délit, soit qu'elles constituent le corps même de ce délit, comme cela a été reconnu par la Cour de Rennes (1). Cette Cour déclarait qu'une lettre d'un avocat à son client, contenant certaines allégations injurieuses sur la probité d'un magistrat, ne pouvait entraîner des poursuites disciplinaires contre cet avocat, alors que la connaissance en était arrivée au magistrat visé par l'entremise d'un notaire qui, trouvant la lettre dans les papiers du destinataire défunt, l'avait retenue et en avait révélé le contenu. Cependant, cette lettre ne concernait pas spécialement la défense, mais elle était envoyée par l'avocat à son client sous le sceau du secret, la viola-

(1) 11 mars 1887, G. P., 87, 740.

tion illégale de ce secret était un délit, et c'est pour cela que toute poursuite, même simplement disciplinaire, devenait impossible, pour l'honneur même de la justice.

IV. A qui appartient le droit de saisie des lettres missives ? Il appartient certainement au juge d'instruction, mais celui-ci peut-il déléguer ce droit ? L'art. 90, du Code d'instruction criminelle, décide que si les papiers sont hors de l'arrondissement du juge d'instruction, il requerra le juge d'instruction du lieu où l'on peut les trouver, de procéder aux opérations prescrites. D'après ces expressions intentionnellement limitatives, il est permis de se demander si le magistrat a le droit de déléguer ses pouvoirs dans son arrondissement même et la négative semble s'imposer, car si le législateur avait voulu le lui accorder, il eût ajouter à l'art. 90 un second paragraphe prévoyant l'hypothèse. D'ailleurs, on fait remarquer que les pouvoirs du juge d'instruction sont très étendus et que si la loi a eu confiance en lui pour des opérations délicates, il ne doit pas lui-même s'en remettre à d'autres personnes non expressément investies de la même confiance. Sans doute, l'article 87 lui accorde le droit de délégation dans d'autres circonstances, et l'accorde pareillement au procureur de la République, en cas de flagrant délit, mais s'il a fallu un texte pour le procureur de la République, il en faudrait un également pour le juge d'instruction, et l'article 83 ne peut suffire, puisqu'il ne vise qu'une hypothèse spéciale.

Seulement, en fait, on reconnaît assez facilement la

faculté de délégation au juge d'instruction, en raison de la nécessité pratique où il se trouve souvent d'agir avec célérité et sur plusieurs points à la fois, pour ne pas laisser disparaître toutes traces d'un crime.

Mais il n'appartient qu'à lui d'ouvrir les lettres saisies, de les lire et de décider si elles seront retenues pour l'instruction ou remises en circulation ; en droit, ce tempérament n'est pas encore suffisant, parce que celui qui pratique la saisie ne peut s'emparer au hasard de tous les papiers qui lui tombent sous la main ; il opère en quelque sorte un premier triage, il y a donc de sa part plus qu'un travail purement matériel pour lequel la délégation n'aurait aucun inconvénient, il y a un travail d'appréciation que la loi semble n'avoir réservé qu'au juge d'instruction lui-même.

V. D'autres autorités peuvent-elles opérer des saisies ? Le ministère public a ce droit, mais avec des restrictions (art. 36 et 37 Code d'instruction crim.). Il se transporte au domicile du prévenu pour y chercher les objets qu'il juge utiles à la manifestation de la vérité ; s'il existe dans ce domicile des papiers pouvant servir à conviction ou à décharge, il en dresse procès-verbal et les saisit. Donc, il n'y a pas pour lui l'équivalent de l'article 87, et il ne pourrait pas opérer des saisies ailleurs qu'au domicile du prévenu et notamment à la poste. Il est vrai que le projet de réforme du Code d'instruction criminelle lui permet de « rechercher et saisir à la poste les lettres et interdire à l'Administration des télégraphes de délivrer aux destinataires les télégrammes émanant de l'inculpé ou à lui adressés, mais

sans prendre connaissance de ces lettres et télégrammes. »

Le droit de saisie des lettres doit être étendu aux autorités militaires mentionnées dans les articles 85 du Code de justice, pour l'armée de terre, et 115 du Code de justice, pour l'armée de mer; si elles ne peuvent faire elles-mêmes ces saisies, elles requerront les officiers de police judiciaire de les opérer. Même droit aux consuls de France dans les Echelles du Levant ou dans les pays avec lesquels nous avons des traités fixant nos prérogatives en matière criminelle.

VI. Une question qui a soulevé de très vives discussions est celle qui concerne les attributions des préfets en matière judiciaire et leur droit de saisir les lettres missives. C'est en 1853 qu'elle se posa avec le plus de force. Plusieurs prévenus étaient poursuivis pour avoir introduit en France des journaux publiés à l'étranger, au mépris de l'article 2 d'un décret du 17 février 1852; et l'on fondait l'accusation sur des lettres saisies à la poste par ordre du préfet de police. On fit remarquer, à ce propos, combien un tel droit réservé au préfet était arbitraire, dangereux, vexatoire, et Berryer, avocat d'une des parties, suppliait les tribunaux de pas rabaisser la magistrature en admettant de pareilles bases d'accusation. L'affaire eut un retentissement énorme et fit l'objet de plusieurs arrêts successifs. Enfin, la Cour de cassation qui, le 23 juillet 1853, avait semblé vouloir restreindre les attributions du préfet, revint, dans l'arrêt du 21 novembre de la même année, sur sa première décision et décida que le préfet de

police avait le droit de saisir les correspondances à la poste (1).

C'est là un droit redoutable parce qu'il bat en brèche le grand principe de l'inviolabilité du secret des lettres et permet à tout instant de funestes abus. Le préfet est un agent administratif, un représentant du gouvernement, et il est à craindre que les saisies opérées par lui le soient bien plutôt dans l'intérêt du gouvernement qui l'emploie, que dans celui de la justice. Au reste, comme le fait remarquer Faustin-Hélie, l'article 10 n'est que le résultat d'une transaction entre Napoléon et le Conseil d'Etat, l'empereur voulant placer l'autorité judiciaire, qui venait seulement d'être constituée, sous la direction de préfets dévoués qui lui donneraient des instructions conformes à l'intérêt du gouvernement nouveau ; le Conseil d'Etat, au contraire, préférant accorder toute indépendance au pouvoir judiciaire, au détriment du pouvoir administratif du préfet. Notre article garde la trace de son origine et accorde à un fonctionnaire des droits exorbitants, qui ôtent à l'article 187 une partie de sa portée. L'article 187 est fait d'abord pour maintenir dans le respect de leurs devoirs les employés subalternes des postes, mais il est fait surtout pour empêcher les abus d'autorité, et c'est pour cela qu'il punit toute ouverture de lettre commise ou facilitée par un agent du gouvernement. Or, qu'en reste-t-il avec l'article 10 Code d'instruction criminelle, et quelles sont les garanties sur

1. D., 53, 1, 223 et 279.

lesquelles les particuliers peuvent compter contre l'arbitraire?

Aussi, on regrette généralement que la Cour de cassation n'ait pas maintenu sa première décision, plus conforme au droit et plus respectueuse des libertés; elle le pouvait. Mais il faut reconnaître que son arrêt solennel trouve dans les termes de l'article 10 un appui très solide (1).

A quoi se réduit, en effet, la question? A savoir si le préfet de police a le droit de saisir des lettres à la poste. Or, que dit l'article 10? Les préfets des départements et le préfet de police à Paris, pourront faire personnellement ou requérir les officiers de police judiciaire de faire tous actes nécessaires à l'effet de constater les crimes, délits et contraventions, et d'en livrer les auteurs aux tribunaux, conformément à l'article 8. Or, à l'article 8 nous lisons: la police judiciaire recherche les crimes, délits et contraventions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux. Enfin, l'article 9 énumérant les fonctionnaires par lesquels est exercé la police judiciaire, cite les procureurs de la République et leurs substituts et les juges d'instruction. D'où il faut conclure que l'article 10 doit être lu ainsi: les préfets pourront faire personnellement ou requérir les procureurs de la République et les juges d'instruction de faire tous actes nécessaires à la constatation des délits. Ils peuvent donc parfaitement saisir les papiers qu'ils pensent utiles, et cela soit au domicile du prévenu, article 87,

(1) GARRAUD, t. III, p. 464. — PÉRET, n° 427. — TISSIER, p. 23. — BRETON, p. 429 et suiv. — ROUSSEAU, n° 381.

soit ailleurs, article 88, donc même dans les bureaux de poste. L'instruction sur le service des postes prévoit, du reste, le cas et ordonne aux préposés d'obéir aux réquisitions des préfets en remettant les pièces visées dans le réquisitoire, qui reste valable pour la saisie de toutes les lettres arrivant postérieurement avec la même adresse.

On objecte qu'émettre une telle interprétation de l'article 10, c'est oublier la distinction fondamentale entre les autorités administrative et judiciaire; que d'un côté il y a des agents révocables forcés de servir les intérêts du gouvernement qui dispose de leurs places, que, de l'autre côté, il y a des juges inamovibles, par suite plus indépendants, mais cela ne prouve pas que la cour de cassation ait eu tort d'interpréter comme elle l'a fait l'article 10, s'il ne porte pas trace de cette distinction. Quels que soient les pouvoirs des tribunaux, ils ne sauraient mettre dans la loi ce qui ne s'y trouve pas et surtout ils ne sauraient aller à l'encontre de ce qui s'y trouve.

Ceci permet de répondre à une autre objection, qui reproche une confusion entre les actes de police judiciaire, consistant à constater le délit, et les actes d'instruction consistant à en rassembler les preuves et à chercher le coupable. Il est certain que ce sont là deux choses distinctes, mais, comme l'a montré la Cour de cassation, notre Code ne fait pas la différence, puisque l'article 8 fait rentrer dans les attributions de la police judiciaire les actes d'instruction. L'article 9 énumérant les officiers de police judiciaire cite les juges d'instruction. Et le livre premier porte pour

rubrique : de la police judiciaire et des officiers de police qui l'exercent. Donc, si cette distinction n'est pas faite dans la loi, les tribunaux peuvent désirer qu'on l'y mette, mais ne sauraient la mettre eux-mêmes.

On dit encore : les préfets sont des officiers de police judiciaire et si on ne les a pas nommés dans l'article 9, c'était pour les soustraire à l'autorité des Cours d'appel. Aussi, ne doivent-ils pas avoir plus de droits que les autres auxiliaires du ministère public : comme celui-ci, ils opèreront des saisies de lettres, mais avec les mêmes restrictions, c'est-à-dire qu'ils ne les feront qu'au domicile du prévenu, et en cas de flagrant délit.

Cette distinction n'est pas sans doute dans la loi, mais elle est exposée dans les travaux préparatoires, mine féconde où l'on va puiser quand on n'a pas d'arguments plus sérieux. Ici, c'est Treilhard qui dit : « le préfet n'agit que dans des occasions très rares, lorsqu'ayant par exemple surpris des conjurés, il dresse procès-verbal, interroge, entend les témoins et livre les prévenus aux Tribunaux. » Là il dit : « Il est utile que les préfets puissent quelquefois requérir l'action des officiers de police judiciaire, et faire personnellement quelques actes. » Ces restrictions ne montrent-elles pas que, pour Treilhard, les préfets n'avaient à faire que quelques actes, donc des actes de police, et dans des circonstances rares où il faut agir avec rapidité ?

Mais pourquoi ces quelques actes ne seraient-ils pas des actes d'instruction, et surtout pourquoi

les rédacteurs n'ont-ils pas limité par un texte formel les pouvoirs du préfet de police? Ce n'est pas par oubli, puisqu'ils y ont si bien pensé quand il s'agissait des pouvoirs du ministère public. En somme les rédacteurs n'avaient pas envie de donner d'aussi larges attributions aux préfets; l'empereur au contraire y tenait beaucoup, ce qui explique cette sorte d'hésitation de l'exposé des motifs. « On peut tout concilier, prétendait Napoléon, en autorisant les préfets à rédiger des procès-verbaux, à instruire, puis à envoyer des actes au procureur général, en laissant à ce dernier l'alternative de les recommencer ou de leur donner le caractère d'actes judiciaires. » De là est sorti l'article 10.

Au reste les travaux préparatoires, malgré certaines timidités, montrent bien l'intention du législateur; par exemple ce passage de Treilhard : « J'ai déjà observé que la police administrative prévenait beaucoup de maux en prévenant les intentions secrètes des méchants : il n'est pas difficile de se convaincre qu'il peut être infiniment urgent de saisir le coupable et les instruments du crime, et qu'un instant perdu serait souvent irréparable; il a donc paru très utile de donner ce droit aux préfets, qui, par des voies administratives, obtiennent quelquefois des lumières dont le fruit pourrait s'évanouir par le retard d'un recours à l'officier de police judiciaire. » On voit par là que le préfet a tous les droits puisque Treilhard ne les limite pas; vouloir les limiter après lui serait tomber dans l'arbitraire. Donc l'article 10 est formel, et les interprétations les plus savantes n'y peuvent rien

changer (1). C'est, comme on l'a dit très bien, une anomalie que les circonstances avaient pu justifier en 1808, mais qui, sous un régime régulier ne peut être considéré que comme un anachronisme dangereux.

Bien entendu, il faut au moins entourer son application de toutes les garanties possibles. Les préfets devront accomplir les formalités requises pour la validité de leurs actes; de plus, bien que l'article 10 leur permette de faire tout ce qu'ils estiment nécessaire à l'effet de livrer les coupables, ils devront remettre les pièces saisies à l'autorité judiciaire. Et, pour éviter l'inconvénient que signale M. Vanier de voir deux procédures, deux poursuites marchant à la fois contre le même individu, et pour le même fait, l'une à la requête du ministère public, l'autre intentée et poursuivie par le préfet, ce dernier n'aura plus à agir quand le juge d'instruction sera saisi; un décret du 4 mai 1812 dit en effet : « dans les affaires où les préfets auront agi en vertu de l'article 10 Code instruction crim., si le bien de la justice exige qu'il leur soit demandé de nouveaux renseignements, les officiers chargés de l'instruction leur demanderont ces renseignements par écrit, et les préfets seront tenus de les donner dans la même forme. » D'ailleurs si l'article 10 a été édicté pour éviter les lenteurs qu'entraînerait un recours aux officiers de police judiciaire, ce retard une fois

(1) En ce sens : BLANCHE, t. III, n° 475. — *Contra* : FAUSTIN HÉLIE, instr. crim., t. III, n° 1202 et suiv. — Vanier, *Revue pratique*, t. XXI, p. 103-104. — REVERCHON : journal *Le Droit*, 11 et 12 janvier 1861.

évité et le rouage judiciaire mis en activité, on ne comprendrait plus le rôle du préfet.

Ainsi limité, l'article 10 trouve des partisans, et dans un rapport au garde des sceaux du 28 août 1879, M. Andrieux l'a défendu énergiquement : les préfets des départements, fait-il remarquer, n'exercent pas ces droits, et quant au préfet de police à Paris, il convient de lui laisser ces attributions pour des raisons de célérité. « En résumé, dit-il, j'estime que l'abrogation de l'article 10 ne changerait rien pour les départements à ce qui existe au point de vue judiciaire, et enlèverait aux préfets un moyen d'action dont le Gouvernement pourrait avoir besoin à un moment donné. En ce qui concerne Paris, il en serait tout autrement; il y aurait une perturbation véritable dans la marche des instructions criminelles, et je ne crains pas de dire que si le législateur dépouillait les préfets des départements des attributions que leur confère cet article, il devrait en maintenir les dispositions pour le préfet de police. » Mais ces conclusions ne sont pas décisives : sans doute les préfets des départements n'usent pas de la faculté qui leur est accordée, mais ils en pourraient user et cela s'est vu (1). Puis ce moyen d'action dont profite le Gouvernement n'est pas rassurant; c'est en somme une menace perpétuelle à la liberté des citoyens, un prétexte tout prêt pour des investigations vexatoires. Et quant à la marche des instructions criminelles, elle serait tout aussi rapide, même à Paris, à la condition d'organiser

(1) Lyon, 23 juillet 1872. D. 74, 2, 20.

un service d'ordre judiciaire analogue à celui fonctionnant actuellement à la préfecture de police ; les agents agiraient désormais sur l'ordre d'un magistrat, ce qui serait plus rationnel.

Le projet du Sénat sur le nouvel article 10 porte que : le préfet de police peut faire tous les actes attribués aux officiers de police judiciaire, en se conformant aux formalités qui leur sont prescrites. Il peut requérir des officiers de police judiciaire autres que le procureur de la République et ses substituts et le juge d'instruction, de faire tous les actes de police judiciaire qui sont dans les attributions de chacun d'eux. Quant à la commission de la Chambre, elle se montre plus intransigeante. « Votre commission, disait son rapporteur à la séance du 15 janvier 1891, estime que notre justice criminelle est assez fortement organisée pour que ses propres agents suffisent à son action. Il faut mettre fin à des conflits persistants, à des abus de pouvoir trop nombreux. Le préfet de police doit être rangé dans la classe des fonctionnaires qui, aux termes de l'article 30, sont tenus de communiquer sur le champ, au procureur de la République, les renseignements qu'ils recueillent. »

Dans la séance du 4 novembre 1901, M. Mirman déposait une nouvelle proposition de loi tendant à abroger l'article 10 du Code d'instruction criminelle, et demandait l'urgence, faisant remarquer que la question est pendante depuis 1878 devant le Parlement, et qu'il ne faut plus permettre aux préfets d'opérer des arrestations préventives, des perquisitions, des saisies et des confiscations chez les citoyens. Le rapporteur de la commission de réforme judiciaire fit observer que cette com-

mission avait été saisie d'une proposition semblable, de M. de Ramel, et conduisait à l'abrogation de l'article 10, en un rapport dont la discussion devrait être mise promptement à l'ordre du jour des Chambres. M. le président du Conseil s'étant alors contenté de faire des réserves sur le fond, l'urgence fut déclarée et la discussion de la proposition de M. Mirman jointe à celle de M. de Ramel. On peut donc prévoir que, bientôt, la répression des crimes et délits sera entièrement confiée à l'autorité judiciaire.

VII. Plusieurs lois étrangères ont prévu les difficultés qui surgissent à l'occasion de la saisie des lettres. C'est ainsi qu'en Allemagne, le juge peut saisir les lettres adressées au prévenu, ou, dans certains cas, écrites par lui. Ce droit appartient aussi, en cas d'urgence, au ministère public, à condition que le juge ratifie la saisie dans un certain délai et prenne seul connaissance de ce qu'elle renferme (1).

En Autriche, le magistrat instructeur a le droit d'intercepter les lettres, mais il doit en avertir l'inculpé, lui donner les motifs de la saisie, obtenir son consentement à la lecture des lettres, sinon en référer à la chambre du conseil (2).

En Russie, une décision du Conseil de l'Empire s'exprime ainsi : « Si dans le cours d'une instruction il y a nécessité de procéder à la saisie et à l'ouverture d'une correspondance postale ou télégraphique d'un

(1) *Annuaire de législation étrangère* 1877, p. 94.

(2) *Code d'instruction criminelle Autrichien* trad. Bertrand, et Lyon-Caen.

individu qui se trouve sous le coup d'une poursuite criminelle, soit que les lettres et dépêches émanent de lui, soit qu'elles lui soient adressées, le juge d'instruction, après les avoir fait arrêter par l'Administration, demande immédiatement au tribunal de cercle l'autorisation de procéder à la saisie et à l'ouverture de cette correspondance » (1).

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1878, pp. 652, 654.

CHAPITRE II

Correspondance des détenus

Dans un but facile à comprendre, on a apporté contre les détenus, d'autres exceptions au secret des lettres. La loi du 30 octobre 1841 chargeait les directeurs de prison d'examiner leurs correspondances. Si l'intéressé estimait qu'une de ses lettres, pour une raison quelconque, ne devait pas subir ce contrôle, il lui fallait porter sa cause devant la commission de surveillance qui prononçait en dernier ressort à la majorité des voix. Une circulaire ministérielle du 12 novembre 1879 reconnaissait aux prévenus et à leurs avocats le droit de correspondre sans contrôle.

Actuellement, le décret du 21 novembre 1885, article 50, contient les dispositions suivantes : « La correspondance, à l'arrivée et au départ, sera lue et visée par le directeur ou le gardien chef, à l'exception des lettres que les détenus adressent à l'autorité administrative ou judiciaire, aux avocats ou aux avoués chargés de leur défense. Les lettres écrites ou reçues par les prévenus et les accusés seront en outre communiquées, selon le cas, au procureur de la République, au juge d'instruction ou au président des assises. » Ceci

fait allusion d'une part à l'article 135 du Code d'instruction criminelle, en joignant au procureur de saisir tout ce qui pourrait être utile à la manifestation de la vérité; d'autre part, à l'article 613 du même Code permettant au juge d'instruction et au président des assises de donner tous les ordres qui devront être exécutés dans les maisons d'arrêt et de justice, et qu'ils croient nécessaires soit pour l'instruction, soit pour le jugement. Le décret de 1885 ajoute : « Les lettres que les détenus écrivent aux autorités administratives et judiciaires doivent être remises cachetées au directeur ou au gardien-chef, mais non placées sous enveloppe, et enregistrées sur le registre spécial, dans les conditions déterminées par les instructions ministérielles. En aucun cas, et sous aucun prétexte, l'envoi à destination desdites lettres ne pourra être retardé. » Hors ces cas, toutes les lettres sont ouvertes, d'où résulte que, par sa profession même, le directeur des prisons est tenu à la plus stricte discrétion.

Dans les établissements pénitentiaires coloniaux, l'article 28 du décret du 4 septembre 1891 dispose que les lettres adressées sous plis fermés par les transportés, soit au directeur de l'Administration pénitentiaire, soit au gouverneur de la colonie, soit au ministre des colonies et au ministre de la justice, et remises aux fonctionnaires et agents des services de la transportation, sont, par leurs soins, transmises sans retard à destination. L'article 40 du décret du 26 novembre 1885 a une disposition analogue pour les relégués.

Dans les prisons militaires, article 75 du règlement du 20 juin 1863, les lettres sont déposées ouvertes dans

une boîte, l'agent principal en prend connaissance, ainsi que de celles venues du dehors, et rend compte succinctement de leur contenu au commandant. Dans les prisons maritimes, les lettres sont également lues par le commandant des prisons. Comme dans les autres établissements pénitentiaires, exception est faite pour les lettres écrites aux autorités supérieures.

TITRE III

Droits des particuliers

CHAPITRE PREMIER

Lettres confidentielles et non confidentielles

Avant d'entamer l'étude des droits des particuliers sur les lettres missives, il importe d'établir et de préciser une distinction extrêmement importante parce qu'elle se mêle à presque tous les problèmes du sujet pour en modifier la solution. Il s'agit de la distinction entre les lettres confidentielles ou non confidentielles et l'on comprend que les pouvoirs des particuliers varient en raison du caractère plus ou moins intime de ces lettres. On parle communément du secret des correspondances et des restrictions qu'il apporte à l'exercice du droit de propriété et des autres droits qui en dérivent : *jus utendi, fruendi, abutendi*. Mais il y a des articles de correspondance pour lesquels une telle expression serait déplacée parce qu'ils ne contiennent pas de secrets; d'autres seront confidentielles au plus haut point, par exemple les lettres des fonctionnaires; d'autres auront un

caractère mixte en quelque sorte, telles les cartes postales. Même en portant son examen sur les seuls écrits cachetés et confiés à la poste, combien de nuances depuis les confidences personnelles qu'on hésite à livrer au papier jusqu'à ces quelques phrases banales, toutes faites, qui traduisent à peine la pensée de leur auteur, à supposer qu'elles ne la dissimulent pas. Il semble que l'on doive se perdre dans cette variété ; et cependant si on l'envisage attentivement, on s'aperçoit qu'elle est plus apparente que réelle et que toutes les lettres missives peuvent se ramener à deux catégories : lettres confidentielles, lettres non confidentielles.

Quand est-ce qu'une lettre est confidentielle ? Si cette question supportait une réponse unique, la tâche des interprètes et des tribunaux serait singulièrement facilitée, malheureusement toutes les solutions trouvées ont le défaut d'être trop précises, trop nettes, et de ne pas tenir compte des infinies différences des faits ; car, comme on l'a fait remarquer avec beaucoup de raison, rien de plus relatif que la confidence. « Une chose doit rester secrète aujourd'hui qui demain pourra sans inconvénient être publiée dans tous les journaux. Tel individu attachera la plus grande importance, le plus grand mystère, à une nouvelle, à une appréciation, que tel autre regardera comme une banalité à laisser tomber dans l'oreille de tout le monde. » (Vanier.) Aussi ne saurait-on poser une règle absolue.

Pour les uns (1), toutes les lettres écrites à des tiers

(1) Rome, 4 décembre 1810, S. 3^e vol. 1809-1811, 2^e partie, p. 365. Cassation, 5 mai 1858, D. 58, 1, 209. 21 juillet 1862. D. 62, 1, 521.

seraient censées confidentielles, car généralement une lettre est envoyée pour être lue de celui seul dont le nom est porté sur l'adresse; et il serait aussi indélicat de la part d'un tiers de prendre sans autorisation connaissance d'une lettre banale destinée à un autre, que d'une lettre essentiellement secrète, puisqu'il ignore le plus souvent avant lecture ce que renferme le papier qu'il tient dans sa main; moralement donc il est aussi coupable, et c'est ce qui rend cette thèse séduisante.

Mais si pareille thèse est relativement pratique par rapport aux tiers, elle ne l'est plus par rapport au destinataire qui devrait dans tous les cas s'abstenir de divulguer le contenu des correspondances qu'il reçoit, ce qui semble inadmissible. D'ailleurs il y a des lettres qui sont écrites uniquement pour être publiées! Qu'importe, pourrait-on répondre; elles font mentir la présomption de confidentialité qui leur était attachée, elles deviendront non confidentielles, mais cesseront seules d'être protégées par le principe de l'inviolabilité qui n'en demeurera pas moins vrai pour les autres. — Soit, mais alors il faudra pour chaque lettre une interprétation nouvelle; il sera alors nécessaire de les étudier toutes une à une pour chercher s'il ressort de leurs termes qu'elles sont destinées à être divulguées, si l'auteur l'a dit expressément, s'il l'a laissé entendre, et pour être admissible, cette thèse doit précisément s'écarter du principe qui lui sert de base. — On a donc déplacé la question de fait, on ne l'a pas supprimée. D'ailleurs puisque le Code n'a pas d'article spécial pour servir de base aux distinc-

tions à faire, puisqu'il a même laissé de côté la question cependant si importante des lettres missives, puisqu'il y a en un mot pour la doctrine et les tribunaux une théorie à édifier de toutes pièces, il faut du moins la construire pratique, et celle-ci ne l'est pas; elle s'inspire de sentiments très nobles, mais elle est en fait inacceptable.

Pour d'autres, serait confidentielle toute lettre dont la publicité pourrait nuire à quelqu'un (1). Bien que n'admettant pas cette opinion, écartons d'abord une objection qu'on y fait très généralement et qui la représente comme interdisant pour les lettres missives toute publicité, sous prétexte que si l'on s'en sert, c'est pour attaquer ou pour se défendre, et dans les deux cas pour nuire à quelqu'un (2). C'est exagéré: on a mille autres motifs d'écrire et par suite mille autres motifs de divulguer le contenu des lettres. L'objection serait solide s'il ne s'agissait que de leur production devant les tribunaux; mais parmi les formes de publicité, il ne faut pas envisager que celle-là, et l'on pourrait dire avec autant de raison que presque toutes pourraient être publiées, car on n'y fait pas forcément du tort aux autres et un maudit amour-propre veut que l'on s'y fasse rarement tort à soi-même.

Mais la thèse a un tort plus grave, c'est de ne pas se placer au point de vue convenable pour rechercher et apprécier le caractère confidentiel. Pour formuler

(1) Voillaume, p. 68.

(2) Chauvet, lettres missives, p. 98.

une appréciation sur la nature des lettres missives, il faut avant tout envisager la volonté des parties; si celles-ci n'ont pas voulu donner à tel écrit le caractère confidentiel, on ne peut logiquement passer outre à leurs intentions; et inversement, si elles l'ont voulu donner à tel écrit, d'apparence banale et inoffensive, on ne peut d'avantage lui ôter de force ce caractère. On admet très généralement que les lettres parlant d'affaires de famille sont confidentielles, mais c'est bien plutôt par interprétation de la volonté des parties que parce que leur publication serait dans tous les cas nuisible. De plus, si on examine spécialement la production en justice, la première critique faite à cette thèse reprend toute sa force, et aucune lettre ne serait invocable devant les tribunaux puisque cette production nuirait à l'adversaire.

M. Labbé (1), admet pour confidentielle toute lettre qui n'a pas été écrite dans l'intention de créer un titre au profit du destinataire contre l'expéditeur. C'est presque le contre-pied de la doctrine précédente puisque tout écrit créant un titre au profit du destinataire, verra sa publicité nuire à l'expéditeur; et il en résulte que presque toutes les lettres seront confidentielles, car assez rares sont celles dans lesquelles on crée formellement un droit au profit de quelqu'un; là encore il faudra que les tribunaux s'inspirent de l'intention des parties pour rechercher s'il y a vraiment création d'un titre, et alors, pour cette interprétation, mieux vaut leur donner la plus grande latitude. Sans doute

(1) Dans SIREY, 1877. 2. 161.

la formule de M. Labbé leur servira beaucoup dans la recherche d'un criterium, ce sera un des éléments les plus importants dont ils devront tenir compte, mais ce ne sera pas le seul, car il ne suffirait pas. Et puis la lettre étant confidentielle dès qu'elle ne crée pas de titre ou qu'elle crée un titre au profit d'un autre que le destinataire, il s'en suit que celui au profit de qui le titre est créé ne pourra s'en prévaloir s'il n'est pas destinataire de la lettre, car l'expéditeur lui opposerait l'exception du secret qui n'est levé que pour le seul destinataire. Au surplus, d'une part, des lettres banales ne sauraient être confidentielles, et cependant cette thèse les regarde comme telles ; d'autre part, des lettres qui, créant un titre au profit du destinataire, devraient, d'après cette même thèse, être non confidentielles, gardent cependant, à raison de leur contenu, un certain caractère secret, et ce caractère, sans empêcher il est vrai dans tous les cas leur production en justice, nécessitera certaines mesures de garantie. On ne soutiendrait pas en outre sérieusement que parce qu'une lettre contient titre à son profit, le destinataire aurait le droit de la divulguer à qui bon lui semblerait.

En réalité, le caractère confidentiel ou non confidentiel d'une lettre constitue bien plutôt une question de fait, et pour en chercher le criterium, les tribunaux auront tout pouvoir d'interprétation. Sans doute les différentes doctrines proposées leur serviront, mais sans qu'ils soient tenus de s'y référer d'une façon formelle. C'est ce que reconnaissent les décisions récentes (1).

(1) Tribunal civil de Tulle, 15 juillet 1893. Sous Limoges 12 février 1894. S. 95. 2-17.

Est-ce à dire que dans tous les cas leur tâche sera bieningrate ? Non, il y a des correspondances où le caractère confidentiel domine si évidemment que toute interprétation paraîtrait superflue. D'autres seront considérées comme non confidentielles à première vue, sans même rechercher l'intention des parties ; enfin il en est d'autres qui, ne rentrant pas dans les catégories précédentes, ou n'y rentrant que d'une façon douteuse, devront fournir et fournir seules matière à un examen approfondi de la part des tribunaux.

1^o Il y a d'abord des lettres certainement confidentielles. Rentreront dans cette catégorie celles où l'auteur a expressément formulé son intention en exigeant par exemple que la lettre soit, après lecture, déchirée, brûlée ou retournée, car il a par cette clause manifesté la volonté de voir sa correspondance demeurer secrète, et le destinataire est tenu de s'y conformer.

Cependant, les Tribunaux jouiront là encore d'un pouvoir d'interprétation, tant il est vrai qu'à vouloir donner une règle absolue en cette matière, on se heurte à des difficultés presque insurmontables. Les parties n'ont pas en effet toutes deux pensé que leur correspondance réclamait le plus grand secret : le destinataire l'a si peu regardée comme intime et personnelle qu'il l'a, par hypothèse, volontairement divulguée. Or la seule volonté de l'expéditeur ne suffit pas dans tous les cas parce qu'il faut éviter des fraudes et qu'interdire toute divulgation d'une lettre, aveuglément, sous prétexte que l'auteur a voulu qu'il en fut ainsi, serait donner trop libre carrière aux mensonges, aux calomnies et généralement à toutes

les fautes, voire même à tous les délits qui se commettent par correspondance. Notamment, les individus qui, par un document sur lequel serait écrit en gros caractères le mot : confidentiel, donneraient des renseignements mauvais et sciemment mensongers contre une maison de commerce, resteraient impunis, et à l'abri de toute action en dommages-intérêts. En effet, une lettre confidentielle n'est productible en justice, sauf exception, que dans les procès entre l'auteur et le destinataire ; or, ici le destinataire n'étant pas lésé, n'a pas d'intérêt à intenter l'action, et le tiers, bien que lésé, n'en a pas la faculté, la lettre ne lui étant pas personnellement adressée. C'est pour-quoi il a été décidé que le mot : confidentiel, inscrit dans une lettre, n'entraînait pas forcément l'obligation au secret (1). Il en sera ainsi par exemple si les parties n'entretiennent pas des relations habituelles. De même et mieux encore si plusieurs exemplaires d'une lettre sont envoyées à des personnes différentes, car une confidence faite à un grand nombre de personnes n'est plus une confidence et si l'auteur lui-même prend soin de divulguer ses secrets, il serait étrange qu'il empêchât les autres de prendre le même soin. Au reste, la clause de confidentialité deviendrait de style, si bien que le mot ne serait plus en rapport avec la chose. Actuellement déjà, ne reçoit-on pas journellement des circulaires d'émetteurs d'affaires qui prétendent très personnelles les réclames qu'ils

(1) Marseille, 9 novembre 1892. *Gaz. des Trib.*, du 19 novembre.

envoient alors cependant qu'ils n'aspirent qu'à la plus large des publicités.

Partant de ce même principe, on a décidé que si une agence envoie les mêmes renseignements à plusieurs personnes, de pareilles fiches ne sont plus confidentielles. Cependant là encore il n'est rien d'absolu, et il se peut qu'en toute bonne foi une agence de renseignements de Bourse par exemple adresse des avis à propos de valeurs cotées qu'elle sait détenues par plusieurs de ses clients; et cela par des lettres qui, dans son intention comme d'ailleurs dans l'intérêt des destinataires mêmes, doivent rester secrètes. On voit donc quelle place la question de fait tient en pareille matière.

Les lettres adressées par les avocats à leurs clients ou par les clients à leurs avocats sont certainement confidentielles (1); cela résulte de la volonté des parties qui ne tiennent pas à ébruiter leurs moyens d'attaque ou de défense; l'avocat est, en outre, retenu par le secret professionnel dont seul pourrait le délier le client en lui donnant l'autorisation de publier les notes relatives à l'affaire. Par contre, les lettres écrites par l'avocat à l'avoué ne sont pas nécessairement confidentielles, car il peut s'agir de questions de procédure, de délais, etc., dont le secret n'est pas indispensable et c'est plus vrai encore des lettres échangées entre l'avocat d'une partie et l'avoué de l'autre ou réciproquement (2). Pour des raisons analogues, on déclare

(1) Cassation, 11 mai 1887, D., 87, 1, 332.

(2) HANSENS, n° 246.

insaisissables en matière criminelle les lettres adressées aux avoués et aux notaires comme conseils des parties. Dans tous autres cas, les lettres des avoués ou des notaires ne sont pas nécessairement confidentielles.

Les lettres des fonctionnaires de l'ordre administratif ou judiciaire sont confidentielles dès qu'elles se rapportent à un service public, parce qu'alors c'est l'Etat lui-même qui, par l'entremise de ses agents est à la fois auteur et destinataire de la lettre ; et voilà pourquoi celle-ci lui appartient et doit lui être remise. L'intérêt est au surplus considérable à ce que ces documents ne soient pas divulgués puisqu'ils peuvent concerner la sécurité même du pays et un arrêté du 18 février 1816 décide que « les préfets ne doivent jamais rendre publiques les lettres ou les circulaires que les ministres leur écrivent, à moins qu'ils n'aient autorisé cette publication ».

Les tribunaux ont donc à rechercher uniquement si le fonctionnaire a écrit ou reçu la lettre en sa qualité de fonctionnaire. Si oui, celle-ci sera regardée comme confidentielle ; si non, on reviendra au droit commun, c'est-à-dire que l'on en interprétera les termes (1). Une lettre d'un maire n'est pas confidentielle quand celui-ci a répondu à une demande de renseignements tout à fait privés sur un individu de sa commune. Il n'est pas, en effet, dans les attributions ordinaires du maire de renseigner le public sur la moralité de ses administrés, et on ne saurait admettre que, par haine

(1) Cassation, 28 mai 1900. D., 1901, 4, 471.

ou vengeance, il pût impunément émettre des appréciations quelconques sur tel ou tel de ses ennemis. C'est donc comme simple particulier qu'il a écrit, et à ce titre il verra sa lettre soumise aux tribunaux (1). Seulement si les lettres des fonctionnaires sont la propriété de l'Etat et restent confidentielles, il faut faire exception à ce principe en faveur du droit de défense. Le fonctionnaire accusé devant les tribunaux serait dans une situation périlleuse s'il se voyait privé d'une correspondance dans laquelle résident souvent ses principaux moyens de justification. Aussi admet-on qu'il pourra se servir des lettres en sa possession pour répondre de sa conduite devant les tribunaux. Mais il ne faut pas étendre cette exception plus loin ; tant que sa situation ou son honneur ne sont pas judiciairement menacés, il doit respecter le secret de sa correspondance et ne pas la publier pour répondre à des bruits fâcheux répandus dans l'opinion publique : agent du Gouvernement, il doit demander à celui-ci de le défendre (2).

2° De même qu'il y a des lettres nécessairement confidentielles, il en est d'autres absolument dépourvues de ce caractère : ce sont d'abord celles dont l'auteur a permis la publication, sans d'ailleurs qu'il y ait à se préoccuper de savoir s'il l'a autorisée en écrivant sa lettre ou postérieurement à la réception de celle-ci par le destinataire ; dans le premier cas, elle n'a jamais été confidentielle, dans l'autre elle ne l'est

(1) Trib. Pontarlier, 21 décembre 1887, G. P., 88, 1, supp., p. 51.

(2) LEGRIS : nos 48 et 49. — ROUSSEAU : nos 25 et 26.

plus; dès l'autorisation et pour l'avenir les effets sont identiques. Nous avons vu tout-à-l'heure une règle parallèle pour le cas d'une correspondance dont l'auteur aurait formellement interdit la divulgation; mais ici, notre règle ne supporte plus d'exception, parce que l'on ne comprendrait pas qu'une lettre restât confidentielle malgré la volonté de l'auteur et du destinataire. Si la publicité était de nature à nuire à des tiers, en mettant en lumière des révélations désagréables à leur sujet, ces tiers pourraient demander des dommages-intérêts, faire même interdire la suite de la publication commencée, mais cette interdiction, si le tribunal la leur accordait, résulterait de circonstances en quelque sorte fortuites et étrangères au caractère plus ou moins intime de la lettre.

Il faut remarquer d'ailleurs, que l'auteur n'enlèverait pas à sa correspondance le caractère confidentiel, en permettant au destinataire ou même en le priant d'en faire part à telle autre personne spécialement désignée, car la situation est alors identique à celle qui existerait si l'auteur écrivait une deuxième lettre à cette tierce personne : de ce que deux individus sont dans le secret, il n'en résulte pas pour eux une atténuation de leur obligation de discrétion, le respect dû à la confiance ne diminuant pas forcément en raison directe du nombre des confidents.

Les lettres anonymes ne sont non plus jamais confidentielles : la raison d'être du principe de l'inviolabilité du secret, c'est la confiance ; et un avis plus ou moins véridique que l'on reçoit, sans l'avoir demandé, d'une personne étrangère, inconnue, et qui se cache, ne sau-

rait s'en prévaloir. L'auteur de la lettre le savait si bien, qu'il n'a pas cru prudent de révéler son nom : or, quand une lettre est confidentielle, c'est par rapport à quelqu'un ; ici, ce serait par rapport à personne, ou par rapport à un inconnu, ce qui revient au même, car si l'auteur réclamait le secret, le destinataire, en droit d'exiger comme condition l'abandon de l'anonymat, ne saurait à qui s'adresser. Aussi, un jugement récent du Tribunal civil de Lyon (1), reconnaît-il « qu'il est de doctrine et de jurisprudence constante que le principe d'après lequel le destinataire de lettres confidentielles ne peut disposer de ces lettres sans l'autorisation de celui qui les a écrites, est inapplicable aux lettres anonymes ; que de pareilles lettres sont dès lors la propriété exclusive du destinataire qui peut en faire l'usage qui lui plaît, même les remettre à des tiers, en autorisant ceux-ci à s'en prévaloir tout comme il pourrait le faire lui-même. »

Les lettres confidentielles qui ont été produites en justice peuvent-elles être par là même considérées comme ayant perdu leur caractère secret (2) ?

Pour la justice criminelle, si l'instruction se poursuit par un renvoi devant le Tribunal correctionnel ou la Cour d'assises, les lettres qui, tant qu'elles étaient entre les mains du juge d'instruction restaient sauvegardées par la discrétion professionnelle de ce magistrat, deviennent publiques ; elles sont lisibles à la barre ; l'accusation comme la défense tâchent légitime-

(1) Lyon, 29 octobre 1901, G. P., 17 décembre 1901.

(2) PÉRET : n^{os} 93-94.

ment d'en tirer parti; bref elles tombent dans le domaine public, et toutes les feuilles quotidiennes vont, si le procès est important, les reproduire à plusieurs milliers d'exemplaires, à moins bien entendu, que les débats n'aient eu lieu à huis-clos, auquel cas les lettres produites peuvent conserver leur caractère secret. Devant les Tribunaux civils, toute lettre lue publiquement à l'audience sans opposition des parties, devra être considérée comme ayant aussi perdu son caractère confidentiel. Ce caractère même, la lettre ne l'a du reste jamais eu, sinon les parties auraient exigé des garanties pour sa lecture; si elles n'ont rien dit, c'est qu'à leur avis, il n'y avait aucun inconvénient à cette production.

En Nous venons de voir que certaines lettres sont nécessairement confidentielles et que d'autres ne le sont jamais : il y en a maintenant sur le caractère desquelles on discute.

On prétend d'abord que les lettres commerciales ne peuvent pas être confidentielles, parce qu'en vertu de l'article 8 du Code de commerce, le commerçant doit les reproduire sur un registre spécial (2); mais ce ne serait décisif que si les livres du commerçant étaient publics, et ils ne le sont pas; en effet, l'article 14 du Code de commerce cite bien des cas particuliers dans lesquels ils devront être communiqués, notamment le cas de faillite, mais précisément parce que le nombre de ces cas est limité, il en faut conclure que normalement ces livres demeurent secrets. Il reste bien pour

(1) VANIER : *Revue Pratique* 1866, t. XXI, p. 95.

le Tribunal la faculté de se les faire présenter, article 15 du Code de commerce, mais le Tribunal seul en prend connaissance et par conséquent le secret n'est pas plus violé que si, dans un procès civil, les parties s'entendaient pour que, à raison de son caractère intime, telle ou telle lettre ne fût pas lue publiquement. Il est en outre facile de comprendre qu'en fait, les notes échangées entre commerçants doivent être, au moins pendant un certain temps, garanties par le plus grand secret parce que dans ces notes sont révélées les opérations faites ou à faire, ventes, achats, etc., et il ne faudrait pas que ces précieuses indications parvinssent à des maisons concurrentes qui en feraient immédiatement leur profit. De pareilles lettres peuvent donc être confidentielles ; mais cela ne veut pas dire qu'elles le soient toujours, et là encore il y aura matière à interprétation. On admet que les lettres écrites par un commerçant à ses représentants, employés ou commis-voyageurs, sont confidentielles parce que c'est précisément dans celles-ci que les tiers trouveraient des indications utiles ; de plus on admet qu'elles restent la propriété du commerçant parce que, en droit, on peut considérer la lettre comme appartenant à celui qui l'a expédiée et au nom de qui elle a été reçue ; et qu'en fait on peut craindre que le voyageur, ayant quitté son premier patron pour entrer au service d'un second ou pour s'établir lui-même essaye d'user des documents entrés en sa possession pour détourner à son profit la clientèle visitée. Mais encore faut-il que ces lettres soient vraiment commerciales et adressées à l'employé en cette qualité.

On se demande également si les lettres injurieuses peuvent être considérées comme confidentielles et généralement on répond négativement (1). On donne à cela une première raison, c'est que condamner le destinataire au silence serait le forcer à être la victime d'un délit sans avoir la ressource d'en obtenir réparation. Mais cette objection n'est pas péremptoire : car, dans les instances entre l'auteur et le destinataire, les lettres confidentielles peuvent être produites en justice et par conséquent, à ce point de vue, l'auteur de la lettre ne sera pas à l'abri d'une action en justice. Sans cela, d'ailleurs, on établirait une différence entre l'injure écrite et l'injure orale, celle-ci étant seule punissable, alors qu'elle révèle moins de perversité. C'est ce que décide un arrêt de la Cour de Limoges (2). En effet, et c'est sans doute la base la plus solide de cette opinion, le secret des lettres implique une estime réciproque entre les parties ; or, ici, l'auteur a si peu cette estime qu'il injurie son correspondant, et celui-ci, de son côté, devant le peu de respect qu'on a pour lui, n'est pas tenu d'en avoir davantage pour le secret des lettres de son insulteur.

Si les injures sont adressées à des parents du destinataire, la lettre ne sera pas non plus confidentielle (3), parce que le destinataire est en quelque sorte atteint par l'injure ; mais, comme cette atteinte, moralement très blessante, n'est pas assez forte pour lui permettre une action directe devant les tribunaux, il pourra en

(1) VANIER, p. 96. PÉRET, n° 61.

(2) Limoges, 12 février 1894. D. 95. 2, 537.

(3) Nîmes, 30 avril, 34. 3, 34, 2, 357.

faire part à ses parents insultés pour que ceux-ci prennent les mesures qu'ils penseront nécessaires ; sans quoi il se rendrait pour ainsi dire complice de l'insulte et semblerait lui donner son approbation. D'ailleurs, la plupart du temps, le destinataire n'a pas osé adresser directement sa lettre aux personnes visées, mais il a souhaité qu'elle leur fût communiquée. Et il a été jugé que si la lettre est injurieuse à la fois pour le destinataire et pour un tiers auquel le destinataire l'a communiquée, ce tiers peut en faire la base d'une action en dommages-intérêts contre l'auteur de la lettre, sans que celui-ci ait le droit d'opposer le principe du secret des lettres (1).

Un arrêt de la Cour d'Orléans (2) semble penser que les lettres injurieuses restent confidentielles ; « Il n'y a à faire aucune exception, dit-il, pour les lettres prétendues injurieuses ; s'il s'en rencontre parmi celles qui ont été adressées, elles sont protégées contre toute révélation par leur caractère confidentiel ; il n'en est autrement que lorsque ces lettres sont injurieuses pour le destinataire lui-même ou même pour des tiers lorsqu'elles n'ont été déguisées sous le voile du secret que pour être en réalité communiquées. » Mais ce serait laisser impunies les injures les plus indirectes, les calomnies les plus honteuses, les attaques les plus lâches, et la première opinion semble préférable.

Les lettres entre savants seront-elles confidentielles ?

(1). Bourges, 30 octobre 1899. S. 1900, 2, 38.

(2) 29 juillet 1896. D. 97. 2. 209.

Cui, le plus souvent, par exemple si un inventeur fait part d'une découverte qu'il veut être le seul à divulguer; si un écrivain adresse à son ami un passage d'un volume qui va paraître et dont il ne voudrait pas compromettre le succès par des publications anticipées. Mais qui sait si ce savant ou cet écrivain ne seraient pas très heureux que d'habiles indiscretions éveillent un peu la curiosité du public, de façon à attirer à l'un plus d'adeptes, à l'autre plus de lecteurs? De même pour les lettres qu'un homme public a écrites en cette qualité. Celui-ci voudra tantôt les cacher, tantôt les voir s'étaler dans les colonnes de la presse périodique, suivant que sa renommée aura à gagner ou à perdre à cette publication.

IV. Donc même dans les hypothèses en apparence les moins douteuses, la question de fait et d'interprétation garde une place prépondérante. Qu'est-ce à dire sinon que le plus souvent il n'y aura rien de fixe et d'absolu, et que ce sera aux tribunaux à décider souverainement, décision qui d'ailleurs échappera en fait à la Cour de cassation (1). Celle-ci ne pourrait par exemple critiquer tel arrêt disant que les parties ont dû vouloir que leur lettre restât secrète; mais bien entendu elle reprendrait tout son pouvoir dans la question de droit et casserait régulièrement des décisions qui, tout en reconnaissant le caractère confidentiel d'une lettre, en autoriserait sans nécessité la publication.

Donc les tribunaux statuent en fait, et le plus sou-

(1) Cassation, 5 décembre 1881, S. 83. 1. 457

venir il leur est facile de distinguer une lettre confidentielle de tout autre : d'une part ce seront ces lettres d'amitié, contenant la révélation d'une souffrance du cœur, d'un secret de famille insoupçonné, d'une dette, le pécuniaire soigneusement cachée aux yeux du monde, bref ces mille choses à l'aveu desquelles on se laisse aller dans les confidences orales, plus spontanées, mais que l'on ne confie qu'avec peine au papier. D'autre part, ce seront ces lettres banales, véritables prospectus de politesse, qui peuvent passer, sans les retenir, sous les yeux les plus fureteurs. Mais entre ces extrêmes, quelle gamme infinie ! Les tribunaux rechercheront, pour employer les termes d'un arrêt de la Cour de Rennes, si le caractère d'une lettre ressort de sa rédaction, de l'intention de l'auteur, abstraction faite des déclarations par lesquelles il l'aura traduite, du but qu'il s'est proposé, et aussi de la qualité du destinataire : fonctionnaire, avocat, employé de commerce, ils regarderont si les parties sont en relation d'affaires ou d'amitié, et en tireront suivant les cas des conséquences diverses.

Une lettre n'est pas forcément confidentielle parce qu'elle contient l'aveu de faits honteux (1). Le plus souvent sans doute, l'aveu suppose la confiance et appelle le secret ; mais d'une part le destinataire, qui n'a pas demandé cet aveu, peut se sentir gêné de garder pour lui seul une confidence terrible, craindre d'être par son silence le complice du mal qu'on lui révèle, d'autre part il suffirait à un délinquant, se sen-

1) Cassation, 26 juillet, 1864, S. 65. 4. 33.

tant soupçonné d'un individu non intéressé d'ailleurs à la découverte du délit, de lui avouer sa faute pour l'empêcher de la dévoiler.

Souvent les lettres renferment la preuve de leur nature confidentielle s'il résulte de leurs termes que certains tiers ne doivent pas les connaître. C'est surtout le cas des lettres commerciales, celles par exemple érites par le directeur d'une compagnie d'assurances à un de ses agents, et contenant des indications permettant de déboursier une somme moins forte pour un sinistre, etc. Le commerce est une sorte de lutte, et l'employé trahirait sa cause si, communiquant sa correspondance, il avertissait l'adversaire des armes dont on va se servir contre lui.

Dans tous les cas douteux, des présomptions sont possibles, et il faut reconnaître très facilement le caractère confidentiel. En ce faisant, on est certain de ne pas aller à l'encontre de la volonté de l'auteur, qui généralement n'écrit pas avec l'idée que son correspondant divulguera peut-être le contenu de sa lettre.

CHAPITRE II

Droits primordiaux du destinataire de la lettre

La question de la propriété des lettres missives a été souvent discutée et nous y reviendrons à la fin de cette thèse lorsque, réunissant les données fournies par la pratique, nous nous demanderons d'une façon générale de quel droit les lettres sont susceptibles. Le plus souvent, l'auteur de la lettre en l'envoyant au destinataire, se désintéresse de ce que celui-ci en pourra faire; il la lui donne et fait abandon de tout droit sur elle. S'il s'agit au contraire de lettres confidentielles, l'expéditeur compte sur la discrétion de la part de son correspondant; il veut que ce qu'il a écrit reste secret, et cette volonté va entraîner des restrictions au droit du destinataire. Quoiqu'il en soit, si l'on distingue dans la lettre l'élément intellectuel et l'élément matériel, le papier et les pensées que révèle l'écriture, on en arrive à reconnaître au destinataire une véritable propriété, d'où naturellement résultent pour lui des droits essentiels et primordiaux : droit de se faire délivrer la lettre par la poste, ce qui comprend l'étude de certaines difficultés de transmission, notamment sur le point de savoir à quel moment la propriété

est transférée de l'auteur au destinataire, aux risques de qui la lettre voyage, et quelles mesures il faut prendre au cas où des doutes surgiraient sur l'identité du destinataire : droit de lire la lettre et même de la faire lire à un cercle intime d'où le secret ne sortira pas ; droit de conserver la lettre, avec l'étude des exceptions apportées à ce droit.

I. Quelles sont d'abord les exceptions au principe généralement reconnu, d'après lequel la propriété des lettres missives appartient au destinataire ? Ce sont des questions de fait, qui tiendront le plus souvent soit à la qualité de l'auteur, soit à celle du destinataire, soit à la nature des rapports qui les lient l'un à l'autre. C'est ainsi que les lettres écrites à des fonctionnaires restent la propriété de l'Etat au nom de qui elles ont été reçues, et ne peuvent être gardées par le destinataire après la cessation de ses fonctions : encore faut-il qu'elles touchent directement au service ou soient écrites à l'occasion du service ; car si l'on apporte cette exception, c'est que le fonctionnaire en recevant la lettre représentait l'Etat et voyait pour ainsi dire sa personnalité effacée ; tandis que s'il s'agit d'une lettre étrangère à ses fonctions, il reprend sa personnalité et l'Etat, n'étant pour rien dans la réception de cette correspondance, n'a plus aucun droit sur elle.

Pareille exception doit être apportée en ce qui concerne les lettres écrites par une maison de commerce à son représentant (1). Celui-ci ne peut pas les conserver et doit les restituer en quittant son patron, car, ainsi

(1) Bordeaux, 12 mars 1842. S. 42, 2.266.

que le déclare la Cour de Douai (1), on doit considérer les lettres d'une maison de commerce comme étant sa propriété, et l'on ne saurait supposer à un chef de maison l'intention de renoncer à son droit de propriété sur les notes et renseignements confidentiels que la correspondance peut renfermer. Le commis-voyageur, outre l'abus qu'il pourrait faire dans la suite des notes indûment conservées, sait parfaitement que celles-ci ne lui appartiennent pas, puisqu'il n'est qu'un simple mandataire et que le mandataire, civil ou commercial, n'est jamais propriétaire des lettres relatives à son mandat ; le mandant entend bien donner à son chargé d'affaires des renseignements utiles, mais il n'a pas l'intention de lui en laisser les preuves entre les mains : il y a comme une convention tacite intervenue entre les parties, la restitution des correspondances étant une des conditions de la bonne exécution du contrat, ce qui enlève au mandataire l'application de l'article 2279. Là encore du reste l'interprétation garde sa place, et des tribunaux ont admis la thèse inverse en raison des faits de la cause, et à la suite d'un examen sur lequel n'a pas à revenir la Cour de cassation (2).

Bien entendu, comme pour le fonctionnaire, il ne s'agit que des lettres écrites ou reçues par l'employé à raison de son emploi. De celles-ci seules, la maison de commerce peut exiger la restitution (3). Les autres, étant personnelles, restent à leur destinataire ; en cas de difficulté, les tribunaux se sont reconnu le droit d'or-

(1) 24 juin 1874, D. 75, 2-95.

(2) Cassation, 19 février 1845. P. 49. 2.326.

(3) Besançon, 27 mars 1889. D. 90. 2. 176.

donner momentanément le dépôt au greffe des lettres contestées(1). D'autre part, le mandataire, bien qu'étant seulement dépositaire de la correspondance à lui adressée, à l'occasion de son mandat, pourrait s'en servir en justice contre son mandant. Pour des raisons analogues, il faut décider avec la Cour de Limoges (2), que la lettre écrite par le sous-directeur d'une Société par actions au directeur, restera la propriété de la Société si elle est relative aux affaires de celle-ci, car, dans ce cas, l'auteur et le destinataire n'étaient que des mandataires et se trouvaient dans la situation des employés de commerce. Il en faudrait dire autant des lettres adressées par la maison de commerce à un ancien employé relativement aux affaires de la maison qui relevaient jadis de son emploi.

La propriété des lettres reste-t-elle à un officier ministériel qui a été destitué ou a cédé sa charge (3)? La question est délicate parce que la lettre n'était pas, semble-t-il, adressée à l'officier lui-même, mais pour ainsi dire à son étude. Très souvent des pièces importantes ne sont même pas lues par le titulaire de la charge, ou bien elles sont remises de suite par lui à ses clercs pour que ceux-ci prennent les mesures qu'elles réclament. Et ceci enlève beaucoup de force à l'argument de ceux qui prétendent que l'officier vendant son étude doit emporter avec lui les lettres qu'il a reçues. L'expéditeur, disent-ils en effet, a confié un secret à tel avoué, à tel notaire, parce qu'il avait confiance en

(1) Douai, 24 juin 1874, D. 75. 2. 95.

(2) 13 juin 89. G. P. 89. 2. 308.

(3) TISSIER, p. 38.

lui : celui-ci vendant sa charge et laissant les correspondances, son successeur en prendra connaissance et cependant le client peut douter de l'honnêteté de ce dernier !

Ce n'est pas à l'abri de toute objection : les lettres parviennent quelquefois aux mains des clercs, auxquels cependant le client n'a pas songé ; de plus, elles exigent une réponse ; cette réponse rappellera la confiance, l'interprètera, aura en somme le même caractère secret, ce qui ne l'empêchera pas d'être reproduite sur le registre copie de lettres, lequel registre restera à l'étude et sera vu par le successeur à la charge. Lorsqu'un office ministériel est cédé, les affaires commencées avec l'ancien titulaire continuent avec le nouveau sans qu'il vienne aux clients l'idée de les retirer ; et si le cédant ne veut pas emporter sa correspondance, on se représente mal ses clients faisant sommation au nouvel avoué de leur restituer celle-ci sans la lire ! Au surplus, en même temps qu'il présente son successeur à l'Etat, l'ancien titulaire le présente aussi pour ainsi dire à ses clients, en leur conseillant de reporter sur ce successeur la confiance qu'ils avaient en lui-même. Très probablement donc, il faut donner à une charge une sorte de personnalité englobant la personnalité de ses titulaires ; ceux-ci peuvent changer, mais elle demeure avec sa clientèle, ses affaires, et la correspondance relative à ces affaires (1). Une question analogue s'élève lors d'une vente d'un fonds de commerce, et, les motifs étant les mêmes, la réponse doit être identique.

(1) Rouen, 18 août 74. S. 76, 2. 45.

II. Si l'auteur de la lettre se dessaisit de sa propriété, à quel moment s'en dessaisit-il ? Ce ne peut être, dans tous les cas, qu'après avoir remis la lettre à un mandataire, par exemple à la poste. Jusque-là, en effet, il faut bien reconnaître qu'il a sur elle tous les droits : il peut la détruire, en modifier le contenu, l'expédier, et s'il l'a conservée, c'est comme propriétaire, d'où il résulte qu'à son décès, cette lettre, trouvée chez lui, reviendra de plein droit à ses héritiers, sans que le destinataire puisse rien prétendre sur elle, celui-ci fût-il même nommé par le défunt son exécuteur testamentaire, comme cela se produisait dans une hypothèse sur laquelle le tribunal civil de Liège a eu à statuer.

Si l'auteur donne la lettre à un tiers, pour que celui-ci la remette au destinataire, ce seul fait suffira-t-il à lui faire perdre son droit ? Il faut distinguer. Le tiers est-il mandataire de l'auteur ? Ce dernier garde la propriété de sa lettre, car il est libre de faire revenir le messenger, de ne plus envoyer la lettre ou d'en changer les termes : le destinataire n'a pas à se plaindre, car il ne sait même pas qu'on lui a écrit, et Labéon avait bien raison de dire, dans ce cas, que le destinataire ne devenait propriétaire de la lettre que s'il l'avait reçue : *si epistolam tibi misero, non erit ea tua, antequam tibi reddita fuerit*. Mais si le messenger est mandataire du destinataire, la solution doit être différente ; en effet, lorsque le mandant a envoyé, pour recevoir une lettre, un commissionnaire, celui-ci le représente, la situation est donc la même que si l'auteur et le destinataire, se trouvant en présence, tradition de la

lettre s'effectuait de la main à la main; l'auteur ne pourrait pas plus enlever la correspondance au messager qu'il ne pourrait l'enlever au destinataire lui-même; en agissant de la sorte, il se rendrait coupable de vol. Cette solution, pour être exacte, a besoin, il est vrai, d'être spécialisée. Il faut que l'envoyé du destinataire soit chargé de recevoir un message; si c'était seulement un domestique envoyé vers l'auteur pour toute autre raison, celui-ci, ne faisant que profiter de l'occasion pour lui remettre une correspondance, pourrait la lui reprendre tant qu'elle ne serait pas parvenue à son adresse, parce qu'il y a comme une interversion de fonctions et que l'individu, pris pour messager, bien qu'envoyé du destinataire, est cependant, par rapport à la lettre, comme le mandataire de l'auteur.

Supposons maintenant, hypothèse la plus fréquente, que l'on ait écrit une lettre, mis l'adresse sur l'enveloppe et confié le tout à la poste : que va-t-il se passer au point de vue qui nous occupe? (1) L'Administration des postes est certainement un intermédiaire; c'est même un intermédiaire forcé; mais de qui est-elle mandataire, de l'auteur dont elle reçoit la lettre ou du destinataire à qui elle est chargée de la remettre? Une première opinion dit : dès le moment où la lettre est mise à la poste, l'expéditeur s'en est irrévocablement dessaisi, parce que s'il avait pu la remettre de suite à son correspondant, il l'aurait fait. La raison est-elle décisive? Un fait heureux, la distance, a apporté à la

(1) BRETON, page 150.

transmission de la lettre un retard dont l'auteur bénéficie : soit, mais il serait illogique de lui interdire d'en bénéficier ! Voici un correspondant qui, par écrit, fait une promesse, puis, empêché par une circonstance fortuite, il ne l'expédie pas immédiatement : ce retard involontaire lui donnant le temps de réfléchir, il s'aperçoit que son engagement est excessif, et il déchire la lettre : tout le monde lui en reconnaît le droit, et cependant si le destinataire avait été présent lors de la formation de cet engagement, l'auteur lui en eût bien remis la preuve immédiatement, de la main à la main. Cette thèse a donc un point de départ inexact et ne tranche d'ailleurs qu'indirectement la question capitale de savoir de qui les postes sont mandataires.

La doctrine opposée soutient que l'auteur reste propriétaire de sa lettre, même lorsque celle-ci est aux mains de l'Administration des postes. Qu'il s'agisse d'une lettre d'affaire, contenant, par conséquent, les germes d'un contrat, ou qu'il s'agisse d'une lettre d'amitié, il y a donation, et la donation est un contrat. Pour qu'elle soit parfaite, il faut l'acceptation du donataire et ici, cette acceptation n'est possible qu'au moment où la lettre arrive à son adresse : auparavant, le destinataire est si peu en état d'accepter, qu'il ignore même qu'une lettre lui est envoyé, et qu'au moment où le facteur la lui présentera, il sera en droit de ne pas la recevoir. Il est, d'autre part, difficile de soutenir que la poste est mandataire du destinataire : car c'est l'expéditeur qui paye le port de la lettre ; et s'il était mandant, le destinataire ne pourrait pas, par exemple,

refuser de payer un supplément de taxe, en renonçant à la lettre.

Donc, les postes sont mandataires de l'expéditeur seul (1); et celui-ci attaquerait légitimement un tiers qui aurait soustrait la correspondance à la poste (2). Il est même le seul à avoir ce droit, puisque seul il est propriétaire, et le destinataire ne pourrait qu'intervenir à l'instance pour demander au coupable des dommages-intérêts, si la non-réception lui a causé un préjudice.

Cette qualité de mandataire de l'expéditeur, d'abord niée par l'Administration, qui admettait la propriété du destinataire dès le départ de la lettre du bureau d'expédition, a été reconnue par un avis du Conseil d'Etat, du 6 août 1883 : « L'expéditeur d'un objet confié à la poste, dit-il, a le droit d'en réclamer le retrait et la remise entre ses mains, tant que cet objet n'a pas été délivré au destinataire, mais il appartient à l'Administration des postes de régler les conditions dans lesquelles ce droit peut être exercé (3). » C'est une des raisons pour lesquelles on pourrait soutenir que les contrats passés par correspondance ne sont parfaits qu'au moment où l'acceptation de l'offre est parvenue au pollicitant, puisque, jusque-là, l'acceptant reste libre de la retirer. A supposer même que l'Administration des postes ne lui pût rendre sa lettre, une dépêche suffirait à en annuler l'effet; seulement, l'écrit lui-même en tant qu'objet matériel, resterait légitimement dans

(1) Niort, 6 juin 1893. G. d. T., 10 août 1893.

(2) Riom, 13 juillet 1891. G. d. T., 13 octobre.

(3) *Répertoire général du Droit français*, V^o lettre-missive.

le patrimoine du destinataire, en vertu de l'article 2279. Et même la Cour de la Chancellerie d'Angleterre a décidé qu'il suffit que l'expéditeur « ait manifesté clairement l'intention de retirer la lettre pour qu'il en demeure propriétaire, encore bien que, par l'effet d'une erreur, la lettre ait été, en réalité, remise au destinataire (1). » Il s'agissait il est vrai, en l'espèce, de lettres de change.

III. Aux risques de qui la lettre voyage-t-elle ? La réponse à cette question dépend de la solution donnée à la précédente. Si la lettre appartient au destinataire dès la mise à la poste, elle voyage à ses risques ; mais si elle reste la propriété de l'expéditeur, comme nous l'avons admis, elle voyage aux risques de ce dernier (2). Il en résulte notamment que c'est lui qui subira la perte des valeurs non déclarées. Bien entendu, les parties peuvent convenir que les risques seront à la charge du destinataire et cette convention serait sous entendue si ce dernier avait donné des ordres à l'expéditeur, par exemple s'il lui avait interdit de déclarer les valeurs que renfermait la lettre ; l'expéditeur ne saurait supporter les conséquences d'une faute qu'il n'a commise que parce qu'on lui a ordonné de la commettre. Mais dans ses rapports avec les parties, la poste n'en sera pas moins mandataire de l'expéditeur, car elle n'a pas à se préoccuper des conventions privées et ne saurait être considérée comme mandataire

(1) *Journal de Droit international privé*, 1 p., 200, cité par Tissier, p. 36.

(2) Lyon, 16 mars 1854, P., 54, 1, 570.

tantôt de l'auteur, tantôt du destinataire suivant le bon plaisir de ceux-ci.

IV. Il peut arriver que l'adresse de la lettre ne soit pas suffisamment complète pour faire connaître son véritable propriétaire, ainsi qu'il arrivera si deux négociants de même nom sont établis dans la même ville et que l'adresse ne contienne pas d'indication précise. Le règlement des postes de 1832, article 521, prévoyait cette difficulté. Si deux commerçants de la même ville, disait-il, portent le même nom et qu'un doute s'élève sur la véritable destination de la lettre, le directeur les convoque l'un et l'autre et ouvre la lettre en leur présence. Or, cette disposition n'a pas été reproduite en 1868, et comme il s'agit ici pour le directeur d'un droit assez important pour qu'un texte soit nécessaire à son exercice, on en pourrait conclure que cette pratique n'est plus possible. Mais elle était instituée dans l'intérêt même des particuliers, et c'est pourquoi on reconnaît qu'elle peut être encore suivie si les intéressés y consentent. Il est d'ailleurs admis que les particuliers peuvent parfaitement faire entre eux des conventions (1). Si les particuliers n'arrivent pas à s'entendre, le juge des référés, en raison de l'urgence, sera compétent pour ordonner les mesures provisoires nécessaires (2) et on lui reconnaît des pouvoirs assez étendus; il n'est pas certain qu'il ait le droit de désigner, même à titre provisoire, la personne à qui l'Administration doit remettre la lettre, mais il

(1) Paris, 3 juin 1892, D., 93, 2. 551.

(2) Trib. Pau, 22 octobre 1896, *la Loi*, 29-30 novembre.

pourra valablement ordonner, par exemple, que les lettres adressées à l'ancien titulaire d'un office avec mention de sa qualité ancienne d'officier ministériel, seront présentées au juge de paix qui convoquera les parties et fera, devant lui, ouvrir les lettres douteuses par l'ancien titulaire en présence du nouveau. Ou bien il se bornera, et c'est de jurisprudence dans le Tribunal de la Seine, à nommer un séquestre. En tous cas, il faut remarquer qu'il n'y a là que des mesures provisoires, et que les tribunaux restent seuls chargés d'étudier la question de propriété et de décider quel est le véritable destinataire (1).

Les tribunaux auront surtout à statuer sur ce point lorsque, un négociant ayant vendu son fonds de commerce, une lettre arrive à son nom avec mention de son ancienne profession. A lire l'adresse, il semble qu'il doive recevoir la lettre, sans même qu'il puisse s'élever le moindre doute, mais la question est en fait beaucoup plus délicate. Faisant mention de l'ancienne profession, l'expéditeur avait en vue le commerçant plutôt que l'homme, et ce commerçant n'existant plus ou étant remplacé par un autre, il est bon que la lettre parvienne de préférence à ce remplaçant. La suscription montre d'ailleurs qu'il s'agit d'une lettre commerciale, qui doit, par conséquent, revenir au successeur, lequel en achetant le fonds de commerce a aussi et surtout acheté la clientèle. Que décider en pareil cas ? Bien entendu le successeur n'a pas le droit de trancher lui-même la question en se faisant envoyer par la

(1) Cassation, 8 novembre 1892, D., 93, 4, 33.

poste toutes les lettres portant l'adresse de son vendeur avec mention de son ancienne profession, et en se réservant la faculté de les ouvrir toutes et de voir quelles il doit renvoyer et quelles il doit garder (1). Il faudra donc recourir à la justice pour statuer sur la question de propriété.

On n'a pas admis sans quelque difficulté ce pouvoir des tribunaux et l'on a fait remarquer qu'en principe et pour que soit vraiment respectée l'inviolabilité du secret, les lettres devraient revenir à celui dont le nom était écrit sur l'adresse ; que c'était à celui-ci seul que l'auteur entendait écrire, que cette présomption est rationnelle et que tout autre reposerait sur un fondement trop fragile. Remarquons en passant que la question n'est pas la même que celle précédemment étudiée à propos des exceptions à la propriété des lettres missives, et en prenant pour exemple la cession d'un office ministériel. Tout à l'heure, en effet, on voulait savoir si les lettres écrites au titulaire de l'étude et à lui parvenues avant la cession de sa charge, restaient à l'étude après la cession, quitte à tomber sous les yeux du successeur.

Ici au contraire on veut savoir si les lettres écrites après la cession du fonds de commerce au vendeur avec mention de son ancienne profession iront au cédant ou au cessionnaire. Seulement les motifs invoqués en faveur de la personnalité des lettres et pour leur attribution à la personne dont le nom est porté sur l'adresse se retrouvent ici. Si l'auteur avait su que le fonds de commerce appartenait à un nouveau

(1) Rouen, 28 octobre 1892, G. P., 93, 2, 42.

commerçant inconnu de lui, aurait-il écrit ? On rappelle à ce propos divers articles de l'instruction générale sur le service des postes supposant tous que les lettres ne doivent être remises qu'à la personne dont le nom figure sur l'adresse. Mais on répond qu'il ne s'agit pas de violer le principe de l'inviolabilité du secret des lettres, mais bien au contraire de rechercher le véritable destinataire (1) ; si les règlements de l'administration édictent certaines précautions, c'est pour garantir la régularité de la transmission des correspondances ; or les mesures que prennent les tribunaux dans des cas douteux ont absolument le même but, et il serait absurde de les entraver dans leur action par un règlement forcément incomplet et qui n'a pas pu prévoir les difficultés innombrables que seule révèle la pratique. C'est pourquoi les arguments de la thèse rigoriste n'ont pas paru suffisants ; et l'administration des postes, sentant sa responsabilité dégagée, n'hésite pas à faire une brèche à ses prescriptions pour reconnaître et mettre à exécution les décisions des magistrats, certainement mieux adaptées aux faits de la cause.

Donc les tribunaux ont le droit de statuer sur ces questions. Ils pourront notamment, si les circonstances l'exigent, dire qu'au cas où deux commerçants de même nom se sont établis dans la même ville, à des dates différentes, les lettres à adresse incomplète seront portées au commerçant le plus ancien du nom (2), ou encore, que les lettres adressées au nom

(1) Tissier, p. 38.

(2) T., Marseille, 4 juin 1892. J. P., 92. 2. 355.

du cédant sans la mention : personnelle, mais avec le nom de la rue où est établi le fonds de commerce, iront au cessionnaire et que si par erreur les postes remettaient de telles lettres au cédant, celui-ci devrait, sans les ouvrir, les renvoyer à son cessionnaire. Ou encore, dans l'hypothèse spéciale où un pharmacien inventeur d'un produit médical céderait sa pharmacie à un successeur et l'exploitation de son produit médical à un tiers, que les lettres adressées à la pharmacie seraient ouvertes par le successeur toutes les fois que la suscription ne révélerait pas que les lettres sont relatives au produit spécial cédé à un tiers. Ou encore, qu'une société anonyme n'a pas le droit de se faire remettre les lettres adressées à son ancien directeur, et portant le nom de celui-ci avec la mention : directeur de la société (1), cette mention devant plutôt être considérée comme honorifique. Ou encore que les communications adressées à une charge d'agent de change sont seules ouvertes par le titulaire ou son fondé de pouvoir, mais qu'il ne saurait en être de même pour la correspondance adressée à ses associés ou employés (2).

En matière de marque de fabrique, il devra être décidé que si un fabricant, ayant une marque de fabrique formée de son nom vient à mourir et sa marque à être vendue, toutes lettres adressées sous le nom de ce commerçant décédé reviendront au possesseur actuel de la marque de fabrique (3), car une telle suscription

(1) T. commerce, Nantes, 28 janvier 1888. G. P. 89. 1.)

(2) Lyon. 25 janvier 1901. G. P. 1901. I. 436.

(3) Paris, 23 novembre 1883, La Loi, 14 janvier 1884.

montre que la personnalité du fabricant n'est pas en cause et que c'est surtout la qualité de la marchandise portant ladite marque qui importe au correspondant.

Rappelons que les particuliers ont en cas de difficulté le droit de faire des conventions pour la distribution de leur correspondance ; les tribunaux pourraient d'ailleurs y suppléer, décidant par exemple que telles lettres seraient remises à l'une ou à l'autre des parties, que telles autres seraient ouvertes en commun. Bref, en cette matière sur laquelle la loi est muette et le règlement postal insuffisant à prévoir tous les cas possibles, les intéressés sont libres de faire des conventions qui lieront l'administration des postes. A défaut d'entente, le juge des référés ordonne des mesures provisoires nécessaires à la distribution des correspondances, et les tribunaux statuent ensuite sur la question de leur propriété.

CHAPITRE III

Du droit de publication des lettres missives.

Quand on écrit une lettre missive, on ne pense généralement pas à l'éventualité de sa publication, et l'on n'a pas tort, car son contenu est d'ordinaire sans intérêt pour tout autre que le destinataire. Il arrive cependant que des correspondances, émanant d'un personnage connu, écrivain, artiste, diplomate, soient recherchées parce qu'elles montrent leur auteur sous un jour que ne l'on soupçonnait pas et aident à reconstituer sa véritable physionomie, ou parce que, abstraction faite de l'homme, elles sont par elles mêmes intéressantes. Tantôt elles seront publiées accidentellement, pour ainsidire, par fragments, un peu au hasard, dans le cours d'un ouvrage, pour étayer une opinion ou agrémenter un récit ; tantôt elles paraîtront dans un journal, tantôt on les réunira en un volume et on les offrira au grand public. Cette curieuse manie, et cette manie de curiosité, sévit actuellement avec une étonnante vigueur. Il n'est pas une revue qui se respecte qui n'ait publié les lettres d'un auteur, celles de Prosper Mérimée, celles de Balzac, celles de George Sand,

et les lecteurs se jettent avec délices sur ces morceaux appétissants, plus avides il est vrai de découvrir quelque petit scandale que de goûter les charmes de la grande littérature. Au reste, on aurait tort d'y chercher celle-ci, elle en est absente. Dans les lettres, la plume court plus alerte et la pensée se montre en négligé ; on y relèvera parfois de beaux élans ou des formes exquises ; plus rarement on y trouvera la profondeur d'analyse et le style soutenu qui font les œuvres durables.

Grâce à elles cependant l'historien pourra chercher des sources nouvelles, le biographe rassemblera de précieux documents, l'écrivain trouvera des modèles : tout n'est donc pas en somme à critiquer dans ces publications qui sont généralement agréables, parfois utiles, mais trop souvent indiscrètes.

Il faut noter avant d'entrer dans l'étude du sujet que nous nous occupons uniquement des lettres missives proprement dites et non pas des ouvrages qui, par une fantaisie de l'auteur, peuvent en revêtir la forme : romans, récits de voyage ou d'histoire, thèses philosophiques ou morales, adressés à un destinataire fictif, ou même véritable, mais qui n'en gardent pas moins leur caractère propre. D'autre part la question du droit de publication ne se pose qu'avant l'arrivée du temps prescrit par les lois de 1793 et de 1866 pour que les œuvres tombent dans le domaine public. Néanmoins, même ce délai passé, on peut soutenir que la lettre confidentielle doit rester cachée, car le temps n'efface pas le caractère secret d'une confidence.

A qui appartient le droit de publier une lettre mis-

sive ? Tant que l'auteur n'a pas mis sa lettre à la poste il en peut certainement disposer d'une façon absolue, donc la publier, à moins qu'elle ne constitue par elle-même un délit, contienne par exemple envers un fonctionnaire des calomnies qui rendraient l'auteur justiciable des tribunaux répressifs. Hors ce cas, le droit de publication lui sera accordé sans conteste parce qu'il a mis sur cette feuille de papier, des pensées qui lui appartenaient ou qui, appartenant à d'autres, ont été traduites par lui sous une forme nouvelle et sont devenues par conséquent sa chose. Mais alors en quoi ces pensées cessent-elles de lui appartenir quand le papier qui les contient passe en d'autres mains que les siennes, et pourquoi le destinataire prétendrait-il au droit de publication de cette œuvre à l'éclosion de laquelle il n'a pris aucune part. Cette lettre garde une forme, un style qui rappellent l'esprit et la main de l'auteur, et dont un étranger ne pourrait s'emparer pour s'en faire, sans peine aucune, la source de revenus parfois considérables.

Que l'on n'objecte pas les raisons tirées de l'article 2279 du Code civil déclarant qu'en fait de meubles possession vaut titre, parce que cet article n'a en vue que des objets matériels tandis que le droit de propriété littéraire est quelque chose d'immatériel. Sans doute le destinataire garde le manuscrit, mais il n'a pas le droit de le publier parce que ce droit est en dehors de la sphère d'application de l'article 2279. Au surplus, il faudrait prouver l'intention de l'auteur de se dessaisir de ce droit au profit du destinataire, et rien dans l'envoi d'une lettre ne peut la faire supposer. Quant à

invoquer, comme on l'a fait, l'intérêt du public, c'est une raison qui pourrait influencer sur l'esprit des juges si une cause de ce genre était portée devant eux. Il est certain que l'histoire trouve un profit considérable à puiser ses documents aux sources les plus variées, et qu'à ce point de vue les lettres missives ont une importance capitale ; il est certain que le public a le droit d'être renseigné sur la valeur morale des hommes auxquels il est appelé peut-être à confier les intérêts d'un pays ; il est certain qu'il est bon de distinguer les hommes d'honneur des hypocrites, mais est-ce une raison pour tolérer aveuglément des recherches indiscrètes dans les correspondances privées ? La cour de Paris s'est refusée à l'admettre : « Considérant, dit-elle, que les principes ne reçoivent pas d'exception alors même que l'auteur d'une correspondance confidentielle aurait rempli un rôle public ; que quelque étendus que soient les droits de l'histoire sur les personnages qui relèvent d'elle, ils doivent s'arrêter devant le sanctuaire du for intérieur ; qu'il peut y avoir dans la vie privée des hommes publics, des sentiments, des affections, des épanchements que le respect de soi-même et des autres leur fait ensevelir dans le mystère ; que l'intérêt des familles a le droit de veiller sur ce domaine inaccessible et de le défendre contre les empiétements d'une indiscrete publicité ; que c'est surtout lorsque les passions contemporaines ne sont pas encore refroidies qu'il importe de s'opposer à des publications dont le résultat serait de troubler la mémoire des morts dans ce qu'ils ont voulu emporter avec eux, d'exciter les malignités de la polémique, de

blessé des tiers et d'altérer le culte des souvenirs et des affections domestiques (1). »

On voit mal au travers d'une lettre souvent irréfléchie le caractère et la pensée de son auteur; parce qu'une lettre est une confidence, on y étale parfois avec insouciance des détails insoupçonnés, on s'y laisse entraîner à des considérations dont on ne mesure pas la portée, dans la croyance que tout restera secret; quelle qu'elle soit, et de quelque homme qu'elle émane, une lettre est le reflet d'un état d'âme passager, et si on la publie, on va dénaturer complètement le caractère qu'il s'agissait de dépeindre. D'ailleurs une correspondance peut contenir des appréciations inconsidérées contre un tiers, et alors, si on n'y prend pas garde, on s'expose à nuire faussement à l'honneur d'un homme, et si on supprime le passage dangereux, on risque d'enlever à la lettre ce qui en faisait peut-être le véritable caractère.

Au surplus, est-ce en songeant à un intérêt supérieur que l'on publie les lettres des personnages connus dans les lettres, les arts ou la politique? Il y a longtemps que Cormenin s'est chargé de répondre à la question: « C'est une plaisanterie, dit-il, d'alléguer que la grande littérature et la grande histoire sont bien intéressées à ce qu'on publie, de son vivant ou après sa mort, la moindre lettre d'affaire ou d'amourette d'un grand homme. Il n'y a jamais, sous tous ces mots pompeux de grande littérature, de matériaux d'histoire, d'intérêt du public, d'intérêt de l'auteur,

(1) D. 1851, 2. 1.

qu'une question d'argent. Combien la publication des lettres confidentielles et privées de Monsieur un Tel, en volume ou en feuilleton, nous rapportera-t-elle ? Il n'y a, au fond de tout cela, que cela. (1) »

Le droit de publication est donc en général à l'auteur parce que celui-ci, maître de sa pensée et de ses confidences au moment où il les formulait, en est resté le maître. C'est ce qui a été reconnu au cours des travaux de la commission chargée en 1826 d'élaborer un projet sur la propriété littéraire. Voici Vatimesnil disant : « L'envoi d'une lettre n'est pas une transmission de propriété pure et simple, absolue et indéfinie ; c'est au contraire une transmission restreinte et conditionnelle. Quant à la publication ultérieure de ces pensées, si l'intention de l'auteur n'a pas été expresse à cet égard, on doit rester dans le droit commun de la propriété littéraire. » C'est M. E. Blanc : « S'il est vrai de dire que le destinataire d'une lettre privée en est le propriétaire, sa propriété ne repose que sur le manuscrit en tant qu'objet matériel, et non sur le droit de reproduction, droit incorporel, essentiellement distinct, qu'une convention spéciale pourrait seule conférer. » C'est Royer-Collard : « Qu'on pense par lettre ou autrement, le droit de publication subsiste toujours en faveur de celui qui a eu la pensée. Il n'est pas vrai de dire que la suscription d'une lettre constitue une transmission de propriété. »

Cette thèse peut encore s'appuyer sur des documents de droit international qui, dans un sujet sur

(1) Revue critique, 1861, p. 104.

lequel notre Code est muet, ne sont pas à négliger. Presque toutes les lois étrangères reconnaissent à l'auteur le droit de publier les lettres qu'il a écrites (1).

En Russie, il faut pour la publication des lettres, le double consentement de l'auteur et du destinataire ou de leurs héritiers. Il en est de même au Mexique, où l'article 1252 réserve cependant le cas des lettres utiles à un intérêt public supérieur ou à un intérêt privé. Dans l'Equateur, en Bolivie, en Colombie, il faut encore, sauf exceptions, l'autorisation de l'auteur. En Angleterre, ce consentement est également requis, d'où résulte que l'auteur a en somme le droit de publication puisqu'il peut se faire payer son consentement. Fut interdite ainsi la publication des lettres de Pope, de Swift, de Chesterfield. Bref, à peu près dans tous les pays on a interdit la publication des lettres sans l'assentiment de l'auteur, ce qui prouve qu'il y a là comme une règle de droit naturel que nous devons appliquer autant que possible dans le silence du droit écrit.

Tous ces motifs ont été admis plus d'une fois par les tribunaux. En 1857 (2), la Cour de Paris fit droit à la demande des héritiers de Lamennais, qui s'opposaient à la publication de ses lettres, ce droit de publication devant rester à l'auteur. De même en 1865, elle autorisait le légataire particulier des lettres, papiers et manuscrits du Père Lacordaire à les publier : Or dans cette correspondance se trouvaient des lettres adressées

(1) Péref n° 108.

(2) Pataille 57, 280.

à des tiers. Le 2 août 1882, la Cour de Bordeaux admettait encore pour l'auteur le droit exclusif d'étendre ou de délimiter la publicité de sa lettre (1). Et le 20 juin 1883 (2), le Tribunal de la Seine ayant à statuer sur la publication des lettres de Sainte-Beuve reconnaissait qu'en principe : « le droit de propriété littéraire s'applique aux lettres missives comme à tous autres écrits, et que celui qui en est l'auteur peut seul les publier à son gré et pour son profit. »

Dans un jugement du 15 mars 1897, ce même tribunal n'ose plus il est vrai se prononcer aussi nettement sur la question de propriété littéraire, mais il admet qu'on ne peut refuser à l'auteur qui a créé une valeur, le droit de mettre cette valeur à profit. Voici de quoi il s'agissait : En apprenant la publication d'un volume intitulé : Une histoire d'amour, George Sand et A. de Musset, documents inédits, lettres de Musset, — la veuve et légataire universelle de Maurice Sand d'une part, et d'autre part les éditeurs cessionnaires des droits de propriété des œuvres de George Sand, recoururent aux Tribunaux, prétendant qu'une grande partie de cet ouvrage était formée de fragments de lettres et de notes écrites par George Sand, et soutenant que la propriété littéraire des lettres missives appartient toujours à celui qui les a écrites, « que rien n'indique que George Sand ait entendu renoncer pour elle ou ses représentants au droit personnel que la lettre confère à l'auteur sur le produit de ses œuvres

(1) D. 84, 2, 59.

(2) La loi du 21 juin.

(3) D., 98, 2, 358.

déjà publiées ; qu'au contraire George Sand a pris soin de préciser elle-même sa pensée en stipulant que les sommes formant le produit de la publication ou représentant les droits d'auteur seraient versées dans la caisse d'un bureau de bienfaisance ou employées à de bonnes œuvres quelconques ; que par suite, tout en abandonnant au public ce qui tient à la jouissance intellectuelle de l'œuvre et en lui fournissant le moyen de vérifier par lui-même la fidélité de la publication, George Sand a entendu réserver, au profit de ceux qu'elle a désignés, tout ce qui peut procurer, à l'occasion de cette œuvre, un bénéfice matériel quelconque.

« Attendu, dit le Tribunal, que, sans qu'il y ait lieu de rechercher si les lettres missives comportent un droit de propriété pleine et entière, dont la condition puisse être réglée par la loi sur la propriété littéraire ou s'il ne convient pas plutôt de dire qu'elles ne peuvent être l'objet que d'un droit limité, *sui generis*, qui se transmet ou se retient, s'étend ou se restreint, et demeure aux mains d'une partie ou d'une autre, suivant leur objet et l'intention présumée des correspondants, il faut du moins reconnaître que le droit de les publier repose manifestement entre les mains de l'écrivain lui-même ; que sans doute en les écrivant l'auteur n'a pas songé à se créer une propriété littéraire, les lettres constituant des rapports d'individu à individu et non des objets exploitables, destinés à fonder un droit au profit de la personne de qui elles émanent ; mais qu'il n'en est pas moins vrai que l'auteur a créé une valeur qu'il peut mettre à profit, à son heure, pourvu qu'il ne compromette pas par sa publication, le nom ou les

intérêts du destinataire ; que ce droit, tout personnel qu'il soit, passe aux héritiers, représentants de la personne et des biens, et qu'il peut être transmis par eux à titre gratuit ou onéreux, à un tiers qui l'exerce à leur place. »

Mais quelle est la portée du droit de l'auteur ? C'est ce qu'examine ensuite ce tribunal, et il conclut qu'en fait les lettres reproduites ne sont que des citations, ne dépassant pas la mesure permise, que toute citation extraite d'une œuvre littéraire ne constitue pas par elle-même une contrefaçon, qu'il est légitime et légal de citer un ou plusieurs passages d'un ouvrage, soit pour le discuter, soit pour en tirer argument au profit d'une opinion ou d'une doctrine ; qu'il ne saurait en être autrement qu'autant que les emprunts sont notables et dommageables : qu'il convient d'apporter dans l'appréciation de ces questions, la plus large tolérance, et qu'elle s'impose aux tribunaux, aussi bien qu'aux écrivains eux-mêmes.

Avec cette théorie, se présente la question de savoir si le destinataire a le droit de s'opposer à la publication d'une lettre entreprise par son auteur. Il faut au moins lui permettre de s'opposer à ce que son nom figure dans la publication, ainsi que toute allusion pouvant le faire indirectement connaître, car on ne saurait être contre sa volonté, mis en évidence, alors qu'on n'a rien fait pour cela. Une lettre peut d'ailleurs contenir des insinuations malveillantes et sa divulgation équivaldrait à une véritable diffamation ; aussi appliquera-t-on l'article 1382 du Code civil si cette publication cause un dommage quelconque au destinataire, sans préjudice

des peines du Code pénal, au cas où le dommage se compliquerait d'un délit.

Comme toute propriété, la propriété littéraire est cessible; et à ce sujet vont s'élever quelques difficultés. Il n'en surgit aucune si la cession est expresse, qu'elle se fasse d'ailleurs à titre gratuit ou à titre onéreux, que la lettre soit confidentielle ou non confidentielle; la publication est dans tous les cas permise pour le destinataire, car en cédant ce droit, l'auteur ne se dissimulait pas les conséquences de son acte; s'il n'a pas hésité, c'est, ou qu'il regardait la lettre comme non confidentielle, ou qu'il relevait le destinataire de son obligation à garder le secret, et dans tous les cas qu'il laissait son correspondant libre d'apprécier le sort à réserver à la lettre missive.

Mais s'il n'y a pas cession véritable et formelle du droit de publication, s'il y a simple autorisation, soit que l'auteur l'ait donnée verbalement, soit même que, apprenant ce commencement de publication, il n'ait rien dit: cette autorisation est-elle définitive, entraîne-t-elle pour le destinataire cession absolue du droit de publication, ou faut-il la regarder comme une tolérance, ne nuisant en aucune façon au droit de l'auteur. M. Pouillet (1), pense que c'est un acte purement gracieux que l'auteur pourrait renouveler en faveur d'autres personnes et qui ne l'empêcherait pas de publier lui-même sa lettre; mais le Tribunal de la Seine semble y voir plutôt la preuve d'un dessaisissement absolu. D'ailleurs l'autorisation donnée par l'au-

(1) Propriété littéraire, n° 394.

teur pourrait n'être pas renouvelée par les héritiers : ceux-ci sont cependant tenus de la respecter, et il a été décidé que, quand un écrivain autorise un tiers à publier sa correspondance dans un cadre biographique déterminé, la mort de l'auteur ne modifie pas les droits de ce tiers, et que les héritiers ne peuvent s'opposer à la publication de l'ouvrage (1).

La cession du droit de publication peut-elle être tacite? On l'admet. Mais la difficulté est alors de reconnaître la renonciation tacite. Le plus simple est de donner un très large pouvoir d'appréciation aux Tribunaux; ils se demanderont quelle a été l'intention des parties; ils rechercheront si l'auteur a vraiment voulu se dessaisir de la propriété littéraire, si le destinataire a vraiment voulu l'acquérir pour lui-même, si d'autre part cette cession est momentanée ou définitive; ils examineront si la lettre paraît de nature à être publiée, si les relations des parties impliquent l'autorisation pour le destinataire de la faire paraître; par exemple, de ce qu'un homme engagé dans des luttes politiques expose par lettre ses vues sur les affaires publiques à un directeur de journal, on en conclura facilement, bien que l'auteur ne le dise pas, qu'il autorise son destinataire à publier cette correspondance; bref, il y a là une question de fait, et il serait téméraire de critiquer les décisions judiciaires, telle d'entre elles pouvant être bonne dans une cause et mauvaise dans une autre.

On a cependant beaucoup discuté à propos d'un

(1) Seine, 20 juillet 88, G. P., 88, 2, 211.

jugement du Tribunal de la Seine sur la publication des lettres de Sainte-Beuve. « Le droit de l'auteur, dit-il, peut être abandonné au profit du destinataire au moment même où la lettre sort de ses mains; l'abandon peut être également tacite et dans ce dernier cas, il appartient au juge de le reconnaître d'après les circonstances de la cause, la nature de la correspondance, les relations des parties, en un mot d'après la volonté de l'auteur; l'abandon tacite se révèle notamment le plus souvent par ce fait que l'écrivain n'a pas conservé copie de sa lettre missive, et s'est mis par là dans l'impossibilité d'exercer son droit si le destinataire détruit la lettre ou refuse ultérieurement de la remettre. » Beaucoup trouvent excessif que l'auteur soit présumé renoncer à son droit de publication si facilement, car, disent-ils, rien ne l'empêche de reconstituer à peu près la lettre qu'il a envoyée; il est bien ardu de prouver qu'il n'a pas égaré cette copie après l'avoir prise; et si, passant outre, on déclare irrecevable à se prévaloir de la propriété littéraire tout auteur n'ayant pas copie de son œuvre, on en arrive à confondre l'impossibilité matérielle et l'impossibilité légale (1). Mais le Tribunal n'a fait en cela qu'user de son droit d'interprétation et les critiques adressées à sa décision sont au moins exagérées, car il reste évident que l'auteur aurait gardé copie de sa lettre s'il avait considéré celle-ci comme importante et s'il avait eu l'intention de la publier dans la suite.

(1) PÉRET, n° 401.

Au surplus, comment l'auteur publiera-t-il sa lettre s'il n'en a pas conservé la copie ; il ne peut songer à la réclamer au destinataire : celui-ci l'a sans doute égarée déjà, et même sans cela, il est en droit de refuser la restitution d'une chose dont le donataire s'est irrévocablement dépouillé. Ce que les parties auraient de mieux à faire en pareil cas serait de s'entendre et de stipuler par exemple un partage équitable des bénéfices à retirer de la publication.

Toute cette théorie, généralement admise (1), est équitable dans ses conséquences, mais en se fondant uniquement sur cette espèce de droit naturel qui concède aux littérateurs et aux artistes la propriété sur les choses qu'ils ont créées, elle ne fait pas, ce semble, une place suffisamment large au caractère plus ou moins confidentiel des lettres objets du litige. En somme, la publication est un mode de divulgation ; et si la divulgation d'une lettre est interdite par son caractère confidentiel, comment permettre au destinataire de la publier ? Ce ne serait donc plus parce qu'il n'a pas la propriété littéraire que le destinataire ne la peut publier, mais parce qu'elle est confidentielle et qu'il ne peut la divulguer.

Le point de départ de la thèse précédente se trouve dans la distinction entre la propriété du manuscrit et la propriété littéraire ; mais cette distinction, rationnelle d'ailleurs, n'est pas tout ici. Sans doute, on pourra publier une lettre missive, mais l'auteur la publiera-t-il seul au détriment du destinataire, le desti-

(1) BRETON, p. 146. — HANSENS, p. 300. — BAUDOUIN, p. 15.

nataire la publiera-t-il seul au détriment de l'auteur, et pourquoi l'une des deux parties revendiquera-t-elle ce droit à l'encontre de l'autre; voilà ce qu'il faut se demander, et pour cela il n'est pas toujours indispensable de faire intervenir la propriété littéraire. D'autant moins qu'il est douteux qu'il y ait une propriété littéraire des lettres missives : « Envisageant la question sous un autre point de vue, écrit à ce sujet M. Renouard (1), on dit qu'une lettre missive n'est pas un manuscrit ordinaire, créateur de droits d'auteur; qu'elle constitue un rapport d'individu à individu, non un objet exploitable, destiné à fonder une propriété au profit de la personne de qui il émane. Le résultat de cette discussion a été de ne pas distinguer la correspondance d'avec les autres manuscrits, et, par conséquent, de présumer propriétaires ceux qui les possèdent en original ou en copie, que la lettre leur soit adressée, ou qu'ils l'aient écrite, ou que même ils soient des tiers, le recours demeurant ouvert devant les tribunaux si la publication d'une lettre est soit la cause, soit le résultat d'un délit quelconque. »

Et la question est si complexe que Lamartine, dans son rapport sur le projet de 1841, n'hésitait pas à mettre les lettres dans une catégorie à part. « Nous avons considéré, dit-il, qu'en déterminant ainsi d'avance la propriété des correspondances des auteurs morts ou vivants, nous courrions le risque d'autoriser un droit de publication que la morale réprouve, ou de défendre un usage légitime que les convenances ou

(1) 2. 295.

la nécessité commandent quelquefois. Nous n'avons voulu, ni le défendre, ni le permettre ; nous avons mis les lettres dans une catégorie à part. Ce sont des manifestations confidentielles dans lesquelles l'homme et non plus l'écrivain se livre lui-même à la confiance et non à la publicité, sans aucune vue de lucre. Cela ne constitue pas à nos yeux une propriété, dont la condition puisse être réglée par une loi fiscale, mais une propriété gouvernée et défendue par les lois écrites sur la diffamation, sur l'abus de confiance, et par les lois non écrites de la morale, de la délicatesse et de l'honneur. » Et alors le destinataire ne pourrait publier la lettre quand cette publication serait contraire au caractère confidentiel, exigeant le secret, ou tout au moins quand cette publication serait de nature à nuire à l'auteur, ce qui rentre à la rigueur dans le premier cas. N'était-ce pas là d'ailleurs l'avis de George Sand, dont les lettres devaient plus tard soulever tant de polémiques, lorsqu'elle disait qu'« il est peut-être permis de publier, quand ce n'est, ni par spéculation, ni en vue d'aucune délation ou vengeance, et quand les lettrés ne peuvent que faire honneur à celui qui les a écrites ; enfin, quand on n'y laisse rien qui puisse compromettre ou affliger personne. »

C'est donc surtout au caractère confidentiel qu'il faut s'attacher. Si la lettre est confidentielle, le destinataire ne pouvant la divulguer aura nécessairement besoin, pour la publier, du consentement préalable de l'auteur. L'auteur au contraire pourra très bien publier cette lettre confidentielle, s'il en a gardé une copie, parce qu'il n'a pas les mêmes motifs de s'abstenir et

que, maître de sa confiance, il est libre d'en faire ce que bon lui semble. Seulement une lettre peut être confidentielle, à la fois pour l'auteur et pour le destinataire; c'est à-dire que contenant des secrets qui intéressent particulièrement l'auteur, elle peut en contenir d'autres intéressant le destinataire; celui-ci, en vertu d'un arrangement tacite formé entre les correspondants, a droit aussi au secret; il en résulte que, confidentielle pour l'auteur, la lettre ne sera pas publiable par le destinataire, et que, confidentielle pour le destinataire, elle ne sera pas publiable par l'auteur. Avec la thèse maintenant dans tous les cas le droit de publication de l'auteur, il fallait se demander si le destinataire pouvait s'opposer à la publication; ici, il va de soi que la lettre ne pourra être publiée par une partie, qu'autant qu'elle ne contiendra pas de secret intéressant l'autre partie.

La lettre n'est-elle pas confidentielle? Alors seulement peut intervenir dans une certaine mesure le principe de la propriété littéraire, ici seulement il faut se demander si l'auteur a entendu se réserver à lui seul le droit de publication. Or, le plus souvent, il n'en est pas ainsi, il s'agit d'une correspondance sans importance, dont l'auteur se désintéresse. Peu lui importe l'usage qu'en fera le destinataire, il a abandonné tout droit sur elle et entend n'en revendiquer aucun. Si un correspondant industrieux réunit plusieurs de ces lettres pour les publier et en retirer un bénéfice pécuniaire, en raison sans doute du nom connu de leur auteur, ce dernier n'a pas à se plaindre, parce qu'il a cédé le droit complet de propriété et que le

droit de publication en est un attribut. Encore une fois, ces deux droits peuvent et doivent se distinguer, mais ici l'auteur, en accordant tacitement à un autre le droit de publication, l'a joint par là-même au droit de propriété, c'est ce droit, désormais unique, que fait valoir le destinataire. Aussi M. Vanier n'hésite-t-il pas à donner à ce dernier des pouvoirs très étendus. « Le destinataire, dit-il, pourra également la publier par la voie de la presse, journal, livre, mémoire, soit dans un intérêt général, au point de vue purement historique, soit dans un intérêt particulier. Enfin, nous pensons que les droits utiles qui peuvent résulter de cette publication lui appartiendront; sans doute une lettre n'est pas écrite avec la pensée qu'elle sera publiée et vendue; mais à part le cas de confiance, la publication et la vente n'y répugnent pas absolument. »

Rien n'empêche en même temps de reconnaître les prérogatives de la pensée, et nous n'hésitons pas à dire que l'auteur qui a gardé copie de sa lettre, peut dans tous les cas la publier, qu'elle soit confidentielle ou non confidentielle. Confidentielle, parce que, nous l'avons vu il n'y a qu'un instant, l'auteur est seul maître de sa confiance. Non confidentielle, parce qu'il a en sa possession copie d'une œuvre, sans importance il est vrai, mais d'une œuvre qui est le fruit de son travail, le produit de son imagination, et parce que l'on ne saurait raisonnablement lui interdire d'en faire ce que bon lui semble. Seulement, dans ce second cas, en raison du caractère non confidentiel de la lettre, en raison de l'autorisation tacite à lui donnée, le destinataire a également le droit de la publier, les

droits de propriété et de publication se confondant alors dans ses mains. Cela paraît choquant parce que l'on a une tendance à se représenter les publications de lettres missives faites par livres ou brochures, entreprises dans un but uniquement pécuniaire; et l'on se demandera peut-être quelle sera la situation des deux parties, voulant l'une et l'autre publier en volume la même correspondance. Mais d'une part, une situation analogue se rencontre pour les héritiers d'un auteur dont les œuvres sont tombées dans le domaine public; d'autre part l'auteur, dans notre hypothèse, se sera probablement réservé le droit de publication ou sera facilement présumé se l'être réservé. En outre, le livre n'est pas le seul mode de publication, pas plus que l'intérêt pécuniaire n'en est le seul motif. Exemple: le journal, ce facteur puissant de divulgation, répandu chaque matin à des milliers d'exemplaires, prête ses colonnes avec empressement à toutes manifestations d'opinions, pouvant plaire à ses lecteurs. Or, dans les luttes des partis politiques, on sait le rôle des lettres que l'on est convenu d'appeler lettres ouvertes, et qui ne sont autres que des missives ordinaires adressées effectivement à un homme politique et publiées par leur auteur même : voilà le droit de l'auteur, il est incontestable, l'usage en est passé dans les mœurs. Supposons maintenant que l'auteur n'ait pas jugé à propos de publier lui-même sa lettre. Si l'homme politique auquel elle est adressée en juge la publication conforme aux intérêts de sa cause, nul doute qu'il ne la porte à l'instant au directeur de sa feuille favorite : voilà le droit du destinataire, qui le conteste ?

La différence entre les lettres confidentielles et non confidentielles serait ainsi très nette en même temps que très logique, et consisterait en ce que, pour les premières, le droit de publication appartiendrait à l'auteur seul et que, pour les secondes, il appartiendrait d'une part à toute personne en ayant obtenu la cession tacite, d'autre part à l'auteur même qui a créé l'œuvre et qui, par hypothèse, en a gardé copie.

Est-ce à dire qu'il faille étendre outre mesure le droit de publication et admettre avec M. Rousseau, que le destinataire d'une lettre ayant un caractère littéraire ou artistique puisse la publier dans tous les cas, pour satisfaire à un soit-disant intérêt public qui n'a rien du reste que d'assez problématique? Non, et pour deux raisons. Première raison : une lettre à caractère scientifique ou littéraire est précisément confidentielle. Un savant écrit à un autre savant pour lui faire part de sa découverte, n'est-ce pas sous la condition d'une absolue discrétion et se montrerait-il si communicatif s'il savait que son correspondant, au risque de lui faire perdre tout le bénéfice de ses longs travaux, va publier sa lettre et en divulguer le secret? Un écrivain envoie à un ami un passage tiré d'un de ses romans qui va paraître : n'est-ce pas confidentiellement, se priverait-il d'un profit légitime s'il savait que son ami va trahir sa confiance? Deuxième raison : dans tous les écrits qui, sans s'occuper des affaires que l'on a coutume de traiter par lettres et malgré leur forme épistolaire, visent certainement à des prétentions littéraires et à des succès de presse, il faut voir plutôt l'œuvre non d'un correspondant ordinaire, mais d'un

écrivain, œuvre dédiée sans doute à une personne déterminée, mais sur laquelle l'auteur a seul le droit de publication. Au surplus, si nous admettons tant de pouvoirs sur la lettre non confidentielle, c'est à cause de son peu d'importance et parce que, en raison même de ce peu d'importance nous supposons une autorisation tacite donnée au destinataire de la publier, mais s'il résulte des faits de la cause que cette autorisation a été au contraire refusée, nous revenons au principe de la propriété littéraire.

Le Tribunal de la Seine et la Cour de Paris ont eu à s'occuper à ce propos d'un procès intéressant : Une polémique s'était engagée entre M. Brunetière et le directeur du journal *Le Siècle*. M. Brunetière somma *Le Siècle* d'insérer sa réponse. ce qui fut fait, mais avec commentaires, si bien que la polémique par lettres continua. La débat une fois clos, l'imprimeur Stock prévint M. Brunetière de la publication d'un livre contenant l'exposé de toute cette polémique avec lettres à l'appui, et malgré l'opposition de l'intéressé, on passa outre, d'où procès. Les défenseurs soutenaient que les lettres de M. Brunetière ayant été insérées dans les articles du *Siècle* en faisaient partie intégrante, qu'elles n'étaient pas de nature confidentielle puisque la publication en avait été requise, qu'en les reproduisant, ils ne faisaient qu'user du droit de citation. Le Tribunal n'admit pas ces arguments, car, dit-il, « si Brunetière a adressé ses lettres avec l'intention de les voir publier par *Le Siècle*, cela n'altère en rien leur caractère propre ; elles n'en restent pas moins des lettres missives complètes par

elles-mêmes et il est inexact de prétendre qu'elles sont devenues partie intégrante des réponses qui leur ont été faites, et qu'elles ont perdu ainsi leur individualité. Une telle correspondance n'ayant pas trait à des relations d'affaires, mais constituant de ces communications qui par leur objet et leur mérite ont la valeur d'une œuvre littéraire, reste soumise au droit de propriété littéraire comme tous les autres écrits... Le droit de publication n'a été transmis au destinataire que dans la mesure que l'auteur à lui-même fixée et il est épuisé par l'exercice qui en a été fait... Quant au droit de citation, il ne va pas jusqu'à la citation totale de l'ouvrage. » Sur appel, la Cour confirma le jugement, faisant remarquer qu'il ne saurait être permis, en reproduisant dans le cours d'un ouvrage et sans autorisation préalable l'œuvre complète d'un auteur, de faire de celui-ci un collaborateur malgré lui (D. 1902, 2. 17).

Les conséquences de ces données se déduisent d'elles-mêmes. S'il y a annonce de publication d'une lettre confidentielle, l'auteur prendra immédiatement ses précautions pour la faire interdire. Si elle est faite, les Tribunaux ordonneront les mesures nécessaires pour réparer le dommage causé ; si elle n'est que commencée, ils en interdiront la suite. Mais seul l'auteur est en droit de se plaindre d'une publication dolosive, puisque seul il connaît à quel point le secret enfermé dans la lettre a besoin de rester caché. Si, sachant la divulgation, il garde le silence, c'est qu'il considère que, pour une raison connue de lui seul, elle ne peut pas lui porter préjudice. Ce que l'on dit de l'auteur, il

faut le dire de ses héritiers et légataires, qui le représentent et ont les mêmes droits que lui. Peut-être même faudrait-il l'étendre à quiconque, parmi ses parents, est intéressé à sauver l'honneur du défunt en raison du lien qui unit les membres d'une famille et fait, souvent à tort, porter à tous le poids des fautes d'un seul d'entre eux.

Notre système peut-il prétendre à des appuis solides ? Le système général se fondait sur les travaux préparatoires concernant la propriété littéraire, sur le droit étranger, sur la jurisprudence : celui-ci y trouvera-t-il aussi sa confirmation ?

Nous avons déjà vu que, pour Lamartine, les lettres sont des manifestations confidentielles dans lesquelles l'homme et non plus l'écrivain se livre lui-même à la confiance et non à la publicité, sans aucune vue de lucre ; c'est donc au point de vue de la confiance qu'il se place. Et il en faut dire autant de Royer-Collard, dont les paroles servent d'argument à la thèse ordinaire, et qui fait cependant allusion aux lettres confidentielles, puisqu'il ajoute que « l'intention de l'auteur relativement à la publication n'est pas implicitement exprimée par la suscription d'une lettre, et que les pensées transmises confidentiellement ne sont pas toujours suffisamment élaborées par la réflexion et telles que l'auteur consentit toujours à les voir publier ».

D'autre part, la législation étrangère, en réclamant l'assentiment de l'auteur pour la publication des lettres, a en vue la sauvegarde du principe de l'inviolabilité du secret des correspondances, bien plutôt que celui d'un prétendu droit de propriété littéraire. La

preuve en est que la plupart exceptent certains cas, par exemple, celui où la publication deviendrait nécessaire pour la preuve ou la défense d'un droit, ou pour un intérêt public. C'est ainsi que la haute cour d'Angleterre (1) reconnaît que le destinataire pourrait publier la lettre reçue pour motifs légitimes, notamment pour justifier sa réputation, expliquer sa conduite ou se défendre, à moins que sous ce prétexte il ne cherche surtout à noircir son adversaire. Or, un intérêt privé serait-il suffisant pour permettre de violer un droit de propriété véritable et solidement établi ?

Quant à la jurisprudence française, beaucoup d'arrêts distinguent suivant que la lettre est ou n'est pas confidentielle. Le principal est celui qui concerne la publication des lettres de Benjamin Constant, et il a d'autant plus d'importance que l'un et l'autre systèmes étaient présentés à la barre. Voici, en effet, comment se posait la question : M^{me} Récamier avait écrit : « Je donne à M^{me} Collet la copie des lettres de Benjamin Constant, me confiant à elle pour en faire l'usage le plus honorable pour sa mémoire ». Le journal *La Presse* ayant obtenu de la légataire le droit de publier ces lettres et ayant annoncé cette publication, la dame Lenormand, nièce et héritière de M^{me} Récamier, s'y opposa, prétendant être la véritable propriétaire des lettres, M^{me} Collet n'étant qu'une mandataire sous sa surveillance. M^{me} d'Estournelles, sœur et héritière de Benjamin Constant, s'y opposa également,

(1) 27 novembre 1897. S. 99, 4, 9.

soutenant qu'elle était propriétaire et qu'en tous cas, les lettres étaient confidentielles et ne pouvaient être publiées qu'avec l'autorisation de l'auteur ou de ses parents. Voilà donc les deux thèses présentées à la Cour de Paris, mais celle-ci semble bien n'avoir retenu que la deuxième, puisque, parmi les considérants, on lit ceci : « Considérant que la correspondance dont il s'agit au procès est une collection de lettres confidentielles écrites par Benjamin Constant à la veuve Récamier; que celle-ci était liée par le pacte synallagmatique de ne les rendre publiques qu'avec le consentement de leur auteur; que ce consentement n'a jamais été donné par Benjamin Constant; que la veuve Récamier ne pouvait donc les livrer à la publicité, ni par elle-même, ni par mandataire, ni de son vivant, ni après sa mort; que c'est ce qu'elle a reconnu elle-même dans une circonstance où elle déclarait que ces lettres n'étaient pas de nature à être publiées; qu'il suit de là que tout pouvoir qu'elle aurait donné dans un but de publication, soit par testament, soit par tout autre acte, irait au-delà de son droit, bien qu'il fût dicté par de bonnes intentions, et ne saurait produire d'effet, en présence de l'opposition formelle de la sœur de Benjamin Constant, qui représente ce dernier. (1) »

On invoque, il est vrai, une décision concernant la publication des papiers du Père Lacordaire. Or, précisément le tribunal de la Seine (2), admettait que les

(1) D. 1851, 2, 4.

(2) D. 1864. 3. 412.

lettres trouvées dans cette succession, même adressées au testateur, pouvaient être publiées par le destinataire ou par son ayant droit, parce que, disait-il, les lettres publiées sous le titre sus-indiqué, n'avaient aucun caractère confidentiel. Et un jugement du même tribunal(1), fait une distinction analogue lorsqu'il décide que l'auteur d'une lettre confidentielle peut empêcher l'insertion de celle-ci dans un ouvrage écrit par un tiers, même si le tiers avait l'autorisation du destinataire. Il est clair, en effet, que ce dernier ne peut la divulguer lui-même : la question de propriété littéraire n'est donc point soulevée. Un jugement plus récent de ce même tribunal (2) écarte encore, sinon dans son application, au moins dans son principe, l'idée de propriété littéraire, en disant que sans doute en écrivant ses lettres, l'auteur n'a pas songé à se créer une propriété littéraire, les lettres constituant des rapports d'individu à individu, et non des objets exploitables destinés à fonder un droit au profit de la personne de qui elles émanent.

On peut donc, pour l'étude du droit de publication, se baser surtout sur le caractère confidentiel des lettres : c'est plus simple, puisque cela évite des distinctions et écarte certaines difficultés sur le point de savoir si l'auteur a oui ou non, dans telle ou telle hypothèse, entendu céder au destinataire son droit de publication ; c'est plus logique, puisque sans cela on est obligé, tantôt de superposer les deux raisons de

(1) 12 novembre 1890. G. P. 90, 2, 561.

(2) 11 mars 1897. D. 98, 2, 358.

non publication, caractère confidentiel et défaut de propriété, tantôt de les séparer pour ne retenir que le premier, par exemple après le délai de la loi de 1866; c'est plus conforme enfin aux intentions de l'auteur lui-même, qui, s'il s'agit d'une lettre ordinaire écrite sans prétention et sans arrière-pensée de publication, a renoncé en fait à tous droits sur la lettre, car pourquoi vouloir retenir à son profit un droit qu'il n'a jamais soupçonné devoir mettre en œuvre.

CHAPITRE IV

Droit de transmission héréditaire

Le destinataire, propriétaire de la lettre missive, peut-il, à sa mort, transmettre cette propriété à ses héritiers ? Il semble d'abord étrange que l'on veuille, au décès du *de cuius*, adopter le système légal pour les meubles et réclamer un système spécial pour les correspondances trouvées dans son bureau ; mais nous savons qu'il existe des lettres qui, par leur nature ou par l'intention des parties, ne doivent être connues que de leur auteur et de leur destinataire, et si on les fait passer dans le patrimoine des héritiers, ceux-ci en prendront connaissance, violant ainsi le principe du secret. Or, si l'auteur a fait des confidences graves à tel ou tel individu, c'est qu'il avait confiance dans sa discrétion, tandis qu'il ne saurait avoir la même confiance envers ses héritiers pour une raison bien simple, c'est que le plus souvent il ne les connaît pas : ce sont des parents assez éloignés du destinataire, n'ayant pas habituellement vécu avec lui ; ce sont parfois même des individus directement intéressés à connaître, pour en tirer profit, les secrets existant entre celui dont ils héritent et l'auteur de la lettre.

Fort de cette idée, et tant pour sauvegarder l'intérêt matériel des familles que leur intérêt moral, on a essayé de soutenir que, à la mort du destinataire, les lettres confidentielles devaient revenir à l'auteur (1). La question s'était déjà posée en 1850 lors du procès soulevé à propos de la publication des lettres de Benjamin Constant à M^{me} Récamier. Les héritiers de l'un et de l'autre concluaient aux mêmes fins immédiates, l'interdiction de publication, mais subsidiairement les héritiers de Benjamin Constant revendiquaient pour eux seuls la propriété de ses lettres parce qu'elles étaient confidentielles et devaient, disaient-ils, revenir à l'auteur à la mort du destinataire ; la Cour n'admit pas une pareille prétention. Un arrêt de la Cour d'Orléans (2), semble indiquer une tendance nouvelle et admet le retour à l'auteur. « Attendu, dit-il, qu'il résulte des principes généraux du droit que le destinataire d'une lettre confidentielle n'en est pas le maître absolu, qu'il ne peut en faire usage contre le gré de celui qui l'a écrite, à moins qu'elle ne forme titre à son profit ; qu'elle n'est sa propriété que sous la condition d'en respecter le secret ; qu'au cas de décès du destinataire, la lettre, qui ne peut être connue que de lui, doit, lorsqu'elle n'a pas été détruite, être remise à celui qui l'a écrite, conformément à l'intention commune de l'expéditeur et du destinataire, cette remise étant le seul moyen de respecter la condition du secret sous laquelle la lettre a été

(1) Trib. Quimper, 11 mai 1887, G. P., 87, 1, 740.

(2) 29 juillet 1896. D., 1897, 2, 209.

envoyée ». Cependant n'est-ce pas aller à l'encontre de l'article 724 du Code civil ? La lettre réunie aux autres papiers du défunt fait évidemment partie de sa succession, elle doit donc, en vertu des règles ordinaires, se transmettre à ses héritiers qui, bénéficiant de ses droits, seront d'ailleurs tenus de ses obligations (1). En faveur du système précédent, on invoque l'intérêt moral des familles ; mais, s'il est certain que les lettres confidentielles renferment souvent des secrets pénibles qui, se rapportant à des faits passés depuis longtemps et soigneusement cachés, pourraient causer d'inutiles haines s'ils se trouvaient soudain divulgués, c'est une pure considération de fait, capable de déterminer le Tribunal dans une hypothèse spéciale puis- qu'en cette matière le Tribunal a des pouvoirs extrêmement étendus, mais qui ne suffit pas pour justifier une théorie générale s'étendant à tous les cas. On l'a bien senti, et l'on a cherché comme fondement la commune intention des parties, l'auteur n'adressant sa lettre que moyennant sa restitution à la mort du destinataire ; on voit en d'autres termes dans cette restitution une conséquence du caractère confidentiel ; puisque la lettre ne peut être connue que d'une seule personne, il en résulte qu'à la mort de celle-ci, elle doit faire retour à l'expéditeur. Telle est aussi l'opinion de la Cour de Rennes (2). « C'est l'intention de l'auteur de la lettre qu'il faut interroger, dit-elle en substance, car

(1) Paris, 10 juin 1888, G. P., 88, 2, 195. — HANSSENS, n^{os} 197 et suiv. — LEGRIS, n^o 56. — TISSIER, p. 62 et suiv. — LABBÉ, note sous cassation, 9 février 1881, D., 82, 1, 73.

(2) 10 juillet 1880, S., 81, 1, 193.

c'est lui qui crée la propriété d'une telle lettre et qui, par cela même, pourvu qu'il agisse sans fraude, a le droit de lui imprimer son caractère propre ». De plus, comme il y a là une interprétation de volonté basée sur les faits de la cause, la Cour de cassation n'aurait même pas de droit de contrôle. C'est évidemment ingénieux, mais les Tribunaux, comme on l'a fait remarquer avec beaucoup de raison, n'ont pas été créés pour suppléer à l'imprudence des particuliers ; l'auteur en se dessaisissant de sa lettre était libre de faire toutes les stipulations convenables et notamment d'exiger que la lettre lui fit retour au décès du destinataire, car il devait penser sans cela que ce dernier la conserverait et que, par conséquent, elle serait mêlée à tous les autres papiers de la succession. Si donc il n'a pas fait de réserves, c'est qu'il autorisait implicitement la transmission aux héritiers, moyennant de la part de ceux-ci, les mêmes garanties de discrétion. Loin donc d'admettre la supposition d'intention faite par la Cour de Rennes, il serait aussi logique d'en renverser les termes et de décider que le fait de n'apporter aucune restriction constitue de la part de l'auteur une autorisation tacite à la transmission héréditaire.

On peut d'ailleurs, s'appuyant sur les articles 918 et 919 du Code de procédure civile, reconnaître au président du tribunal civil de première instance le droit d'appeler les parties en cause, de parcourir les lettres, et, s'il y voit un caractère confidentiel, de pousser l'héritier à les céder à leur auteur, ou de les remettre à la partie qui lui semble devoir les obtenir, avec l'assentiment de l'autre, ou encore de se faire autoriser par les inté-

ressés à brûler les lettres en leur présence. Seulement, en cas de protestation, il ne pourrait passer outre, devrait mettre les lettres sous scellés et renvoyer l'affaire devant le tribunal. Et alors surgit une délicate question : de quelle façon les tribunaux reconnaîtront-ils le caractère confidentiel d'une lettre, par quel procédé en apprendront-ils le contenu, comment décideront-ils les mesures nécessaires ?

Du moment que l'auteur, d'après le système précédent, peut réclamer les lettres confidentielles écrites par lui au défunt, il faut bien que le tribunal apprécie quelles ont ce caractère et quelles autres ne l'ont pas. Or ce qui fait la difficulté, c'est la presque nécessité de violer un principe, soit celui du secret des lettres, soit celui de la publicité et de la contradiction des débats. En effet si l'on veut respecter le deuxième, il va falloir communiquer les lettres objets du litige aux parties et spécialement aux héritiers du destinataire, mais alors, par ce fait même, le premier est violé puisque si l'auteur des lettres soulève le procès, c'est précisément pour que leur contenu demeure ignoré. Des deux principes, quel est celui qui doit l'emporter ? Il semble bien, dit-on, que c'est le deuxième, car il a une sphère d'application plus générale, il intéresse davantage l'ordre public et par suite la vérification des correspondances devrait être faite contradictoirement. Sans doute le but que se proposait l'auteur va être en partie manqué. Mais d'abord, il recouvrera la pleine propriété de sa lettre ; ensuite, les héritiers du destinataire soupçonneraient en fait le contenu de celle-ci, même si on ne la mettait

pas sous leurs yeux, car l'auteur, leur adversaire, a dû émettre ses prétentions et indiquer au moins sommairement les raisons pour lesquelles il demandait la restitution. En outre, le secret ne sortira pas d'un cercle restreint, le tribunal pouvant s'opposer à la lecture des lettres par les avocats. Seulement les magistrats en prendront connaissance et les communiqueront aux parties, de sorte que si les héritiers sont dépouillés, ils sauront pourquoi et ne pourront faire peser le moindre soupçon de partialité sur leurs juges. Telle est la thèse de la Cour de Toulouse, exposée dans un arrêt du 6 juillet 1880 (1). Elle n'est généralement pas admise, et les tribunaux, désireux de ne pas tomber dans la contradiction incontestable mentionnée plus haut, et ne voulant pas donner une trop forte atteinte au principe de la publicité des audiences, ont imaginé de réclamer un débat contradictoire les éclairant sur la situation respective des parties, sur la nature du secret, sur son importance après quoi, instruits par ce premier débat, ils ordonnent que les lettres soient lues en chambre du conseil pour vérifier les dires des demandeurs et séparer les écrits confidentiels des autres.

C'est la thèse de la Cour de Cassation (2). Mais objecte-t-on, est-ce que pour éviter une contradiction, elle ne tombe pas dans une autre, et si elle ne voit dans la communication en chambre du conseil, qu'un moyen de vérifier la sincérité des débats publics qui

(1) P. 81. 4. 673.

(2) 9 février 1881. S. 81. 4. 493.

l'ont précédée, n'est-ce pas avouer que les débats ont révélé au moins dans ses grandes lignes le contenu des correspondances litigieuses ; à quoi bon dès lors bouleverser les principes pour une simple question de forme. Comme on le voit, les deux thèses sont défendables.

Néanmoins, la seconde n'est presque plus discutée devant les tribunaux et elle a été encore sanctionnée par un arrêt de la Cour d'Orléans du 29 juillet 1896 décidant « que pour déterminer celles des lettres qui sont confidentielles, il y a lieu, par suite de leur nature particulière, à une instruction spéciale ; qu'il convient de les faire déposer en la Chambre du Conseil où la Cour verra quelles sont celles qui devront être remises aux demandeurs ; qu'on ne saurait prétendre avec raison que cette mesure est contraire aux règles de la publicité des débats et de la liberté de la défense ; qu'en effet, les lettres litigieuses ayant été envoyées sous la condition de n'être communiquées à personne, il s'ensuit que cette condition serait violée par leur communication faite aux parties en cause. »

Nous supposons maintenant que plusieurs cohéritiers sont appelés à la succession du destinataire et que cette succession comprend des lettres missives ; celles-ci suivront-elles le sort des autres meubles, seront-elles divisées et dévolues suivant les hasards d'un tirage au sort, ou n'en fera-t-on qu'un seul lot et à qui l'attribuera-t-on ? Il convient d'écarter des hypothèses très nettes, et d'abord celle où le destinataire défunt a, par testament, réglé le sort de ses lettres, comme c'est son droit, puisqu'il en est propriétaire. Il a pu spécifier

qu'elles iraient à tel ou tel de ses héritiers à l'exclusion des autres; il a même pu les léguer à un étranger, auquel les héritiers réservataires ne pourraient refuser la livraison.

Tel est le testament du Père Lacordaire, renfermant entre autres la disposition suivante : « Je lègue à M. l'abbé Henri Perreyve tous les manuscrits, papiers, correspondances qui seront trouvés à l'heure de ma mort sous mon nom, soit qu'ils émanent de ma propre main, soit qu'ils aient été transcrits par une main étrangère, soit qu'ils m'aient été adressés sous forme de lettres ou de communications, soit enfin qu'ils consistent en notes, titres, diplômes, ou tous autres papiers personnels. Je donne le tout à Monsieur Henri Perreyve comme un témoignage de ma confiance dans l'élévation de son esprit, de ma gratitude pour une amitié qui ne m'a jamais failli. » En vertu du même principe, il a été reconnu que les héritiers ne pourraient exiger des légataires la communication des lettres ainsi léguées, car si le testateur a préféré laisser sa correspondance à un tiers, c'est peut-être pour des raisons sérieuses. Une autre hypothèse est tout aussi simple, c'est celle où, le défunt n'ayant pas fait de testament ou n'ayant pas réglé le sort de ses lettres, les héritiers s'entendent pour la dévolution de celles-ci, en les accordant toutes par exemple à un seul d'entre eux, avec ou sans compensation, ou bien en les partageant à l'amiable.

En dehors de ces cas, quelle solution adopter ? Avant tout partage, doit-on au préalable permettre communication aux héritiers et légataires pour la défense de

leurs intérêts ? C'est l'avis de la Cour de Toulouse, 6 juillet 1880, reconnaissant aux tribunaux le droit d'ordonner pendant l'instance le dépôt au greffe où les intéressés en prendront connaissance ; ce ne serait que pour la production en justice que les tribunaux examineraient le caractère des lettres et écarteraient les confidentielles des débats. Pour d'autres, au contraire (1), le tribunal devrait préalablement examiner en chambre du conseil les correspondances litigieuses et ne retenir que celles qui leur sembleraient pouvoir être communiquées sans inconvénient.

Voici maintenant que les parties n'ont pas pu s'entendre à l'amiable pour ce partage ou plutôt pour la dévolution des lettres. On fait remarquer, à ce sujet, que la correspondance est quelque chose d'indivisible et que, par conséquent, il faut arriver à la donner toute au même héritier. Bien que l'on puisse se demander si c'est nécessaire et si, notamment, les lettres n'ont pas une véritable valeur vénale, soit à titre d'autographes, soit même parce qu'elles sont très honorables pour une personne qui, par suite, n'hésiterait pas à en payer la possession, c'est une idée admise presque sans conteste ; et alors, on se demande quel procédé employer pour remettre toute la correspondance à un seul héritier, et à un héritier qui en soit digne. Dans l'ancien droit, les lettres revenaient à l'aîné des enfants, même en ligne collatérale, conséquence inévitable du droit d'ainesse (2). Ce droit d'ainesse n'ayant

(1) Cassation, 9 février 1881. S. 81, 1, 493.

(2) LEBRUN, IV, 145. POTHIER, *des Successions*, chapitre 3, 1, § 7. *Introduction à la Coutume d'Orléans*, X, 96.

pas été maintenu, la même règle serait chez nous peu en harmonie avec les principes égalitaires du Code; et cependant on a tenté de la remettre en vigueur : en ligne directe, a-t-on dit, les lettres-missives trouvées dans la succession du destinataire, reviendront à l'aîné, en ligne collatérale, au plus digne (1), mais cette décision n'a pas été suivie.

Entre cohéritiers du même rang, on a alors pensé à une licitation (2). Ce procédé se heurte, il est vrai, à l'idée que les lettres-missives doivent former un tout indivisible, dépourvu d'ailleurs de valeur vénale; mais cette objection mise à part, il est, semble-t-il, assez conforme à l'esprit de notre droit et le partage égal ou par licitation devrait être la règle, avec cette restriction que, s'il s'agit de lettres confidentielles, il faudrait écarter le concours d'étrangers, afin de respecter le secret de la lettre. On a invoqué encore l'article 834 du Code civil, et proposé de former des lots ou un lot unique, et de tirer au sort entre les cohéritiers (3), Malheureusement, dit-on, le sort est aveugle; la correspondance tombera peut-être entre les mains d'un indigne, qui en pourra faire un mauvais usage; et c'est aller non seulement à l'encontre de la volonté du défunt, qui certainement, s'il avait eu le temps, en aurait décidé autrement, mais encore à l'encontre de la volonté de l'auteur des lettres, qui a eu foi en son correspon-

(1) Trib. Seine, 16 août 1862, sous Paris. 19 mars 1864, S. 64. 2. 170.

(2) Lyon, 20 décembre 1862. D. 64. 2. 7. *Contra*, DEMOLOMBE, *Successions*, t. 3, n° 700.

(3) PÉRET, n° 68.

dant et lui a laissé la propriété de ses écrits, avec, toutefois, la condition sous-entendue qu'après sa mort, elle irait à une personne aussi digne de sa confiance. L'objection est sérieuse; seulement, si le destinataire avait vraiment le respect de sa correspondance, c'était à lui à désigner formellement la personne qu'il chargeait de veiller sur elle après lui; s'il n'a pas cru nécessaire de le faire, les tribunaux doivent-ils pour couvrir cette négligence peut-être volontaire, écarter de parti pris l'application d'un texte de droit commun?

On est actuellement assez porté à admettre un autre système qui consiste à appliquer l'article 842 du Code civil dont un paragraphe est ainsi conçu : Les titres communs à toute l'hérédité sont remis à celui que tous les héritiers ont choisi pour en être le dépositaire, à la charge d'en aider les copartageants, à toute réquisition; s'il y a difficulté sur ce choix, il est réglé par le juge. De la sorte, dit-on, l'héritier choisi sera certainement le plus digne, puisqu'il sera nommé ou par ses cohéritiers, qui le connaissent, ou par le juge, que les débats préalables auront éclairé; la correspondance sera entre de bonnes mains, la volonté présumée du défunt sera remplie, sa négligence réparée, et l'auteur de la lettre lui-même ne saurait se plaindre puisque son intérêt a été sauvegardé par la nomination d'un dépositaire de confiance (1). Mais l'article 842 vise les titres de propriété communs à toute l'hérédité, avec lesquelles

(1) Angers, 12 fév. 1885, S., 86, 2, 186. — DEMOLOMBE, *successions*, t. 3, n° 700 et 701. — ROUSSEAU, n° 42. — HANSSSENS, n° 207. — TISSIER, p. 68. — LEGRIS, n° 52. — CHABOT, *successions* sur l'art. 842.

on ne saurait confondre les lettres missives : ce système revient donc à admettre une solution qui n'est pas dans la loi, ou ne s'y rencontre que pour une hypothèse différente, et de plus, il donne à l'héritier choisi le rôle d'un simple dépositaire, obligé de tenir les lettres à la disposition de ses cohéritiers, ce qui sera dangereux en raison du caractère confidentiel de celles-ci. Bref, il semble que, sans créer une disposition spéciale pour des effets qui, en somme, sont des meubles comme les autres, susceptibles comme les autres d'avoir une valeur vénale, on pourrait trouver dans la loi des modes applicables, soit l'entente préalable, soit, à défaut, la licitation avec ou sans concours d'étrangers, suivant que les lettres sont confidentielles ou non confidentielles, et le tirage au sort. Les tribunaux se reconnaissent d'ailleurs un assez large pouvoir d'appréciation, et notamment s'ils estiment que la correspondance n'intéresse qu'un héritier, ils la lui remettent à lui seul en déboutant de leur demande ceux qui n'agissent que par malice et sans intérêt réel.

Bien entendu, si le conflit s'élevait entre héritiers à des degrés différents, il faudrait suivre purement et simplement le droit commun.

Des difficultés analogues surgissent lors de la dissolution d'une communauté à propos de la remise des lettres écrites au mari pour l'administration des biens de cette communauté ; quant aux lettres de la femme, même renonçante, on admet qu'elles lui restent propres.

Nous avons envisagé, jusqu'à présent, le cas de concours entre cohéritiers, mais la question se pose également en cas de concours entre un héritier résér-

vataire et un légataire universel ou à titre universel. Si le destinataire a gardé le silence au sujet des lettres missives, il semble bien qu'elles doivent revenir à l'héritier qui se trouve immédiatement saisi de tous les biens du défunt, et par conséquent de sa correspondance, quel que soit d'ailleurs le contenu de celle-ci, alors même qu'elle serait dirigée contre lui, comme dans l'espèce sur laquelle la Cour de Toulouse a eu à statuer en 1880 sur appel d'un jugement de Moissac qui avait tenu compte en la cause de cette considération. La Cour de Toulouse, vues d'une part la qualité spéciale de l'héritier, d'autre part, l'indivisibilité de la propriété de la correspondance, déclara que la correspondance revenait de droit à l'héritier réservataire.

Entre divers légataires, la question est plus simple. S'agit-il de légataires universels? Alors, comme il n'y a pas les mêmes raisons d'hésiter que lorsqu'il s'agit d'héritiers, on appliquera l'article 834 et on fera un tirage au sort. S'agit-il d'un légataire universel et d'un légataire à titre particulier? Alors ou le legs particulier comprend les lettres missives, auquel cas on aura qu'à suivre les indications du testateur; ou bien celui-ci n'a rien dit des lettres missives, et alors elles reviendront de droit au légataire universel qui succède à la personne et aux droits du défunt.

Quant à savoir à quel moment les lettres seront remises à l'héritier, c'est surtout une question de fait, et il a été décidé notamment que l'exécuteur testamentaire ne les livrera que quand elles pourront sortir de ses mains sans danger pour le testament (1).

(1) Cassation, 9 janvier 1872, D. 72, 1, 128.

Les héritiers étant entrés en possession des biens qui leur revenaient dans la succession du *de cujus*, quels sont leurs droits sur les lettres missives? Une seule réponse est possible : ils ont les mêmes droits et les mêmes obligations que lui. Ils ont les mêmes droits, d'où il suit qu'ils pourront garder la correspondance et la lire, la vendre ou la donner si elle n'est pas confidentielle, la détruire même puisque l'expéditeur n'a pas stipulé qu'elle lui serait rendue, sinon de suite après lecture, au moins après la mort du destinataire dont il devait prévoir l'éventualité. Ils ont les mêmes obligations : d'où il résulte que, si la lettre est confidentielle, ils devront respecter cette confiance ; ils le devront parce que l'auteur en se dessaisissant de la lettre, en en permettant même la transmission, a imposé l'obligation du secret, à laquelle ils sont tenus comme le *de cujus*. Evidemment, l'héritier mis en possession de la lettre la lira, mais l'expéditeur n'aura pas un confident de plus, c'est le même qui se perpétue dans la personne de son héritier. Ce devoir de discrétion atténue un peu les inconvénients du système admettant le tirage au sort pour la dévolution des correspondances, mais il ne les fait pas complètement disparaître, et l'auteur de la lettre a malgré cela tout avantage à la voir tomber aux mains d'une personne de confiance, car un indigne pourrait oublier son obligation au secret sans que les dommages-intérêts alloués à l'auteur réparassent le préjudice moral qui est résulté de là divulgation.

Quoi qu'il en soit, le secret de la lettre doit être respecté ; notamment l'héritier ne pourrait pas, après le

partage, sauf si on admet l'application de l'article 842 du Code civil, donner communication de la lettre à ses cohéritiers pas plus qu'il ne pourrait s'en servir lui-même sans l'autorisation de ses cohéritiers, si ceux-ci sont les auteurs des lettres que le partage a fait tomber dans son lot. Inutile de faire remarquer que les héritiers de l'auteur sont dans la même situation que celui à la succession duquel ils ont été appelés, et que, tout en respectant la possession des héritiers du destinataire, ils pourront interdire la divulgation des lettres confidentielles.

Tels sont, au point de vue général, les droits et obligations des héritiers sur les lettres missives; un mot seulement sur le point de vue spécial du droit de publication. Pour ceux qui admettent que la propriété littéraire reste dans tous les cas à l'auteur de la lettre, il n'est pas douteux que pendant les cinquante ans suivant la mort de celui-ci, délai établi par la loi de 1866, ses héritiers auront seuls le droit de publier la lettre, sauf à en user avec réserve et modération et en obtenant parfois l'autorisation du destinataire qui pourrait être blessé par quelque allusion à son sujet. Inversement pendant cette même période, les héritiers du destinataire n'ont pas ce droit, et même ils ne l'acquiescent pas, le délai passé, si la lettre est confidentielle, car un tel caractère est imprescriptible. Si nous admettons que le destinataire a le droit de publier, dès réception, des lettres non confidentielles, il faut étendre ce droit à ses héritiers, ceux de l'auteur ayant seulement la faculté de contester le caractère non confidentiel des lettres, ou de montrer que leur auteur

avait formulé des réserves spéciales. Il faut d'ailleurs étendre largement le caractère confidentiel, en l'accordant notamment aux correspondances scientifiques ou littéraires.

CHAPITRE V

Droit de divulgation, de cession et de saisie

I. Le destinataire d'une lettre en étant propriétaire a sur elle tous les droits, pourvu que l'auteur n'ait apporté à ces droits aucune restriction, formellement exprimée ou simplement tacite; il pourra la lire, il pourra la faire lire à d'autres puisque, nous le supposons, aucun intérêt n'existe à ce que la correspondance demeure secrète. Si au contraire, la lettre est confidentielle, c'est-à-dire si son contenu est tel que l'auteur ne l'aurait pas envoyée s'il en avait prévu la divulgation, alors, par une sorte de contrat intervenu entre les correspondants, le destinataire est tenu au secret. S'il manquait, même de bonne foi, à cette obligation, l'auteur serait en droit de réclamer des dommages-intérêts pour le préjudice matériel ou moral à lui causé.

Voilà pour la sanction civile, y a-t-il une sanction pénale? Le fait de la divulgation ne semble pas par lui seul punissable, mais il peut être accompagné de circonstances qui en font un délit véritable, contenir par exemple les éléments d'un abus de confiance, ou plus fréquemment d'une diffamation si celui qui a reçu les allégations calomnieuses à l'égard d'un tiers les com-

muniqué sciemment, sachant bien qu'il cause un préjudice et avec l'intention de le causer. Hors ces cas, relativement rares, la sanction civile subsiste seule. Et encore faut-il s'entendre et laisser une large place à l'appréciation des tribunaux : toute communication d'une lettre, même très personnelle, n'est pas forcément dommageable et une confidence écrite à un ami peut, sans perdre son caractère, être lue par celui-ci à des amis communs ; quand on parle d'une divulgation, on veut parler d'un acte ayant pour conséquence que ce qui était ignoré ne le soit plus, or un secret révélé dans le cercle étroit de l'intimité n'en demeure pas moins un secret. Les magistrats, avant de décider, étudieront les relations des parties, examineront si en fait le destinataire a outrepassé ses pouvoirs ; et comme en pareille matière la morale a au moins autant de place que le droit, ils devront prendre garde de se laisser influencer par des analogies même lointaines avec les textes positifs et spéciaux concernant les agents des postes : ces derniers par exemple seraient coupables s'ils révélaient seulement la provenance des lettres adressées à certaines personnes tandis qu'entre particuliers, il n'en saurait être de même ; et le destinataire qui déclarerait publiquement être en relations avec l'auteur de plis confidentiels ne commettrait pas un acte reprehensible. Bien entendu, si le légitime détenteur d'une missive est libre de la divulguer, rien ne l'oblige à le faire. Cela est d'évidence, et cependant il a fallu qu'un tribunal déclarât expressément que dans le cas où une lettre contient des allégations diffamatoires contre le desti-

nataire même, l'honneur et la considération de celui-ci ne reçoivent aucune atteinte tant que cet écrit n'a pas reçu de publicité, que cette publicité ne peut être donnée que par le destinataire, seul détenteur de la lettre; que si celui-ci communique cet écrit, il devient par ce fait le propre artisan de la diffamation qui rejaillira sur lui et n'est point par conséquent fondé à imputer cette diffamation à l'auteur de la lettre (1).

Est-il besoin de dire que le destinataire, ne pouvant divulguer une lettre, ne peut pas davantage permettre à un tiers de la divulguer, puisqu'il commettrait une première indiscretion en la faisant connaître à ce tiers. Mais si le destinataire doit garder secrètes les correspondances confidentielles, son devoir s'arrête là, et il ne saurait être rendu responsable des conséquences d'un détournement de lettres commis à son préjudice. Tout au plus serait-il moralement obligé d'avertir l'auteur ou d'essayer lui-même d'obtenir restitution et réparation. A remarquer que dans tout ceci, nous avons principalement en vue des faits de lecture et de communication orale, mais qu'un procédé de divulgation, le plus puissant de tous, consiste dans la publication dont nous nous sommes occupés plus haut.

II. Revenons aux correspondances ordinaires. Ayant sur elles un droit de propriété absolu, pouvant les divulguer même, le destinataire a naturellement la faculté de les vendre ou de les donner. La plupart du temps, il n'en usera pas parce qu'il n'en retirerait

(1) T. Tarbes, 23 décembre 1901, G. P., 9 janvier 1902.

aucun profit; une lettre confidentielle a souvent une valeur par elle-même en ce sens qu'elle contient peut-être des preuves infiniment utiles pour certaines personnes, des secrets qu'un intéressé payerait sans doute très cher, ou des indications commerciales qu'un concurrent aurait intérêt à connaître; une lettre ordinaire au contraire, souvent banale et à peine intéressante pour celui qui la reçoit, n'a pour les tiers que la valeur du papier. Même insignifiante, elle est cependant susceptible d'être très recherchée comme autographe, si elle émane de la plume d'un homme connu, et c'est le plus souvent au sujet de pareils écrits que le propriétaire exercera son droit. Mais tout change si l'on se place dans l'hypothèse d'une lettre confidentielle. Alors en effet la cession de la lettre ne différerait en rien de sa divulgation, puisqu'on ne peut supposer que l'acquéreur s'engage à ne pas lire le papier acquis à beaux deniers comptants. Une cession sans doute ne semble pas grave, car le vendeur, ne pouvant donner plus de droit qu'il n'en a lui-même devrait au moins faire promettre à son acheteur de ne pas divulguer cette correspondance; malheureusement il a commis une divulgation certaine par sa cession et comme il n'y a aucune raison pour que l'acquéreur n'en fasse autant à son tour, on arriverait à un nombre indéfini de reventes successives équivalant en fait à une véritable publicité. Si donc l'auteur apprend que le destinataire a des projets de vente, il lui fera immédiatement défense de les mettre à exécution; sous peine d'être présumé y donner son assentiment. Si l'auteur n'a rien su, ou si sa défense est

restée sans résultat, va-t-il pouvoir faire rescinder la cession ou révoquer la donation passée en fraude de ses droits? Sans doute la lettre est un meuble et en fait de meubles possession vaut titre, mais encore faut-il que cette possession soit de bonne foi, et ici cela n'est pas. En effet, ou bien l'auteur a expressément exigé que la lettre lui soit retournée, et alors le vendeur n'est pas propriétaire et l'acheteur connaît ce défaut de propriété puisqu'il est exposé dans la lettre; ou bien l'auteur n'a pas écrit de disposition, mais il ressort des termes de la lettre qu'elle est confidentielle, non cessible par conséquent, et l'acheteur doit savoir les conséquences de ce caractère et le danger auquel il s'expose en achetant une chose dont la vente est défendue. Bref, l'achat sera valable et la transmission de propriété respectée toutes les fois que le caractère confidentiel ne ressortira pas clairement des termes employés, car en principe le destinataire a tous droits sur la correspondance, et s'il y a un doute, on doit l'interpréter dans le sens le plus large, admettre par suite la possibilité de vente et la validité de celle-ci. L'auteur, prévenu, ne pourra plus qu'exiger de l'acquéreur le secret qu'a violé le destinataire, et réclamer à ce dernier des dommages-intérêts d'autant plus forts que le préjudice sera plus grave et la mauvaise foi plus évidente.

III. Quels sont maintenant les droits des créanciers sur les lettres missives en la possession du débiteur? A lire les articles 2092 et 2093 du Code civil, il semblerait que ces lettres doivent faire partie du gage général des créanciers. Evidemment ceux-ci n'ont pas spéciale-

ment compté sur elles, parce qu'ordinairement ce sont des papiers sans valeur. Mais s'il se rencontre que, à la suite d'une saisie, on en découvre portant la signature d'un homme connu et précieuses par conséquent comme autographes, ne faut-il pas admettre à leur sujet un droit de saisie et de vente ? Non, en aucun cas, dit un arrêt de la Cour de Dijon (1), parce que, vis-à-vis tout au moins du destinataire, la lettre a une valeur d'affection et que sa possession constitue pour lui un droit tout-à-fait intime que doivent respecter les créanciers. De même, on admet que les lettres missives ordinaires sont insaisissables « aussi longtemps que, non livrées à la publicité, elles conservent leur caractère intime et personnel qui s'oppose à ce qu'elles puissent, contre le gré de l'auteur ou du destinataire, passer du patrimoine de ces derniers dans celui d'une autre personne (2).

Mais il n'en est plus ainsi lorsqu'il s'agit de lettres autographes à valeur vénale, faisant ou non partie d'une collection, et encore faut-il y apporter la restriction que nous avons partout rencontrée, concernant les missives confidentielles. Ici le destinataire lui-même était tenu par son obligation au secret et ses créanciers doivent l'être encore plus que lui puisque, ignorants des relations des parties, ils peuvent moins que lui discerner ce qui peut être divulgué sans inconvénient et ce qui mérite de rester secret. L'auteur a eu confiance dans son confident, il

(1) 18 février 1870, S. 70, 2, 212

(2) GARSONNET, t. 3. p. 558. — AUBRY et RAU, t. 8, p. 455.

savait qu'il ne le trahirait pas, et ce n'est pas parce que celui-ci se trouve, peut-être sans sa faute, dans une situation mauvaise qu'il faut permettre à des tiers de pénétrer brutalement le secret des relations privées; au moins faudrait-il qu'ils obtinssent le consentement de l'auteur et ils ne l'obtiendront jamais. Peu importe donc que les papiers visés aient une immense valeur comme autographes, s'ils sont confidentiels, ils sont incessibles et insaisissables; quant à savoir quels sont confidentiels, c'est une question de fait, et nous accordons largement le bénéfice de ce caractère. Peut-être même n'irait-on pas trop loin en soutenant que l'homme célèbre qui a bien voulu adresser quelques mots autographes à une personne déterminée l'a fait par amitié pour elle et pour ainsi dire confidentiellement, ce qui ramènerait par une autre voie aux solutions les plus rigoristes et réduirait le droit de saisie au cas où la gloire de l'auteur ne serait née que postérieurement à l'envoi de la lettre.

Quoi qu'il en soit, il est certain que les correspondances confidentielles sont insaisissables quels que soient leur auteur, leur valeur et leur contenu, et c'est ce qu'a décidé l'arrêt de la Cour d'Angers du 4 février 1869 (1), infirmant un jugement du tribunal de Mois-sac qui, pour décider le contraire, se fondait sur ce que toutes les choses susceptibles de propriété privée sont des biens et, que tous les biens du débiteur sont le gage de ses créanciers. En l'espèce, il s'agissait de la saisie de lettres et de manuscrits trouvés dans la

(1) S. 69. 2. 289.

succession de la dame de Chanterenne, saisie pratiquée à la requête des créanciers de l'héritier. Ceux-ci avaient un immense avantage à obtenir la validité de la saisie, car beaucoup de lettres émanaient de la duchesse d'Angoulême, ce qui leur donnait une grande valeur. Mais elles étaient confidentielles, et la Cour, avec raison, décida qu'elles revenaient à l'héritier seul : « Attendu, dit-elle, que les lettres qui attestent la vive reconnaissance et le tendre attachement de la princesse pour la dame de Chanterenne, ont un caractère confidentiel et constituent pour la famille, représentée par de Chanterenne fils, des souvenirs honorables et précieux, d'un intérêt considérable, mais tout personnel... Dit que les lettres autographes de madame la duchesse d'Angoulême seront distraites de l'actif et remises à Chanterenne fils... » Cet arrêt est d'autant plus significatif qu'il autorise la saisie et la vente de manuscrits trouvés dans la même succession, parce que la même raison d'hésiter ne se rencontre plus.

En vertu de l'obligation au secret qui lie l'administration des postes, il a été décidé que les créanciers n'ont aucun droit sur les correspondances non encore parvenues à leur adresse, et que l'administration n'a pas à tenir compte des saisies-arêts pratiquées entre ses mains (1). Serait même sans effet, en vertu du même principe, la saisie pratiquée aux mains de l'administration des postes et portant sur des valeurs insérées dans une lettre chargée que le destinataire aurait rendue à l'administration après l'avoir ouverte.

(1) C. d'E. 13 mars 1874. S. 76 2. 59.

CHAPITRE VI

Droit de contrôle

Quelle que soit l'importance du principe de l'inviolabilité du secret des lettres, il n'est pas tellement absolu qu'il ne puisse et doive subir quelques exceptions. En droit public, nous en avons vu qui, fondées sur un intérêt général, avaient pour cause et pour mesure la bonne Administration de la justice et la répression des crimes et délits; en droit privé, nous allons en voir d'autres que des intérêts moraux ou pécuniaires obligent à admettre. C'est ainsi que l'on reconnaît à des personnes déterminées un contrôle sur certaines correspondances, contrôle à l'étude duquel nous arrivons maintenant.

§ I. — *Père et tuteur*

Chargé de veiller à l'éducation de l'enfant, à la formation de son intelligence et de son cœur, le père a reçu de la nature et de la loi les droits dont il a besoin pour remplir sa délicate mission. Le plus important est celui de correction, mais il en est d'autres, secondaires peut-être, non mentionnés par des textes for-

mels, nécessaires néanmoins et implicitement contenus dans les articles 371 et suivants C. civil d'où résulte que l'enfant doit à tout âge honneur et respect à ses père et mère et qu'il reste sous leur autorité jusqu'à sa majorité ou son émancipation. Parmi eux se distingue le droit de contrôle du père sur la correspondance de son fils, droit qui va jusqu'à l'interception et la destruction des lettres adressées à celui-ci. L'enfant, en effet, est entouré chez lui d'attentions, de conseils et de bons exemples, et comme il ne faut pas que des personnes étrangères puissent sans entraves contrebalancer ces heureuses influences en éveillant chez lui des instincts mauvais, le père surveille, pour les interdire au besoin, toutes les relations de l'enfant et prend connaissance aussi bien des lettres qu'il reçoit que de celles qu'il écrit lui-même. Il faut en dire autant de la mère, chargée, à défaut du chef de famille, du devoir d'éducation; en d'autres termes, ce droit de contrôle est un attribut de la puissance paternelle comme il en est une des nécessités, et on devrait même le maintenir au survivant des père et mère qui n'a pas obtenu la tutelle, car, si celui-ci n'a pas été jugé capable de veiller aux intérêts pécuniaires de l'adolescent, il continue, sauf déchéance, à veiller sur ses intérêts moraux.

Comment va se manifester ce droit de contrôle? La réponse semble simple : fort de son autorité, le père prendra la correspondance suspecte et la lira, d'autant plus que, abstraction faite de la nécessité dans laquelle il se trouve d'agir ainsi, il ne viole pas vraiment un secret puisqu'il est le confident naturel de son fils et que celui-ci, jusqu'à un certain âge, ne doit pas avoir

de secret pour lui. Rien n'empêche donc un pareil contrôle et l'intérêt de l'enfant l'exige (1).

M. Vanier trouve cependant ce droit exagéré et il propose une distinction. Pour lui, et c'est une question que nous retrouverons, le père aurait le pouvoir de se faire remettre par l'Administration des postes les lettres adressées à son fils, mais, dit-il, « ce droit que nous reconnaissons au père et au mari va-t-il jusqu'à les autoriser à prendre communication des lettres adressées à l'enfant ou à la femme ? Un arrêt l'a décidé implicitement pour les lettres de la femme. Nous n'irons pas jusque-là. La lettre est une confidence, le respect d'une confidence s'impose à tous... aucun regard, aucune oreille humaine n'a le droit de commettre une indiscretion. C'est ainsi que nous concilierons le droit de surveillance et l'autorité du père de famille avec le respect pour le secret des lettres. Droit d'un côté d'empêcher que les lettres ne soient remises à la femme et à l'enfant ; défense, d'un autre côté, de prendre communication de ces lettres. Nous exceptons cependant le cas où les lettres seraient écrites à un tout jeune enfant. Il n'y a là ni secret ni confidence, il ne peut y avoir ou qu'une plaisanterie ou qu'une tentative de séduction contre laquelle l'enfant doit être défendu ». Tout cela est dicté par un bon sentiment ; l'enfant n'est pas, en effet, seul en cause, il faut songer au tiers expéditeur dont on va ainsi lire la lettre et qui pouvait compter sur l'inviolabilité de sa corres-

(1) Cassation, 27 décembre 1875. S. 76, 1. 97 et la note de M. LABBÉ, AUBRY et RAU, t. 6, § 550.

pondance. Mais, d'une part, celui-ci est prévenu, il sait qu'il écrit à un mineur soumis à une autorité supérieure ; d'autre part, ce contrôle lui importe peu si sa correspondance est honnête parce que le père la remettra de suite au destinataire et permettra dorénavant sans méfiance la continuation de leurs relations ; il ne sera donc gêné que si sa correspondance risque d'éveiller de légitimes soupçons, mais, dans ce cas, on ne peut qu'applaudir à son embarras. Avec le système de M. Vanier, on voit mal sur quels indices le père se fondera pour retenir une lettre et en laisser d'autres parvenir à leur jeune destinataire, et puisqu'il peut toutes les garder, toutes les retenir, mais n'en peut lire aucune, comment distinguera-t-il les bonnes des mauvaises, l'écriture d'une adresse se déguisant facilement et le timbre du bureau d'expédition n'étant pas toujours suffisant ? C'est donc une conciliation tentée entre deux principes également respectables, mais elle n'est pas pratique : obligé de s'en tenir à des indices souvent trompeurs, le chef de famille devrait ou retenir indistinctement toutes les lettres, ce qui serait de la tyrannie, ou les toutes laisser parvenir, ce qui réduirait à rien sa surveillance, ou faire une répartition sans fondement solide, ce qui enlèverait à l'exception toute son utilité. M. Vanier met bien à part le cas d'un tout jeune enfant, mais on ignore quel âge servira de limite, et si on laisse fixer celle-ci par le père lui-même, comme étant le mieux placé pour cela, il la reculera à sa guise. Toute cette thèse est donc difficile à admettre, et il est aussi simple, sans être plus dangereux, de reconnaître

dans tous les cas au père le droit absolu de prendre connaissance des lettres de son fils mineur.

Seulement un tel droit suppose que ces lettres passent préalablement entre les mains du père et pour cela, il faudrait que l'Administration des postes consentît à les remettre toutes à ce dernier. Est-ce possible? M. Vanier le reconnaît : « Nous pensons, dit-il, que le père ou le mari pourraient faire défense à l'Administration des postes de remettre des lettres à l'enfant et à la femme ; cette Administration ne joue qu'un rôle de mandataire, tenu avant tout de respecter les principes du droit civil et du droit public. » Evidemment l'administration n'est qu'un mandataire, mais c'est un mandataire de l'expéditeur, elle doit par conséquent se conformer à son mandat qui l'oblige précisément à remettre ce pli à celui-là seul dont le nom est écrit sur l'enveloppe, article 698 de l'instruction générale. En vain dit-on que cet article prévoit les oppositions sans titre ni qualité, et qu'en prouvant sa qualité, le père devrait obtenir la remise qu'il demande : Ce n'est vrai que si par titre on entend une décision du Tribunal ou, en cas d'urgence, du juge des référés ; dans tout autre cas, l'Administration engagerait gravement sa responsabilité en consentant à remettre à une personne, quelle qu'elle soit, les lettres adressées à une autre ou à les garder par devers elle pour les remettre en bloc soit à l'opposant, soit au destinataire en présence de l'opposant. Il serait d'ailleurs difficile au père de prouver ses droits d'une façon assez formelle pour écarter tout soupçon et notamment d'apporter la preuve qu'il n'a pas été

déchu de la puissance paternelle. Sans doute, simple entreprise de transports, l'Administration des postes doit être considérée comme un commissionnaire, mais c'est un commissionnaire spécial en ce que d'une part il est obligatoire et en ce que d'autre part il est soumis à des lois et règlements sévères. Nous avons vu les obligations étroites qui incombent aux agents des postes : ils ne doivent pas révéler le nom des destinataires, ni permettre la saisie à la poste d'une lettre par un créancier, et quand par hasard les règlements permettent ou ordonnent, comme dans le cas de faillite, de remettre les courriers à d'autres que le destinataire, c'est en entourant cette remise de précautions multiples pour éviter toute erreur. Au moins faudrait-il un texte analogue concernant le père de famille et ce texte ne se rencontre pas : si donc celui-ci ne veut s'astreindre à assister à la distribution des lettres pour exercer son droit de surveillance, il devra obtenir un jugement prescrivant à l'Administration des postes les mesures convenables et dégageant en tout cas sa responsabilité (1). Même avec ce tempérament, les pouvoirs du père sont encore considérables, puisqu'il va intercepter, lire ou supprimer les lettres adressées à son fils jusqu'à sa majorité ou son émancipation. Or, si la majorité est fixée par la loi à 21 ans, il est évident, et le Code pénal le reconnaît, que le développement moral de l'enfant s'effectue beaucoup plus tôt, d'où semble résulter une sorte de contradiction. Mais cette contradiction est plus apparente que réelle,

(1) TISSIER : p. 53. — BRETON : p. 175. — PÉRET : n° 157.

parce que d'une part ce n'est pas dans son bas-âge que l'enfant a besoin de trouver auprès de lui un conseiller et un guide, c'est au contraire à l'âge où, à envisager superficiellement les choses, on serait précisément tenté de le déclarer assez prudent pour voler de ses propres ailes ; et parce que d'autre part le chef de famille est meilleur juge que tout autre de la direction à imprimer à son fils ; s'il le trouve assez expérimenté pour choisir ses relations, il ne lira plus les lettres qu'il envoie ; s'il le pense assez discret pour recevoir des confidences sérieuses, il ne lira pas non plus les lettres qu'il reçoit, il se souviendra en d'autres termes que cette surveillance doit être exercée surtout à un point de vue moral, et il s'en départira facilement s'il l'estime convenable.

Seulement, égaré par des craintes chimériques, aveuglé peut-être par la haine contre une personne, honorable d'ailleurs, avec laquelle il ne voudrait pas que son fils communiquât, le père sera tenté d'abuser des droits que la loi lui confère, et il est permis de se demander quelle sera la ressource contre cet arbitraire. L'art. 372 est formel : jusqu'à sa majorité, l'enfant est soumis à l'autorité de ses parents ; mais qu'arrivera-t-il si ceux-ci en abusent ? On fait remarquer que la puissance paternelle est établie surtout en faveur de celui qui y est soumis, que par suite il est bon d'admettre pour les tribunaux le droit reconnu déjà aux Parlements de rappeler aux parents leurs obligations et leurs devoirs (1). Tout cela est vrai, mais il faut

(1) TISSIER, p. 47.

un texte pour déclarer le père déchu de la puissance paternelle, et d'autre part les droits à lui reconnus pour faciliter l'accomplissement de sa tâche d'éducateur sont liés les uns aux autres, on ne saurait en enlever un seul sans les ébranler tous et sans amoindrir du même coup la puissance paternelle, laquelle cependant doit être ou maintenue intacte, ou enlevée pour motifs graves ; ces motifs graves, des textes les mentionnent et la surveillance trop rigoureuse des correspondances de l'enfant n'y figure à aucun point de vue. Sans doute des décisions isolées ont pu prescrire d'office des mesures pour l'éducation de l'enfant, mais c'est qu'alors le père manquait à un devoir, tandis qu'ici il use d'un droit. Au reste celui-ci peut avoir pour agir comme il le fait des raisons que le tribunal et l'enfant lui-même n'ont pas à connaître. Si vraiment il n'était guidé que par la méchanceté, il joindrait certainement à ce léger abus des abus plus graves pouvant avoir des conséquences judiciaires, mais jusque-là il doit pouvoir compter sur une entière obéissance (1).

L'enfant arrivant à sa majorité doit par ce fait même entrer en possession des lettres à lui adressées et retenues par son père ; s'il y a quelque chose de bizarre à ce que celui-ci, qui aurait pu les détruire, soit obligé de les restituer parce qu'il les a conservées, c'est une conséquence dérivant nécessairement de ce que l'enfant est désormais maître de ses biens et que parmi ces biens elles doivent être rangées au même titre que n'importe quel autre objet retenu jusque-

(1) PÉRET, n° 152.

là. Il résulte de ce principe que le fils a également le droit d'exiger de son père le secret le plus absolu et que notamment ce dernier ne pourrait se servir des lettres en justice. Un arrêt de la Cour de Caen admet cependant cet usage dans des cas déterminés, s'il s'agissait par exemple de provoquer la dation d'un conseil judiciaire. « Dans un but de protection, et pour arriver, s'il y a lieu, à une mesure destinée à garantir son fils contre ses propres entraînements, le père est bien fondé à se prévaloir des indications que peuvent renfermer les lettres dont la propriété n'est pas d'ailleurs contestée à l'enfant (1). » Alors en effet le père n'a souvent pas d'autre preuve des tendances de son fils que ses lettres, et de plus il faut agir vite pour que celui-ci n'ait pas le temps de dissiper ses biens ; la légitimité du droit de contrôle a pour mesure l'intérêt de l'enfant, et quand cet intérêt l'exige, il faut lui reconnaître parallèlement des extensions raisonnables : or ici, la retenue des lettres ayant été opérée légitimement pendant la minorité, on peut sans peine, dit-on, laisser aux parents la faculté de les produire dans la suite en justice. Malheureusement ce sont là des questions de fait, impuissantes à prévaloir contre les principes du droit.

Même pendant la minorité, la production des lettres devrait être refusée au père, s'il agissait pour son compte personnel, car si, d'une façon générale, il a le droit de faire usage des biens du mineur, l'inviolabilité du secret des lettres n'en subsiste pas moins : la

(1) Caen, 11 juillet 1866. S. 67. 2. 151.

missive est écrite à l'enfant, et c'est uniquement pour protéger ce dernier qu'elle peut être retenue et produite. La jouissance légale porte sur les biens du mineur en tant qu'ils sont pour ainsi dire impersonnels, immeubles, valeurs mobilières ; la lettre, au contraire, est un bien strictement attaché à la personne, et si l'enfant n'a pas le droit de la lire le premier, il a le droit d'exiger qu'elles ne soit lue que par son père. Si, d'après le contenu de cette lettre, celui-ci conclut à la nécessité de certaines mesures, il les prendra ; si, pour les prendre, il a besoin du secours de l'autorité judiciaire, il lui communiquera ses preuves, mais là s'arrête son droit.

Supposons maintenant le mineur sous l'autorité d'un tuteur : quelle va être l'étendue du droit de contrôle de celui-ci ? Tout dépend du point de savoir si le tuteur a le devoir de veiller à l'éducation du pupille, comme il a celui de veiller à la bonne administration de ses biens.

Il faut d'abord écarter l'hypothèse où le pupille a encore son père ou sa mère, à qui appartient alors la puissance paternelle, le tuteur n'étant qu'un administrateur. Dans tous les autres cas, comme le dit, d'une façon générale, l'article 450, le tuteur prend soin de la personne du mineur, c'est un véritable père, on lui en impose les devoirs, il faut lui en accorder les droits, d'autant plus qu'on ne saurait priver l'orphelin d'une protection morale qui lui est plus nécessaire qu'à tout autre. Il est même inutile de limiter, comme on a essayé de le faire, ces droits de contrôle du tuteur sur la correspondance de son pupille, à la période où

celui-ci n'a pas encore pleine conscience de la portée de ses actes. Dès que le mineur, a-t-on dit, aura atteint l'âge où il peut apprécier la gravité de ses fautes, où il sera devenu majeur au point de vue moral, il devra être considéré comme maître absolu de sa correspondance, car le tuteur est surtout poussé, dans ses recherches, par une excessive curiosité, et la discrétion ne domine pas toujours chez lui (1). Mais cette restriction n'est pas nécessaire en droit, et fait, au surplus, surgir des difficultés pratiques : on ne peut prendre pour terme de la minorité morale l'âge de 16 ans, dont parle le Code pénal, puisque c'est surtout après 16 ans que sont dangereuses les correspondances de l'adolescent ; et on ne saurait davantage exiger que le tuteur se fasse, dès cette époque, accorder l'autorisation de recevoir les correspondances du pupille et de porter, chaque fois, toute lettre suspecte au juge des référés, pour que celui-ci en prenne d'abord connaissance ! En réalité, les craintes d'abus ne s'élèveront pas parce que le tuteur est placé sous la surveillance d'un subrogé-tuteur et sous l'autorité d'un conseil de famille, qui a le droit de le destituer s'il ne remplit pas bien toutes les fonctions de sa charge, si, par exemple, il n'ouvre les lettres que par méchanceté, haine ou curiosité.

Le tuteur n'a pas, sur les lettres retenues un droit aussi absolu que le père ; comme lui, il pourra s'en servir en justice, mais jamais dans un autre intérêt que celui du mineur. En outre, loin de détruire les

(1) ABADIE, p. 87-88.

lettres dangereuses, il devra les conserver pour les remettre à quide droit, à la cessation de ses fonctions. Seulement, comme le père, et c'est une question dont nous n'avons pas encore parlé, il pourra déléguer son droit de contrôle, à des maîtres de pension par exemple. Ceux-ci, en effet, dans un but de discipline facile à comprendre, parcourent les lettres de leurs élèves, en vertu d'une permission tacitement accordée par les parents, et il faudrait une défense formelle pour leur enlever cette faculté, défense, d'ailleurs, que les parents ne songeront pas à faire, de peur d'entraver une œuvre de moralité et d'éducation.

Des droits à peu près analogues devront être reconnus au tuteur de l'interdit et au tuteur officieux : le premier surveillera la correspondance de l'interdit, prendra garde qu'elle n'aggrave les troubles dont il souffre, déléguera son droit aux directeurs d'établissements d'aliénés. Le deuxième lira la correspondance de son pupille dont il remplace pour ainsi dire le père, et, vue l'affection qu'il lui porte certainement, il ne sera pas tenté d'en faire un mauvais usage (1). Si l'enfant a encore ses parents, la question soulèvera rarement un litige et, si elle en soulevait un, elle devrait être résolue par l'accord aux tribunaux d'un large pouvoir d'appréciation.

Toutes les personnes dont nous venons de nous occuper ont le devoir de veiller sur l'incapable, sur son éducation. Il n'en est pas de même du curateur du mineur émancipé, ou du conseil judiciaire. Ceux-ci sont don-

(1) LABBÉ, S. 76 4. 97.

nés plus aux biens de l'incapable qu'à sa personne, et par suite ils n'ont sur sa correspondance aucun droit. Par le fait même de son émancipation, le mineur est reconnu apte à se diriger seul dans la vie ; quant au prodigue, c'est un majeur, et si l'on doit protéger la fortune qu'il gaspille, on n'a pas à le protéger lui-même.

§ II. — *Mari.*

Quels sont les droits du mari sur la correspondance de sa femme ? Peut-il ouvrir ses lettres et lui défendre d'en expédier une seule sans la lui avoir préalablement montrée ? Nous ne nous attarderons pas à rechercher si c'est là le moyen d'entretenir la bonne harmonie du ménage et s'il n'y a pas de la part du mari un criant abus d'autorité, car ce sont des questions qui ne sont pas spéciales à notre sujet et se posent sur une infinité de détails de la vie conjugale, détails insignifiants en apparence et d'où peuvent sortir cependant d'interminables discordes.

Il faut voir dans le mariage, tel qu'il est ou tel qu'il doit être, une union intime des affections, des pensées et des sentiments ; les époux décident ensemble quelles relations ils doivent accepter, quel genre de vie ils doivent mener ; ils mettent en commun leurs espérances et leurs peines, ils concertent ensemble leurs plans d'avenir. Mais comme il faut un bras pour l'exécution de ces plans, l'homme se chargera d'un tel soin, mieux préparé qu'il est aux luttes de la vie, plus apte à comprendre les affaires ; et pour les mêmes raisons, s'il y

à hésitation sur quelque point, c'est son avis qui prévaudra parce qu'il est supposé plus réfléchi, et qu'il faut un chef à toute société. Pour nous placer de suite à notre point de vue, les époux n'auront rien de caché l'un pour l'autre et les relations de l'un seront connues et permises par l'autre ; ils se communiqueront leurs lettres, qui ne sont que des modes de converser à longue distance, et plus souvent, confiants l'un dans l'autre, ils écriront à leur guise, sans éveiller de soupçon, sans faire naître même la plus vague idée de contrôle.

Mais parfois l'accord ne sera pas aussi parfait ; à la suite d'incidents fâcheux, quoique souvent futiles, les époux arriveront à se reprocher réciproquement leurs relations, à s'épier, à s'accuser l'un l'autre ; plus brutal, sinon plus habile, le mari exigera que sa femme cesse certaines fréquentations, même celle de ses plus proches parents ; ne pouvant plus voir ceux sur l'affection desquels elle a le droit de compter, la femme leur écrira ; le mari s'en apercevant interdira même cette correspondance et prendra des mesures pour la surveiller, le peut-il ?

On dit que les lois ne sont pas faites pour l'honnête homme, on pourrait dire avec autant de raison que les articles du Code concernant le mariage ne sont pas faits pour les ménages unis ; mais puisque nous sommes en présence d'une société conjugale dans laquelle s'est glissée la discorde, c'est bien le cas de rappeler l'article 213 du Code civil aux termes duquel le mari doit protection à sa femme, et la femme obéissance à son mari. Le législateur n'a pas songé à l'antique raison

de la *fragilitas sexus* pour mettre la femme sous une telle dépendance, mais il a estimé qu'en cas de désaccord, il fallait qu'une des volontés, celle de l'homme, prévalût sur l'autre, d'où les termes très nets de l'article cité. Mais on se demande quel droit cet article accorde au mari et notamment s'il comprend pour celui-ci le droit de contrôle sur la correspondance de sa femme.

Cela ne paraît pas douteux, que l'on approuve d'ailleurs ou que l'on critique une pareille omnipotence. Le mari doit protection à sa femme, donc s'il estime qu'une relation douteuse nuit à la moralité de celle-ci, à son intérêt, c'est pour lui un devoir de la lui interdire; et s'il estime que ses conversations écrites avec certaines personnes sont pernicieuses, c'est encore pour lui un devoir d'en empêcher la continuation. La femme d'autre part, doit obéissance à son mari; donc s'il lui commande de lui remettre et montrer sa correspondance, elle devra se résigner à ce contrôle, tout blesant qu'il puisse paraître pour sa dignité. Déjà dans l'ancien droit le président Bouhier ne disait-il pas que « les bonnes mœurs et l'honnêteté publique ne permettent pas à la femme d'avoir communication d'affaire avec autrui, sans le su et congé de son mari. » Et n'attribue-t-on pas au premier consul, l'inspirateur du Code, qui cependant voyait dans le mariage une « union des âmes », les propos suivants : « La nature a fait de nos femmes nos esclaves. Le mari a le droit de dire à sa femme : « Madame, vous ne sortirez pas; madame, vous n'irez pas à la comédie; madame, vous ne verrez pas telle ou telle personne; c'est-à-dire, madame, vous

m'appartenez corps et âme. » (1) Comment soutenir, dès lors, que la femme a le droit de correspondre librement et de refuser au mari tout contrôle sur sa correspondance ?

On l'a tenté cependant avec beaucoup d'habileté (2). Le Code, a-t-on dit, n'a pas pu exiger de la part de la femme une obéissance aveugle, se pliant aux exigences parfois criminelles du mari ; il a simplement voulu établir une règle générale en laissant à la pratique le soin de son interprétation. Or, en cette matière, il ne rappelait pas les solutions de l'ancien droit ; il faut donc supposer ou que, posant le principe dans cet article 213, le législateur en a fixé limitativement les applications dans d'autres articles du Code, ou qu'il a voulu que l'on suivît en pareille matière les solutions que commandent les mœurs. Dans le premier cas, il en résulterait que la femme est simplement obligée d'habiter avec son mari et de demander son autorisation pour faire certains actes, parmi lesquels ne sont pas comptés l'envoi ou la réception d'une lettre missive. Dans le deuxième, l'état actuel de nos mœurs tend de plus en plus à établir une espèce d'égalité entre l'homme et la femme, et s'accommoderait mal d'un tel despotisme de la part du mari. « En dépit du Code, dit M. Laurent, l'égalité règne dans le mariage comme dans l'ordre politique ; ce n'est pas la protection et l'oppression qui y dominant, c'est l'affection, lien des âmes ; ce n'est pas un maître qui impose sa volonté à une esclave qui

(1) THIBEAUDEAU : *Mémoires sur le Consulat*.

(2) A. VOILLAUME : pages 143 et suiv.

la subit, c'est par voie de délibération commune et de concours de consentement que les décisions s'y prennent. » (1) Un tel contrôle de la part du mari n'est-il pas, dit-on, profondément humiliant, n'équivaut-il pas à l'aveu d'un continuel soupçon, ne revient-il pas à exiger que la femme n'ait qu'une pensée façonnée sur la pensée de son mari ? La femme est-elle donc une esclave pour qu'on exige d'elle une pareille dépendance ? Et l'on cite avec orgueil un arrêt de la Cour de Louisiane (2) : « Une si blessante interférence porterait atteinte à la confiance sociale et troublerait la paix domestique ; au point de vue de la convenance et à tous les points de vue, les lettres écrites à une femme pour les garder, les lire, s'en délecter lui appartiennent ; et si, pour des raisons de goût et de jugement personnels, elle ne croit pas devoir les remettre ou les montrer à son mari, elle a le droit de les conserver comme sa propre et inviolable propriété. » Et plus loin : « Une femme confiante, ce qui doit être supposé pour toutes, ne soustraira jamais à la connaissance de son mari ses lettres confidentielles sans de bonnes et suffisantes raisons. » L'arrêt oublie, il est vrai, que le mari peut avoir quelques inquiétudes sur les bonnes et suffisantes raisons qui incitent la femme à soustraire des lettres confidentielles à sa connaissance.

Non, même sous le régime de l'article 213, la femme n'est pas l'esclave de l'homme, elle est moralement son égale, seulement, le mari étant considéré

(1) LAURENT, t. 3, page 162.

(2) *Le Droit* du 25 décembre 1867.

comme chef de la société doit faire respecter son autorité. Et un arrêt de la Cour de Bruxelles (1) le montre en termes qui méritent d'être rapportés : « Attendu, dit-il notamment, qu'aux termes de l'article 213 du Code civil le mari doit protection à la femme et la femme obéissance au mari, et que Portalis, exposant les motifs de cette disposition, disait : « La différence qui existe dans l'être des époux en suppose dans leurs droits et dans leurs devoirs respectifs, la prééminence de l'homme est la source du pouvoir de protection que le projet de loi reconnaît dans le mari ; l'obéissance de la femme est un hommage au pouvoir qui la protège, et elle est une suite nécessaire de la société conjugale, qui ne pourrait subsister si l'un des époux n'était subordonné à l'autre » ; attendu que pour remplir dans sa plénitude la mission qui lui est dévolue, le mari a le droit et le devoir d'exercer dans de justes limites une surveillance tutélaire sur les actions de sa femme pour la protéger au besoin contre ses propres égarements ; attendu que si un semblable contrôle ne va pas jusqu'à permettre au mari de s'immiscer arbitrairement dans la correspondance particulière d'une épouse irréprochable, sans le libre consentement de celle-ci, et dans le but de satisfaire une curiosité jalouse et blessante, l'autorité dont le mari est investi lui donne évidemment le pouvoir d'intercepter les lettres confidentielles écrites par sa femme ou adressées à cette dernière, lorsqu'il a des motifs sérieux de le faire pour sauvegarder la mora-

(1) 28 avril 1875. S. 77, 4, 461.

lité de l'épouse et l'honneur ou la sûreté du chef de famille. » Et s'il est facile de faire remarquer que ce droit accordé au mari sera le plus souvent rendu illusoire par d'habiles supercheries, ce n'est pas une raison suffisante pour le lui contester.

Seulement le contrôle du mari n'est raisonnablement défendable et n'est pratiquement efficace que s'il ne constitue pas un abus. Le mari doit veiller à l'honneur de l'association conjugale; plus perspicace parfois que la femme, il peut la détourner de certaines fréquentations dont elle ne voit pas le danger; mais il ne saurait se servir de l'autorité que la loi lui donne pour opprimer sa conscience, pour la détacher par force de sa famille, de ses père et mère, à moins qu'il n'y ait à cela de très sérieuses raisons, et que l'influence de ceux-ci s'exercât manifestement dans un sens néfaste à la bonne union des époux (1). Les tribunaux pourraient donc rappeler le mari à son devoir et à la modération. Celui-ci en effet se trouve en face d'une personne intelligente, capable de penser par elle-même, dont l'éducation morale, quoiqu'en ait dit la Cour de Chambéry (2), n'est plus à faire; il doit donc agir, et c'est d'ailleurs son intérêt, avec beaucoup de tact et de mesure. Aussi pourra-t-on voir suivant les faits de la cause, une injure grave dans ces soupçons inqualifiables du mari, injure pouvant servir de base peut-être à une instance en divorce ou en séparation de corps (3). On fait bien remarquer à ce sujet qu'il n'y

(1) Nîmes, 6 janvier 1880, S. 81, 2, 54.

(2) S. 73, 1, 217.

(3) LABBÉ, S. 77, 2, 161.

aurait pas d'injure possible puisque le mari ne fait en somme qu'user d'un droit que l'article 213 lui reconnaît implicitement (1); mais l'article 213 lui permet d'user de ce droit et non d'en abuser; il doit mesurer sa surveillance au danger que courrait son ménage s'il s'en départissait, mais on verra bien vite s'il agit par excès de vigilance ou par pure méchanceté. N'en serait-il pas ainsi au cas où le mari, bien qu'ayant le droit d'exiger que sa femme le suive partout, s'avisait méchamment de passer sa vie en voyage, ou si, fort de son tempérament robuste, il allait dans les pays à climat meurtrier avec l'espoir mal dissimulé que sa femme supportera l'épreuve moins facilement que lui ? De même ici, les tribunaux apprécieront les faits de la cause. Cela soulève encore il est vrai une objection : Si on reconnaît ce droit au Tribunal, l'acte litigieux, l'interception d'une lettre sera tantôt licite, tantôt illicite, suivant les dispositions des magistrats qui substitueront en quelque sorte leur arbitraire à l'autorité du mari, ou tout au moins supprimeront pour ainsi dire cette dernière, méconnaissant de la sorte l'article 213. Mais c'est jouer sur les mots : on ne peut dire que le Tribunal empiète sur les droits du mari, mais seulement qu'il interprète, vérifie, pèse l'arbitraire du mari, ce qui est tout autre chose, et il n'agit pas autrement dans les procès en divorce ou séparation de corps fondés sur des excès, sévices ou injures graves.

Il faut donc reconnaître que ce droit de contrôle du

(1) VOILLAUME, p. 426.

mari est utile pourvu qu'il n'en abuse pas ; mais le plus souvent son seul intérêt le rappellera à la modération. Quant à vouloir d'avance en fixer les limites, il n'y faut pas songer parce que c'est avant tout une question de fait revenant à se demander quand le droit dégénère en abus. En tous cas, et s'il a des motifs sérieux, le mari peut retenir valablement les lettres de sa femme avec cette restriction que ces lettres ne lui appartiennent pas, et que, si le mariage se dissout par exemple par le divorce, il devra les restituer. Il ne pourrait les publier ni les divulguer, mais il pourrait dans certains cas, les produire en justice.

Ces difficultés se compliquent si la femme dont la correspondance est soumise à un droit de contrôle si absolu vient à exercer une profession exigeant le secret, celle de médecin, de sage-femme ou d'avocat. Il semble assez simple de soutenir en pareil cas qu'il y a de la part du mari autorisation tacite de correspondre librement sur tout ce qui regarde la profession choisie (1), mais le difficile sera de reconnaître à première vue l'objet d'une lettre. Devant cette impossibilité matérielle, on n'a même pas la ressource de dire que le mari a renoncé indistinctement à son contrôle sur toutes les lettres de sa femme, car ce droit de surveillance fait partie de ces droits innombrables et d'ailleurs mal définis nécessaires à l'exercice de la puissance maritale, et l'article 1388 du Code civil dit formellement que les époux ne peuvent

(1) CHAUVET, p. 82. — PÉRET, n° 460.

déroger aux droits résultant de la puissance maritale sur la personne de la femme et des enfants, ou qui appartiennent au mari comme chef. Une telle convention pourrait donc résulter d'un accord secret entre les époux, mais les tribunaux ne la reconnaîtraient pas valable, et comme il est d'autre part matériellement impossible que le mari se saisisse des lettres et les fasse lire par le juge des référés, la seule solution pratique se trouve dans une saine interprétation des faits, qui sera laissée à la conscience du mari, et, en cas d'abus, aux tribunaux.

Ces questions supposent plus ou moins que le mari est parvenu à se mettre en possession des correspondances de sa femme, mais le plus souvent ce ne sera pas chose aisée, surtout s'il y a quelque désaccord entre les époux. Si donc la femme consent à remettre, avant de les ouvrir, ses lettres à son mari, tout ira bien, mais si elle résiste et si, ne pouvant écrire ou recevoir des lettres ouvertement, elle entreprend une correspondance clandestine, alors se posera une double question : celle de savoir quels sont exactement les droits du mari et notamment s'il peut se faire remettre directement par l'administration des postes les lettres de sa femme, et celle de savoir si, à défaut, il peut s'en emparer par des manœuvres indélicates ou même dolosives.

Et d'abord, le mari peut-il se faire remettre par l'administration des postes les lettres adressées à sa femme ? M. Vanier (1) propose ici la même distinction

(1) *Revue pratique*, 1866, tom. 21, *loc. cit.*

que nous lui avons vu formuler à propos de la correspondance des enfants ; pour lui, le mari aurait le droit d'abord de défendre aux postes de remettre à sa femme les lettres à elle adressées, ensuite de leur ordonner de les lui remettre à lui-même ; seulement, une fois en possession de la lettre, il ne pourrait l'ouvrir.

Nous avons étudié ce second point, nous ne retiendrons que le premier. A cette prétention, l'administration des postes répond qu'elle ne saurait tolérer dans ses services, sous peine de complications sans fin, l'intrusion des particuliers ; elle exerce un service public et est tenue au respect du secret qui va jusqu'à l'obligation pour ses agents de ne pas dévoiler le nom des destinataires des correspondances qu'ils ont entre les mains ; de plus les règlements, qui ne sont sans doute pas des lois, mais auxquels elle est tenue de se conformer, lui interdisent d'obéir à ces oppositions ; l'art. 898 de l'instruction est assez général, et l'art. 187 de l'instruction de 1856 avait une disposition spéciale décidant que « les lettres ordinaires ou chargées adressées, soit à domicile, soit poste-restante, à des femmes sous puissance de mari ne peuvent être arrêtées qu'au moyen d'une ordonnance du juge. » Donc, d'une part, l'administration reconnaît le droit de contrôle du mari dans ce qu'il a de plus absolu, mais d'autre part, pour couvrir sa propre responsabilité, elle exige une décision judiciaire, et c'est d'autant plus raisonnable qu'une ordonnance du juge des référés suffira dans les cas urgents. Au reste, puisqu'on trouve exorbitants les droits actuels du mari, il faut les res-

treindre autant qu'il est permis de le faire sans sortir de la légalité.

Ceci nous amène à dire quelques mots sur le point de savoir si le mari peut employer des moyens violents ou dolosifs pour se procurer les lettres de sa femme. La ruse pourra être réprouvée par la délicatesse, mais la loi n'a pas à intervenir à son sujet. Pour ce qui est de la violence et du dol, nous verrons à propos de l'administration de la preuve par lettres missives, ce qu'en pensent les tribunaux ; mais en ce qui concerne la possession des lettres, ainsi frauduleusement acquise, il ne semble pas qu'on puisse la ravir au mari. Ce n'est pas à dire que la fin justifie les moyens : les moyens ont été répréhensibles, et ils restent tels, mais enfin, le mari a inconstablement le droit de retenir toute lettre de sa femme ; s'il avait été présent, lors de sa remise par le facteur, et qu'il s'en fût emparé, on ne manquerait pas de lui reconnaître le droit de la garder ; pourquoi le lui dénier s'il survient immédiatement après la remise, et use de violence pour en obtenir livraison ? Si la femme, oubliant le devoir d'obéissance dont parle l'art. 213, refuse de lui remettre ses lettres, le mari n'est pas plus coupable d'avoir commis des violences que la femme n'est excusable de les avoir provoquées.

Mais si le mari commettait la violence ou le dol à l'égard d'un tiers, destinataire par exemple d'une lettre écrite par sa femme, la solution serait différente, car on ne peut porter atteinte dans un intérêt privé au principe du droit de propriété. Aussi la Cour de Cassation n'a-t-elle pas hésité à reconnaître coupable

de vol un mari qui avait soustrait à la poste une lettre écrite par sa femme (1), et la solution devrait être la même si le mari tentait de soustraire aux mains du commissionnaire une lettre écrite à sa femme ; si pour pallier sa faute, il émettait la prétention, sans la lire lui-même, de la faire lire par le juge des référés, celui-ci ne pourrait pas l'ouvrir tant que la femme refuserait de la recevoir, car cette lettre, refusée par le destinataire, reste la propriété de l'auteur qui a seul sur elle tous les droits, et ce n'est que par l'acceptation qu'elle devient propriété de la femme et sujette par conséquent aux investigations du mari.

Puisque le droit de contrôle résulte d'une part d'un devoir de protection, d'autre part d'un devoir d'obéissance, la femme ne peut surveiller la correspondance de son mari. Il y a là une choquante inégalité, mais elle est voulue par le code. Le seul point délicat est celui de savoir si la femme pourrait faire valoir devant les tribunaux, à l'appui d'une demande en divorce, une lettre soustraite à son mari,

§ III. — *Directeurs d'établissements d'aliénés*

Le droit de contrôle n'appartient pas seulement au mari sur les lettres de sa femme, au père ou au tuteur sur celles de son enfant ou de son pupille ; on l'accorde également au directeur d'un établissement d'aliénés

(1) Cassation 2 avril 1864. S. 64. 1, 428

sur celles de ses pensionnaires. Et cependant, ce n'est plus alors un parent ou un époux que l'honneur du nom et l'affection obligent à garder le secret des correspondances qu'ils surveillent; c'est un étranger qui le divulguera peut-être, par une indiscretion d'autant plus grave qu'elle portera sur la correspondance d'un fou dont la famille cherche au contraire à cacher la triste maladie. Mais les raisons en sens inverse l'emportent et de beaucoup. D'abord pour rendre inutiles les précautions de la famille, le médecin n'aurait pas besoin de divulguer les lettres de son malade, il lui suffirait de révéler son nom. De plus et surtout, le droit de contrôle du directeur se justifie par une raison de fait et par une raison de droit.

Par une raison de fait : la société est intéressée à ce que les malades dangereux pour l'ordre public soient mis dans l'impossibilité de nuire, et c'est pour cela que la loi du 30 juin 1838 exige qu'ils soient enfermés dans un établissement spécial ; le malade de son côté est plus intéressé encore à être éloigné des occasions qui peut-être ont provoqué sa folie et contribueraient à la maintenir où même à l'aggraver. Or à cet égard des relations suivies et sans contrôle avec telles ou telles personnes pourraient être d'un effet désastreux, aussi désastreux qu'une conversation avec ces mêmes personnes, et il importe que l'aliéniste qui soigne ce malade soit appelé à examiner si elles ne sont pas de nature à augmenter le trouble de son esprit. C'est pour cela qu'on lui reconnaît les pouvoirs les plus étendus ; il défend au besoin certaines visites, et s'il les tolère, il en limite soit le nombre, soit la durée ; et

l'on est bien obligé de lui accorder un droit analogue sur les lettres, qui sont des conversations écrites. Il en empêchera donc quelques-unes de parvenir au destinataire, et comme il est impossible à première vue d'en deviner l'auteur il les ouvrira toutes et retiendra celles qui nuiraient au rétablissement de l'aliéné. S'agit-il de lettres écrites par son malade ? le contrôle du médecin est encore nécessaire ; la folie est chose si étrange que parfois le fou garde assez de lucidité pour dissimuler lorsqu'il se sent observé, tandis qu'il laisse, en écrivant, libre cours à ses élucubrations ; sa lettre contient d'ailleurs dans tous les cas une des manifestations les plus claires de son état, et le médecin a le devoir de chercher à les connaître toutes. De même qu'un maître de pension surveille la correspondance de ses élèves pour aider à leur développement moral, de même le directeur d'un établissement d'aliénés surveille la correspondance de ses pensionnaires pour aider à leur guérison intellectuelle.

Cette raison de fait est renforcée par une raison de droit : l'article 29 *in fine* de la loi de 1838 oblige les directeurs des maisons d'aliénés à remettre, sans les retenir, toutes les lettres adressées aux autorités, analogie avec ce qui se passe dans les prisons. On a fini par ne plus trouver aucune preuve dans cet article parce qu'on a voulu y chercher celle de trop de choses qui effectivement ne s'y trouvent pas, on a tenté notamment d'en conclure que le directeur pourrait indéfiniment garder par devers lui toutes les lettres de ses malades, ce qui est exagéré. Mais le droit de contrôle du directeur n'en ressort pas moins

avec évidence. Le rapporteur de la loi de 1838 à la Chambre des pairs ne conservait aucun doute à ce sujet puisque, réclamant une surveillance effective des établissements d'aliénés, il montrait que sans elle il n'y aurait plus de garantie pour la liberté individuelle, parce que, d'accord avec le médecin, des intéressés peu scrupuleux pourraient à leur gré prolonger la détention de l'aliéné, dont les réclamations, disait-il, seraient inutiles, « puisque les lettres sont soumises à l'inspection de ses gardiens ». C'est confirmé encore par une ressemblance avec les dispositions de la loi anglaise, telle qu'elle ressort d'un travail présenté en 1870 par M. Bertrand à la Société de législation comparée. On distingue en Angleterre, comme chez nous, les lettres adressées aux autorités et les autres : les premières doivent être remises à leur adresse sans examen. Les autres peuvent être momentanément retenues par le directeur, mais celui-ci doit en faire mention sur la lettre même et remettre celle-ci aux commissioners of lunacy, aux visitors, ou au tuteur, à leur première visite, sous peine d'une amende pouvant s'élever à 20 livres sterling par lettre (1).

Il n'est donc pas douteux que, chez nous, les directeurs d'établissements d'aliénés aient un droit de contrôle sur les lettres de leurs pensionnaires adressées à des particuliers, mais quelle est exactement l'étendue de leur droit, et puisqu'ils ne peuvent les divulguer, les publier ou les vendre, peuvent-ils au moins les

(1) *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1870, p. 29.

conserver? Il est certain d'abord que ces lettres ne sont pas leur propriété, mais qu'elles sont la propriété du malade et doivent revenir à celui-ci à sa sortie de l'établissement. Seulement, on va peut-être un peu loin quand on apporte d'autres restrictions à leur droit. Pour certains, le directeur de l'établissement ne serait qu'un dépositaire tenu à restitution immédiate des lettres après lecture (1). Il n'est pas, en effet, chargé de l'administration des biens de l'aliéné puisque celui-ci, à défaut de tuteur, a un administrateur pour sa fortune et un mandataire pour ses procès; son rôle se borne à soigner le malade, à essayer de le guérir, et alors, dès qu'il a vu le contenu des lettres de l'aliéné, il doit s'en défaire sous peine d'abuser d'un dépôt essentiellement temporaire. C'est exagéré, et il faut faire une distinction entre les lettres écrites par des tiers à l'aliéné et celles écrites par l'aliéné à des tiers. Le médecin n'a aucun intérêt à garder les premières : il les remettra soit à l'aliéné même, s'il estime pouvoir le faire sans danger, soit à ses représentants. Quant aux secondes, on ne saurait lui refuser le droit de les retenir pendant toute la durée de la maladie de son client; elles constituent des pièces importantes qu'il consultera plus tard avec fruit pour suivre les progrès de la guérison; décider autrement serait le priver d'utiles éléments d'appréciation et cela sans utilité, puisque les représentants de l'aliéné se garderont bien de faire parvenir les lettres à leur adresse. Si même le fou sortait guéri de l'établissement, le directeur

(1) TISSIER, p. 57-58.

devrait pouvoir retenir, pour les déchirer, ses anciennes correspondances, s'il estimait à propos de ne pas raviver chez son client le souvenir de sa maladie.

Mais là se bornent ses droits, et il serait dangereux de suivre la théorie admise par la Cour de Cassation dans son arrêt du 27 décembre 1875 (1), permettant au directeur d'un établissement d'aliénés de produire les lettres de son malade, gardées par lui après guérison. « Attendu, y lit-on, que l'arrêt attaqué constate que les lettres dont il s'agit, et qui n'étaient adressées à aucun représentant de l'autorité administrative ou judiciaire, ont été écrites par... pendant qu'il était placé dans un établissement d'aliénés, et qu'elles étaient la vive et sûre manifestation du trouble mental dont il était atteint; qu'elles ne sauraient dès lors être réputées confidentielles; attendu que dans cette circonstance les directeurs de l'établissement ont pu, sans manquer à aucun devoir, retenir lesdites pièces de leur pensionnaire et les joindre à son dossier; attendu enfin qu'elles n'ont été produites en justice que dans un intérêt de légitime défense. » Cette décision se fonde donc sur ce que les lettres produites n'étaient pas confidentielles, sur ce qu'elles avaient été jointes légitimement au dossier, sur ce qu'elles étaient utiles à la défense; mais de ces trois motifs, pas un n'est bien probant. Les lettres de l'aliéné sont-elles non confidentielles parce qu'elles sont la vive et sûre manifestation du trouble mental dont il était atteint? ne faut-il pas dire au contraire qu'elles ont un caractère

(1) S. 76. 1.97.

essentiellement secret parce que l'aliéné, ayant une idée fixe y revient à chaque ligne et que cette obsession n'est généralement pas étrangère à quelque incident intime de sa vie; si elles n'avaient pas ce caractère, ne faudrait-il pas le leur supposer, de façon à empêcher une divulgation dont les avantages n'égalent jamais les inconvénients. Le fait par le directeur d'avoir joint les lettres de l'aliéné à son dossier était primitivement légitime et nécessaire; mais ce qui ne l'est plus, c'est de les avoir conservées après la sortie du malade de l'établissement. Quant à prétendre que ces lettres pourraient être produites dans l'intérêt d'une défense, ce n'est pas décisif : S'agit-il d'un procès engagé contre le directeur? Mais d'une part, quelles que soient les facilités que l'on accorde à la défense, on ne saurait faire état de preuves obtenues au moyen d'un procédé délictueux, comme c'est le cas de toute personne gardant des lettres qu'elle devrait restituer; et d'autre part le défendeur n'a pas besoin de pareilles preuves, car il est en sûreté dès qu'il prouve l'accomplissement des formalités prescrites par la loi de 1838. S'agit-il maintenant, comme c'était le cas devant la Cour de Cassation, d'un procès intenté contre les médecins qui ont signé le certificat d'entrée? Mais les médecins ne peuvent produire les lettres cédées par le directeur de l'établissement, car on ne voit pas de quel droit celui-ci, déjà coupable d'avoir indûment gardé les lettres, irait encore les communiquer à des tiers, commettant ainsi une violation flagrante de leur secret. Ces médecins devront recourir à d'autres preuves, et elles ne leur manqueront pas,

d'autant qu'ils ont pu très légitimement citer dans leur certificat quelques passages significatifs choisis dans les papiers de l'individu soumis à leur examen, comme ils pourraient citer tout autre fait de nature à fortifier leurs conclusions.

En somme, étant mises à part les lettres adressées à l'administration qui sont spécialement protégées, le droit du directeur se réduit à lire toutes les correspondances écrites par l'aliéné et toutes celles qui lui sont adressées; puis à retenir les premières jusqu'à complète guérison du malade et à remettre immédiatement les secondes à son représentant. Dans ces limites, le droit de contrôle du directeur d'établissement d'aliénés est incontestable.

§ IV. — *Syndic de faillite.*

Le syndic de faillite a, dans l'intérêt des créanciers, le droit d'ouvrir les lettres du failli. C'est ce que décide l'article 471 du Code de commerce ainsi conçu : « Les lettres adressées au failli seront remises aux syndics qui les ouvriront ; il pourra, s'il est présent, assister à leur ouverture. » Le but de cette mesure est de permettre au syndic d'abord de veiller efficacement à ce que le failli n'essaye point de détourner de la masse certaines valeurs, ensuite de réunir les éléments nécessaires à l'établissement de l'actif et du passif. Mais ce droit accordé au syndic ayant pour fondement un intérêt pécuniaire, n'est pas aussi étendu que le droit reconnu au père par exemple sur les correspondances

de son enfant ; et il est soumis à plusieurs restrictions commandées tant par l'équité que par le désir de respecter dans la mesure du possible le secret des lettres :

1^o Il est à remarquer que cette surveillance s'exerce uniquement sur les lettres adressées au failli et jamais sur les lettres écrites par lui ; évidemment celui-ci, dans ces dernières, pourra combiner des plans avec des amis pour frustrer ses créanciers, faire des offres louches ou dévoiler certaines choses que ses créanciers auraient intérêt à connaître, mais on ne peut l'en empêcher sans porter une trop forte atteinte aux principes. Si l'on a toléré pour le syndic l'ouverture des lettres adressées au failli, si même on en a fait pour lui un devoir, c'est parce qu'il a pris en mains l'administration des biens du failli et par suite qu'il a le droit de recevoir la correspondance, de la lire et au besoin d'y répondre ; mais cette même raison ne serait pas suffisante pour permettre d'enlever au failli lui-même la faculté essentiellement personnelle d'écrire sans contrôle ;

2^o Le failli peut assister à l'ouverture des lettres, ce qui est une garantie pour lui, mais les termes de l'article montrent que le syndic n'est pas obligé de l'attendre ni même de le convoquer, bien qu'en fait une convocation soit souvent utile si l'écrit appelle des explications orales (1) ; en tous cas, et c'est la seule chose précise à tirer du texte, si le failli est présent, le syndic ne pourrait lui défendre d'assister à l'ouverture de ses lettres.

(1) RENOARD, *Faillites et banqueroutes*, t. I, p. 481.

3° La loi parle des lettres adressées au failli, mais elle ne parle pas de celles adressées à sa femme et à ses enfants; celles-ci seront donc remises à leur destinataire, d'où une fraude facile pour l'intéressé qui fera envoyer au nom des personnes habitant avec lui toutes communications compromettantes; mais le principe de l'inviolabilité du secret des lettres ne permettait pas au législateur d'aller plus loin qu'il ne l'a fait (1).

4° Les lettres adressées au failli sont sans distinction remises au syndic qui en prend connaissance, mais quelques-unes seulement sont intéressantes. S'il les ouvre toutes, c'est qu'il ne peut sans cela faire un triage efficace et que les lettres adressées à un commerçant sont, jusqu'à preuve contraire, réputées commerciales, mais il devra restituer, après les avoir parcourus, les écrits personnels ne concernant pas la faillite, dans l'intérêt seul de laquelle il agit; s'il y avait discussion à propos du caractère d'une missive déterminée, la difficulté serait tranchée par le juge commissaire ou le Tribunal; mais on ne saurait permettre au failli de s'opposer préalablement à l'ouverture d'une lettre sous prétexte que l'écriture de l'adresse révèle suffisamment qu'elle n'intéresse que lui: les fraudes seraient trop faciles et les correspondances du commerçant sont réputées commerciales; les termes de la loi ne supportent aucune restriction; de plus, si le syndic ne cédait pas, il faudrait porter le litige devant le Tribunal, d'où des lenteurs et des retards continuels. En résumé, le syndic ouvre toutes

(1) TISSIER, p. 37.

les lettres du failli et garde celles qui lui sont utiles.

5° Le syndic n'a pas le droit de détruire les papiers dont il prend ainsi connaissance ; de plus, il ne les conserve que parce qu'ils facilitent la marche des opérations qu'il dirige ; s'il les détruit, il montre qu'il n'en a pas besoin ; or, s'il n'en a pas besoin, il doit les remettre au destinataire qui seul en demeure propriétaire. Pour les mêmes raisons, il n'a pas le droit de garder les lettres du failli après la cessation de ses fonctions.

6° Le pouvoir accordé au syndic est dangereux, car il permet de lire toutes les correspondances d'un tiers, même les plus confidentielles, et d'apprendre de la sorte certains secrets qui devraient rester cachés. Il lui est donc absolument interdit de les divulguer, et s'il se rendait coupable d'une pareille indiscrétion, il violerait le secret professionnel, délit prévu et puni par le Code pénal.

7° L'article 471 parle des lettres du failli ; il ne faut donc pas l'étendre à celles du liquidé judiciaire. Ce n'est pas seulement l'interprétation littérale du texte qui conduit à cette solution ; c'est aussi l'impossibilité où l'on serait de trouver un fondement quelconque à une pareille extension. Si le failli, en effet, n'a plus le droit d'ouvrir ses lettres, c'est qu'il n'a plus l'administration de ses biens, et si ce droit a passé au syndic, c'est qu'il est à son tour chargé de cette administration ; il y a corrélation absolue entre les deux idées, et tant qu'un négociant garde le droit de gérer lui-même ses affaires, il garde aussi celui de correspondre à sa guise. Or, c'est le cas du liquidé judiciaire, sauf cette

restriction, insignifiante à notre point de vue, qu'il a besoin de certaines autorisations pour faire des actes particulièrement graves. Si donc plusieurs articles du Code de commerce s'appliquent en même temps au failli et au liquidé judiciaire, l'article 471 n'est pas de ce nombre, et le liquidé judiciaire disposera valablement de ses lettres (1).

Telles sont, brièvement exposées, les limites apportées au droit du syndic sur les correspondances du failli. Comment ce droit va-t-il se concilier avec l'obligation imposée à l'Administration des postes de remettre chaque lettre à son adresse. D'une façon très simple : il suffit de dégager la responsabilité de celle-ci au moyen de la présentation d'un acte judiciaire, et les règlements prévoient minutieusement tous les détails nécessaires. Les postes doivent remettre au syndic tous les papiers envoyés au failli, soit à son domicile privé, soit à son domicile commercial, et, s'il s'agit d'une Société, tous les papiers envoyés à chacun des associés. Pour obtenir cette remise, article 696 de l'instruction générale de 1868, le syndic doit signifier le jugement qui l'a institué, ou en produire un extrait en forme. A défaut, il lui suffirait de produire un certificat légalisé montrant que le tiers dont il réclame les lettres est bien en faillite, et qu'il est lui-même syndic de cette faillite. Dès lors, toutes les correspondances lui seront envoyées, nonobstant opposition, appel ou recours en cassation contre le jugement déclaratif de faillite ; car, dès ce moment, la respon-

(1) *Journal des faillites*, 1889, p. 215.

sabilité de la poste est engagée ; elle est tenue de se conformer à sa nouvelle obligation ; même elle devrait persister à le faire malgré une clôture pour insuffisance d'actif, car un tel acte est plutôt une suspension de la faillite qu'une solution définitive, et les syndics gardent tous leurs droits comme d'ailleurs tous leurs devoirs. L'Administration des postes ne serait relevée de son obligation que si la déclaration de faillite était annulée, et s'il y avait concordat ou dissolution de l'union des créanciers ; auquel cas devrait alors lui être présenté un extrait du jugement décidant ces divers actes, ou, à défaut, un certificat légalisé constatant l'existence de ce jugement.

CHAPITRE VII

Droit de production en justice

§ I. — *Des lettres confidentielles devant les Tribunaux*

Les lettres missives sont très souvent produites en justice parce qu'elles constituent des titres ou fournissent des preuves. Les Tribunaux apprécient alors le degré de foi qu'ils doivent leur accorder; mais, en tous cas, une lettre ne vaut jamais que comme acte sous seing privé et à la condition d'avoir date certaine, conformément aux dispositions de l'article 1328 du Code civil.

A propos de cette production s'impose à nouveau avec force la distinction entre les lettres confidentielles et les lettres ordinaires, car les Tribunaux, mis en présence d'une des premières, n'auront pas toute liberté de l'admettre comme preuve. De là, la nécessité d'étudier préalablement non pas quelles lettres sont confidentielles, nous l'avons étudié plus haut, mais comment les Tribunaux se comporteront en présence d'une lettre que l'une des parties prétend confidentielle alors que l'autre lui dénie ce caractère. A ce point de vue surgissent trois questions, dont l'une surtout a prêté à maints systèmes : 1° en cas de contestation sur l'opportunité de la production d'une lettre

en justice, quelles mesures d'instruction les juges emploieront-ils ? 2° une lettre produite en justice perd-elle par là-même son caractère confidentiel ; et 3° à supposer que la production d'une lettre soit interdite, les faits qui y sont contenus deviennent-ils forcément impossibles à prouver ?

1° Comment les tribunaux apprécieront-ils le caractère d'une lettre produite devant eux ? Pour que la difficulté naisse, il faut que les parties la soulèvent ; si à l'audience il était publiquement donné lecture d'une lettre cependant très intime en présence de l'auteur et du destinataire et si ceux-ci gardaient le silence, les tribunaux ne pourraient eux-mêmes s'y opposer, car l'ordre public n'étant pas intéressé, les parties sont seules juges du point de savoir jusqu'à quand leurs correspondances doivent rester secrètes. De plus il peut arriver que, en cas de discussion sur la nature de l'écrit, sa lecture ne soit cependant pas indispensable aux juges pour leur permettre de se faire une opinion : le plus souvent en effet un débat s'engagera entre les parties, d'où ressortira nettement le caractère de la lettre ; le contenu, sinon la forme, en sera révélé, et cela, joint à la recherche et à l'examen de certaines autres circonstances, notamment l'intimité des relations des parties, suffira pour éclairer le tribunal. Hors ces cas, la question se pose, et nous l'avons déjà rencontrée à propos de la transmission héréditaire des lettres missives ; elle est presque insoluble, puisqu'elle met en conflit deux principes également certains et respectables : d'une part le principe de la publicité et de la contradiction des débats, d'autre part,

celui de l'inviolabilité du secret des correspondances. Si nous supposons en effet que sur une demande principale se greffe un débat portant sur la légitimité de la production d'une lettre missive comme preuve, ou si nous supposons un débat principal dans lequel le demandeur réclame précisément communication d'une lettre et dans lequel le défendeur la refuse sous prétexte que la lettre est confidentielle, alors : ou bien le tribunal emploiera la méthode ordinaire, permettra la lecture de l'écrit pour assurer la publicité, en ordonnera communication au demandeur pour assurer la contradiction, et on arrivera à ce résultat bizarre que la correspondance confidentielle, au secret de laquelle le défendeur tenait tellement qu'il n'a pas craint de s'engager dans les dangers d'un procès pour le faire respecter, va être communiquée à l'adversaire, et bien plus, sera connue non seulement de lui, mais de tout le public ayant assisté au débat ; ou bien le tribunal, pour éviter cet inconvénient, suivra une procédure spéciale, prendra seul connaissance de l'écrit litigieux et n'en permettra communication aux adversaires que s'il lui reconnaît un caractère non confidentiel, ce qui viole le principe de la publicité des audiences et de la contradiction des débats.

Tout moyen terme paraissant arbitraire, il faut arriver à sacrifier l'un des principes, mais lequel ? Les solutions données par les tribunaux ne s'accordent pas.

La Cour de Toulouse, dans un arrêt du 6 juillet 1880 (1), tente une conciliation : elle abandonne

1. S. 81, 2. 115.

bien à peu près le principe de la publicité en décidant que le Tribunal prendra connaissance en Chambre du Conseil des lettres missives, mais elle déclare impossible de supprimer le principe de la contradiction des débats, et c'est pourquoi elle ordonne le dépôt des lettres au greffe où les parties intéressées seront libres d'en prendre connaissance (1).

La Cour de Rennes au contraire, dans un arrêt de très peu postérieur (2), fait prévaloir le principe du secret : elle décide que les lettres seront préalablement examinées par le Tribunal hors la présence des parties, et que celui-ci décidera, après cet examen, si elles seront produites en justice. La Cour de Rennes voit dans ce système la seule mesure compatible avec la nature de l'examen auquel les juges ont besoin de se livrer ; selon elle, ces mesures ne sont pas contraires à la loi, ne causent aucun préjudice, sauvegardent les droits et les intérêts les plus respectables des parties en cause. Cette doctrine fut approuvée par la Cour de cassation qui, appelée à casser l'arrêt de la Cour de Rennes le maintint absolument. « Attendu, dit-elle, que la Cour de Rennes a pu sans violer les règles sur la liberté de la défense et la publicité des débats, ordonner, pour se former une pleine et entière conviction, que les lettres litigieuses lui seraient soumises en la Chambre du Conseil, sans communication préalable, alors que cette communi-

(1) Voir aussi LABBÉ : note sous Cassation. S. 81, 1, 193.

(2) 10 juillet 1880. S. 81, 1, 193.

cation était précisément l'objet de la contestation au fond, que les juges étant en pareil cas forcés de recourir à un mode d'instruction de nature à ne point compromettre les droits qu'ils avaient à apprécier, ne pouvaient autoriser à titre de mesure préalable, une communication qui aurait constitué par elle-même le rejet définitif d'une demande sur laquelle ils se réservaient de statuer ultérieurement ».

Et maintenant que vaut chacun de ces deux systèmes ? Le premier a pour lui l'avantage de respecter la contradiction des débats, mais il est impossible dans certains cas de l'admettre. On en comprendrait encore l'admission en cas de débat accessoire, parce que si l'adversaire n'a pas communication préalable de la lettre, il ne pourra s'opposer à sa production, puisqu'il en ignore le contenu, et parce que d'autre part si l'adversaire s'oppose sans communication préalable, c'est qu'il connaît déjà le contenu de la lettre que l'on demande à produire. Mais si le débat engagé est principal, si le demandeur réclame, par une instance spéciale, la communication d'une lettre, comment des magistrats rendraient-ils un jugement le déclarant irrecevable à lire les lettres objets du litige s'ils lui ont préalablement permis d'en prendre connaissance ?

Le second procédé est plus logique. M. Labbé ne l'approuve cependant pas : La justice, dit-il, doit être rendue en matière contentieuse publiquement et contradictoirement. La règle de la publicité peut recevoir exception dans l'intérêt des mœurs ; la règle de la contradiction entre les intéressés ne souffre pas,

il nous semble, de dérogation. D'ailleurs une si grave dérogation aux règles de la justice, un si grave précédent, a été introduit dans nos espèces pour aboutir, nous paraît-il, à un assez mince résultat : dans l'affaire dont la Cour de Toulouse a été saisie, un débat long et passionné a expliqué en gros le contenu de la correspondance. Le fonds était connu, la forme restait à sauver. Est-ce la peine de faire sortir la justice de ses voies habituelles ? » Que le résultat soit minime, c'est possible, mais que la justice sorte de ses voies habituelles, c'est plus douteux : elle n'en sort pas en ce qui concerne la publicité des débats, qui peut être écartée dans un intérêt moral. Et il n'est pas certain qu'elle en sorte davantage en ce qui concerne leur contradiction. Elle en sortirait si, admettant la production d'une pièce, elle interdisait à l'adversaire d'en prendre connaissance ; mais ici, la difficulté porte sur l'admissibilité même de cette production. L'adversaire n'est pas en cause : une partie prétend produire une lettre, l'autre lui conteste son droit, c'est donc qu'elle croit être renseignée sur le contenu de cette lettre. Et alors qu'est donc cet adversaire par rapport à la lettre ? En est-il l'auteur ? dans ce cas il la connaît bien. En est-il le destinataire ? Il la connaît aussi. Est-il un tiers ? Mais outre qu'il est assez étrange de voir un tiers se poser en défenseur de la confidence, il n'a dans tous les cas rien à perdre ; car ou le Tribunal repousse la production de la lettre, et c'est ce qu'il désirait, ou le Tribunal l'admet et il n'a pas non plus à se plaindre, car cette lettre va lui être communiquée, en vertu du principe de la contradiction des débats qui

alors, mais alors seulement, prend naissance, et qui lui permettra d'en discuter les termes. Au surplus la crainte qu'il avait de voir produire une telle lettre laisse supposer qu'il ne se sentait pas très fort de son droit.

La doctrine de la cour de cassation ne semble plus contestée par les tribunaux, elle a été encore suivie par le tribunal d'Epernay (1).

On a voulu chercher et appliquer d'autres mesures, mais il ne semble pas qu'on ait été plus heureux : un tribunal a commis un expert pour vérifier le caractère des lettres, ce qui laisse subsister toutes les objections faites à la Cour de cassation (2). M. Valéry en présente un autre : « Toutes les fois, dit-il, qu'il sera fait opposition à la production d'une lettre sous prétexte qu'elle est confidentielle, le tribunal ordonnera la remise de la pièce contestée et décidera qu'il sera délibéré sur l'incident au rapport d'un de ses membres, lequel devra se borner à indiquer les caractères de cette pièce sans en faire connaître le texte ; le jugement préparatoire, rendu à la suite de ce rapport, statuera sur l'admission ou le rejet de la lettre ; de cette façon, il n'en sera donné lecture au tribunal tout entier que si sa production est admise, et cette lecture pourra être limitée à certains passages dans le cas où il serait décidé que les autres doivent rester secrets (3). »

Là encore, la délibération du tribunal est remplacée par le rapport d'un de ses membres, mais le système

(1) 8 janvier 1891. *La loi* du 25 janvier.

(2) Bourgoïn, 31 mai 1884. G. P. 84. 2. Suppl. p. 77.

(3) VALÉRY, *Contrats par correspondance*, n° 352 et suiv.

reste le même. Il semble donc qu'il faille s'en tenir à la doctrine de la Cour de cassation qui est la plus simple et la plus pratique.

Si une lettre est partie confidentielle, partie non confidentielle, on reconnaît aux tribunaux le droit de scinder et de n'admettre la production que des passages non confidentiels, comme ils pourraient faire supprimer, dans des conclusions ou mémoires, l'insertion faite sans droit de lettres confidentielles (1). D'autre part, l'incident portant sur les lettres missives pourrait être joint au fond, pourvu que les droits des parties demeuraient réservés ; mais le plus souvent on devra examiner cette question avant toute autre, car on ne plaide avec certitude que si l'on sait sur quelles preuves on peut s'appuyer (2).

II. Une lettre produite en justice perd-elle son caractère confidentiel ? Produite une première fois dans un procès criminel, elle le perd certainement, sans qu'il soit besoin de distinguer si la production s'en est effectuée à la suite d'une saisie par autorité de justice ou, au contraire, librement, par exemple par l'avocat de la défense, sans protestation de la part de l'auteur ou du destinataire. Il n'est même pas nécessaire de prouver que le destinataire et l'auteur avaient connaissance de cette production et que, par conséquent, s'ils n'ont rien dit, c'est qu'ils n'entendaient pas se prévaloir du caractère confidentiel de la lettre, car le principal est

(1) ROUSSEAU, n° 35. TISSIER, p. 74. LEGRIS, n° 97.

(2) Cassation, 24 juillet 1862. D. 62. 4. 521.

que celle-ci ait été lue publiquement et divulguée dans le cours du procès. Les débats criminels ont un certain retentissement, les journaux les reproduisent ; si des lettres ont été présentées comme preuves, ils les rapportent dans leurs colonnes et l'on ne peut soutenir que ces lettres n'ont pas perdu leur caractère confidentiel. Evidemment les volontés de l'auteur et du destinataire sont bien à considérer, mais elles ne sont pas tout ; il faut examiner à côté d'elles les circonstances de fait, or une lettre que tout le monde connaît n'est pas une lettre confidentielle.

A plus forte raison si les intéressés ont consenti à la divulgation, et l'on invoquerait vainement dans une instance civile subséquente le soit-disant caractère secret d'une lettre ainsi publiée dans un procès criminel précédent. « La raison se refuse à admettre un pareil système, dit un arrêt de la Cour de Rouen (1) ; le secret des lettres ayant été levé par une sorte d'expropriation faite dans l'intérêt supérieur de la Société, ne saurait être rétabli au moyen d'une fiction qui n'est pas consacrée par la loi. » N'importe qui pourra donc dorénavant se prévaloir de ces lettres, à la condition d'en être possesseur légitime, comme de lettres ordinaires tombées dans le domaine public (2). Il a été décidé encore qu'un tiers peut faire valoir des lettres échangées entre deux personnes, alors que ces lettres ont été produites dans une procédure criminelle dirigée contre lui (3).

(1) 9 novembre 1893. S. 94. 2. 41.

(2) Cassation, 19 juin 1895. D. 96. 1. 20.

(3) D. 95. 2. 291.

Dès lors on ne voit pas pourquoi la production d'une correspondance en un débat civil ne ferait pas perdre à celle-ci son caractère confidentiel; peu importe que le plaideur qui veut s'en prévaloir ait été ou non partie à la première instance, car la seule chose à se demander est celle-ci : la lettre est-elle confidentielle encore? Si oui, il faut en défendre la production à tous, même à celui qui a été partie à la première instance, à moins qu'il ne l'ait alors produite avec l'autorisation de l'auteur ou du destinataire ou que, la production ayant été faite contre lui, il se retrouve dans le nouveau procès avec le même adversaire que dans le précédent. Si on admet au contraire que la lettre n'est plus secrète, il faut en permettre la production à tous, car c'est un écrit ordinaire dont peuvent faire usage tous ceux qui en ont la possession sans vice. Or, il n'y a pas de raison pour rendre à la lettre son caractère confidentiel : elle a été lue en audience publique, des discussions se sont élevées à son sujet, on en a pesé les termes, tout le monde a pu en retenir le contenu et la situation ne diffère pas de celle existant après un débat criminel. Il a été décidé par exemple que, dans une instance en séparation de corps, la femme ne pourrait faire écartier une lettre lue au procès dans une précédente audience sans son opposition (1).

Au surplus, pour qu'elle fût produite à un premier procès, il fallait, sauf exception, que la lettre fût une lettre ordinaire, et elle est en tous cas devenue telle

(1) Cassation, 28 octobre 1889, D. 90, 4, 12.

si elle a été publiquement produite. Les parties mêmes ne pourraient empêcher ce résultat et c'est en vain qu'elles déclareraient à l'audience que, bien que permettant la production de la lettre, elles entendent réserver son caractère secret : une telle volonté ne peut rien contre la force des choses. Donc toute personne ayant une pareille pièce pourra s'en servir, quitte aux tribunaux à accorder plus ou moins de créance à sa production. On reconnaît cependant que si la lettre n'est pas intégralement divulguée, elle reste confidentielle : elle pourrait donc être produite si elle n'avait été lue qu'en partie au cours d'une plaidoirie (1).

En tous cas, quel que soit le caractère d'une correspondance, la partie qui désire s'en prévaloir n'a pas le droit d'assigner un tiers détenteur à fin de production. Demolombe prétend bien que celui qui peut être appelé à témoigner d'un fait peut être obligé de montrer les écrits qu'il possède témoignant de ce fait (2); mais admettre un pareil système serait porter atteinte au principe du secret. Il serait étrange de contraindre, dans un intérêt privé, un individu à se dessaisir de papiers qu'il ne veut pas laisser divulguer; et la voie du compulsoire n'est pas davantage possible puisqu'elle n'est ouverte en principe que pour des actes reçus par des officiers publics, et existant dans des dépôts publics. Ceci a d'ailleurs été mis en lumière par un jugement récent du Tribunal civil de Tours :

(1) Cassation, 7 mars 1849, P. 51, 1, 607.

(2) DEMOLOMBE, *Traité du Mariage*, t. 2, n° 394.

« Attendu, dit-il, qu'en dehors de la procédure du compulsoire, laquelle s'applique exclusivement aux actes dressés par des officiers publics, nul n'a le droit d'exiger la communication d'une correspondance et de documents confidentiels se trouvant en la possession d'un tiers; qu'aucune loi n'autorise le tribunal à ordonner la communication de pièces sur lesquelles les demandeurs n'ont aucun droit et qu'il n'existe aucun moyen légal d'obliger un tiers à produire des documents à l'appui d'un procès qui ne le concerne pas; qu'il en est ainsi même au cas où l'action de celui qui voudrait faire usage d'une correspondance échangée entre les tiers, reposerait sur des allégations de fraude ou de dol... (1) »

III. Un fait est prouvé par une lettre, dont la production n'est pas admise par les tribunaux : toute preuve de ce fait devient-elle impossible? Ce ne serait pas équitable; et si le principe de l'inviolabilité du secret des lettres s'oppose à ce que celles-ci soient produites, les intérêts d'une bonne justice exigent des mesures pour permettre aux tribunaux de se renseigner sur le litige qui leur est soumis; rien n'empêchera donc ces derniers de se livrer à une enquête et, dans cette enquête, de citer l'auteur et le destinataire de la lettre, pour témoigner du fait qu'ils connaissent. En vain prétend-on que, ce fait ne leur étant connu que par le moyen d'une lettre confidentielle, c'est, par là même, en violer le secret par un procédé détourné.

(1) T. c. de Tours, 20 juin 1900, D. 1901, 2, 89.

La contradiction n'est qu'apparente, et de plus, on s'exposerait, sans cela, à entrer dans une voie dange-reuse, en recherchant, à l'occasion de chaque fait, la façon dont les témoins l'ont appris. Les cas dans lesquels les personnes citées peuvent refuser leur témoignage, sont déterminés par la loi, qui ne fait pas mention du nôtre. D'ailleurs, ce n'est pas en qualité d'auteurs ou de destinataires de lettres que sont pris nos témoins; on les appelle parce que l'on suppose qu'ils pourront fournir un renseignement utile, ils sont témoins de droit commun; s'ils ont quelques scrupules de conscience, la loi les efface en les obligeant, dans un intérêt supérieur, à dire ce qu'ils savent, et ceci leur enlève toute raison de se faire excuser. C'est en partant de cette idée que, dans une espèce touchant à des questions de ce genre, il a été admis par la Cour de cassation, qu'un agent de renseignements n'est pas fondé, pour échapper à une action en dommages-intérêts intentée par un commerçant contre lequel il a donné de mauvais renseignements, à se retrancher derrière le caractère confidentiel de ses lettres.

§ II. — *Procès entre l'auteur et le destinataire*

Nous avons déjà dit quelques mots des lettres-missives produites dans des débats criminels, et nous savons que cette production est licite toutes les fois que la possession de la lettre, par celui qui s'en prévaut, n'est pas due à une infraction positive contre les lois,

puisqu'il faut, en pareille matière, obéir à deux intérêts : l'intérêt public exigeant que les crimes soient dévoilés, poursuivis et punis, et l'intérêt privé de l'accusé, qui doit être laissé libre d'invoquer tous les moyens de défense possibles. Le principe du secret doit donc fléchir devant eux, et c'est pour cela qu'une lettre saisie par le juge d'instruction sera produite, malgré les revendications du destinataire. Nous arrivons à l'étude de la production des lettres dans les procès civils, en envisageant d'abord l'hypothèse d'un procès soulevé entre l'auteur et le destinataire de la lettre produite. Dans ce cas, cette production sera, le plus souvent, possible. S'il s'agit d'une lettre ordinaire, il n'y a aucune exception à cette règle ; le destinataire, propriétaire de la lettre sans restriction, est libre d'en faire l'usage convenable, de la communiquer, de la divulguer, donc, de la produire en justice et surtout contre son auteur. Le plus souvent, des contrats importants se forment par une simple correspondance qui, plus tard, en constituera la seule preuve, dont on ne pourrait raisonnablement refuser la production. Il n'est même pas absolument nécessaire que la lettre soit la propriété de celui qui la produit ; par exemple, l'employé de commerce est simplement dépositaire des notes envoyées par son patron, et cependant il peut s'en servir contre celui-ci en cas de procès, sans quoi, il se trouverait privé de tout moyen de preuve ; il en est ainsi de tous les mandataires en général (1). Quant au mandant lui-même,

(1) VANIER, *Revue pratique* 1866, p 94.

il pourra se prévaloir des lettres relatives au mandat, quelle qu'en soit la provenance, puisqu'elles sont toutes sa propriété.

S'il s'agit au contraire d'une lettre confidentielle, on est d'accord pour en restreindre autant que possible la production. C'est pour cela qu'il faut mettre de suite à part l'hypothèse où le destinataire ne produirait la lettre officielle contre son auteur que par pure malveillance, pour nuire à celui-ci, voire même pour l'intimider par cette menace de production, alors cependant que la lettre n'a aucun rapport avec le procès engagé. Lorsqu'on plaide, on plaide sur les points nécessaires au litige et on ne va pas divulguer tout ce que l'on sait au sujet de son adversaire dans le seul but de soulever contre lui la défaveur du tribunal; or, ce qu'exige le simple bon sens pour les arguments ordinaires, le principe du secret l'exige avec bien plus de force pour la production des lettres confidentielles inutiles au procès (1).

Hors ce cas, le destinataire peut-il produire les lettres confidentielles? A suivre la logique, il semblerait que non parce que le destinataire d'une pareille lettre ne doit pas la divulguer, mais doit la garder secrète s'il ne préfère la renvoyer à son auteur ou la détruire. Et cette application rigoureuse du principe a trouvé des défenseurs; voici ce que dit Denisart au mot : lettres missives : « Il n'est pas toujours permis de se servir des lettres missives dans les affaires; il est des cas où

(1) Trib. Seine, 12 novembre 1886, *La Loi* du 20 novembre.

celui à qui elles sont écrites ne peut les mettre au jour sans crime, surtout lorsqu'elles été écrites avec mystère et qu'elles renferment des confidences... La justice dans ces sortes d'occasions, a toujours ordonné que les lettres missives seraient rendues, quelque relation qu'elles puissent avoir à l'affaire. Son motif a été que le dépôt du secret ayant été violé, on ne devait y avoir aucun égard. » Mais c'est exagéré et personne ne le soutient plus parce qu'un principe doit être abandonné quand il conduit à un non-sens. Or, on y peut faire plusieurs objections : ce serait d'abord ouvrir une voie trop commode à la fraude puisqu'il suffirait à l'auteur de la lettre non pas sans doute d'insérer son engagement dans une lettre confidentielle, car les tribunaux se reconnaissent le droit de distinguer dans une même pièce les passages non confidentiels des autres pour ne retenir que les premiers, mais au moins de masquer son engagement sous la forme d'une confidence ou même d'en exiger formellement le secret ; il en résulterait alors cette conséquence étrange que le destinataire ayant en mains la seule preuve d'un engagement pris envers lui par l'auteur, ou d'une libération d'obligation envers cet auteur, n'aurait pas le moyen de la faire valoir. Au reste, une pareille chicane soulevée par l'adversaire montre à l'évidence qu'il n'a pas grande confiance en la bonté de sa cause et qu'il serait vaincu si l'on admettait la production sur la validité de laquelle il discute.

La production trouve une base solide dans ce fait qu'en prenant des engagements par lettre sur tel ou tel sujet, les parties se sont tacitement déliées de

L'obligation de garder le secret pour toutes les pièces constatant ces engagements, et se sont mutuellement autorisées à en faire état en justice en cas de contestation ; on se représente mal, en effet, un contractant s'obligeant par une lettre qu'il interdit de produire devant les tribunaux, et un destinataire acceptant de pareilles conditions, ce qui reviendrait à dire qu'ils contractent un engagement moral, dont l'exécution ne relèvera que de leur conscience.

De plus il n'y a pas violation d'un secret quand la production est faite au cours d'un procès pendant entre l'auteur et le destinataire. Ceux-ci sont confidents l'un de l'autre et s'engagent seulement à exclure tout étranger de cette confidence ; mais les choses restent en l'état lors même que la lettre est produite en justice, parce qu'elle n'est pas produite par un tiers ou contre un tiers qui devrait l'ignorer, mais bien par ou contre l'auteur, contre ou par le destinataire, qui la connaissent légitimement. Sans doute le tribunal en prendra connaissance, mais il est confident par profession de bien d'autres secrets, sans que ceux-ci en perdent pour cela leur caractère. Sans doute encore, le public assistant à l'audience en entendra peut-être la lecture, mais d'une part ce qui est secret, ce n'est généralement pas l'engagement lui-même, mais le récit des circonstances qui en ont précédé ou suivi la formation, circonstances que le tribunal tiendra aisément cachées au public ; et d'autre part, la partie qui nie le droit de production de la lettre n'a pas à se plaindre si on passe outre, car c'est elle qui a provoqué la divulgation par sa mauvaise foi, en refusant dolosivement

de remplir les engagements dont la preuve était contenue dans cette lettre confidentielle. De quelque côté qu'on se place, on voit que l'auteur et le destinataire de correspondances confidentielles sont en droit de les produire dans les procès surgissant entre eux (1).

Il faut, en outre, répéter ici ce que nous avons dit à propos des lettres ordinaires, à savoir que c'est la qualité de destinataire et non pas celle de propriétaire qui est à considérer. Par exemple, les lettres du fonctionnaire, écrites ou reçues par lui dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions sont confidentielles et appartiennent à l'Etat ; cependant le fonctionnaire pourra les produire pour sa défense devant les tribunaux. Et les autres mandataires, demandeurs ou défendeurs, produiront également, dans les procès relatifs au mandat, les lettres de leur mandant.

Tout cela est généralement admis par les tribunaux, tant pour les auteurs et destinataires que pour leurs héritiers. « L'auteur des lettres missives, lit-on dans un arrêt déjà ancien de la Cour de Cassation, ne peut, sous prétexte qu'elles sont confidentielles, s'opposer à ce qu'elles soient produites en justice par les personnes à qui il les a adressées, lorsque celles-ci les invoquent comme contenant, soit des engagements en leur faveur, soit la reconnaissance du préjudice qui leur aurait été causé et dont elles demandent réparation (2). » Un arrêt de la même Cour du 3 février 1873 (3) le confirme

(1) LAURENT, t. 3, n° 204. — AUBRY et RAU, t. 8, p. 291.
— LAROMBIÈRE, t. 6, n° 14 sur l'art. 1331.

(2) Cassation, 26 juillet 1864. S. 65. 1. 33.

(3) S. 73. 1. 313.

et étend la même solution aux héritiers des parties : « Attendu, dit-il, qu'aucune loi n'impose expressément à la Cour l'obligation de rejeter les lettres produites devant elle, et qu'il est déclaré en fait que le défendeur s'est servi desdites lettres pour les besoins de sa légitime défense, contre une demande injuste, qui mettait son honneur en échec, et qu'en les admettant comme moyen d'instruction, la Cour n'a violé aucune loi, ni commis aucun excès de pouvoir. » Et le conseiller-rapporteur faisait remarquer combien la position des plaideurs téméraires serait facile « si, lorsqu'ils soulèvent des contestations qui mettent en péril l'honneur, les relations, les sentiments les plus intimes de la famille, il était défendu à leurs adversaires de chercher la vérité dans des communications écrites qui sont l'expression la plus exacte de la pensée d'une mère, d'une sœur ou d'une épouse. » Il est vrai qu'une décision récente de la chambre des requêtes semble restreindre un peu les droits du destinataire (1). « Attendu, dit-il, que s'il est vrai en principe que des lettres missives confidentielles ne peuvent être produites par la personne à qui elles sont adressées, dans un procès suivi entre elle et l'auteur de ces lettres quand il s'oppose à cette publication, cette règle ne saurait recevoir d'application au cas où ces écrits sont apportés comme moyen de preuve de la simulation d'un acte passé entre les parties... » Mais pourquoi ne pas étendre la solution à tous les cas où le destinataire éprouverait un préjudice en ne les faisant pas valoir ? Quant à savoir si le

(1) 5 mai 1897. D. 97. 4. 385.

destinataire d'une lettre confidentielle, créancier d'un tiers créancier lui-même de l'auteur de la lettre pourrait produire cette lettre par intervention, afin d'en faire ressortir la preuve de l'obligation de l'auteur vis-à-vis de ce tiers, c'est plutôt une question de fait : d'une part le procès n'est pas engagé entre l'auteur et le destinataire, mais d'autre part, celui-ci est très intéressé à ce que le tiers demandeur triomphe, puisque lui-même est son créancier et retirera par conséquent un bénéfice. Il est donc préférable de s'en référer en pareil cas à l'interprétation des tribunaux qui statueront d'après les faits de la cause.

L'auteur lui-même a souvent intérêt à produire sa propre lettre, par exemple s'il y trouve exposée une condition du contrat, condition que nie son adversaire. Pourra-t-il contraindre le destinataire à la produire même si elle est confidentielle ? La solution se trouve probablement dans une distinction. Si l'auteur s'adressait à un tiers détenteur de la lettre, celui-ci ne serait pas obligé de la produire, tout en pouvant légitimement être appelé comme témoin. Une discussion serait encore possible s'il s'agissait d'un procès dans lequel une partie détient une pièce importante, n'émanant pas d'ailleurs de son adversaire. Mais dans le cas d'un procès entre l'auteur et le destinataire, on ne voit plus pourquoi le premier ne pourrait contraindre le deuxième à produire une lettre qu'il sait bien être dans les mains de celui-ci, puisque c'est lui-même qui la lui a envoyée ! Personne sans doute n'est tenu de se fournir des armes contre soi-même, mais cette maxime n'est pas en cause ici, parce que si la lettre est non

confidentielle, le destinataire doit la montrer, les tribunaux ayant le droit de l'obliger à donner des renseignements oraux et ne pouvant le dispenser de produire les renseignements écrits qui serviraient à les éclairer ; et parce que si la lettre est confidentielle, la production n'en est pas moins licite dans les procès entre l'auteur et le destinataire. *11. 11 22718 JN*

D'ailleurs, même si le destinataire prétendait avoir égaré les lettres, les prétentions de l'auteur ne seraient pas pour cela rejetées, et celui-ci emploierait légitimement tous les moyens de preuve pour montrer d'abord que le destinataire a effectivement reçu la lettre, ensuite quel en était le contenu ; il le ferait soit en présentant la copie qu'il a dû conserver s'il est commerçant, soit en exhibant des lettres de son adversaire en réponse à la sienne, soit en employant tout autre moyen de preuve qu'il jugera convenable et dont la force probante sera d'ailleurs laissée à la sage appréciation des tribunaux.

§ III. — *Procès où intervient un tiers.*

Ce paragraphe se divise naturellement en deux parties suivant que la lettre est produite par le destinataire contre un tiers ou par un tiers contre n'importe quel adversaire.

I. La première hypothèse offre moins de difficulté ; si la pièce dont le destinataire prétend se servir est une lettre ordinaire, ce n'est pas le principe de l'inviolabilité du secret des lettres qui est en cause, c'est simple-

ment le principe de propriété, et il suffira, pour se prévaloir de cette pièce, d'en avoir la possession légitime; or il n'y a pas de plus légitime possesseur que le propriétaire, et il n'y a de propriétaire de la lettre que son destinataire, sauf de rares exceptions. Celui-ci donc la pourra certainement produire si elle a quelque rapport avec l'affaire en litige.

La lettre à produire est-elle confidentielle ? Nous avons vu dans ce cas que le destinataire peut s'en servir contre son auteur ; mais contre un tiers, il ne le peut pas, car il violerait le secret d'une correspondance adressée à lui seul, écrite pour lui seul. Il n'a le droit de la communiquer à personne, pas même à son adversaire qui est étranger à la confidence ; tout au moins devrait-il obtenir pour cela l'autorisation de son auteur, autorisation que celui-ci donnera peut-être, soit formellement, soit tacitement, mais qu'il est libre de refuser (1). Toutefois si dans cet écrit sont contenues des énonciations telles qu'elles fassent supposer que le tiers contre lequel on le produit était complice de son auteur et s'entendait par exemple avec lui pour tromper le destinataire dans l'affaire actuellement pendante devant la justice, alors le tribunal pourrait peut-être passer outre aux réclamations de l'auteur parce que le tiers, bien que n'ayant pas écrit la lettre en est l'inspirateur, presque le coauteur, ce qui ramène à l'hypothèse précédente d'un procès entre l'auteur et le destinataire.

(1) Paris, 16 juin 1888. G. P. 88. 2. 195. LAURENT, t. 3, n° 201.

Donc en général l'autorisation de l'auteur est nécessaire ; elle peut d'ailleurs être retirée et il a été décidé que l'expéditeur d'une lettre confidentielle ayant donné le droit de s'en servir, garde la faculté de révoquer cette autorisation et d'empêcher la lecture à l'audience, sans pouvoir il est vrai se la faire restituer en l'absence du destinataire (1).

Seulement l'autorisation est tantôt expresse, tantôt tacite : elle résulte notamment du silence de l'auteur, ce qui oblige à se demander si celui-ci a ou non connaissance de la production de la lettre, question sur laquelle se greffe celle de savoir si le tiers peut s'opposer à cette production en invoquant le caractère confidentiel. Il y a quelque chose d'étrange à voir ce tiers se poser en défenseur des droits de l'auteur et veiller sur un secret au respect duquel il n'est qu'indirectement intéressé. On l'a bien compris, et, ne pouvant le faire s'appuyer sur le contrat tacite qui liait les correspondants seuls et en vertu duquel l'un livrait une confidence et l'autre s'engageait à ne pas la divulguer, on lui a permis d'invoquer la règle de morale qui défend de dévoiler le secret des lettres. C'est raisonnable, mais peu concluant ; et si, comme on l'a fait remarquer (2), il est permis de soutenir que les juges ne violeraient aucun texte en repoussant cette production puisque la loi n'a déterminé nulle part le degré de foi qui appartient aux lettres, ils ne violeraient aucun

(1) T. Nice, 25 juin 1889. G. T., 21 juillet.

(2) LAROMBIÈRE, *obligations*, sur l'art. 1331.

texte non plus en l'admettant, et le tiers ne pourrait en appeler à la Cour de cassation. Il semble en somme que la question est mal posée et devrait se ramener à cette autre : dans un procès entre un destinataire et un tiers, en présence d'une correspondance dont la production en justice est subordonnée à l'autorisation de l'auteur, est-ce au destinataire à prouver qu'il a cette autorisation ou est-ce au tiers à prouver qu'il ne l'a pas ? Ou plutôt, puisqu'il s'agit ici par hypothèse non pas d'une autorisation écrite, le destinataire n'ayant alors qu'à la joindre à la lettre, mais d'une permission tacite, le destinataire ne doit-il pas être présumé autorisé par l'auteur, et n'est-il pas plus capable que le tiers de décider si, vu les circonstances dans lesquelles elle avait été écrite, la lettre devait être considérée comme confidentielle. Le destinataire s'en sert parce qu'il en est propriétaire et si le tiers prétend qu'il n'en a pas le droit, il soulève un incident, il est demandeur à cet incident, et doit par conséquent fournir la preuve ou que l'auteur a fait opposition à cette publication, ou qu'il l'a ignorée. Si l'intérêt en cause est considérable, est-il difficile d'ailleurs d'avertir officiellement ou officieusement l'auteur de la lettre ? Si celui-ci répond par une opposition, la lettre ne sera pas produite puisqu'il est maître du secret et que l'on n'en peut disposer sans lui ; s'il ne répond pas ou répond par une autorisation, l'incident sera clos. Mais dans un cas comme dans l'autre on aura une solution certaine et on évitera de discuter indéfiniment d'abord sur le caractère confidentiel de la lettre, ensuite, ce caractère admis, sur la

volonté plus ou moins nettement exprimée par son auteur de la laisser cependant produire.

II^o Ces questions deviennent plus délicates quand une lettre est produite en justice par un plaideur qui n'en est ni l'auteur, ni le destinataire. Un tiers a-t-il le droit de faire une pareille production ? La rote de Gênes l'autorisait (1). Une doctrine diamétralement opposée, sanctionnée parfois par les tribunaux (2), ne l'autorise pas, alors même que le destinataire eût livré ces lettres au tiers qui s'en prévaut (3), mais c'est manifestement exagéré, car si la lettre n'est pas confidentielle, il n'y a pas de raison pour refuser au destinataire la faculté de transmettre un droit qu'il pourrait exercer lui-même. C'est sans doute pour cela qu'un arrêt isolé excepte les lettres commerciales, mais même avec cette restriction, le système n'est pas pratique (4). Aussi préfère-t-on généralement distinguer les lettres ordinaires et les lettres confidentielles, les droits de production étant naturellement plus restreints sur ces dernières. C'est la distinction déjà vue dans le précédent paragraphe que nous suivrons encore, en y ajoutant quelques règles concernant à la fois les lettres confidentielles et non confidentielles, ou s'appliquant à des lettres missives à caractère douteux, ou nécessitées par des hypothèses spéciales.

1^o Quels sont les droits de production des tiers sur

(1) MASSÉ n° 2464, ROUSSEAU n° 38.

(2) Rome 4 décembre 1810. S. C. N. t. III, 2. 365.

(3) Agen, 20 décembre 1810 A sa date dans la collect. chron. du J. du Palais.

(4) Cassation, 24 juillet 1821, à sa date, S. chr.

les lettres missives ordinaires ? Le tiers pourra certainement s'en servir avec le consentement de leur destinataire, et ce consentement devra se présumer facilement : la question de publicité n'est plus en cause et il devient inutile de distinguer droit de propriété et droit de production en justice ; l'un entraîne l'autre, et c'est pourquoi il a été décidé avec beaucoup de raison par la Cour de Cassation que « lorsqu'une partie détient légitimement des lettres adressées à un tiers mais sans caractère confidentiel, elle peut les produire en justice et les opposer à leur auteur ; qu'ainsi l'enfant naturel, détenteur légitime de lettres d'ailleurs non confidentielles écrites par sa prétendue mère, peut produire ces lettres pour s'en faire un commencement de preuve par écrit à l'appui de son action en recherche de maternité » (1). La Cour de Paris a eu à faire une application intéressante de ce principe dans le cas où l'agent d'une compagnie d'assurances, chargé par une lettre de son chef de s'entendre avec son client pour rechercher une solution amiable, remettait cette lettre à l'assuré. La Cour n'a pas hésité à reconnaître à ce dernier, détenteur de la lettre par remise spontanée du destinataire, le droit de s'en prévaloir en justice (2). Le destinataire aurait en effet le droit de produire cette lettre, et comme ici le droit de publication est intimement lié au droit de propriété, il en résulte qu'en cédant le second, il cède par là même le premier. Bien entendu, si le destinataire refusait absolu-

(1) S. 81. 4. 248.

(2) Paris, 2 décembre 1898. D. 1900. 2. 299.

ment son consentement, le tiers ne pourrait passer outre et se servir de la lettre qu'il détient, en la proposant par exemple comme pièce de comparaison dans une vérification d'écritures, mais encore faudrait-il que le destinataire eût fait ses réserves au moment même où il donnait les lettres, sinon il y a eu donation parfaite du droit de propriété, donation parfaite du droit de production en justice, et le donateur ne devrait pas être admis à retirer après coup arbitrairement le bénéfice de l'une de ces donations. Cette réserve du droit de production en justice, faite lors de la donation, sera valable : l'auteur de la lettre en a donné la pleine propriété au destinataire, et de cette lettre ordinaire, qu'il pourrait déchirer, ce dernier est libre de faire une lettre confidentielle en la transférant à un tiers sous la condition de n'en pas divulguer le contenu ; ce tiers dès lors est dans la même situation que le destinataire d'une missive secrète, c'est-à-dire qu'il ne peut pas s'en prévaloir devant les tribunaux sans l'assentiment de son donateur. Ce cas sera relativement rare, et le plus souvent le plaideur ayant la possession d'une lettre ordinaire devra être regardé comme muni du consentement du destinataire, d'autant que la production en justice sera généralement la seule utilité d'une pareille lettre.

Peu importerait d'ailleurs qu'il tint la correspondance du destinataire lui-même ou d'un autre tiers à qui le destinataire l'aurait remise sans restriction ; ce dernier, en transmettant cette pièce a transmis tous les droits sur elle, son cessionnaire est libre de faire de même après lui, et les cessions successives forme-

ront comme une chaîne ininterrompue, à moins que l'une d'elles ne soit entachée d'un vice; bien entendu les droits des héritiers sont les mêmes que ceux de leur auteur, ils pourront à leur tour soit se prévaloir de la lettre en justice, soit en opérer la cession. En résumé, le détenteur de la lettre en est maître absolu et peut en user à sa guise si sa possession est légitime et s'il a le consentement du destinataire ou du cessionnaire de celui-ci. Ce consentement n'a pas besoin d'être exprès et résultera d'une foule de faits qu'apprécieront les tribunaux, par exemple du fait, par le destinataire appelé en garantie, de verser la correspondance au débat (1); plus souvent même il dérivera de ce que le destinataire a remis volontairement et sans réserve cette correspondance au tiers qui veut s'en prévaloir. Et on a été plus loin encore; non seulement on a dispensé le tiers de prouver le consentement du cédant, que l'on présume (2), mais encore il a été décidé que le destinataire ne pourrait s'opposer à la production en justice par un tiers d'une lettre qu'il lui aurait remise depuis très longtemps sans l'avoir jamais réclamée depuis (3). On voit en effet dans son long silence une présomption que le destinataire avait fait sans réserve abandon de ses droits, abandon sur lequel il n'est plus temps pour lui de revenir.

Il est une hypothèse où l'on n'aura pas à rechercher l'existence du consentement du destinataire, c'est celle où les lettres ont été écrites soit dans l'intérêt du

(1) Bordeaux, 9 avril 1869. D. 70. 2. 222.

(2) *Contra*, AUBRY et RAU, t. 8, p. 290.

(3) T. Seine, 9 janvier, 1882, G. d. T., 10 janvier.

tiers, soit pour lui être communiquées (1), par exemple dans le cas de recherche de maternité si des lettres de la mère prétendue ont été envoyées à diverses personnes dans l'intérêt du réclamant qui cependant n'en est pas le destinataire (2). Il semble bon cependant d'établir une différence entre les deux hypothèses : si les lettres sont faites dans l'intérêt du tiers, le consentement du destinataire sera présumable, mais on ne pourrait passer outre à une opposition formelle; tandis que si la lettre devait être communiquée au tiers, celui-ci la produira nonobstant toute opposition, puisque telle était la volonté de l'auteur, volonté qui l'emporte sur toute autre; bien plus, comme, dans cette seconde hypothèse, le tiers n'est pas autre chose en somme qu'un second destinataire, il s'en prévaudra même s'il en a obtenu la possession par des moyens indéliçats puisqu'il n'a fait que se procurer ce qui devait légitimement lui revenir. Pour les mêmes raisons, il faudrait admettre une partie à produire des lettres qui ne lui sont pas adressées, mais qui se rattachent entièrement à d'autres lettres sur le même objet qui, elles, étaient écrites pour lui. Par exemple l'enfant naturel en instance pour recherche de maternité devra être autorisé à joindre aux lettres que sa mère prétendue lui a envoyées d'autres lettres écrites par elle à des tiers et dont il a la possession légitime (3). Et les juges, devant l'opposition d'un desti-

(1) T. Seine, 9 février 1882, G. P. 82. 1.350.

(2) Cassation, 3 juillet 1850. S. 50. 1.705.

(3) Cassation, 20 juillet 1880. P. 81. 1.604.

nataire qui d'ailleurs ne prouve pas la violation d'un engagement, rechercheront si la correspondance litigieuse ne serait pas par hasard commune à ce destinataire et au tiers (3). Bref les tribunaux auront un large pouvoir d'appréciation et s'inspireront surtout de ce qu'ils ont à faire respecter non plus le secret, mais la propriété de la lettre.

2° La lettre renferme des énonciations telles, qu'elle ne doit pas être divulguée; quels vont être les droits du tiers sur une pareille missive? Il faut préalablement remarquer que vis-à-vis des tiers une lettre n'est pas forcément confidentielle par le fait seul que l'auteur a voulu lui donner ce caractère ou même a inséré cette condition; malgré cette disposition, il pourra arriver que la lettre soit intéressante pour un tiers et qu'elle lui appartienne par suite de certaines circonstances, par exemple de ce fait que les correspondants sont l'un et l'autre mandataires du tiers et que le contenu de la lettre se rapporte à leur mandat. Il a été décidé notamment que dans le cas où une lettre écrite par le sous-directeur d'une société à son directeur renfermait la phrase suivante: Tout ceci bien confidentiellement pour vous, il importe que personne autre ne se doute des pertes subies par nos clients, — une telle lettre pouvait bien être confidentielle pour le public, mais ne l'était certainement pas pour les sociétaires qui avaient parfaitement le droit de la produire en justice puisqu'elle était échangée entre deux employés

(3) Cassation, 19 juillet 1843. P. 44. 1.442.

de la société et relative aux affaires de la société (1).

Dans le même ordre d'idées, un tiers devra être admis à se prévaloir des lettres que son adversaire, qui en est le destinataire, a lui-même produites. Sans doute on a pu auparavant discuter devant le Tribunal la question de savoir si le destinataire avait le droit de la produire puisqu'elle était confidentielle; mais si pour une raison quelconque, le Tribunal a cru devoir l'admettre, s'il n'a pas découvert en elle un caractère suffisamment secret ou si le tiers n'a pas voulu se prévaloir de l'exception d'inviolabilité, alors il faut reconnaître à ce tiers le droit de citer des passages de la lettre produite. Une fois admise devant le Tribunal, elle devient pièce de procédure, soumise à l'appréciation des deux parties qui y puiseront l'une et l'autre les arguments nécessaires à l'appui de leurs prétentions ou de leur défense: « Bien qu'en la produisant, dit Despeisses, une partie ait déclaré qu'elle ne la produisait qu'autant qu'elle lui servait, néanmoins, la partie adverse peut s'en aider, s'il y a quelque chose qui lui serve, en sorte qu'elle n'est pas recevable à la retirer après l'avoir produite; car dès que la pièce est produite, elle est faite commune à toutes les parties (2) ».

Il faut en outre mettre à part le cas où une lettre, confidentielle cette fois, a été écrite dans l'intérêt d'un tiers ou pour lui être communiquée: ceci en effet n'empêche pas la lettre de garder son caractère secret, seu-

(1) Limoges, 13 juin 1889, G. P. 89, 2, 708.

(2) DESPEISSES, t. II, p. 529.

lement trois personnes sont dans la confiance et parmi ces trois personnes il y a le tiers, si toutefois on peut lui laisser ce nom, puisqu'il a plutôt la qualité de second destinataire. Dans ces conditions, nous sommes plutôt dans le cas déjà étudié où la lettre est produite par le destinataire.

Quels sont maintenant les obstacles qui peuvent s'opposer en général à la production de la lettre confidentielle par un tiers. Il y a d'abord l'opposition du destinataire : celui-ci est par hypothèse resté seul propriétaire, le tiers ne peut s'en prévaloir sans son consentement. Evidemment, le tiers a la lettre en sa possession puisqu'il demande à la produire, mais une telle possession ne saurait conduire à l'usucapion instantanée de l'article 2279 du Code civil, puisqu'elle est de mauvaise foi et qu'en face du caractère confidentiel évident, le tiers savait qu'il n'avait aucun droit sur elle. Il reste au tiers la ressource de dire que le destinataire lui a donné cette lettre qu'il prétend produire, mais alors ou bien le destinataire a fait cette donation sous la condition du secret, ce qui d'ailleurs est déjà une faute de sa part, ou bien il a fait cette donation sans restriction, mais dans ce cas il a outrepassé son droit et le tiers ne peut se faire aucune illusion, sachant bien que lui, donataire, n'a pas sur la chose donnée plus de droit que le donateur, lequel ne pouvait produire la lettre en justice sans l'assentiment de l'auteur.

Et ceci nous amène au second obstacle qui gêne ce tiers dans son dessein ; c'est que l'auteur est resté le seul maître de son secret, il peut invoquer le principe

de l'inviolabilité du secret des lettres et de l'obligation dans laquelle se trouvait le destinataire de ne pas divulguer l'écrit, et à plus forte raison de n'en pas permettre à d'autres la divulgation. Le seul moyen pour le tiers de surmonter ces empêchements, c'est d'obtenir le double consentement de l'auteur et du destinataire (1), qui sans cela seraient en droit de s'opposer à la production, l'un en vertu de son droit de confident, l'autre en vertu de son droit de propriétaire (2). Et de ce que chacun a un motif spécial d'opposition, il résulte que le consentement d'un seul d'entre eux ne suffirait pas. Il est cependant un cas où la question paraît plus douteuse, c'est celui où le tiers s'en prévaut contre l'auteur même de la lettre, et où cette lettre contient la preuve de faits de dol ou de fraude commis contre lui. On peut, en effet, assimiler ce cas à celui d'une lettre injurieuse communiquée par celui qui l'a reçue ; et puisqu'une partie est recevable à produire une correspondance ordinaire de son adversaire communiquée sans fraude par le destinataire (3), ne pourrait-on pas dire que toute lettre contenant une fraude doit être regardée comme non confidentielle ; ou mieux, rappeler le vieil adage : *fraus omnia corrumpit* ? Supposons qu'une personne pressentie par lettre sur le point de savoir si elle consentirait à s'unir avec l'auteur de la lettre pour nuire à un tiers, refuse la proposition et communique la

(1) Besançon, 27 mars 1889. D. 89, 1, 64.

(2) Caen, 5 mai 1858. D. 58, 1, 209. — Rennes, 7 mars 1887. G. P. 87, 1, 193. — Paris, 10 juin 1888. G. P. 88, 2, 195.

(3) Paris, 2 décembre 1898. D. 1900, 2, 299.

lettre au tiers pour le mettre sur ses gardes. Dans ce cas, dit M. Valéry (1), s'il fallait admettre que, les missives étant en principe confidentielles et secrètes, leur destinataire ne peut s'en servir que pour la protection de ses droits, une semblable démarche devrait être jugée illicite, et les tribunaux seraient tenus de défendre au tiers en instance pour obtenir des mesures propres à empêcher ou à réprimer les actes dolosifs concertés à son encontre, la faculté de produire la correspondance d'où ressort la preuve de ces machinations. » Il faut ici distinguer deux choses : il y a d'abord la divulgation par le destinataire au tiers ; or, ou l'acte dont il s'agit est vraiment un délit contre le tiers, et celui-ci est trop intéressé pour n'avoir pas droit à la connaissance de la lettre, d'autant qu'empêcher au destinataire de la lui communiquer serait le faire le complice involontaire d'un délit ; ou l'acte dont il s'agit n'est pas illicite, c'est par exemple une de ces manœuvres permises pour s'attacher la clientèle d'une maison de commerce concurrente, alors il y a bien violation d'un secret pouvant entraîner des dommages-intérêts. Et puis il y a la production en justice par ce tiers : cette production va-t-elle être permise pour les motifs indiqués plus haut ? Si la rigueur des principes le défend, la raison l'autorise, et c'est en se plaçant au point de vue de l'équité que La Cour de Riom (2) a pu émettre le considérant suivant : « Si le secret des lettres est un principe que la justice ne peut mécon-

(1) Dans une note sous Limoges, 12 février 1894. S. 95, 2, 537.

(2) Dans un arrêt du 5 janvier 1849. S. 49, 2, 461.

naître et qui importe autant à la morale publique qu'à la sûreté des relations privées, le principe fléchit néanmoins devant l'intérêt social, puisqu'en matière criminelle le juge a en même temps le droit de saisir une correspondance suspecte, soit au domicile du prévenu, soit au domicile des tiers ; par une analogie que la nature des choses autorise, le juge civil, dans le cas de dol et de fraude qui font exception à toutes les règles restrictives de la preuve, reste néanmoins armé pour la découverte de la vérité, de moyens d'investigations exceptionnels. »

Tel n'est pas cependant l'avis de M. Vanier : « On a soutenu parfois, dit-il, que la fraude faisant exception à toutes les règles, le principe du secret des lettres ne pouvait être invoqué toutes les fois que le principe d'une action était fondé sur le dol ou sur la fraude. Cette exception n'a pas été admise, elle eût conduit trop loin. Le caractère de la confidence est indélébile : une fois reconnu par le juge, il s'oppose absolument à toute lecture. Il est impossible de rattacher juridiquement une confidence à une fraude ourdie contre celui qui la reçoit. » Tel n'est pas non plus l'avis de la Cour de cassation qui, se séparant d'un arrêt précédent, lequel n'exigeait que le consentement du destinataire (1), a formulé très nettement la nouvelle règle admise par elle. « Il est de principe, dit-elle, que les lettres adressées à un tiers sont réputées confidentielles ; dès lors, nul n'a le droit de s'en prévaloir devant la justice en en divulguant le secret ; si le principe a dû fléchir en

(1) Cassation, 3 juillet 1850. S. 50. 1. 705. .

matière criminelle, cette exception ne saurait être étendue à de simples débats d'intérêt privé, même lorsque l'action repose sur des allégations de dol ou de fraude (1). » D'où résulte cette conséquence qu'une lettre confidentielle ne peut, contre la volonté de son auteur, servir de base à une action contre ce dernier. Et si l'on donne une pareille solution pour le cas où la lettre contiendrait la preuve de manœuvres illicites contre le tiers, à plus forte raison faudra-t-il l'admettre si la lettre ne renferme contre lui que de mauvais renseignements susceptibles tout au plus de provoquer une demande en justice s'ils étaient faux et donnés dans l'intention de nuire. Aussi ces lettres de renseignements ont-elles un caractère essentiellement confidentiel ; en aucun cas, elles ne pourront être communiquées à des tiers, et si elles le sont, en aucun cas elles ne pourront être produites par celui-ci devant les tribunaux : ou bien les renseignements donnés sont exacts et alors le tiers visé aurait mauvaise grâce à se plaindre, car le destinataire avait le droit absolu, avant de traiter avec lui, d'être exactement renseigné sur son compte ; ou bien l'auteur de la lettre a dit ce qu'il croyait être vrai, sans malveillance, peut-être même comme représentant de l'autorité, comme maire, et on ne saurait lui en faire un grief (2), ou bien il a donné des renseignements volontairement erronés ; alors il a pu causer au destinataire de la lettre un certain préjudice dont il lui devra réparation et pour la preuve duquel la

(1) Cassation, 5 mai 1858. S. 58. 1. 535.

(2) Orléans, 5 août 1892. D. 93. 2. 558.

lettre, toute confidentielle qu'elle soit, pourra être produite ; mais en ce qui concerne le tiers, celui-ci, bien que victime de la mauvaise foi de l'auteur, ne pourra, sans la permission de ce dernier, intenter contre lui une action en dommages-intérêts (1). L'auteur de la lettre reste en effet le seul maître du secret et le destinataire de la lettre ne pourrait la communiquer à personne, à plus forte raison en permettre la production en justice. Au surplus, les agences spéciales qui existent actuellement ont bien soin de signaler dans leurs carnets de bulletins que les renseignements donnés par elles sont confidentiels, et que le secret absolu gardé par le client est une condition essentielle du contrat. On voit que d'après les principes admis devant les tribunaux, c'est même là une précaution inutile.

Il faut donc le double consentement de l'auteur et du destinataire ; mais si le tiers qui est en possession de la lettre confidentielle la produit contre un autre tiers, il arrivera fréquemment que ni l'auteur ni le destinataire de la lettre ne seront avertis et ne pourront faire opposition ; devra-t-on supposer qu'ils autorisent par leur silence, la production ? Nous avons déjà vu une difficulté semblable dans l'hypothèse d'un litige élevé avec le destinataire de la lettre, mais ici, la question est plus grave, et les solutions à donner pourront n'être pas les mêmes, car, tandis que le destinataire, légitime possesseur de la lettre, peut facilement être supposé avoir l'autorisation nécessaire, il n'en va pas de même d'un tiers : on peut douter alors de la

(1) Nancy, 14 mai 1890. D. 91. 2. 266.

légitimité de la possession et, d'autre part, si la lettre a été donnée par celui à qui elle était adressée, celui-ci n'avait pas le droit d'en autoriser la divulgation, sous quelque forme que ce soit. Aussi, la partie contre laquelle est invoquée la missive confidentielle pourrait-elle soulever l'exception du secret, même en appel, pourvu qu'en première instance on n'en ait discuté le mérite que d'une manière subsidiaire (1). Les juges auraient alors le droit de ne pas tenir compte de cette pièce, puisqu'ils sont maîtres d'apprécier les preuves présentées devant eux, tout comme, d'ailleurs, ils auraient le droit de l'admettre, car, comme dit Merlin, le principe du secret des lettres n'est écrit dans aucune loi, et c'est assez pour que les tribunaux puissent s'en écarter sans donner prise à la cassation, l'exception n'étant pas d'ordre public, ils ont, en somme, un large pouvoir d'appréciation, et il a été décidé par eux qu'il n'y a pas à rejeter d'un débat, comme confidentielle, une lettre remise par le destinataire à celui qui la produit en justice, bien que l'enveloppe porte la mention : personnelle, si le texte ne formule aucune réserve impliquant, pour le destinataire l'obligation spéciale du secret, alors surtout que cette règle est relative à une opération commerciale proposée au destinataire, qui en a informé celui qui produit la lettre, en lui en analysant le contenu (2). En tous cas, ce serait aller trop loin que d'obliger les magistrats à écarter une lettre comme secrète, si le

(1) Cassation, 5 mai 1858. S. 58. 1. 535.

(2) Paris, 49 novembre 1900. *La Loi*, 48 mars 1901.

tiers contre qui on la produit ne soulève aucune objection; pourquoi, en effet, exigeraient-ils la preuve du double consentement de l'auteur et du destinataire quand le principal intéressé ne se plaint pas et s'apprête, au contraire, à discuter les termes de la pièce dirigée contre lui. Ils le pourraient, mais ils n'y sont pas tenus, et les parties sont en droit de renoncer à l'exception tirée du principe de l'inviolabilité du secret des lettres-missives (1).

De cette idée, il résulte une autre conséquence, c'est que l'exception de confidentialité ne peut plus être soulevée en appel si les lettres ont été lues en première instance, si les parties en ont discuté les termes, bref, si on les a considérées comme pièces du procès; elles gardent alors cette qualité. Et en cassation, l'exception ne pourra non plus être invoquée si la décision attaquée n'a accueilli la lettre que comme preuve surabondante, et s'il est évident qu'elle eût été identique en l'absence de cette preuve (2). Le pourvoi resterait seulement possible si le tribunal avait passé outre à l'opposition formelle de l'auteur et du destinataire, car il y aurait alors violation, non seulement du droit au secret, mais aussi du droit de propriété.

3° Il reste à dire quelques mots sur les lettres parvenues aux mains de celui qui s'en prévaut, par l'effet d'une fraude, d'un dol ou d'un hasard, que ces lettres soient ou non confidentielles; sur les lettres anonymes, sur les lettres injurieuses.

(1) Toulouse, 4 mai 1864. D. 64. 2. 151.

(2) Cassation, 13 novembre 1876. P. 78. 510.

« S'il est un principe de droit ou de morale qui soit universellement accepté, disait Odilon Barrot, c'est que les sources où la justice puise ses éléments de conviction doivent être pures, c'est qu'elle ne pourrait et ne voudrait jamais baser ses décisions sur une preuve qui ne lui serait fournie qu'à l'aide de la perpétration d'un délit. » C'est en s'inspirant d'une telle idée que l'on défend à celui qui s'est emparé d'une lettre, par des moyens même simplement indécents, dont les tribunaux apprécient la gravité, de la produire en justice, parce qu'il n'en a pas la propriété, l'article 2279 étant inapplicable par suite de l'illégitimité de la possession. Voici une lettre que le possesseur actuel a volé au destinataire ou qu'il a reçue d'un individu qui l'avait lui-même détournée. Si le destinataire volé apprend que son voleur ou l'ayant-cause de son voleur émet la prétention de la divulguer, il va la revendiquer immédiatement, empêchant ainsi le tiers de s'en servir. Lors donc que le destinataire de la lettre n'est pas averti, mais que la possession apparaît cependant viciée aux yeux du Tribunal, celui-ci se rendrait en quelque sorte complice s'il en admettait la production devant lui. Si toutefois le destinataire discute les termes d'une lettre obtenue frauduleusement à son préjudice, elle sera maintenue au débat parce que le destinataire, en acceptant le fait accompli, efface pour ainsi dire le vice de la possession du tiers : il y a comme une donation actuelle de la lettre avec droit de la produire en justice (1). Bien entendu si le

(1) T. Bordeaux, 5 mars 1890. G. P. 90, 1, 501.

tiers produisait cette lettre contre un autre que le destinataire, elle devrait être écartée du débat dès que les juges en connaîtraient la provenance vicieuse ou dès que le vrai propriétaire la réclamerait, cela alors même [que l'adversaire s'opposerait à ce retrait de pièces, parce que ce dernier, n'ayant jamais eu aucun droit sur la lettre, ne pourrait en donner aux autres. Ces principes étaient déjà admis dans notre ancien droit : « La justice, disait un arrêt du Parlement de Paris du 31 décembre 1583, ne doit avoir aucun égard aux lettres écrites à un tiers, lorsque c'est sans son aveu et par de mauvaises voies qu'elles sont tombées entre les mains de celui qui s'en prévaut (1). » La jurisprudence moderne ne fait que confirmer ces paroles : un arrêt de la Cour de cassation (2), défend de faire état en matière disciplinaire d'une lettre d'un avocat à son client contenant des phrases un peu vives contre un magistrat, et parvenue à celui-ci par le fait d'un notaire qui l'avait détournée des papiers trouvés dans la succession du destinataire.

Des solutions analogues devraient être données pour le cas où une correspondance, par suite d'erreur de la poste, aurait été remise à un autre que le destinataire, et pour celui où un tiers prétendrait l'avoir trouvée par hasard (3). Ici on ne s'appuie pas sur la fraude, car le hasard a tout fait et de plus, il n'y a pas de texte formel interdisant aux juges de faire état de lettres parvenues sans fraude à un tiers. Ce dernier est pres-

(1) MERLIN, rep. V^o lettres, n^o 6, — TISSIER, p. 76.

(2) 11 mai 1887. S. 87, 1, 264.

(3) Conseil d'Etat, 22 fév. 1884. S. 85, 3, 79.

que excusable d'agir comme il le fait. Cependant il y a pour l'individu qui reçoit ou trouve une lettre adressée à un autre, l'obligation au moins morale d'en rechercher le véritable destinataire ou de la remettre à la poste ; si sa conscience ne l'empêche pas de la garder, au moins qu'il ne la produise pas en justice. Celui qui a été par hasard témoin d'une confidence peut, il est vrai, se voir appelé à la révéler en justice ; de même, dit-on, notre tiers pourrait être obligé de produire en justice la lettre trouvée, ce qui entraîne le droit d'usage en sa faveur. Mais serait-il obligé de la produire ou simplement d'en résumer le contenu, et cela lui donne-t-il le droit de s'en servir dans un intérêt personnel ? Quoi qu'il en soit, les tribunaux sont à peu près fixés, et n'hésitent pas à écarter des débats les lettres ainsi obtenues, si l'auteur et le destinataire s'opposent à cette production, alors même qu'elles contiendraient la preuve d'une fraude commise par l'expéditeur contre le tiers qui prétend la produire (1).

Les lettres anonymes ne sauraient être protégées par le principe de l'inviolabilité puisqu'en ne signant pas sa lettre, l'auteur a fait preuve d'une hypocrisie qui s'accorde mal avec la confiance réciproque des parties sur laquelle se fonde le secret ; d'ailleurs, l'auteur d'une lettre anonyme n'ayant pas l'intention de se faire connaître, il en résulterait, si son autorisation était nécessaire, que jamais pareille lettre ne pourrait être produite en justice ; or, il est équitable

(1) Rennes, 26 juin 1874, S. 75, 2, 34.

de permettre cette production soit au destinataire, soit à un tiers même sur lequel la lettre contiendrait des insinuations malveillantes, notamment pour rechercher par la procédure de vérification d'écritures quel est son auteur, afin de lui demander des dommages-intérêts. En possession de la lettre anonyme, l'intéressé pourra la produire contre celui à qui il l'attribue (1). Mais il faut naturellement que le destinataire de la lettre la lui ait remise sans faire de réserve. Et dans le cas spécial où le destinataire revendique une lettre anonyme en possession d'une partie qui prétend s'en prévaloir, le Tribunal civil de Lyon a reconnu « que lorsque le destinataire, seul propriétaire de la lettre anonyme, s'oppose à sa production en justice, c'est au tiers détenteur de cette lettre à démontrer, à défaut d'autorisation formelle, que sa possession n'est le résultat ni d'une soustraction, ni d'un abus de confiance, et que les conditions dans lesquelles elle se présente ne permettent pas de conserver le moindre doute sur la réalité du consentement du destinataire (2) ».

Quant aux lettres injurieuses, il n'est pas douteux qu'entre l'auteur et le destinataire injurié, elles ne puissent donner ouverture soit à une action pour injures non publiques, soit même à une demande de dommages-intérêts pour la souffrance morale injustement causée (3). Il arrive que les injures concernent non pas le destinataire de la lettre, mais un tiers auquel ce dernier la remet, en usant, d'ailleurs, d'un

(1) Caen, 18 janvier 1860, S., 60, 2, 625.

(2) T. civ. de Lyon, 29 octobre 1901, G. P., 17 décembre 1901.

(3) T. Genève, 25 janvier 1895, S., 95, 4, 16.

droit évident, car, d'une part, il ne peut attaquer l'auteur, n'y ayant pas d'intérêt, et d'autre part, il ne peut laisser l'offense impunie, ce qui serait pour ainsi dire s'y associer. Quel est alors le droit du tiers en présence d'une lettre vraiment injurieuse pour lui, et en mettant à part le cas où il ne s'agirait que d'impressions défavorables écrites sans intention mauvaise. On est assez tenté de dire que les lettres injurieuses ne doivent pas être placées sous la protection du principe de l'inviolabilité, car il serait étrange de déclarer irresponsable un insulteur indélicat; de plus, au cas où une enquête serait ordonnée, le contenu de la lettre devrait être révélé dans ses grandes lignes par le destinataire puisque cette lettre est le corps même du délit, et que le destinataire, par un refus, en rendrait la preuve impossible (1).

Mais un arrêt de la Cour d'Orléans, du 29 juillet 1896 (2), déclare que les lettres injurieuses sont protégées contre toute révélation par leur caractère confidentiel; qu'il n'en est autrement que lorsque ces lettres injurieuses pour le destinataire ou pour des tiers n'ont été déguisées sous le voile du secret que pour être en réalité communiquées. Et, alors, si on regarde avec cet arrêt de pareilles lettres comme étant confidentielles, il faudra conclure nécessairement que la remise volontaire de ces lettres par leur destinataire au tiers avec permission de s'en servir en justice ne suffirait même pas et qu'il y faudrait ajouter l'autorisation de

(1) Trib. commerce d'Anvers, 18 juillet 1891, S., 92, 4, 12. PÉRET, n° 90.

(2) S., 96, 2, 248.

l'auteur, impossible à obtenir. En droit, cela s'accorde assez bien avec la thèse actuellement admise par les Tribunaux qui veut qu'un tiers ne puisse produire en justice sans l'assentiment de son auteur une lettre même renfermant la preuve des faits illicites commis à son préjudice ; mais en équité, c'est peut-être pousser un peu loin le respect dû au secret des lettres missives.

§ IV. — *Procès entre époux*

Dans les procès entre époux se présente souvent une première difficulté qui est semblable par certains côtés à d'autres que nous avons rencontrées plus haut, notamment au chapitre de la transmission héréditaire des lettres missives, mais dont il faut spécialement parler ici. On sait que, dans les demandes en divorce ou en séparation de corps, le juge ordonne que les parties comparaitront devant lui ; qu'à la date indiquée, en cas de non-conciliation ou de défaut, il rend une ordonnance qui les constate, et autorise le demandeur à assigner devant le Tribunal ; et que par le fait de cette ordonnance, la femme est autorisée à faire toutes les procédures pour la conservation de ses droits. Ceci ressort de l'article 238, et l'article 270 est ainsi conçu : La femme commune en biens, demanderesse ou défenderesse en divorce, pourra, en tout état de cause, à partir de la date de l'ordonnance dont il est fait mention en l'article 238, requérir, pour la conservation de ses droits, l'apposition des scellés sur les effets mobiliers

de la communauté. Ces scellés ne seront levés qu'en faisant inventaire avec prisée, et à la charge par le mari de représenter les choses inventoriées, ou de répondre de leur valeur comme gardien judiciaire. Or si la femme fait dresser cet inventaire, le mari essayera parfois d'y soustraire certaines lettres sous prétexte qu'elles sont confidentielles et doivent lui rester personnelles. Il a ce droit, car la mesure prévue par l'article 270, regarde surtout les intérêts pécuniaires de la femme, et du moment que ceux-ci ne sont pas en danger, le principe de l'inviolabilité du secret reprend tout son empire ! Mais dans une telle instance, on ne saurait croire les intéressés sur parole, et alors se pose la question de savoir qui va être chargé d'examiner les papiers litigieux, de les classer, de séparer ceux qui seront laissés au mari et ceux qui seront inventoriés. Dans une espèce le mari offrait de confier au notaire chargé de l'inventaire le soin de lire, en présence des parties, les lettres missives, et de retenir celles seulement qui lui paraîtraient susceptibles de fournir des renseignements utiles à l'établissement de l'actif et du passif de la communauté ; cette proposition a été admise comme étant de nature à sauvegarder tous les intérêts (1). Un arrêt plus récent (2) permet aux tribunaux de déléguer ce choix au juge de paix, sauf à mettre les pièces à inventorier sous scellés, après les avoir numérotées, jusqu'à la décision à intervenir sur l'action principale. On a

(1) Rouen, 23 mars 1864, S. 64, 2, 143, PÉRET, n° 57.

(2) Paris, 12 avril 1894, G. P. 94, 1, 94.

proposé aussi de nommer un séquestre qui conserverait toutes les lettres jusqu'à la fin du procès. Au reste, la mise à l'inventaire laissera intacts les droits de chacune des parties sur les lettres qui y figurent : et si le tribunal prononce la séparation de corps ou le divorce, se présentera à nouveau la difficulté que nous avons étudiée, de savoir quelles lettres seront confidentielles, qui déterminera leur caractère et auquel des anciens époux telles ou telles correspondances seront attribuées.

Plaçons-nous maintenant au point de vue spécial de la production en justice des lettres missives dans les débats entre époux, action en séparation de corps, en divorce, en désaveu de paternité. Les Tribunaux ont eu souvent à statuer sur ces points, et l'examen de leur jurisprudence est très intéressante parce qu'on y constate l'activité même de cette jurisprudence, son évolution et ses revirements en face de l'absolu silence de la loi. Ce qui complique le problème, c'est que les parties entre lesquelles l'instance est engagée ne sont pas celles qui se rencontrent dans les procès ordinaires, à savoir des parties étrangères l'une à l'autre qu'un accident juridique a momentanément rapprochées, pour les séparer d'ailleurs. Ce sont des époux, et l'un d'eux a sur l'autre d'incontestables pouvoirs d'autorité, de surveillance et de domination ; que l'on approuve ou non la doctrine du Code civil, il faut la prendre telle qu'elle est, et telle qu'elle est, elle conduit à une inégalité certaine entre le mari et la femme. Or, puisque le mari a le droit de contrôler la correspondance de sa femme, de décacheter celle

qu'elle reçoit, de lire celle qu'elle écrit, il n'aurait qu'un droit inutile s'il ne pouvait se servir de la correspondance qu'il surveille et la produire en justice. D'autre part les deux époux cherchent à défendre leur honneur, ne devraient-ils pas alors avoir des chances égales pour cette lutte, ne sanctionne-t-on pas une choquante injustice en accordant à l'un un privilège exorbitant que l'on dénie à l'autre ; et, sans porter atteinte à l'autorité du mari pendant la durée de l'union conjugale, ne conviendrait-il pas de donner à la femme des droits pareils aux siens lorsque des accidents douloureux contraignent les époux à porter leurs petites querelles devant les Tribunaux ? Autant de questions auxquelles la jurisprudence a répondu avec un ensemble que n'arrivent pas à ébranler quelques décisions divergentes ; d'une façon générale, on peut remarquer qu'elle se montre favorable à la femme, aussi favorable qu'il est possible en face des dispositions de notre Code civil.

I. Il faut d'abord écarter un cas qui semble à peu près fixé par la doctrine et par les Tribunaux, celui où la demande en divorce ou séparation de corps s'appuie sur des injures contenues dans des lettres adressées par l'un des époux à l'autre (1). Il n'est pas besoin en effet de chercher aux règles ordinaires une exception fondée sur le caractère spécial de l'instance, il suffit d'appliquer le droit commun ; or, il est très douteux que des lettres injurieuses puissent être considérées comme confidentielles, car la confidence suppose

(1) PÉRET, n° 164. — VOILLAUME, p. 136. — BRETON, p. 192.

une mutuelle estime que contredit précisément le caractère outrageant de la lettre. On ne peut dire non plus que la femme est propriétaire de l'écrit, mais n'a pas le droit de s'en servir contre son mari sans l'autorisation de celui-ci, puisque l'ordonnance du juge, de l'article 238, autorise la femme à ester en justice, donc à user de tous les moyens de preuve dont elle dispose, et qu'il serait absurde de lui interdire de produire des correspondances de son mari, puisque ce sont ces correspondances qui constituent l'outrage dont elle se plaint. La lettre qu'elle invoque ne renferme pas seulement la preuve d'un grief, elle contient ce grief lui-même, et il faut bien la mettre sous les yeux du juge. Il suffit au surplus de rappeler qu'entre l'auteur et le destinataire, le secret des lettres n'existe pas au point de vue de la production en justice ; avec combien plus de raison ne faut-il pas adopter ici cette exception !

II. Mais les difficultés vont surgir si nous envisageons la production en justice par un époux, à l'appui de sa demande, des lettres de l'autre époux à des tiers ou de tiers à l'autre époux. Examinons d'abord le cas où le mari produit des correspondances adressées par sa femme à des tiers. Il en a le droit certainement si elles ne sont pas confidentielles, à la condition de montrer la légitimité de sa possession, car ici ne surgit plus qu'une simple question de propriété ; mais comme en pareille matière les pièces que l'on voudra produire auront la plupart du temps un caractère intime et secret, c'est sur les lettres confidentielles que nous raisonnerons désormais. D'autre part, il n'est

pas douteux que le mari pourra se servir des lettres destinées à des tiers, mais que la femme ne leur a pas encore envoyées (1). Dans ce cas en effet, le destinataire ne saurait faire opposition à la production, puisque la lettre n'était même pas partie à son adresse. A l'inverse le mari ne produira pas en justice les lettres de sa femme écrites à des tiers soumis à l'obligation du secret professionnel, pourvu toutefois que ceux-ci les aient reçues à l'occasion des fonctions qui les obligent au secret : ils ne seraient pas alors admis à servir de témoins devant la justice, et cette restriction, d'ordre public, deviendrait illusoire si leur correspondance portait témoignages pour eux (2).

En dehors de ces hypothèses, quels vont être les pouvoirs du mari ? On lui reconnaît la faculté de se servir des correspondances de sa femme, et la reconnaissance de ce droit est fondée sur une raison pratique, sur un argument tiré de la procédure à suivre dans les instances en divorce ou en séparation de corps, et sur un autre tiré de la puissance maritale.

D'abord, c'est le plus souvent dans la correspondance des époux que se trouvera la preuve de leurs fautes ; sans doute, on pourrait invoquer des témoignages et faire des enquêtes, mais il n'y a pas de meilleur témoin que le coupable lui-même lorsqu'il dévoile librement sa faute, comme il le fait lorsqu'il écrit à un tiers en qui il a confiance et qui souvent est son complice ; d'ailleurs les écrits contenant les injures graves qui forment une des causes de la demande en divorce ne

(1) T. c. Tarbes, 14 décembre 1892. G. P. 93. 1. 127.

(2) Tribunal de Nice, 25 juin 1889. G. T. du 21 juillet.

sont pas forcément adressés à l'autre époux ; ils peuvent être envoyés à des tiers, et la preuve en deviendrait impossible, si l'on refusait à l'époux injurié le droit de s'en prévaloir ; quant au respect dû au secret des lettres, il serait imprudent de l'invoquer ici avec trop d'insistance ; en effet, si les correspondances confidentielles ne peuvent être produites en justice par d'autres que le destinataire, c'est surtout pour éviter le scandale qui résulterait bien souvent de semblables divulgations ; mais ici, une telle précaution serait bien inutile ; quelque soin que l'on prenne pour ne pas ébruiter les causes scandaleuses, la rumeur publique a vite fait d'y remédier et de broder d'invraisemblables détails sur ce thème facile ; par les indiscrétions ou les sous-entendus sera bientôt connu le nom de toutes les personnes mêlées de près ou de loin à l'affaire, et l'on aura de la sorte privé sans résultat appréciable les tribunaux de renseignements d'une indéniable exactitude (1).

Autre raison tirée des modes de preuves dans les instances en séparation de corps ou en divorce ; c'est que les parents et les serviteurs des parties peuvent être entendus comme témoins, ce qui sort du droit commun, et que d'autre part, hors le cas de flagrant délit, l'adultère est prouvé par lettres et papiers domestiques ; comment entendre cette règle si l'on n'y voit pas une dérogation au secret des lettres ; n'est-ce pas tout au moins l'indice que le législateur a entendu laisser aux parties une très grande latitude dans le choix de leurs

(1) VANIER, p. 96. ROUSSEAU, n° 409. TISSIER, p. 85.

preuves ; pourquoi dès lors refuser une production qu'aucun texte ne défend expressément. Tout cela ne veut certes pas dire que la gravité de la chose à prouver suffise à écarter les principes les moins douteux ; mais cela veut dire qu'en présence de textes aussi spéciaux que celui de l'article 245, et par un argument d'analogie nullement téméraire, le mari peut produire toutes les lettres de sa femme. On a essayé de le contester en montrant qu'il y a là comme un délit moral, que d'ailleurs n'autorise aucun texte (1) ; mais ce prétendu délit moral est toléré dans un intérêt général et pratique, et quant au texte qu'on réclame, il est inutile en face des règles spéciales mentionnées tout-à-l'heure.

Au surplus il reste une raison tirée de la puissance maritale, telle que la comprend notre code. Le mari est chef de l'association conjugale, c'est à lui que revient la charge de la diriger, et à cette charge correspondent des droits, le droit surtout d'exiger l'obéissance de sa femme, le droit de surveiller celle-ci, de vérifier ses relations, de contrôler sa correspondance. Or s'il a la faculté de lire les lettres envoyées par elle à des tiers, il a celle aussi de tirer profit des preuves qu'il y a découvertes, sinon son contrôle ne serait qu'illusoire. Si même la femme est parvenue à envoyer une lettre à l'insu de son mari, et si celui-ci entre postérieurement en possession de cette lettre, il doit conserver le droit de faire après l'envoi ce qu'il eut pu faire avant, c'est-à-dire la lire et au besoin la produire

(1) LAURENT, t. 3, n^os 201 et 203.

en justice. Sans doute, si l'on se fondait uniquement sur cette raison, il en faudrait conclure que la femme, n'ayant pas le droit de contrôle sur la correspondance de son mari, ne pourrait la produire à l'appui de sa demande, ce qui serait exagéré, mais il n'en est pas moins vrai que ce motif, joint aux autres, est d'un grand poids pour autoriser l'usage en justice par le mari des lettres écrites par sa femme à des tiers.

Supposons maintenant que les lettres servant de preuve aient été écrites par des tiers à la femme ? S'il s'agit d'une instance ordinaire, soulevée par exemple à propos d'intérêts pécuniaires, le mari étant par hypothèse en possession de la lettre pourra la produire si elle n'est pas confidentielle, mais si elle est confidentielle, il lui faudra pour cela l'autorisation de l'auteur, car il n'y a pas alors de raison de modifier les règles habituelles. S'il s'agit d'une instance en séparation de corps ou en divorce, va-t-il en être de même ? Il semblerait tout d'abord que oui, car si la femme doit obéissance à son mari et peut être contrainte de lui laisser voir sa correspondance, le tiers, auteur de cette correspondance n'est tenu à aucune de ces obligations.

Mais ce raisonnement n'est exact que pour partie. D'une part, il est bien évident que, hors le cas de flagrant délit, c'est le plus souvent dans les lettres écrites à sa femme que le mari trouvera la preuve des faits qu'il allègue ; lui en refuser la production serait donc le priver d'un de ses moyens d'attaque les plus efficaces.

(1) VUILLAUME, p. 134.

Et d'autre part, si le tiers n'est soumis en apparence à aucune obligation vis-à-vis du mari, il en est une néanmoins à laquelle il ne saurait se dérober, c'est le respect de l'autorité et de l'honneur de celui-ci ; il sait bien que ses relations avec une femme placée sous la puissance d'un époux l'exposent à voir ses lettres lues par cet époux ; si cette pensée ne le retient pas, il ne saurait se plaindre en voyant ses lettres produites en justice, car il peut être considéré comme ayant renoncé au bénéfice du secret des lettres, et agi par conséquent à ses risques et périls. Les tribunaux sont assez bien fixés en ce sens et un arrêt de la Cour de Liège déclare que la procédure en divorce comporte les moyens d'investigation des plus étendus, et qu'aucun texte de loi n'en exclut les lettres confidentielles écrites à l'un des époux (1). Bien entendu, les lettres qui n'ont trait qu'à des faits antérieurs au mariage, et n'ayant pas le caractère d'injures au sens de la loi ne peuvent être utilisées aux débats que dans la mesure nécessaire pour l'intelligence de la cause (2).

III. Pour que le mari ait le droit de produire la correspondance de sa femme, il faut qu'elle soit parvenue sans fraude entre ses mains, et peu importe même que le destinataire ait été dépouillé illégitimement pourvu que la fraude n'émane pas du mari lui-même. Mais si, celui-ci, pour se procurer une correspondance, avait employé des moyens illicites, il serait choquant de voir les tribunaux admettre, pour prouver un délit, des

(1) Liège, 16 janvier 1889, G. P. 89, 1 sup. 14.

(2) Seine, 5 juin 1901, G. P. 1901, 1, 800.

preuves obtenues elles-mêmes au moyen d'un délit (1). De telles pièces devraient même être écartées par la Cour d'appel si le tribunal de première instance en avait autorisé la disussion ; quels que soient, en effet, les pouvoirs reconnus au mari, ils ne sauraient aller jusqu'à lui permettre de se rendre coupable d'un vol, s'il s'agit, par exemple, de lettres déjà parvenues à des tiers destinataires. On a bien essayé de prétendre que peu importait le moyen employé par le mari pour se procurer la correspondance de sa femme ; que du moment qu'un époux a entre les mains la preuve des fautes de l'autre époux, cela suffit ; et qu'il ne faut plus savoir qu'une chose, l'authenticité de la lettre et la vérité des faits qu'elle renferme (2). Mais s'il est raisonnable d'autoriser en ces délicates matières quelques exceptions au droit commun, il ne faut pas cependant les étendre aussi loin ; un délit demeure un délit, quel que soit son auteur, et tout ce que l'on peut admettre, c'est que l'appréciation des faits délictueux et de leur gravité appartient aux magistrats qui statueront en fait par une décision qui échappera à la censure de la Cour de cassation. Tout cela est assez généralement reconnu par les tribunaux qui, d'une part, admettent la production en justice par le mari, des lettres de sa femme et, d'autre part, écartent des débats celles que le mari se seraient procurées par des moyens illicites. En 1879 (3), la Cour de Bordeaux reconnaissait

(1) Paris, 23 juin 1893. — G. T. du 4 août. — TISSIER, p. 84. — BRETON, p. 197. — LEGRIS, p. 206.

(2) MASSOL, *Séparation de corps*, p. 42. — DEMOLOMBE, *Mariage et séparation de corps*, n° 394.

(3) S. 79, 2, 118.

que l'époux qui « demande la séparation peut être admis à se prévaloir des lettres écrites à un tiers par l'autre époux, lorsque ces lettres ne sont pas parvenues par un moyen illicite entre les mains de celui qui veut en faire usage. » La Cour de cassation le reconnaît aussi (1). Et un arrêt de la Cour de Paris du 27 mars 1896 (2) dit entre autres considérants « que les lettres produites par le mari et émanant de sa femme lui ont été remises par celui à qui elles les avait adressées, que cette remise n'a été accompagnée d'aucune réserve et que dans une instance en divorce les tribunaux ne peuvent se refuser à faire état de lettres de cette nature que si celui qui les détient se les est procurées d'une manière frauduleuse. » Si quelques jugements font tache parmi ces décisions, c'est en raison de circonstances de fait.

Seulement le mari a sur la femme, en vertu du Code civil, une supériorité marquée dans le ménage, notamment au point de vue qui nous occupe ; il surveille la correspondance de sa femme, sans la moindre réciprocité, et il ne faut pas s'étonner si cette supériorité se marquera parfois au cours du procès pour la production des lettres. On a dit (3) « La lettre peut avoir été obtenue par ruse par le mari qui a intercepté la correspondance de sa femme et qui est dans son droit en agissant ainsi. Un conjoint peut requérir un commissaire de police pour constater

(1) 9 juin 1883, S. 85, 1, 137.

(2) D., 96, 2, 512.

(3) POULLE, divorce, p. 123,

l'adultère de son conjoint. Pourquoi ne pourrait-il pas se procurer les preuves écrites de l'adultère ? Il peut citer le tiers comme témoins : pourquoi ne pourrait-il forcer ce tiers à remettre aux magistrats les lettres qui constatent par écrit les faits dont il témoignera dans un instant sous la foi du serment et qui seront consignés à leur tour sur le procès-verbal d'enquête ? » Sous cette forme catégorique, l'idée a quelque chose d'exagéré, mais il faut bien reconnaître que le mari, sans sortir de la légalité et sans encourir d'autre reproche que celui d'indélicatesse, grief parfois légitimé par les circonstances, pourra se procurer les lettres de sa femme par des moyens que celle-ci ne pourrait employer pour se procurer la sienne ; et comme le dit M. Labbé, « les moyens plus ou moins immoraux ou dolosifs employés par le mari ne mettent pas obstacle à la production des lettres en justice, lorsqu'ils ne constituent pas un délit caractérisé, ces moyens ne relevant pas de la loi et n'intéressant que la délicatesse. Mais si le procédé employé est un délit prévu et réprimé par loi pénale, tel qu'une soustraction frauduleuse, on se trouve alors en présence d'un acte de telle nature qu'il ne pourrait être générateur d'un droit pour celui qui s'en est rendu coupable, sans que l'ordre public en fût profondément blessé. Des pièces sorties d'une source si essentiellement viciée doivent être devant la justice comme si elles d'étaient pas. » (1) Les tribunaux n'ont pas manqué de reconnaître cette différence. La Cour de

(1) D. 86. 1. 145.

Nîmes (1) admet la production des lettres que le mari à arrachées par violence des mains de sa femme et la Cour de cassation, dans un arrêt du 9 juin 1883, qui reconnaît pourtant que même en cas de séparation de corps, « aucune atteinte ne saurait être portée au principe de l'inviolabilité du secret des lettres au moyen de procédés délictueux rentrant dans la prohibition même de la loi », part du même principe pour autoriser le mari à produire les lettres qu'il a achetées du complice de sa femme (2) bien qu'un pareil procédé ne soit pas très délicat.

En résumé, le mari pourra produire en justice les lettres même confidentielles écrites à ou par sa femme et qui ne lui seront pas parvenues par un moyen réprimé par les lois.

Ce que nous avons dit des droits du mari dans les instances en divorce ou en séparation de corps devrait être dit également à propos des instances en désaveu d'enfant, où le prétendu père produirait valablement les lettres écrites par sa femme à un tiers, à un membre de la famille, par exemple, qui les a volontairement remises (3), ainsi, d'ailleurs, que celles adressées à sa femme par un tiers, et dont il est devenu possesseur par un moyen licite (4).

IV. Quelle va être maintenant la situation de la femme ? Est-elle en possession de lettres écrites par son mari à des tiers : alors à suivre le droit commun,

(1) Arrêt du 6 janvier 1880. S. 81. 2. 54.

(2) S. 85. 1. 137.

(3) Cassation, 31 mai 1842, S., 42, 1, 490.

(4) Alger, 42 novembre 1866, P. 67, 596.

on lui permettrait de les produire si elles sont non confidentielles, ce qui, du reste, sera rare, mais elle ne saurait être admise à produire les lettres confidentielles à elle remises par le destinataire. Celui-ci, en effet, n'est pas seul maître du secret, il a besoin pour le divulguer de l'autorisation de l'auteur, et, par suite, ne pouvant transférer plus de droits qu'il n'en a lui-même, il est incapable d'autoriser seul la femme à laquelle il les cède à les produire en justice, mais l'application rigoureuse des principes serait ici excessive, et on autorisera la femme à produire ; car, d'une part, en ces sortes de demandes, la procédure est soumise à des dispositions spéciales, plus larges généralement quant à l'admission des preuves ; d'autre part, comme l'a remarqué un arrêt de la Cour de Lyon, du 6 mars 1883, il est bon que la femme, en face des pouvoirs exorbitants accordés au mari, puisse lutter sans infériorité, car elle a aussi son honneur à défendre et sa tranquillité à sauvegarder (1).

S'agit-il d'écrits envoyés par des tiers à son mari ? La femme les produira également si elle en a la possession légitime et pour les mêmes raisons que précédemment ; seulement, le mari étant seul propriétaire des lettres qu'il reçoit et la femme n'ayant sur elles aucun droit de contrôle, les hypothèses où celles-ci s'en pourra servir seront relativement rares ; mais dans ces limites les tribunaux n'hésitent pas à lui accorder le droit de production. La Cour de Bordeaux, dans un arrêt du 7 décembre 1894 (2), le reconnaît

(1) Lyon, 6 mars 1883, D., 85-2491.

2) D. 94. 2. 147.

expressément. Un arrêt de la Cour de cassation du 13 juillet 1897 (2), donne la même solution pour une hypothèse dans laquelle la femme demanderesse voulait produire des lettres à elles adressées par le médecin qui avait soigné son mari, et des lettres adressées à son mari par des parents. La Cour interdit la production des premières, parce que s'il est permis à un médecin de faire connaître par lettre à l'épouse du mari auquel il donne ses soins, les causes et la nature de la maladie, ses lettres ne peuvent être divulguées, même à la suite d'un accord de volonté entre leur auteur et leur destinataire. Mais la Cour admit la production des secondes, car, dit-elle, « le principe de l'inviolabilité du secret des lettres n'est pas si absolu qu'il ne puisse exceptionnellement fléchir, lorsqu'il s'agit d'une demande en divorce ou en séparation de corps, et il appartient aux tribunaux d'apprécier si les lettres, dont l'époux prétend faire usage, peuvent être versées aux débats, en se déterminant d'après les circonstances dans lesquelles il en est devenu détenteur. »

V. Plus encore que le mari, la femme a dû se procurer les pièces qu'elle produit par des moyens licites; c'est la seule condition. Elle sera donc autorisée à se servir des lettres qui lui ont été volontairement remises par le destinaire, et même, bien que ce soit plus douteux, de celles dont elle aurait payé la cession, car on n'a, de ce cas, d'autre grief à lui faire que celui d'une indélicatesse, ne sortant pas des limites permises.

(2) D. 1900, 1, 43.

Peu importerait, d'ailleurs, que le propriétaire de la lettre produite en ait été dépouillé par un moyen malhonnête, pourvu que la femme n'en soit ni l'auteur ni le complice. Il ne suffit donc pas que le mari prouve qu'il n'a pas remis ses lettres au tiers, qui les a transmises à la femme, car cette offre de preuve n'établit pas que la femme ait pris part à la soustraction frauduleuse des lettres, ni même qu'elle ait connu leur provenance délictueuse au moment où elles lui ont été remises (1). De plus, et malgré quelques divergences parmi les tribunaux, il faudrait, sans doute, autoriser la demanderesse à produire les papiers que le hasard a fait tomber entre ses mains, notamment qu'elle aurait trouvés, dans un meuble commun où le mari les laissait négligemment. Dans une autre hypothèse, le mari avait confié à sa femme le soin d'ouvrir sa correspondance, ce qui écartait toute idée de fraude de la part de la femme : celle-ci, trouvant dans les lettres qu'elle avait pour mission de lire des choses intéressantes, prétendit s'en prévaloir et la Cour de Cassation admit sa prétention (2).

Nous ne trouvons pas pour la femme l'équivalent de la puissance reconnue au mari, et, par suite il est toute une série de moyens pour se procurer des lettres utiles que l'on peut regarder comme légitimes pour le mari et qui ne le seraient pas pour la femme, notamment la violence, la soustraction d'un meuble personnel, les ruses indélicates, etc. C'est là sans doute une

(1) Bordeaux, 7 décembre 1894. D. 94. 2. 147.

(2) 11 juin 1888. S. 88. 1. 376.

inégalité, mais elle est exigée par des textes formels du Code, et il faut reconnaître que les tribunaux ont essayé d'en atténuer dans une certaine mesure les conséquences : « En ce qui concerne les lettres produites par la femme, dit la Cour de Cassation, D. 1900 1. 43, il est permis d'en faire état à moins que leur possession ne soit le résultat d'un artifice coupable, d'une fraude, d'un acte de déloyauté ou d'un abus. » En résumé, la femme produira les lettres écrites à ou par son conjoint, et qui lui seront parvenues par des moyens non délictueux pouvant se concilier avec l'autorité reconnue au mari par le code civil.

VI. — Lorsqu'une lettre est produite devant un tribunal, est-elle présumée obtenue par un moyen frauduleux et est-ce à celui qui s'en prévaut à faire la preuve du contraire, ou est-elle présumée en légitime possession du détenteur, et est-ce à l'adversaire à montrer l'illégitimité de cette possession ? Un arrêt de la Cour de Douai semblait admettre la première présomption (1). Mais la Cour de Cassation, le 13 juillet 1897, admit la seconde en décidant que les moyens dolosifs, ne se présumant pas, doivent être prouvés par le mari, qui demande que la production offerte par la femme ne soit pas admise. C'est aussi la thèse de la Cour de Paris (2).

VII. — Il importe de signaler, en terminant, une décision récente (3), qu'il faut mettre à part, car elle semble devoir restreindre les droits de production du mari sur

(1) 28 janvier 1896. D. 96. 2. 521.

(2) 20 janvier 97. D. 97. 2. 429.

(3) *Requêtes*, 5 février 1900. D. 1901. 1. 45.

les lettres de sa femme. Elle écarte en effet celles-ci du débat s'il est constant « qu'elles n'étaient pas destinées à être répandues dans la famille, et encore moins à être communiquées au mari, que le destinataire a fait un usage abusif et déloyal de ces confidences en livrant les secrets qu'elle avait surpris par des marques d'une apparente sollicitude, à la confiance de son amie. » Et la même décision constate « que si le principe de l'inviolabilité du secret des lettres missives doit exceptionnellement fléchir devant le droit qui appartient au mari en vertu de l'autorité domestique à lui conférée par la loi, de rechercher la preuve d'une offense faite à son honneur ou de quelque manquement grave aux devoirs du mariage qui pouvait être imputé à sa femme, ce droit d'investigation ne saurait être illimité ; qu'il appartient par suite au tribunal, en considérant à la fois le caractère intime et confidentiel d'une correspondance épistolaire entre sa femme et une tierce personne et la nature du grief dont le mari prétend y trouver la preuve, de rechercher s'il ne convient pas, au contraire, de maintenir et de faire respecter le secret des lettres, nécessaire, en principe, à la sécurité des rapports sociaux. »

CONCLUSION

L'exposé des droits si divers que nous venons d'étudier peut-il se résumer en une formule unique, simple et claire ? On l'a pensé, et à maintes reprises on a tenté de donner sur ce sujet des règles précises ; mais les cas que présente la pratique sont si nombreux qu'ils se refusent à entrer dans un cadre forcément restreint et qu'ils obligent à des distinctions sans nombre. Le fait seul de l'hésitation des tribunaux montre que les systèmes proposés pèchent tous par quelque point ; nous allons cependant les examiner.

I. — En tant que chose matérielle, une lettre est un objet de propriété ; l'auteur s'en dépouille irrévocablement, et s'il ne formule aucune réserve, la propriété de cette lettre, qui certes n'est pas une *res nullius*, doit reposer sur une tête et repose effectivement sur la tête du destinataire. C'est déjà ce que décidait le droit romain : « *Si epistolam tibi misero, non erit ea tua, antequam tibi reddita fuerit*, dit Labéon. *Paulus* :

imo contra, nam si miseris ad me tabellarium tuum et ego rescribendi causa litteras tibi misero, simul atque tabellario tuo tradidero, tuæ fient. » Loi 65, pr. Dig. de adq. rer. dom. Nous avons vu ailleurs qu'il n'y a pas contradiction entre ces deux règles, parce que la première s'applique au cas où le messenger est mandataire de l'expéditeur, et la deuxième au cas où le messenger est mandataire du destinataire. Et Ulpien dit encore : « *Quærendum est cujus sit epistola, utrum ejus qui misit, an ejus ad quem missa est? Et si quidem dedi seruo ejus, statim ipsi quæsitæ est cui misi.* » L. 14, § 17, D. de furtis. Donc, à Rome, pas de doute, la lettre appartient au destinataire.

II. — En droit français, la question paraît d'abord aussi simple et devrait, semble-t-il, recevoir la même solution. Mais un caractère sur lequel on n'insistait pas alors, le caractère de confidentialité, vient actuellement la compliquer, parce que l'équité nous commande d'établir une corrélation constante entre le secret de la lettre et l'étendue des droits dont elle est susceptible.

Un premier système reconnaît que l'auteur de la lettre n'en est plus vraiment propriétaire (1) : il s'en est dépouillé, et donner et retenir ne vaut ; de plus, sans avoir la prétention de résoudre le problème, l'art. 8 du Code de commerce, en obligeant les commerçants à mettre en liasses les lettres qu'ils ont reçues, semble présumer la propriété du destinataire (2). Celui-ci peut

(1) DALLOZ, rep. V^o lettres, n^o 7. Cassation, 4 avril 1821. S. C. N., à sa date.

(2) VOILLAUME, p. 104.

done, en principe, en faire l'usage convenable, notamment les produire en justice. Mais on réserve du moins à l'auteur un droit de copropriété ; et c'est ce système que M. de Cormenin à jadis défendu (1) : « Toute lettre confidentielle, d'où qu'elle vienne, d'un homme public ou d'un homme privé, est la propriété commune de celui qui l'envoie et de celui qui la reçoit. » Un arrêt de la Cour de Rennes décide de même que « l'expéditeur ayant sur la lettre un droit de copropriété avec le destinataire, l'une des parties ne peut disposer des confidences qu'elle contient sans l'assentiment de l'autre (2). » Cette thèse satisfait à première vue parce qu'elle semble, dans les relations des intéressés, atténuer certaines contradictions et expliquer certaines bizarreries, mais elle ne demeure pas à l'abri de tout reproche. Pour n'être pas seul propriétaire, on n'en est pas moins propriétaire et l'on peut user de la chose ; or, on ne voit point comment l'auteur, dans notre hypothèse, s'en pourrait servir, puisqu'il ne l'a pas en sa possession, et l'on ne voit point, à bien plus forte raison, comment s'en pourrait servir le destinataire, puisque c'est précisément pour lui interdire cet usage que l'on a édifié cette thèse.

La copropriété est, en somme, une propriété avec cela de spécial qu'elle est restreinte en quelque sorte par l'obligation de ne pas porter atteinte aux droits du copropriétaire ; et il resterait précisément à détermi-

(1) *Revue critique*, 1861.

(2) 26 juin 1874. S. 75, 2. 34. Et plus récemment, Trib. Toulouse, 12 juillet 1893. *G. des Tribunaux du Midi* du 7 janvier 1894.

ner ici quels actes seront considérés comme y portant atteinte ? La question reste donc entière, elle n'est pas résolue, elle est seulement transformée en question de fait ; mais alors, à quoi bon une définition formelle, si elle est destinée à n'être jamais appliquée en pratique ? Tout au plus pourrait-on dire que le droit de l'auteur se condenserait tout entier dans la faculté pour lui de s'opposer à la divulgation du secret, et cette faculté n'a que des analogies trop lointaines avec un droit de propriété.

III. Pour d'autres, le destinataire d'une lettre ne la retiendrait qu'à titre de dépôt. Cette idée se trouve déjà dans un arrêt de la Cour de Limoges, du 17 juin 1824 (1), déclarant que la propriété de la lettre reste à son auteur, qu'il y a simplement dépôt aux mains du destinataire, et que celui-ci ne peut la remettre à un tiers pour qu'elle devienne entre ses mains un titre contre celui qui l'a envoyée. Dans l'arrêt relatif aux lettres de Benjamin Constant (2), il fut reconnu « qu'une lettre confidentielle n'est pas une propriété pure et simple dans les mains de celui à qui elle a été écrite ; que le secret qu'elle renferme est un dépôt dont ce dernier ne peut seul disposer ; qu'en livrant sa pensée à un tiers dans une correspondance, une personne peut mettre pour condition à cet acte de confiance, qu'il restera enfermé dans le domaine de l'intimité ; que cette condition a tous les caractères d'un pacte véritable ; qu'elle est même virtuellement renfermée dans toute

(1) S. C. N., à sa date.

(2) D., 1851. 2. 1.

lettre missive d'une nature confidentielle; que si, contre le vœu de cette convention tacite, le secret d'une lettre était divulgué, ce serait non seulement manquer aux engagements naturels de ce genre de rapports, mais porter l'inquiétude dans le commerce privé et briser un des liens de la Société des hommes. » Des décisions récentes l'admettent encore (1).

Cela paraît d'abord assez exact, parce que le destinataire ne peut pas plus divulguer le contenu de la lettre confidentielle qu'il possède, que le dépositaire ne peut se servir de la chose déposée; les deux parties, déposant et dépositaire, auteur et destinataire, seraient ainsi liées l'une à l'autre. Mais cette thèse résiste mal à l'examen. D'abord, on admet une simple présomption, basée sur une vague analogie, et l'expéditeur d'une lettre a rarement l'idée d'avertir son correspondant qu'il ne lui confie qu'un dépôt. De plus, cette analogie prétendue n'est pas parfaite et concerne uniquement les rapports, tout à fait secondaires cependant, du dépositaire et des tiers; tandis que si on envisage les seuls rapports importants, ceux du déposant et du dépositaire, on constate ceci : d'une part, le dépositaire peut être contraint de rendre la chose à première réquisition, or jamais, sauf convention spéciale, l'expéditeur ne pourrait obliger le dépositaire à lui restituer la lettre qu'il lui a envoyée; d'autre part, le dépositaire est tenu de garder la chose et de veiller à sa conservation, or, le dépositaire y est si peu tenu, qu'il a le droit de déchirer la lettre et que, si elle lui était par hasard

(1) Paris, 12 avril 1894. G. P., 94. 1. 94.

dérochée, il pourrait, soit rester inactif, ce qui prouve qu'il ne doit apporter aucun soin spécial à sa conservation, soit agir personnellement en revendication contre le voleur.

Quelques-uns de ceux qui critiquent la thèse distinguent entre l'élément matériel, le morceau de papier, d'une part, et les pensées qui y sont exprimées, pour lesquelles seulement il serait vrai de dire qu'il y a dépôt (1). Mais ce n'est pas concluant davantage, pour une raison bien simple, c'est que le dépôt porte en droit sur un objet matériel, que l'expression : déposer un secret, est une simple métaphore, prise par un tel système pour une réalité véritable, et qu'un secret est quelque chose d'immatériel, non susceptible de l'application des art. 1915 et suiv. du Code civil.

A admettre cette idée, d'ailleurs, et à la pousser jusqu'à ses conséquences extrêmes, on arriverait à des conclusions qui, bien que comblant une lacune souvent regrettée du Code pénal, sur la violation du secret des correspondances par un simple particulier, n'en seraient pas moins excessives, puisqu'il faudrait appliquer l'article 406 du Code pénal au destinataire d'une lettre confidentielle qui la communiquerait, la vendrait et se départirait de la discrétion dont on lui fait une règle. Sa faute rentre, en effet, dans l'abus de confiance, tel qu'il est compris par l'article 408, et l'on pourrait à peine, pour échapper à tant de rigueur, alléguer que le fait de donner à des étrangers lecture d'une lettre ne constitue pas un détournement véritable de celle-ci.

(1) TISSIER, p. 30. BRETON, p. 145.

car c'est bien dans la lecture que réside précisément toute l'utilité d'une lettre.

Donc, les objections abondent ; et cependant, bien que combattu dans un arrêt de la Cour d'Amiens, du 21 février 1839, décidant que « dès qu'une lettre a été remise à la personne à qui elle est adressée, elle cesse d'être la propriété de celui qui l'a écrite », ce système a trouvé appui devant les tribunaux ; il a été déclaré notamment, dans le cas d'une lettre écrite à un médecin et contenant des révélations ayant déterminé celui-ci à délivrer, contre une personne, un certificat pour la faire interner dans un asile d'aliénés, que l'auteur en reste propriétaire et que le médecin est un simple dépositaire, sans aucun droit de disposition (1).

Pareille idée est encore appliquée par M. Baudoin aux lettres revêtant un caractère scientifique ou littéraire (2). « Une telle correspondance, dit-il, n'entre pas d'elle-même dans le domaine du destinataire ; c'est l'auteur qui, par la création de la valeur même, a droit sur elle ; la connaissance qu'il transmet de son invention, la communication qu'il fait de son œuvre, n'est pas sous sa volonté particulière l'aliénation de son droit, le destinataire ne reçoit qu'un dépôt ». Mais il est facile de ramener ce cas au cas d'une lettre confidentielle, ainsi que nous l'avons fait en nous occupant du droit de publication. Cette thèse spéciale se ramène donc à la thèse ordinaire du dépôt, dont elle n'est

(1) Rouen, 13 avril 1896. *Le Droit*, 17 avril.

(2) BAUDOIN, *Discours de rentrée à la Cour de Lyon*, 1883.

qu'une application particulière, elle encourt, par suite, les mêmes reproches.

IV. On dit encore (1) que le droit du destinaire est un droit *sui generis*, pour lequel toute définition est téméraire, droit plus ou moins étendu, suivant les termes de la lettre et l'intention présumée des parties. En fait, ce serait encore la réponse la plus en rapport avec les difficultés innombrables de la question, mais il faut reconnaître qu'elle manque de précision. Avouons, si l'on veut, que les juges auront un pouvoir d'appréciation d'autant plus large, que le Code civil est muet, mais cherchons du moins une formule qui puisse servir de critérium sérieux, de règle logique, et s'appliquer dans le plus grand nombre d'hypothèses possible.

V. On distingue souvent aussi, dans la lettre, l'élément corporel et l'élément intellectuel, mais cette distinction ne suffit pas, en s'y joignant, à rendre les systèmes précédents plus acceptables. On dit, par exemple, avec elle : Il n'y a pas de copropriété véritable, il y a une copropriété en ce sens, que le destinataire a la propriété de l'écrit, et l'auteur, celle des pensées ! Mais la difficulté est-elle par là-même écartée ? Non, car une copropriété ne se comprend que si le droit de chacun des intéressés porte sur une seule et même chose. Si les droits que l'on envisage portent sur des choses différentes, comme en l'espèce, il y a peut-être deux propriétés, il n'y a pas plus une copropriété qu'il n'y

(1) Rennes, 40 janvier 1880, sous Cassation, 9 février 81. P. 81. 1. 481.

en aurait, par exemple, entre le titulaire d'une nue-propriété et celui d'un usufruit.

Cette distinction n'est pas plus utile à ceux qui assimilent l'expédition d'une lettre à la constitution d'un dépôt. Le destinataire, dit-on, n'a pas l'élément intellectuel qui reste à l'auteur; il s'étabit entre les correspondants une situation analogue à celle que fait naître le contrat de dépôt, et l'on n'aurait qu'à suivre l'art. 1930 du Code civil, le dépositaire ne pouvant se servir de la chose déposée sans la permission expresse ou présumée du déposant (1). Mais alors, l'élément intellectuel étant la seule chose déposée, le destinataire peut faire de l'écrit ce qu'il veut; or, c'est contradictoire, car il lui sera impossible de restituer la chose déposée, le secret, à première réquisition, s'il garde la propriété du papier. Cette distinction entre les deux éléments de la lettre n'est donc pas tout, et l'on peut se demander si elle est bien logique, même dans la thèse généralement admise que nous examinerons plus loin.

VI. Faut-il dire que le destinataire, n'étant pas propriétaire, n'est qu'un confident (2)? Pas davantage; c'est alors l'auteur qui est propriétaire des pensées exprimées dans la lettre, et l'on ne voit plus à quoi sert au destinataire la propriété de l'écrit.

VII. On s'accorde à reconnaître un véritable droit de propriété au destinataire et à dire que l'auteur de la lettre la lui a envoyée avec l'intention de la lui donner,

(1) HANSSENS: n° 186.

(2) VOILLAUME: p. 111.

donandi animo (1). « Attendu, dit un arrêt de la Cour de Toulouse du 6 juillet 1880, que la remise ou l'envoi d'une lettre par celui qui l'a écrite en transmet la propriété au destinataire, lorsque l'auteur de la lettre n'exige pas qu'elle lui soit renvoyée, et n'impose pas au destinataire l'obligation de déchirer après lecture ; qu'en l'absence de cette condition ou réserve expresse, la possession matérielle de la lettre par le destinataire est la preuve et le titre de sa propriété ; que l'envoi pur et simple d'une lettre et la suscription qui la constate manifestent la volonté de l'auteur de la lettre d'en transmettre la propriété irrévocable au destinataire, qu'on ne saurait trouver dans ces faits les éléments d'un contrat de dépôt » (2). Même idée dans un arrêt de la Cour de cassation du 12 juin 1823, et dans un arrêt de la Cour de Limoges, du 19 avril 1844, ce dernier décidant qu'un client n'est pas fondé à réclamer la correspondance qu'il a adressée à son avoué, parce que celui-ci en est devenu propriétaire (3).

Seulement, on admet qu'il y a des limitations au principe, et que le destinataire n'est pas libre d'employer la lettre à sa guise. « En remettant, dit Vanier, cette lettre au messenger chargé de la porter à son adresse, vous abandonnez tout droit sur elle, vous en faites l'objet d'une véritable donation. Et ce n'est

(1) Paris 16 juin 1888. — G. P. 88, 2. 495. — ROUSSEAU : n° 5. — AUBRY et RAU : t. VIII, p. 289. — TROPLONG : vente, n° 24. — TISSIER : p. 32. — LEGRIS : n° 32. — PÉRET : n° 48.

(2) S. 81, 2. 115.

(3) S. 45, 2. 654.

pas seulement ce chiffon de papier, qui porte votre écriture, que vous avez donné, vous avez plus fait : sous peine d'ôter au présent toute sa valeur, ces sentiments, ces pensées dont le destinataire a été l'objet, vous les lui avez adressés, ils sont à lui ; à lui d'en faire ce qu'il voudra. Mais nous admettons avec la jurisprudence, interprète en cela de l'opinion publique et d'une véritable nécessité sociale, que cette propriété, en matière de lettre confidentielle, est subordonnée à la nécessité du secret ».

VIII. Mais, pourrait-on dire, et on l'a dit en effet (1), est-ce là, vraiment une propriété ? Si le destinataire est maître absolu de la lettre, pourquoi ne peut-il que la détruire et quel nom donner à un droit qui consisterait uniquement à anéantir l'objet sur lequel il porte ? Le droit de propriété est le plus fort qui puisse porter sur une chose, puisqu'il renferme tous les autres, art. 544 du Code civil ; ici, il est tellement faible qu'on ne le reconnaît plus et que son titulaire ne pourrait ni montrer cette lettre parce qu'il en violerait le secret, ni même la laisser traîner sur sa table, de peur qu'un domestique indiscret ne vint à la lire et à en divulguer le contenu. Quand on vient dire qu'il est propriétaire sous la condition de garder le secret, cette grosse restriction n'est-elle pas une ironie amère, puisqu'elle lui enlève la propriété même et le transforme en une sorte de nu-propriétaire, et de nu-propriétaire qui n'aura jamais l'usufruit, et sur la chose duquel personne d'ailleurs n'a l'usufruit ?

(1) Voir VOILLAUME : p. 108 à 111.

IX. Pour répondre à l'objection et pour chercher la solution du problème, on a tenté des distinctions nombreuses, tantôt entre la propriété de l'écrit et la propriété des pensées, tantôt entre la propriété de l'écrit et la propriété littéraire, tantôt entre la propriété de l'écrit, la propriété des pensées et la propriété littéraire. Et comme il faut sous-distinguer encore suivant que la lettre est confidentielle ou non, on en arrive à constituer des séries, trop nombreuses pour une thèse d'ensemble et pas assez nombreuses pour répondre directement à tous les problèmes que révèle la pratique.

Ces distinctions sont possibles, rationnelles, mais en ce qui concerne les droits des particuliers sur les lettres missives, elles ne semblent pas dans tous les cas indispensables. Faut-il distinguer d'abord entre la propriété de l'écrit et la propriété des pensées ? Pas nécessairement. La pensée est traduite par des signes visibles, fixés sur le papier dont on ne les saurait détacher. Une fois que le destinataire a lu la lettre, il connaît le secret qu'elle renferme, il est moralement tenu de le respecter ; mais s'il le raconte, s'il en fait part à d'autres personnes, on dira qu'il a violé un secret, sans doute, mais on ne dira pas qu'il a violé le secret de la lettre, ce qu'il n'aurait pu faire qu'en montrant celle-ci. De même pour les procès en instance devant les tribunaux : une partie, un tiers, pourront invoquer à l'appui de leurs prétentions ou pour étayer leur défense un fait dont la connaissance leur est parvenue par correspondance, et les magistrats ne le leur interdiront pas ; seulement quand, voulant faire la preuve

de leurs avances, ils demanderont à lire la lettre elle-même, alors seulement on les arrêtera parce que la violation du secret des lettres missives commence avec leur divulgation et leur lecture. En d'autres termes, si l'on tient absolument à la distinction, il y a le secret contenu dans les lettres, et le secret des lettres ; le premier résulterait tout aussi bien d'un entretien oral par exemple ; c'est uniquement le second que nous étudions, et il n'est violé que si la lettre est communiquée, il ne fait qu'un avec la lettre.

D'ailleurs à quoi va servir la distinction sur laquelle on s'appuie généralement ? Le destinataire est propriétaire de l'écrit ; mais va-t-il le vendre, le donner ? Non, parce que le papier renferme un secret : quelque subtilité qu'on mette à séparer ces deux choses, elles sont liées ; l'acquéreur en prenant possession du papier ainsi obtenu à titre onéreux ou à titre gratuit, prendrait en même temps connaissance du secret, celui-ci serait divulgué. Et lorsque M. Baudoin nous dit que le destinataire détruit la lettre s'il lui convient, mais que « ce droit de disposition de l'objet matériel ne s'étend pas sur son contenu, sur l'élément personnel, sur cet élément secret qui, par sa nature, se révolte contre une divulgation qui le trahirait », ce n'est vrai qu'à demi, parce qu'en détruisant la lettre, il détruit son contenu. Sans doute subsistera dans sa mémoire le souvenir de la confidence transmise par la lettre, mais il ne s'agit plus, encore une fois, du secret des lettres, il s'agit d'un secret ordinaire, semblable à tout autre appris de n'importe quelle façon, et dont il n'y a pas à s'occuper ici.

Faut-il distinguer à présent entre la propriété de l'écrit et la propriété littéraire ? Ce n'est évidemment pas illogique puisque le droit de propriété littéraire consiste dans le droit de publication et se sépare naturellement des autres : on achète un livre, on en a la pleine propriété, on peut le prêter, le revendre, le détruire, on ne peut pas le publier à nouveau. Mais l'orsqu'on écrit une lettre, c'est le plus souvent sans prétention littéraire, et sans avoir la pensée de se réserver un droit personnel pour une publication dont on n'envisage même pas la possibilité. Dans les lettres, il n'y a pas en général œuvre susceptible d'être monnayée, et M. de Lamartine le reconnaissait bien lorsqu'il disait : « Les lettres sont des manifestations confidentielles où l'homme et non plus l'écrivain se livre à lui-même à la confiance, et non à la publicité, sans aucune vue de lucre. » Dès lors le principal motif pouvant empêcher le destinataire de publier la lettre qu'il a reçue, c'est la confiance qu'elle contient, et à ce point de vue, il est inutile de distinguer entre la propriété de l'écrit et la propriété littéraire, puisque le résultat serait identique et la divulgation aussi grave, que la lettre ait été publiée à cent exemplaires ou que, par suite de ventes, donations, transmissions successives, elle ait passé entre les mains de cent individus. Si donc l'auteur a intérêt à ce que la lettre ne soit pas publiée, sa volonté sera respectée, mais en vertu du principe de l'inviolabilité du secret des lettres. Et si, la lettre n'ayant rien de trop intime, l'auteur à cependant, expressément ou tacitement, défendu de la publier afin de la publier lui-même, sa

volonté sera également respectée, mais en vertu des règles du droit commun. La propriété littéraire n'occupe donc pas nécessairement en la matière la place qu'on a voulu lui attribuer.

X. En somme, la distinction fondamentale est celle des lettres confidentielles et non confidentielles, sur laquelle nous avons maintes fois insisté, et qui suffit ici à résoudre toutes les difficultés.

La correspondance n'est-elle pas confidentielle? L'auteur s'en est dépouillé *donandi animo*, il n'a entendu retenir aucun droit sur elle, les choses qu'il y rapporte étant sans aucune importance et ne pouvant nuire ni à lui-même, ni aux autres : ce sont des mots griffonnés à la hâte, écrits sans application et sans recherche, adressés à un parent, à un ami, à un indifférent même. Le destinataire en use comme il entend ; il peut produire en justice cette lettre, la donner, la vendre, et même la publier si elle ne cache pas en réalité une œuvre littéraire et si par suite, l'auteur ne s'est pas réservé à lui seul la publication.

La correspondance est-elle confidentielle? Comme dans l'hypothèse précédente, l'auteur s'en est dépouillé *donandi animo*, sauf stipulation expresse, et le destinataire en est propriétaire, seulement il n'est pas libre d'en disposer à sa guise ; il peut la détruire, c'est vrai, il a le *jus abutendi* dans son expression la plus forte, mais pour tout ce qui concerne les autres manifestations de son droit de propriété, il est soumis à des restrictions et à des limitations, puisque la lettre qu'il a entre les mains est confidentielle, qu'il doit respecter cette confiance et que

par conséquent tout acte qui la trahirait lui demeure interdit. Mais l'objection soulevée tout à l'heure contre ce système ne garde-t-elle pas toute sa force ? Non, et voici pourquoi. L'idée de propriété est toujours identique à elle-même ; il n'y a, si l'on veut, qu'une propriété, mais elle entraîne des conséquences différentes suivant qu'elle porte sur tel ou tel objet.

L'individu, en effet, n'est pas seul, il est en contact avec ses semblables et ceux-ci ont, comme lui, des intérêts qui, poussés à l'extrême, se heurteraient fatalement et engendreraient de continuels conflits. Il faut donc, dans une société, que tout homme puisse jouir de la plénitude de ses droits tant qu'ils ne contrarient pas ceux d'autrui, il faut aussi qu'il sache les limiter et les restreindre, dans la mesure où ils nuiraient à des intérêts opposés également respectables.

C'est pourquoi, la propriété que nous avons d'une chose ne nous confère pas tout pouvoir sur elle, la propriété d'une arme, par exemple, ne nous permet pas de la porter toujours avec nous. C'est pourquoi encore, nos droits sur les différents objets qui nous appartiennent ne se ressemblent pas et sont, par exemple, beaucoup plus étendus sur un livre ou un tableau que sur des matières dangereuses ou insalubres dont l'existence où le maniement peut gêner nos voisins. C'est pourquoi encore il y a dans la propriété comme des degrés : on est toujours propriétaire, mais on dispose plus ou moins librement de ce que l'on possède. C'est pourquoi, enfin, devant l'insuffisance des textes du Code civil, on en est arrivé à distinguer l'usage et l'abus du droit, l'usage

étant permis tandis que l'abus est défendu s'il est susceptible de nuire à des tiers et de leur causer un préjudice (1).

Dès lors, les correspondances confidentielles appartiennent à cette catégorie de choses sur lesquelles la propriété n'entraîne en somme que des pouvoirs assez restreints parce que l'abus que ferait d'elles leur détenteur serait de nature à nuire à l'expéditeur ou peut-être même à un tiers ; et il n'est nullement illogique de dire que le destinataire est seul maître de la lettre, mais ne la peut divulguer, puisque les manifestations de la propriété sont si diverses et si dissemblables. Ici, notamment, les droits du destinataire varieront suivant la nature de la lettre, et d'ailleurs, même si celle-ci est très personnelle, il pourra, sans manquer à son devoir, la communiquer dans un cercle intime d'où le secret ne sortira pas, tout cela parce que c'est l'intérêt de l'auteur qui est la mesure du droit de propriété du destinataire.

XI. Et alors, quel est le fondement de son obligation au secret ?

Une chose que l'on ne songe guère à nier, c'est que le destinataire est libre de garder la lettre reçue si l'auteur n'a pas stipulé qu'après lecture il la déchirerait ou la renverrait. De pareilles clauses sont en

(1) Lyon, 10 mars 1886, D. 87. 2. 23 ; Nîmes, 30 avril 1895, D. 95. 2. 336 ; Cassation, 22 juin 1892, D. 92. 1. 449 ; Lyon, 2 mars 1894, D. 94. 2. 305 ; Cassation, 25 janvier 1899, S. 99. 1. 313 ; Cassation, 7 juin 1893, S. 99. 1. 316 ; de même, Ch. des requêtes 3 janvier 1887, D. 88. 1. 39, d'où résulte qu'en somme le seul préjudice causé à autrui dénonce l'abus du droit et engage la responsabilité.

effet valables, et le refus de les exécuter donnerait parfois, mais parfois seulement, action devant les tribunaux, qui feraient alors respecter les intentions de l'auteur, tout comme ils les feraient respecter s'il avait expressément déclaré vouloir conserver la propriété de sa lettre ; maître absolu de celle-ci avant son envoi. il peut tenir à le demeurer toujours, et le fait de la mettre à la boîte ne le dépouille pas plus irrévocablement, s'il en prévient l'intéressé, que le fait d'envoyer à titre de prêt un mandat-poste à un emprunteur ne dépouille irrévocablement le prêteur(1). Parfois aussi, il manifestera l'intention de rentrer en possession de ses écrits au décès de son correspondant (2); et par application des mêmes principes, sa volonté sera respectée.

En dehors de ces cas, assez rares, on ne saurait obliger le destinataire à restituer la correspondance, quel que soit l'usage qu'il en ait pu faire ; et c'est ce que décide un arrêt de la Cour de Caen du 7 février 1898 (3) : « Considérant, dit-il, que les premiers juges ont bien à tort ordonné la destruction des lettres missives adressées par Maignan à Mallet ; qu'à la vérité, ces lettres ont un caractère confidentiel ; mais que Mallet, destinataire des lettres, n'en est pas moins propriétaire, à condition de respecter le secret qu'elles renferment ; que les abus commis par Mallet et le préjudice qu'il a causé à Maignan, en communiquant les lettres à des tiers avec une intention malveillante,

(1) Cassation, 9 février 1881. D. 82. 1.73.

(2) Epernay, 8 janvier 1891, la Loi du 25 janvier.

(3) D. 99. 2. 2.

ne pouvaient autoriser les premiers juges à ordonner la destruction de ces lettres... »

L'expéditeur maintenant n'a imposé aucune condition, seulement sa lettre est confidentielle et on oblige le destinataire à n'en pas divulguer le secret : sur quoi fonder cette obligation ? On s'appuie très souvent sur un principe de morale et d'équité et l'on cite à ce propos les paroles que prononçait Lamartine en 1841, à savoir, que les correspondances sont gouvernées et défendues « par les lois écrites sur la diffamation, sur l'abus de confiance, et par les lois non écrites de la morale, de la délicatesse et de l'honneur. » Donc, dit-on, puisque la divulgation ordinaire des lettres n'est ni une diffamation, ni un abus de confiance, ni un délit semblable prévu et puni par la loi, on ne voit d'autre règle que l'équité et d'autre sanction que la morale ; on a même prétendu que dans un intérêt social, la jurisprudence avait du déroger aux principes généraux du droit....

Il est certain que laisser sans la moindre sanction, même civile, le principe de l'inviolabilité des correspondances pourrait avoir des inconvénients, diminuer la confiance entre les hommes, et nuire aux relations qui sont la vie des sociétés. On rappelle volontiers l'adage, reconnu par plusieurs arrêts : *quod a legibus omissum est non omittetur religione judicantium*, et l'on va parfois jusqu'à admettre que si le destinataire d'une lettre confidentielle la produisait en justice contre un tiers, celui-ci aurait le droit, à défaut des réclamations de l'auteur, de s'opposer à pareille production en invoquant la règle de morale qui exige

le respect de la correspondance. Peut-être même, ajoute-t-on, si la lettre confidentielle était invoquée par un tiers, celui-ci pourrait-il se voir opposer l'exception morale du secret des lettres par son adversaire, alors que ce dernier n'est ni l'auteur, ni le destinataire desdites lettres (1). Il est très raisonnable d'admettre tout cela, les tribunaux ayant, en effet, des pouvoirs d'autant plus larges que la loi est plus vague. Mais il n'en est pas moins vrai, comme le montre M. Valéry (2), qu'avec une pareille thèse le principe de l'inviolabilité du secret des lettres « absolument échanger aux préceptes de la loi positive, ne repose guère que sur des considérations fort louables sans doute, mais dépourvues de tout caractère juridique et souvent contraires à des intérêts aussi légitimes que respectables. »

Dans certains cas seulement, d'après lui, on verrait un fondement solide au secret : « L'obligation de ne pas révéler le contenu d'une lettre peut dériver de la loi ou d'une convention. C'est la loi qui l'impose lorsque la lettre renferme une confidence faite à une personne tenue du secret professionnel. C'est une convention dans des hypothèses très nombreuses, par exemple quand il s'agit de la correspondance entre un commerçant et un de ses employés, relativement aux affaires de la maison de commerce. Dans d'autres hypothèses, la divulgation d'une correspondance ne saurait être tolérée parce que, accomplie au préjudice des droits de l'expéditeur, elle constituerait un délit

(1) BRETON, p. 188.

(2) En note sous Limoges, 12 février 1894 S. 95. 2. 537.

ou un quasi-délit, selon qu'elle serait le résultat d'une intention malveillante ou d'un simple acte de légèreté ou d'imprudence. » Et il conclut : « que le destinataire d'une lettre peut en disposer à son gré, pourvu que l'usage qu'il en fait ne constitue ni la violation d'une obligation (et il n'y a pas d'obligation valable si son objet est illicite), ni l'accomplissement d'un délit ou d'un quasi-délit. » Mais cette règle laisse encore bien des fissures par où peut s'échapper le secret des correspondances.

On a alors cherché une autre base, et l'on a dit : en envoyant sa lettre, l'auteur ne fait pas autre chose qu'une donation ; or, toute donation peut supporter une condition qui consiste ici précisément dans l'obligation pour le destinataire de garder intact le secret de la lettre. Celui-ci, par cela même qu'il accepte la donation, à laquelle il serait libre de renoncer en refusant la lettre, s'engage à respecter cette condition, et il est désormais tenu comme par un contrat. Une telle clause n'est pas nettement exprimée, mais elle est sous-entendue au cas où la lettre est confidentielle, parce que, en raison de son caractère, l'expéditeur n'a pas dû vouloir qu'elle fut divulguée ; s'il ne l'a pas dit, c'est que les termes qu'il employait par ailleurs le faisaient suffisamment comprendre et que la nature de cette correspondance était assez éloquente pour rendre superflue toute stipulation expresse (1).

Cette thèse, si engageante qu'elle paraisse d'abord, prête cependant à la critique : la donation est un

(1) BRETON, p. 157.

contrat, et tout contrat exige, pour être valable, un consentement réciproque des parties intéressées. Or, on voit bien la volonté de l'expéditeur de ne laisser au destinataire le droit de conserver la lettre que sous réserve du secret ; mais on voit moins le consentement du destinataire d'adhérer à cette combinaison. On le verrait si un premier message lui était envoyé avec ces mots : je compte vous faire par écrit d'importantes confidences, mais comme je tiens à ce qu'elles restent secrètes entre nous, je ne vous les confierai que lorsque vous m'aurez promis la plus absolue discrétion. Alors, le futur confident acceptant ces conditions, il n'y a pas de raison plausible pour dénier à ce contrat, d'un genre nouveau, le caractère d'une donation conditionnelle. Mais un individu reçoit sans avertissement préalable des confidences qu'il n'a pas réclamées, et qui peut-être ne lui plaisent qu'à demi ; s'il les accepte, c'est qu'il y est poussé par la force des choses, car il ne peut soupçonner que cette enveloppe qu'il tient dans sa main cache un grave secret, il l'ouvre donc, il lit, se soumet-il par là à toutes les conditions, même tacites, imposées par la lettre ? Non, sans doute, et le seul fait de sa lecture ne manifeste nullement son adhésion à la volonté de l'auteur de maintenir secret le contenu de la lettre, puisque précisément il n'apprend le caractère confidentiel qu'après lecture ! Avouons, au moins, que son consentement est singulièrement surpris, ce qui rend le contrat bien fragile, si contrat il y a. D'ailleurs, en face des indiscretions du destinataire, l'auteur serait en droit de demander la révocation de la donation et la restitution ou la destruction de la lettre. Or, un

arrêt de la Cour de Caen du 7 février 1898 (1) reconnaît que les abus commis par le destinataire et le préjudice causé par lui à l'auteur en communiquant la lettre à des tiers avec une intention malveillante, ne peuvent autoriser le tribunal à ordonner la destruction de ces lettres.

Objection possible : on admet généralement la validité des clauses expresses exigeant la restitution de la lettre ; ne pourrait-on pas cependant leur appliquer le même raisonnement légèrement modifié ? Exemple : En tête de la lettre sont écrits ces mots : « A déchirer après avoir pris connaissance », alors si le destinataire n'accepte pas cette condition, qu'il refuse la donation et ne lise pas ! Mais aucune indication spéciale ne peut, à première vue, faire soupçonner quoi que ce soit, c'est une donation ordinaire ; puis, sa lecture faite, et sous sa signature, le destinataire est tout étonné de rencontrer la formule : à déchirer ; ne semble-t-il pas alors que la condition vienne postérieurement à l'acceptation d'une donation pure et simple ? Réponse : D'une part, nous ne croyons pas, en effet, que les conditions même expresses soient dans tous les cas respectables ; s'il s'agissait notamment d'une lettre injurieuse ou d'une lettre contenant la preuve d'un engagement, d'une libération d'obligation et, en général, d'un contrat quelconque, le destinataire serait en droit de la garder en dépit de l'engagement de l'expéditeur. D'autre part, la situation n'est pas exactement la même. La clause

(1) D., 99, 2, 2.

est-elle tacite ? non seulement l'expéditeur ne l'a pas formellement exprimée, mais de plus il a certainement entendu donner le droit de conserver la lettre, sous une condition, il est vrai, qui ne lie pas le destinataire sans son consentement. La clause est-elle expresse ? on se heurte immédiatement à un principe d'évidence, c'est qu'il n'y a pas donation sans intention de donner ; or, l'auteur veut si peut donner à son correspondant le droit de conserver la lettre expédiée, qu'il exige précisément que celle-ci soit détruite ou lui soit renvoyée : détruite, donc si le destinataire la garde, il prend ce qu'on ne veut pas lui donner, il vole ; renvoyée, donc si le destinataire la garde, il retient ce qu'on veut seulement lui prêter, il commet un abus de confiance.

XII. Quoi qu'il en soit, ni la morale, ni l'idée de donation conventionnelle ne sont des bases bien solides pour soutenir le principe de l'inviolabilité du secret des correspondances. Et alors il faut en revenir simplement à la distinction que j'établissais tout à l'heure entre le droit, l'usage du droit et l'abus du droit : « Les confidences que les lettres renferment ne peuvent être révélées que par le consentement de l'auteur et du destinataire, le lien résultant de la confiance intime et mutuelle ne pouvant être rompu que par la volonté de ceux qui l'ont formé. » (1) Tel est bien, en effet, le principe. Le destinataire est propriétaire de la lettre, il est, par conséquent, libre d'en user, mais avec des restrictions nécessaires que l'on rencontre plus ou

(1) Rouen, 23 mars 1864, S., 64, 2, 143.

moins dans toute propriété, et spécialement sous la condition de ne pas nuire à son correspondant ; or, il lui nuirait s'il divulguait ses confidences : il peut donc faire de la lettre tout ce qui est compatible avec son secret, et il ne peut faire que cela.

VU :

Lyon, le 16 juin 1902.

*Le Doyen de la Faculté,
Président de la Thèse,*

E. CAILLEMER.

PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 18 juin 1902.

*Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université,*

GABRIEL COMPAYRÉ.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.....	7
INTRODUCTION.....	9

TITRE I

Droits de l'autorité administrative

CHAPITRE I. — Historique.....	25
CHAPITRE II. — Législation actuelle.....	35
§ I. Principe de l'obligation du secret des lettres.....	37
§ II. Sanction.....	44

TITRE II

Droits de l'autorité judiciaire

CHAPITRE I. — Saisie des lettres au cours d'une instruction criminelle.....	67
§ I. Du droit de saisie.....	69
§ II. Sa portée. Autorités à qui il appartient.....	74
CHAPITRE II. — Correspondance des détenus.....	97

TITRE III

Droits des particuliers

CHAPITRE I. — Lettres confidentielles et non confidentielles.	101
CHAPITRE II. — Droits primordiaux du destinataire.....	121
CHAPITRE III. — Droit de publication.....	137

CHAPITRE IV. — Droit de transmission héréditaire.....	164
CHAPITRE V.— Droit de divulgation, de cession et de saisie.	180
CHAPITRE VI. — Droit de contrôle.....	188
§ I. Père et tuteur.....	188
§ II. Mari.....	200
§ III. Directeur de maisons d'aliénés.....	212
§ IV. Syndics de faillite.....	219
CHAPITRE VII. — Droit de production en justice.....	225
§ I. Lettres confidentielles devant les Tribunaux.....	225
§ II. Procès entre l'auteur et le destinataire.....	237
§ III. Procès où intervient un tiers.....	245
§ IV. Procès en divorce.....	269
CONCLUSIONS.....	289

Imprimerie WALTENER et C^{ie} successeurs de MOUGIN-RUSAND.
3. rue Stella — LYON
